CODE DES IMPÔTS SUR LES REVENUS 1992 CIR 92

VERSION HISTORIQUE

CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS 1992

PARTIE II

HISTORIQUE PAR ARTICLE 1

HISTORIQUE DES DISPOSITIONS REGIONALES 680

TABLE D'ORIGINE CHRONOLOGIQUE 697

AVIS RELATIF A L'INDEXATION AUTOMATIQUE EN MATIERE D'IMPOTS SUR LES REVENUS ... 730

AVIS RELATIF À LA DÉDUCTION POUR INVESTISSEMENT 742

TABLE DE CONCORDANCE 745

HISTORIQUE PAR ARTICLE DU CIR 92

Cette table mentionne à la :

colonne 1 :

l'art. du CIR 92 qui a été adapté;

le texte de base des articles est le texte tel qu'il figure dans l'annexe de l'AR du 10.04.1992 portant coordination de dispositions légales relative aux impôts sur les revenus (MB 30.07.1992 – R 2175);
le tableau ci-après ne reprend que les articles qui ont été adaptés par une loi ou un AR

colonne 2 :

la date de la loi ou l'AR qui a adapté l'art. du CIR 92, mentionné à la colonne 1

colonne 3 :

la date du MB dans lequel la loi ou l'AR, mentionné à la colonne 2, a été publié

colonne 4 :

le n° du recueil administratif dans lequel la loi ou l'AR, mentionné à la colonne 2, a été publié

colonne 5 :

l'art. de la loi ou l' AR, mentionné à la colonne 2, qui a adapté l' art., mentionné à la colonne 1

colonne 6 :

l'objet de la mise à jour

colonne 7 :

l'entrée en vigueur de la mise à jour

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
2	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	1	- § 2, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	2	- § 4, al. 2 (insertion)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrit à partir du 07.04.1995 (art. 9)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	1	- § 2, 3°, 4° et 5° (remplacement) - § 2, 6° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	2	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	8	- 10° (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur du présent article (art. 15, § 1er). Art. 1er AR du 27.06.2005 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17.05.2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 03.06.2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (MB 29.06.2005, éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 8 est applicable aux intérêts payées ou attribués, qui sont courus à partir du 01.07.2005 (art. 1er).
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	33	- texte existant devient § 1er - § 1er, 11° et 12° (insertion) - nouveau § 2 (insertion)	- aux conventions constitutives de sûreté réelle et aux prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	313	- § 1er, 5°bis (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	3	- § 1er, 5°, b)bis (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 30.07.2013	01.08.2013 (éd. 2)	–	35	- § 1er, 13° et 14°(insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 37)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	2	- § 1er, 5°, b)bis, 2ème et 4ème tiret (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	8, 1° 8, 2° 8, 3° 8, 4°	- § 1er, 1°, al. 1er, a) (remplacement) - § 1er, 1°, al. 2 (modification) - § 1er, 15° (insertion) - § 3 (insertion)	- aux périodes imposables qui débutent le 01.01.2014 ou ultérieurement (art. 72, al. 1er, 1°) - à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	83	- § 1er, 5°, g (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	38	- § 1er, 13°, b (remplacement) - § 1er, 13°/1 (insertion) - § 1er, 14° (remplacement) - § 1er, 14°/1 (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er) Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017). *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	16	- § 1er, 5°bis (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	102	- § 1er, 13°/1, e (abrogation) - § 1er, 13°/1, al. 2 et 3 (insertion) - § 1er, 14°, 3e tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	6	- § 1er, 5°, h (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 21.07.2017	03.08.2017	–	2	- § 1er, 1°, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 4)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	86, 1° 86 , 2° 86, 3°	- § 1er, 13°, c (insertion) - § 1er, 13/2, 13/3 et 13/4 (insertion) - § 1er, 14°, 5e tiret (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- § 1er, 14°/1 (abrogation)	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	3	- § 1er, 16°, 17° et 18° (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	5	- § 1er, 5°/1 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.08.2018
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	25 84	- § 1er, 13°, b), al. 3 (modification) - § 1er, 4°/1 (insertion) - § 1er, 4°/2 (insertion) - § 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019 - à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	2, 1° à 8° et 10°	- § 1er, 5°, a, al. 1er (modifications) - § 1er, 5°, b (modification) - § 1er, 5°, b, al. 2 (insertion) - § 1er, 5°, b)bis, 2e tiret (modification) - § 1er, 5°, c (modification) - § 1er, 5°/1 (modification) - § 1er, 5°ter (insertion) - § 1er, 6° (remplacement) - § 1er, 13/1, al. 3, 1er tiret (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
				2, 9°	- § 1er, 6°/1 et 6/2 (insertion)	- aux opérations y définies qui sont effectuées à partir du 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 2)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	26	- § 1er, 13°, al. 4 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	7, 1° 7, 2°	- § 1er, 13°, b) nouvel al. 4 (insertion entre les al. 3 et 4 existants) - § 1er, 19° (insertion)	- Le présent chapitre entre en vigueur le 31.12.2020 (art. 11, al. 1er) Art. 7, 1°, est applicable aux périodes imposables qui sont clôturées à partir du 31.12.2020 (art. 11, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~2~~	~~- § 1er, 19° à 21° (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	20	- § 1er, 4/2, 4e tiret (remplacement) - § 1er, 13°, b), al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	61	- § 1er, 5°, i (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	2	- § 1er, 5°, c)bis (insertion) - § 1er, 10° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	33, 1° 33, 2° 33, 3° 33, 4° 33, 5° 33, 6° 33, 7° 33, 8° 33, 9° 33, 10° 33, 11° 33, 12° 33, 13°	- § 1er, 13°, b), al. 2 (remplacement) - § 1er, 13°, b), al. 3 (abrogation) - § 1er, 13°, b), al. 4 qui devient al. 3 (remplacement) - § 1er, 13°/1, al. 1er, phrase liminaire (remplacement) - § 1er, 13°/1, al. 1er, a) (remplacement) - § 1er, 13°/1, al. 1er, b) (remplacement) - § 1er, 13°/1, al. 2 (modification) - § 1er, 13°/1, al. 3 (insertion) - § 1er, 13°/2 (modification) - § 1er, 13°/3 (remplacement) - § 1er, 13°/4 (abrogation) - § 1er, 14°, tiret 4 (modification) - § 1er, 14°, al. 2 et 3 (insertion)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 ed. 2	–	44	- § 1er, 6°/1, al. 2, c) (remplacement) - § 1er, 6°/1, al. 2, g), 1) (modification) - § 1er, 6°/1, al. 2, g), 3) (insertion)	- produit ses effets le 16 juin 2023 (art. 59, al 1er)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	2	- § 1er, 20° et 21° (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
3	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	2	- § 2, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	3	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
4	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	3	- 1°, 2° et 3° (modification) - 2° (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 25.12.2016	30.12.2016	–	2	- 4° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. lié à la période imposable qui commence le 01.01.2017 (art. 4)
5/1	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	39	- entier (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2). *Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017).* *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	103	- § 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	87, 1° 87, 4° 87, 5° 87, 6° 87, 7° 87, 2° 87, 3° 87, 8°	- § 1er , al. 1er (remplacement) - § 1 er, al. 9 (ancien al. 6) (modification) - § 1 er, al. 10 ancien al. 7) (remplacement) - § 2 (remplacement) - § 3, phrase liminaire (modification) - § 1 er, al. 2 (remplacement) - § 1 er, nouvel al. 3, 4 et 5 (insertion entre les al. 2 et 3 existants) - § 3, b (remplacement)	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er) - le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	21	- § 3, a (modification)	- le 17.09.2017 et sont applicables aux revenus attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir de cette date et, en ce qui concerne le précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2018 (art. 96, al. 1er)

	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	34, 1° 34, 2° 34, 3° 34, 4° 34, 5° 34, 6° 34, 7° 34, 8° 34, 9°	- § 1er, al. 2 (remplacement) - § 1er, al. 3 (remplacement) - § 1er, al. 4 et 5 (abrogation) - § 1er, al. 10 qui devient al. 8 (remplacement) - § 2 (abrogation) - § 3, phrase liminaire (modification) - § 3, b) (remplacement) - § 3, c) et d) (insertion) - § 3, al. 2 (insertion)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)
5/2	L 25.12.2017	29.12.2017	–	88	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
7	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	1	- § 1er, 1° et 2°, a) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 06.04.1995	16.06.1995	2407	1	- § 1er, 2°, b)bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	2	- § 1er , 1°, a, 2ème tiret, 2°, a, 2ème tiret et bbis - § 1er , 2°, c (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	L 06.07.1997	23.10.1997	2531	2	- § 1er, 2 °, bbis (remplacement)	- le 1er janvier de l'ex. d'imp. qui suit sa publication au MB (art. 3)

	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	386	- § 1er , 1°, a, 1er tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	2	- § 1er, 1°, a, premier tiret (modification) - §1er, 2°, a, premier tiret, (modification) - § 1er, 2°, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	9	- § 1er, 1°, a, premier tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	2	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 16, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	2	- § 1er, 2°, bbis) (modification)	- le 01.01.2022 (art. 46, al. 1er)
8	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	3	-al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 16, al. 2)
9	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	10	- nouvel al. 1er (insertion devant al. 1er existant) - nouvel al. 2 (al. 1er anciennement) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	4	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 16, al. 2)
12	L 21.05.1996	31.07.1996	2460	2	- § 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.08.1996

	L 13.05.1999	03.07.1999	2709	2	- § 2 (insertion)	- applicable aux baux à ferme en cours (art. 4)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	387	- § 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	161	- § 3, al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	2	- § 3, al. 6 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 7)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	31, 1° 31, 2°	- § 1er (modification) - § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 43, al. 7)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	11	- § 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.04.2019	29.04.2019 err. 09.05.2019	–	2	- § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 3)
13	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	5	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 16, al. 2)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	24	- 1er tiret (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
14	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	4	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	4	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	388	- al. 1er, 1° (remplacement) - al. 2 (remplacement) - al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	12	- al. 1er, 1° (remplacement) - al. 1er, 2° (modification) - nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	25	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 3° (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 60, al. 1er)
15	L 12.04.1995	26.09.1995	2414	1	- entier (remplacement) - **la L 12.04.1995 a été annulée par la Cour d'Arbitrage – arrêt n° 74/96 du 11.12.1996 (MB 09.01.1997)**	- à partir de l'ex. d'imp.1996 (art. 2)
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	6	- § 2, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 16, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
16	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 1er - § 3, al. 1er et 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er - § 3, al. 1 er et 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	5	- entier (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	389	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
17	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	2	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, §1er)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 1°	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	72	- § 1er , 4° (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Art. 72 est applicable aux rentes viagères payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 1er tiret).
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	162	- § 1er, 4° (modification)	- applicable aux rentes viagères et pensions, pensions complémentaires, rentes, capitaux, épargnes et valeurs de rachat alloués à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 1°)
	L 16.07.2008	30.07.2008 (éd. 2)	–	2	- § 1er, 5° (insertion)	- le 01.01.2008 (art. 7)

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	34	- § 1er, 5° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	52	- § 1er, 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	26	- § 1er, 3° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	100	- § 1er, 5° (remplacement)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	22	- § 1er, 5°, 4e tiret (modification)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 28, al. 1er)
18	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	1	- al. 1er, 3° (remplacement) - al. 2 (insertion)	- aux intérêts des avances payés ou attribués à partir du 27.03.1992 (art. 47 § 6)
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	3	- al. 3 (insertion)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	3	- al. 1er, 3°, 2ème tiret (remplacement) - al. 2 (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	3	- al. 1er, 1° (remplacement) - al. 1er, 2°bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, § 1er) - aux remboursements effectués à partir du 01.07.1997 pendant un exercice social se rattachant à l'ex. d'imp. 1998 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 80, § 2)

	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	44	- al. 1er, 3° devient 4° - al. 1er nouveau, 3° (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	2	- al. 1er, 2° ter (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	34	- al. 1er, 3° (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	109	- al. 3 (modification)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
	L 31.01.2006	22.02.2006	3529	2	- al. 1er, 2°bis (remplacement)	- applicable aux parts bénéficiaires émises à partir du 01.01.2005 (art. 4, al. 1er) - sous réserve de l'article 4, alinéa 1er , la présente disposition entre en vigueur le 22.02.2006 (art. 4, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	3	- al. 1er, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	2	- al. 3 (modification)	- le 01.01.2011 (art. 12)

	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	40	- al. 1er, 2°ter (remplacement)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er) Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

						Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017). *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	104	- 2°ter (remplacement) - 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	96	- al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 2°bis (modification) - al. 4 (insertion)	- le 01.01.2017 (art. 99, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- al. 1er, 3° (modifications) ***La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 12/2021 du 28.01.2021 (M.B.19.05.2021; Numac:, 2021200534) annule l'article 89, 1°, de la loi-programme du 25.12.2017, en ce qu'il ne prévoit pas que la taxe sur les distributions n'est pas applicable aux bénéficiaires de revenus distribués par une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 qui est soumise, en vertu de la législation de l'Etat ou de la juridiction où elle est établie, à un impôt sur les revenus égal ou supérieur à 15 % du revenu imposable de cette construction juridique, déterminé conformément aux règles applicables pour établir l'impôt belge sur les revenus correspondants.***	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	3, 1° 3, 2°	- al. 1er, 2° et 2°bis (remplacement) - nouvel al. 2 à 7 (insertion entre les al. 1er et al. 2 existants)	- le 01.01.2018 et sont applicables aux opérations de réduction de capital et de remboursement de primes d'émission ou de parts bénéficiaires assimilées à du capital libéré qui sont décidées par l'assemblée générale à partir du 01.01.2018 (art. 86, C, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				3, 3°	- al. 2 ancien (nouvel al. 8) (modifications)	- le 01.01.2020 et sont applicables aux intérêts qui se rapportent aux périodes après le 31.12.2019 (art. 86, C, al. 2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	3	- al. 1er, 2° et 2° bis (remplacement) - al. 2 et 3 (remplacement) - al. 4 (modification) - al. 5, 7e tiret (modification) - al. 7 (modifications) - al. 8, 2° (modification) - al. 10 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	22	- al. 1er, 3° (modification)	- le 17.09.2017 et sont applicables aux revenus attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir de cette date et, en ce qui concerne le précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2018 (art. 93, al ; 1er)

	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	35, 1° 35, 2° 35, 3°	- al. 1er, 3° (modification) - al. 1er, 3°/1 (insertion) - al. 11 et 12 (insertion)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)
19	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	2	- § 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.08.1992
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	1	- § 1er, 3° (insertion) - § 4 (insertion)	- aux contrats conclus à partir du 07.05.1993 (art. 23, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	4	- § 1er, 3° (remplacement) - § 1er, 4° (insertion) - § 2, al. 1er et § 4, al. 2 (modifications)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 9)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	45	- § 1er, 1° (remplacement)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	35	- § 1er, 1° (remplacement) - § 2, al. 3 (insertion) - § 3 (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	390	- § 1er, 3°, a (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	110	- § 1er, 4° (modification)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	3	- § 1er, al. 2 (insertion) - § 2, al. 1er (modification) - § 4 (modifications)	- le 01.01.2011 (art. 12)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	13	- § 1er, al. 1er, 3°, a) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	5	- § 1er, al. 2, 1° et 2°, b (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
19bis	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	111	- entier (insertion)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	117	- § 2 (remplacement)	- à partir du 01.07.2006 (art. 117)

L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	118	- § 1er, alinéas 5 et 6 (remplacement)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 118) Cet arrêté cesse de produire ses effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté (art. 118) Art. 57 de la loi du 13.12.2012 portant des dispositions fiscales et financières abroge art. 118 à partir du 30.12.2012.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	119	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 1er, al. 3 (remplacement) - § 1er, al. 4 (remplacement) - § 2, al. 1er (remplacement)	- à partir du 01.01.2008 (art. 119) - Le Roi peut abroger l'article 119 par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Cet arrêté cesse de produire ses effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté. (art. 120) Art. 57 de la loi du 13.12.2012 portant des dispositions fiscales et financières abroge art. 120 à partir du 30.12.2012.
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	15	- § 1er, al. 4 (modification) - § 1er, al. 5 (modification) - § 1er, al. 6 (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- le 01.01.2010 (art. 18)
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	2	- § 1er, al. 1er, 2ème phrase (remplacement)	- le jour de la publication au MB (art. 5)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	40, 1° 40, 2° 40, 3° 40, 4° 40, 5° 40, 6°	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 5 (modification) - § 1er, al. 6 (remplacement) - § 1er, al. 7 (modification) - § 1er, al. 8 (modification) - § 2, al. 3 (insertion)	- aux opérations réalisées à partir de la date de publication de la présente loi au MB , c.-à-d. à partir du 20.12.2012 (art. 59, al. 8).
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	52, 1° 52, 2°	- § 1er, al. 6 (abrogation) - § 3 (insertion)	- le 01.07.2013 (art. 55, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	101	- § 1er, al. 1er à 7 (modification) - § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er et 2 (modification)	- le jour de la publication de la présente loi dans le MB (art. 103, al. 2)
19ter	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	314	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
20	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	73	- al. unique (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 73 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 2°).
20bis	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	2	- entier (insertion)	- aux revenus mobiliers qui sont attribués ou mis en paiement autrement qu'en espèces à partir du 1er jour du 2e mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au MB (art. 14, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.10.2017	10.11.2017	–	13	- al. 2 (modification) - al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2017
21	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	1	- 2° (modification)	- à partir du 19.09.1992 (art. 30, § 7)
	L 22.03.1993	19.04.1993	2235	134, 1°	- 5° (remplacement)	- le jour de la publication au MB (art. 158, al. 1er)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	2 92, 1°	- 9° (insertion) - 5° (remplacement art. 134 L 22.03.1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit)	- aux contrats conclus à partir du 07.05.1993 (art. 23, § 2) - le 19.04.1993 (art. 93, al. 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	5	- 8° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 91, al. 4)
	L 22.03.1995	26.04.1995	2379	2	- 7°, al. 2 (insertion)	- le 01.01.1995 (art. 7)
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	2	- 9° (remplacement)	- aux contrats souscrits à partir du 27.10.1995 (art. 28, al. 7)
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	5	- 2° (modification)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 9)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	4	- 2° (remplacement) - 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7) - le 19.04.1993 (art. 80, § 3)
	L 26.03.1999	01.04.1999 err. 10.11.1999	2676	62	- 10° (insertion)	- aux revenus alloués ou attribués à partir du 01.01.1999 (art. 66)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- 5°, 6° et 10° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	24	- 6° (remplacement)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 2 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2), stipule que cet art. entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2002
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	1 44	- 5°, 6° et 10° (remplacement par les montants exprimés en euro) - 6° en 10° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2) - uniquement pour l'ex. d'imp. 2002 (art. 44)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 2°	- 5°, 6° et 10° (abrogation du remplacement par les montants exprimés en euro conformément à l'art. 2, tableau n° 25, AR 20.07.2000)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	3	- 2° (remplacement)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)

	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- 5° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	112	- 2° (modification)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	97 331	- 5° (modification) - 5° (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er) - à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	4	- 2° et 9° (modifications)	- le 01.01.2011 (art. 12)
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	170, 1° 170, 2° 170, 3°	- la phrase liminaire du 5° (modification) - 5°, 1er tiret (remplacement) - 5°, 3e tiret (insertion)	- le 01.01.2015 (art. 202, § 2, al. 1er) Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'al. 1er (art. 202, § 2, al. 2) Art. 106 et 107 L 18.12.2015 modifient l'entrée en vigueur de l'art. 170 L 25.04.2015: Art. 170 entre en vigueur le jour de la publication de la loi précitée au MB. c.-à-d ; le 07.05.2014.
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	41	- 11° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2015 (art. 50, al. 1er)

	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	41	- 12° (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2).
	L 10.08.2015	18.08.2015	–	60	- 13° (insertion)	- aux prêts conclus à partir du 01.08.2015 (art. 66)

		(éd. 2)		77	- 11° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 83, al. 1er)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	45	- 13°, a (modification)	- aux prêts conclus par les emprunteurs au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 2)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	105	- 12° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	37	- 13°, a (modification) - 13°, e (remplacement) - 13°, f (insertion) - al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016
	L 31.07.2017	10.08.2017 (éd. 2)	–	48	- 6° (remplacement) - 10° (remplacement) - 11° (modification)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2017 (art. 49, al. 1er) - aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2015 (art. 49, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	90	- al. 1er, 12° (remplacement) - nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et al. 2 existants)	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er)
				104	- al. 1er, 5° et 10° (modification) - al. 1er, 6° (abrogation) - al. 1er, 14° (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)

	L 11.07.2018	20.07.2018 (éd. 2)	–	35	- 13°, f (modifications)	- à la date d'entrée en application du Règlement 2017/1129, telle que déterminée par l'article 49, paragraphe 2 dudit règlement, c.-à-d. à partir du 21.07.2019 (art. 104, § 1er)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	2	- al. 1er, 14° (modification) - al. 4 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2019 (art. 17, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	4	- al. 1er, 10° (modifications) - al. 1er, 13°, a (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	23	- al. 1er, 1° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

	L 23.02.2022	04.04.2022	–	25	- al. 1er, 13°, e et f (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 29, § 1er) Par dérogation au § 1er, en ce qui concerne les prestataires de services de financement participatif, qui, au 10.11.2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont, conformément à l'article 6, § 2 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de cette loi, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent qu'à compter du 10.11.2022, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

						Toutefois, au cas où la Commission fait usage de l'habilitation qui lui est conférée par l'article 48, paragraphe 3 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent aux prestataires de services de financement participatif, qui, au 10 novembre 2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, qu'à compter de la date indiquée dans ledit acte délégué, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	3	- al. 1er, 13°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	39	- al. 1er, 13°, f (modifications)	- à la date déterminée conformément à l'article 29 de la loi du 23.02.2022 visant à mettre en oeuvre le règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937 et à transposer la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16.02.2021 modifiant la directive 2014/65/ UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 (II), c.-à-d. le 04.04.2022 (art. 53, al. 1er)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	36, 1° 36, 2°	- al. 1er, 12° (remplacement) - al. 2 (remplacement)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)
22	L 24.12.1993	31.12.1993 (éd. 2)	2280	29	- § 1er , al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 34, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	2	- § 1er , al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er , 1°)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	4	- § 1er, al. 2 (modification)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	9	- § 1er, al. 1er (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur du présent article (art. 15, § 1er). Art. 1er AR du 27.06.2005 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17.05.2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 03.06.2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (MB 29.06.2005, éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 9 est applicable aux intérêts payées ou attribués, qui sont courus à partir du 01.07.2005 (art. 1er).
	L 16.07.2008	30.07.2008 (éd. 2)	–	3	- § 3 (modification)	- le 01.01.2008 (art. 7)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	4	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	25	- § 1er, al. 1er et al. 2 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	77, 1° 77, 2°	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	42	- § 1er, al. 2 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2015 (art. 50, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	35	- § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	4	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	25	- § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	29	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
23	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	73	- § 2, 4° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	8	- § 1er, phrase liminaire (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 11, al. 1er)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	85	- § 2, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
24	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	315	- al. 4 et 5 (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	5, 1°	- al. 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				5, 2°	- al. 3 (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	5	- nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	2	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				40	**(retrait art. 5, 2° L 25.12.2017)**	- à partir du même date d'entrée en vigueur que l'insertion
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6	- dérogation al. 1er, 1° Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
25	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	6	- 4° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 19.05.1998	26.06.1998	2578	2	- 6°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.07.1998
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	370	- 6°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	32	- 6°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	3	- 6°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6	- dérogation 6° Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	2	- 7° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
25/1	L 23.06.2020	01.07.2020	–	3	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
26	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	3	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	81	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 82)
27	L 07.04.1995	16.06.1995	2408	1	- al. 2, 5° (insertion)	- le 01.01.1996 (art. 4)
	L 04.05.1999	28.07.1999	2729	5	- al. 2, 5° (modification)	- lors du prochain renouvellement intégral des conseils provinciaux (art. 7), c.-à-d. le 08.10.2000
	L 07.03.2002	19.03.2002 (éd. 3)	3025	2	- al. 2, 5° (remplacement) - al. 2, 6° (insertion)	- à partir du 20.10.2000 (art. 4)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	316	- al. 4 (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 01.03.2007	14.03.2007	–	129	- al. 2, 5° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 24.03.2007
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	6, 1°	- al. 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				6, 2°	- al. 3 (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	3	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 4)
				41	**(retrait art. 6, 2° L 25.12.2017)**	- à partir du même date d'entrée en vigueur que l'insertion

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6	- dérogation al. 2, 1° et 4° Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	4	- al. 2, 7° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
27/1	L 23.06.2020	01.07.2020	–	5	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
28	L 19.05.1998	26.06.1998	2578	3	- 3°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.07.1998
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	371	- al. 1er, 3°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	33	- al. 1er, 3°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	4	- al. 1er, 3°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
29	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	5	- § 2, 5° (insertion)	- aux associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique à partir du 01.08.1995 (art. 80, § 4)

	L 17.03.2019	10.05.2019	–	7	- § 1er (modification) - § 2, 1° (abrogation) - § 2, 2° (modification) - § 2, 4° (remplacement)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.02.2020	17.03.2020	–	16	- § 2, 5° (modification)	- le 1er jour du 18e mois qui suit celui de sa publication au MB , c.-à-d. à partir du 01.09.2021 (art. 39)
30	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	4	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	15	- 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
31	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	74	- al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp.1993 (art. 101, al. 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	3	- nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	91	- al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)

	L 04.05.1999	28.07.1999	2729	6	- al. 5 (insertion)	- lors du prochain renouvellement intégral des conseils provinciaux (art. 7), c.-à-d. le 08.10.2000
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2)	3168	74	- al. 2, 4° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
		err. 26.05.2003				Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 74 est applicable aux indemnités payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 1er tiret).
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	14	- al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6 16, § 1	- dérogation al. 2, 4° - dérogation al. 2, 1° Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 26.04.2022	06.05.2022	–	2	- al. 1er (modification)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L. 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	57 58	- dérogation al. 2, 1° - dérogation règle d'application	- le 01.04.2020 (art. 59) - à partir le d'ex. d'imp. 2022 (art. 59)
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	30	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
31bis	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	94	- entier (insertion)	- applicable aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 100, al. 3)

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	276	- entier (remplacement)	- aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 289, al. 4)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	33	- phrase liminaire de l'al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1°, 2e tiret (remplacement) - al. 5 (insertion)	- aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 35)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	8, 1° 8, 2° 8, 3° 8, 4°	- phrase liminaire de l'al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1°, 1er tiret (modification) - phrase liminaire de l'al. 3 (modification) - al. 3, 2°(modification)	- le 01.01.2013 (art. 23, al. 2)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	102	- al. 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 106, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 29.05.2020	11.06.2020	–	16, § 2	- dérogation d'application al. 1er, 1°	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
31ter	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	22	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	6	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
32	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	4	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 47, § 3)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	5	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	2	- al. 1er (remplacement) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 48, § 1er)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	163	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	23	- al. 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6 16, § 1	- dérogation al. 2, 2° - dérogation Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	7	- al. 5 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

32/1	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	13	- entier (insertion)	- le 01.01.2022 et sont applicables aux contribuables impatriés et chercheurs impatriés éligibles entrant en fonction en Belgique à partir du 01.01.2022 (art. 17) Remarque : art. 18 dérogation, modifié par l' art. 54 L 05.07.2022 (MB 15.07.2022) art. 17/1 LP 27.12.2021, inséré par l'art. 53 L 05.07.2022 (MB 15.07.2022) dérogation
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	5	- § 2, al. 1er, 1° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 2, al. 1er, 2° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 3, al. 2 (modification) - § 8, al. 1er (modification) - § 8, al. 2 (modification)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 1er)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	3	- § 2, al. 1er, 1° (modification) - § 2, al. 1er, 2° (modification) - § 3, al. 1er, 2° (remplacement)	- le 01.01.2022 (art. 46, al. 1er)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	45	- § 3, al. 7 (abrogation) - § 10 (insertion)	- produit ses effets le 1er janvier 2023 et sont applicables aux rémunérations payées ou attribuées à partir de cette date (art. 59, al. 2)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	3	- § 8, al. 1er et 2 (remplacement)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

32/2	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	14	- entier (insertion)	- le 01.01.2022 et sont applicables aux contribuables impatriés et chercheurs impatriés éligibles entrant en fonction en Belgique à partir du 01.01.2022 (art. 17) Remarque : art. 19 dérogation, modifié par l' art. 55 L 05.07.2022 (MB 15.07.2022) art. 17/1 LP 27.12.2021, inséré par l'art. 53 L 05.07.2022 (MB 15.07.2022) dérogation
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	6	- § 2, al. 5 (modification) - § 5, al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 5, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 5, al. 2 (modification) - § 8, al. 1er (modification) - § 8, al. 2 (modification)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 1er)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	4	- § 2, al. 1er, 1° (modification) - § 2, al. 1er, 2° (modification) - § 2, al. 3, 1° (modification) - § 5, al. 2 (modification)	- le 01.01.2022 (art. 46, al. 1er)
	L 28.12.2023	29.12.2023 ed. 2	–	46	- § 3, al. 2 (abrogation) - § 5, al. 2 (modification) - § 10 (insertion)	- produit ses effets le 1er janvier 2023 et sont applicables aux rémunérations payées ou attribuées à partir de cette date (art. 59, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	4	- § 8, al. 1er et 2 (remplacement)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
33	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	5	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 47, § 3)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	6	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	16	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	2	- al. 3 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2022 (art. 4)
33bis	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	17	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	6	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
33ter	L 30.03.2018	07.05.2018	–	23	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 36)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

				24	- § 2, al. 1er (modification) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 36)
	L 17.03.2019	29.03.2019 err. 29.04.2019	–	9, 1° 9, 3°	- § 2, nouvel al. 2 (insertion entre les alinéas 1er et 2 existants) - § 5 (abrogation)	- le 01.03.2019 (art.12, al. 1er)
				9, 2°	- § 2, nouvel al. 2 (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art.12, al. 2)
34	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	75	- § 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993, à l'exception de l'art. 52, 9° du CIR 92, dans la mesure où il est remplacé par l'art. 145[1], 1°, du même Code, qui entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 2)
					- § 1er, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
					- § 3, al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	2	- § 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	L 19.07.2000	04.08.2000	2844	2	- § 1er , 1° (remplacement) - § 1er, 1° bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 4, § 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	72	- § 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	75, 1°	- § 1er, 2° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 75, 1° est applicable aux capitaux, valeurs de rachat de contrats d'assurance sur la vie, pensions , pensions complémentaires et rentes payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 1er tiret).
				75, 2°	- § 1er, 2°bis (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 75, 2° est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 23, §3, A, 7°).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	391	- § 1er, 2°, d (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	113	- § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 134, al. 9)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	5	- § 5 (insertion)	- le 01.01.2011 (art. 12)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	15	- § 1er, 2°, al. 1er, d (modification) - § 1er, 2°, al. 1er, e (insertion) - § 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	2	- § 2, 3°, 4e tiret (insertion) - § 2, al. 2 (insertion)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	9	- § 1er, 1° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 11, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	53	- § 1er, 2°ter (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 06.12.2018	27.12.2018	–	45	- § 1er, 2°, c/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	1	- § 1er, al. 1er, 3°, a) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
ART. CIR	DATE L, OU	DATE MB	R	ART. L, OU	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

92	AR			AR		
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	6	- § 5, 1° et 2°, b (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
35	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd. 2)	3354	47	- entier (remplacement)	- aux pensions payées ou attribuées à partir du 01.01.2004 (art. 48).
36	L 23.12.2009	30.12.2009	–	114	- al. 3 (insertion)	- le 01.01.2010 (art. 126, al. 3)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	39	- entier (remplacement)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	143,1° 143, 2°	- § 2, al. 2 (remplacement) - nouveau § 2, al. 3 (insertion entre les alinéas 2 et 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013, étant entendu que, en ce qui concerne le précompte professionnel, l'article 143 n'est applicable qu'aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.05.2012 (art. 153, al. 4)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	3	- § 2, al. 5 (remplacement)	- pour la détermination des avantages attribués à partir du 01.01.2014 (art. 22, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	7	- nouveau § 2, al. 9, 10 et 11 (insertion entre les alinéas 8 et 9 existants)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	42	- art. 7, L 25.12.2017 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 08.12.2020	23.04.2021 err. 28.04.2021	–	2	- § 2, al. 5 (remplacement)	- à partir de l'année de revenus commençant au plus tôt le 01.01.2021 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	24	- § 2, al. 9 (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 96, al. 2)
37	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	10	- al. 2 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur du présent article (art. 15, § 1er). Art. 1er AR du 27.06.2005 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17.05.2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (MB 29.06.2005, éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 10 est applicable aux intérêts payées ou attribués, qui sont courus à partir du 01.07.2005 (art. 1er).
	L 16.07.2008	30.07.2008 (éd. 2)	–	4	- nouvel al. 2 (insertion entre les alinéas 1er et 2 existants)	- le 01.01.2008 (art. 7)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	26	- al. 3 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	78	- al. 3 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	7	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	101	- al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre les alinéas 2 et 3 existants)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
37bis	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	36	- entier (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	35	- texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion) - § 2 (modification)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 39, al. 1er) - pour l'année des revenus 2016 (art. 39, al. 2)
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	45	- § 2 (remplacement) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.10.2018	12.11.2018	–	7	- § 2, al. 1er (modification) **L 30.10.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 22.11.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2020	31.12.2020	–	60	- § 2 (remplacement après annulation))	- ~~le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ ~~Les articles 60 à 64 inclus sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, al. 2).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid) Remarque : Pour l'application des articles 37bis, § 2, al. 2, du CIR 92 aux revenus obtenus au cours de l'année civile 2021, les revenus obtenus au cours de l'année civile 2020 et issus de services occasionnels entre citoyens visés à l'article 90, al. 1er, 1°ter, du même Code, tel qu'il était applicable pour l'année civil 2020, sont pris en compte pour déterminer si la limite annuelle visée à l'article 37bis, § 2, al. 2, précités, est dépassée pour l'année civile précédente.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.04.2022	06.05.2022	–	3	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 3 (abrogation)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 8) Pour l'application de l'article 37bis, § 2, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 aux revenus obtenus au cours de l'année civile 2022, les revenus obtenus au cours de l'année civile 2021 et issus du travail associatif tel que visé à l'article 90, alinéa 1er, 1°ter, du même Code, tel qu'il était applicable pour l'année civile 2021, sont pris en compte pour déterminer si la limite annuelle visée à l'article 37bis, § 2, alinéa 2, précité est dépassée pour l'année civile antérieure (art. 7).
38	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	6	- 9°, al. 1er (modification) - 9°, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 06.08.1993	31.08.1993	2264	1	- 12° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 2)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	7	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 91, al. 7)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	92	- 13° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	7	- 11° , phrase liminaire (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1)
	L 08.08.1997	05.11.1997 err. 24.06.1998	2536	2	- texte actuel devient al. 1er - al. 1er , 14° (insertion) - al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.06.1998	24.07.1998	2585	2	- al. 1er, 12° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 3)
	L 07.04.1999	20.04.1999	2685	29	- al. 1er , 13° (remplacement)	- à la date fixée par le Roi (art. 32) Art. 1er AR 13.06.1999 fixant la date d'entrée en vigueur de certains textes relatifs au contrat de travail ALE (MB 03.07.1999), fixe cette date au 01.10.1999. Art. 1er AR 22.09.1999 (MB 01.10.1999 – même titre) report de cette date au 01.01.2000
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er, 9°, 1er et seconde phrase - al. 1er, 12° et 14° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7 § 1er)
	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	25	- al. 1er, 15° (insertion)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 2 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2), stipule que cet art. entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2002
	L 10.07.2001	22.08.2001	2960	2	- al. 1er, 9° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 3)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	1	- al. 1er, 13° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er, 12°, 13° et 14° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	43	- al. 1er, 9° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- pour l'ex. d'imp. 2002 (art. 43)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	6	- al. 1er, 9° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	73	- al. 1er, 16° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	396	- al. 1er, 17° (insertion)	- à la date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres (art. 397). L'art. 3 AR 25.03.2003 modifiant l'AR/CIR 92 en fixant la date d'entrée en vigueur de l'art. 396 de la loi-programme du 24.12.2002 (MB 04.04.2003), stipule que l'art. 396 précité produit ses effets à partir du 01.01.2003 (art. 3).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	76, 1°	- le texte actuel devient § 1er - § 1er, al. 1er, 18° (insertion) - § 1er, al. 1er, 19° (insertion) - § 1er, al. 1er, 20° (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 76, 1° est applicable : aux cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 4°, 1er tiret) aux cotisations et primes, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 3°, 1er tiret) aux prestations visées à l'article 38, §1, al. 1er, 20°, CIR 92 payées en exécution d'engagements conclus à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 6°, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				76, 2°	- § 2 (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 76, 2° est applicable : aux cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 4°, 1er tiret) aux cotisations et primes, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 3°, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				76, 3°	- § 3 (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 76, 3° est applicable : aux cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 4°, 1er tiret) aux cotisations et primes, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 3°, 1er tiret) aux prestations visées à l'article 38, § 1er, al. 1er, 20°, CIR 92 payées en exécution d'engagements conclus à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 6°, 1er tiret)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	281	- al. 1er, 13° (modification)	- aux indemnités obtenues à partir du 01.03.2003 (art. 282)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	362	- § 1er, al. 1er, 21° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 363)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	368	- § 1er, al. 1er, 12° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 369)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	164	- § 1er, al. 1er, 18° (modification) - § 1er, al. 1er, 19° (remplacement)	- applicable aux primes et cotisations payées à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 2°)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	131	- § 1er, 22° (insertion)	- à partir du 01.04.2007 (art. 133, al. 1er)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	347	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	2	- § 1er, al. 1er, 23° (insertion) - § 4 (insertion)	- aux indemnités forfaitaires de défraiement octroyées à partir du 01.01.2007 (art. 5)
	L 21.12.2007	31.12.2007 (éd.4) err. 26.02.2008	–	17	- § 1er, al. 1er, 24° (insertion)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 20)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	169	- § 1er, al. 1er, 24° (remplacement)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 conformément à la procédure, aux modalités et aux conditions prescrites dans un AR délibéré en Conseil des Ministres (art. 171)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		184	- § 1er, al. 1er, 9°, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 185)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	132	- § 1er, al. 1er, 24° (remplacement)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 8)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	25	- § 1er, al. 1er, 14° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 29)
	L 06.05.2009	19.05.2009	–	40	- § 1er, al. 1er, 17° (remplacement)	- à partir du 01.01.2009 (art. 42)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010	–	5, 1° 5, 2°	- § 1er, al. 1er, 11°, phrase liminaire (modification) - § 1er, al. 1er, 25° (insertion)	- aux avantages obtenus à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 3)

		err. 14.03.2011		5, 3°	- § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 19.06.2011	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	2, A 2, B	- § 1er, al. 1er, 26° et 27° (insertion) - § 5 (insertion) - § 1er, al. 1er, 27° (modification)	- aux allocations de licenciement, rémunérations et indemnités obtenues à partir du 01.01.2012 pour autant que le congé soit notifié par l'employeur au plus tôt le 01.01.2012 (art. 7, al. 1er) - aux allocations de licenciement, rémunérations et indemnités obtenues à partir du 01.01.2014 pour autant que le congé soit notifié par l'employeur au plus tôt le 01.01.2014 (art. 7, al. 2)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	9, 1° 9, 2°	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 5, al. 1er, 3e tiret (modification)	- le 01.01.2013 (art. 23, al. 2)
	L 28.06.2013	01.07.2013 éd. 2	–	2	- § 1er, al. 1er, 21° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	38	- § 1er, al. 1er, 24° (modification)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2013 (art. 42, al. 3)
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 3	–	100, 1° 100, 2° 100, 3°	- § 1er, al. 1er, 27° (abrogation) - § 5 (abrogation) - § 1er, al. 1er, 27°(insertion)	- à partir du 01.01.2014 (art. 110)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	51	- § 1er, al. 1er, 28° (insertion) - § 5 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts payés à partir de 2015 (art. 58, al. 1er)

	L 16.11.2015	26.11.2015	–	29	- § 1er, al. 1er, 29° et 30° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 37, al. 2, 1°)
	L 06.12.2015	17.12.2015	–	2	- § 1er, al. 1er, 24° (modification)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 5, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	69	- al. 1er, 28° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art.74)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	93 103	- § 1er, al. 1er, 29° (remplacement) - § 1er, al. 1er, 31° (insertion) - § 6 (insertion)	- le 01.12.2015 (art. 95) - aux compléments d'entreprise et indemnités complémentaires payés ou attribués à partir du 01.01.2016, pour autant qu'ils ne se rapportent pas à des périodes antérieures à cette date (art. 106, al. 2)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	108	- § 1er, al. 1er, 29° (remplacement)	- aux rémunérations payées ou attribuées en exécution d'un contrat de travail flexi-job à partir du 01.10.2016 (art. 109)
	L 22.10.2017	10.11.2017	–	2	- § 1er, al. 1er, 14°, a) (remplacement) - § 1er, al. 1er, 14°,b) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 5)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	10	- § 1er, al. 1er, 2°/1 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 11, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	2	- § 1er, al. 1er, 25° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	81	- § 1er, al. 3 (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 82)

				83	- § 1er, al. 1er, 15° (modifications)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	19	- § 1er, al. 1er, 32° (insertion)	- le 01.07.2018 et est d'application pour les contrats de travail conclus à partir du 01.07.2018 (art. 22)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	25	- § 1er, al. 4 (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 01.03.2019	18.03.2019	–	2	- § 1er, al. 1er, 12° (remplacement) - § 1er, al. 3 (remplacement)	- le 01.01.2019 (art. 3, al. 1er) Art. 2 est applicable aux allocations payées ou attribuées à partir du 01.01.2019 (art. 3, al. 2)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	77	- nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- le 01.01.2019 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 79, al. 1er)
	L 17.03.2019	29.03.2019 err. 29.04.2019	–	10	- § 1er, al. 4 (modification)	- le 01.03.2019 (art.12, al. 1er)
	L 17.03.2019	29.03.2019	–	24	- § 1er, al. 1er, 33° (insertion) - § 1er, al. 4 (remplacement)	- le 01.03.2019 (art. 27)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	2	- § 1er, al. 1er, 34° (insertion) - § 7 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable aux primes payées ou attribuées à partir du 01.01.2019 (art. 3)

				9	- § 1er, al. 1er, 32° (modification)	- aux suppléments payés ou attribués à partir du 01.01.2019 (art. 12)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	24	- § 1er, al. 1er, 35° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	9	- § 1er, al. 1er, 24° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 16, al. 1er)
	AR 04.06.2020	11.06.2020	–	29	- § 1er, al. 1er, 36° (insertion)	- le 11.03.2020 (art. 30) Le présent arrêté est applicable aux décès survenus dans le courant de la période comprise entre le 10.03.2020 et le 01.07.2020. Le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, peut prolonger cette période sans que celle-ci n'aille au-delà de la période au cours de laquelle il peut exercer les pouvoirs qui lui sont accordés par la loi du 27.03.2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 (II). Le présent arrêté est également applicable aux décès survenus après la période visée à l'alinéa 2 si le demandeur apporte la preuve que la contamination du volontaire par le COVID-19 a eu lieu avant la fin de la période visée à l'alinéa 2, selon une des méthodes prévues par l'article 7, alinéa 2.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	16, § 2	- dérogation d'application § 1er, al. 1er, 31°	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	14	- § 1er, al. 1er, 36° (abrogation)	- le 11.03.2020 (art. 15)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	27	- §1er, al. 5 (remplacement)	- le 01.01.2022 (art. 60, al. 3)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	2	- § 1er, al. 1er, 34° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 3)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	8	- § 1er, al. 1er, 33° (remplacement)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 2)

	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	40	- § 1er, al. 1er, 12° (modifications) - § 1er, al. 1er, 36° (insertion – rétabli)	- le 01.01.2023 (art. 53, al. 2) - applicable aux bonus emploi payés ou attribués à partir de la période imposable qui se rapporte au plus tôt à l'ex. d'imp. 2023 (art. 53, al. 3)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	5	- § 1er, al. 1er, 13° (modification)	- le 01.01.2023 (art. 46, al. 3)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	8	- § 1er, al. 1er, 35° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
	L 31.07.2023	28.08.2023	–	2, 1° 2, 2° 2, 3° 2, 4° 2, 5° 2, 6° 2, 7° 2, 8° 2, 9° 2, 10°	- § 1er, al. 1er, 23° (modification) - § 1er, al. 4 (modification) - § 4, al. 1er, phrase liminaire (modification) - § 4, al. 1er, 1er tiret (remplacement) - § 4, al. 1er, 2e tiret (modification) - § 4, al. 1er, 3e et 4e tiret (insertion) - § 4, al. 2, 1° (remplacement) - § 4, al. 2, 2° (modification) - § 4, al. 2, 3° (modification) - § 4, al. 3 (insertion)	- le 01.01.2024 (art. 5)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	7, 1° 7, 2° 7, 3° 7, 4°	- § 1er, al. 1er, 29° (modification) - § 1er, al. 1er, 29° (modification) - § 1er, al. 1er, 29° (modification) - § 5/1 (insertion)	- applicable aux rémunérations attribuées à partir du 01.01.2024 (art. 11, al. 1er) - applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 11, al. 2) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024

	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	12, 1° 12, 2° et 3° 12, 4°	- § 1er, al. 1er , 14°, phrase liminaire (insertion) - § 1er, al. 1er, 14°, a) (modification) - § 1er, al. 6 (insertion)	- le 31 décembre 2023 et est d'application à partir de la période imposable qui débute à partir du 1er janvier 2024 (art. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	47, 1° 47, 2°	- § 1er, al. 1er, 21° (modification) - § 1er, al. 4 (modification)	- applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1er janvier 2023 (art. 59, al 3) - le 01.01. 2024 (art. 59, al. 4)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	23	- § 1er, al. 1er, 14°, a) (modification)	- produit ses effets le 01.01.2024 et est applicable à partir de la période imposable qui débute à partir du 01.01.2024 (art. 28, al. 2)
38/1	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	6, A 6, B	- entier (insertion) - § 4, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9) - à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 35, al. 12)
	L 14.04.2013	01.08.2013	–	2	- § 2, 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.08.2013
	L 06.12.2015	17.12.2015	–	3	- § 2, 5° (modification)	- aux titres-repas qui sont attribués à partir du 01.01.2016 (art. 5, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	3	- § 1er, 1° et § 2 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	6	- § 2, al. 2 (insertion) - § 4, al. 2 (insertion)	- le 01.12.2022 (art. 46, al. 2)

	L 29.03.2024	19.04.2024	–	8, 1° 8, 2°	- § 3, al. unique, 3° (modification) - § 3, al. 2 (insertion)	- applicable aux chèques émis à partir du 1er juillet 2024 (art. 10, al. 2) - le 01.07.2024 (art. 10, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
39	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	76	- 2°, a (remplacement) - 3° (remplacement) - 4° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	3	- 2°, a (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	L 19.07.2000	04.08.2000	2844	3	- texte actuel devient le § 2 - insertion d'un nouveau § 1er	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 4, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	74	- § 2, 2°, d) (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	77	- la phrase liminaire du § 2 (modification) - § 2, 2° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

						- Art. 77 est applicable aux pensions , pensions complémentaires, rentes capitaux et valeurs de rachat payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 1er tiret).+
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	392	- § 2, 2°, a (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	165	- § 2, 2°, d (remplacement)	- applicable aux rentes viagères et pensions, pensions complémentaires, rentes, capitaux, épargnes et valeurs de rachat alloués à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 1°)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	7	- § 2, 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	16	- § 2, 2°, a) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	107	- § 2, 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 113, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	54	- § 2, 2°, d) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	28	- § 2, al. 2 et 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 4) *arrêt n° 170/2023 du 14.12.2023 de la Cour constitutionnelle (M.B. 16.01.2024; Numac: 2023048802) annule l'article 60, alinéa 4, de la loi du 21.01.2022 portant des dispositions fiscales diverses (M.B. 28.01.2022; Numac: 2022040046)*
	L 25.04.2024	16.05.2024	–	41	- § 3 (insertion)	- le 01.01.2025 (art. 50, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
40	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	78	- entier (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 78 est applicable aux participations aux bénéfices payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 1er tiret).
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	166	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	8	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
43	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	2	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).

44	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	43	- § 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
44bis	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	2	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). - Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2).
44ter	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	108	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)

	L 06.05.2009	19.05.2009	–	50	- § 2, 4° (modification)	- aux plus-values réalisées à partir du 1er janvier 2009 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2010 (art. 51)
45	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	6	- entier (remplacement)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80 , § 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	46	- texte actuel devient le § 1er - § 2 (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	10	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 16, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	37	- § 2 (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	317	- § 2 (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	4	- § 1er (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	144	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 144 (art. 153, al. 6)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	41	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values réalisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt le 06.06.2012 et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 59, al. 10) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 11)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	8	- § 1er, al. 1er, 2° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
46	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	8	- § 1er (remplacement)	- aux apports d'une ou plusieurs branches d'activité ou de l'universalité de biens effectués à partir du 27.03.1992 (art. 47, § 7). Par dérogation, cet article, en tant qu'il introduit un nouvel art. 46, § 1er, al. 2, 2°, dans le CIR 92, entre en vigueur à la date visée à l'art. 41, § 2, de la loi du 20.07.1991, c.-à.-d. à une date fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres □. Art. 2 AR 09.11.1992 : 01.01.1993
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	99	- nouveau § 1er, al. 2 (insertion entre les alinéas 1er et 2 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	2	- § 1er, al. 7 (insertion)	- aux opérations d'apport effectuées à partir du 30.03.1996 (art. 11, al. 3)
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	2	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	7	- § 1er, al. 7 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999
	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	3	- § 2, al. 2 et 3 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	109, 1° 109, 2°	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	5, a) 5, b) et c) 5, d)	- phrase liminaire du § 1er (modification) - § 1er, al. 3 et 4 (remplacement) - § 2, al. 1er (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 35, al. 2)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	84	- § 1er, al. 2 (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	44	- § 1er, al. 5 (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	7	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	2	- § 2, al. 1er (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	3	- § 2, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	9	- § 1er, al. 1er , 2° (modification) - § 1er, al. 1er , 3° (modification) - § 1er, al. 3 , 2° (abrogation) - § 2, al. 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	62	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	7	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
47	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	8	- § 1er, al. 1er , 2° (modification)	- aux plus-values réalisées à partir du 27.09.1996 (art. 49, al. 3)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	8	- phrase liminaire du § 1er, al. 1er (modification) - §1er, al. 1 er, 2° (remplacement) - § 1er, al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7) - à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7) - s' applique pour la 1ère fois aux comptes annuels arrêtés au terme de l'exercice prenant cours après le 31.12.1994 (art. 80, § 8)
	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	4	- § 1er, 1er al. (modification) - § 3, 1° (remplacement) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). - Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	110	- § 1er, al. 1er (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	2	- § 2 (modification)	- aux plus-values réalisées à partir de la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2012 (art. 11, al. 2)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	8	- § 7 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	63	- § 7 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	8	- § 7 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	31, 1° 31, 2°	- § 4, un nouveau al. avant l'al. 1er (insertion) - § 4, al. 2 qui devient l'al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 38, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
48	L 07.04.2005	20.04.2005 (éd. 2)	3431	6	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.04.2005
	L 31.01.2009	09.02.2009	–	82	- al. 2 (remplacement)	- à une date à déterminer par le Roi et au plus tard six mois après sa publication au MB (art. 86) L'art. 1er de l'AR du 27.03.2009 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises stipule que l'entrée en vigueur est au 01.04.2009 (MB 31.03.2009, éd. 2)
	AR 03.11.2019	30.10.2019	–	3	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019
	L 21.03.2021	26.03.2021	–	15	- al. 2 (remplacement)	- le jour de sa publication au MB (art. 17, al. 1er)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	48	- al. 2 (remplacement)	- produit ses effets le 1er septembre 2023 et sont applicables à partir de cette date, en ce qu'il modifie l'article 48/1, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 59, al. 5)
48/1	L 31.01.2009	09.02.2009	–	83	- entier (insertion)	- à une date à déterminer par le Roi et au plus tard six mois après sa publication au MB (art. 86) L'art. 1er de l'AR du 27.03.2009 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises stipule que l'entrée en vigueur est au 01.04.2009 (MB 31.03.2009, éd. 2)
	AR 03.11.2019	30.10.2019	–	4	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	49	- entier (modification)	- produit ses effets le 1er septembre 2023 et sont applicables à partir de cette date (art. 59, al. 5) - s'applique aux accords amiables constatés et aux plans de réorganisation homologués à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en ce qu'il complète l'article 48/1 du même Code, par un alinéa 2 (art. 59, al. 6) - s'applique aux réalisations de remises de dettes effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en ce qu'il complète l'article 48/1 du même Code (art. 59, al. 7)
49	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	8	- al. 2 (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	2 et 3	- dérogation al. 1er	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	4	- modification art. 3, al. 1er, L 29.05.2020 (modification dérogation)	- le jour de la publication au MB (art. 31)
51	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	77	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	9	- al. 1er (modification) - al. 2 et 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	9	- al. 2, 2° (remplacement) - al. 2, 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2, 1°, a), 1°, b), 1°, c), 1°, d) - al. 3 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2, 1°, a), b), c), d), et al. 3 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45 § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	7	- al. 2, 1°, a) (modification)	- art. 7A à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)

					- al. 2, 1°, a) (modification)	- art. 7B à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 65, al. 4)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	18	- al. 2, 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1)
	AR 29.11.2006	05.12.2006 (éd. 2)	3595	1	- al. 2, 1°, a) (modification) - al. 3 (modification)	- à partir du 01.01.2006 (art. 2)
	AR 23.03.2007	30.03.2007 (éd. 3)	–	1	- al. 2, 1°, a) (modification) - al. 3 (modification)	- à partir du 01.01.2007 (art. 2)
	AR 06.04.2009	10.04.2009 (éd. 2)	–	1	- al. 2, 1°, a) (modification) - al. 3 (modification)	- à partir du 01.01.2009 (art. 2)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	115	- al. 2, 2° (modification) - al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 126, al. 7)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	2	- al. 2, 1° (remplacement) - al. 2, 4° (remplacement) - al. 3 (remplacement)	- aux rémunérations des travailleurs payées ou attribuées et aux profits constatés ou présumés à partir du 01.01.2015 (art. 4, al. 1er)
				3	- al. 2, 1° (remplacement) - al. 3 (remplacement)	- aux rémunérations des travailleurs payées ou attribuées à partir du 01.01.2016 (art. 4, al. 2)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	139	- Art. 3 Loi-programme du 19.12.2014 est retiré.	- le 31.12.2015 (art. 153, al. 1er)
				140	al. 2, 1° (remplacement) al. 3 (remplacement)	- au 01.01.2016 et est applicable aux rémunérations des travailleurs payées ou attribuées à partir du 01.01.2016 (art. 153, al. 2)
				141	al. 2, 1° (remplacement) al. 3 (modification)	- au 01.01.2018 et est applicable aux rémunérations des travailleurs payées ou attribuées à partir du 01.01.20168(art. 153, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	56	- al. 1er (remplacement) - al. 2, 5° (insertion) al. 3 (modification) al. 5 (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 58)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	25	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	7	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	9	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
52	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	78	- 9° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	4	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	3	- 11° (modification)	- applicable aux dettes contractées à partir du 17.10.1995 (art. 28, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	10	- 11° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	9	- 8° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	8	- al. 1er la phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	19	- 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	75	- 7° bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	79	- 3° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Art. 79 est applicable : aux cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 4°, 1er tiret) aux cotisations et primes, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 1er tiret)
	L 21.12.2007	31.12.2007 (éd.4) err. 26.02.2008	–	18 19	- 3°, d (insertion) - 9° (insertion)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 20)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	170	- 9° (remplacement)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 conformément à la procédure, aux modalités et aux conditions prescrites dans un AR délibéré en Conseil des Ministres (art. 171)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	39	- 9° (modification)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2013 (art. 42, al. 3)
	L 16.11.2015	26.11.2015	–	30	- 3°, e (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1er jour du mois suivant la publication de la présente loi au MB (art. 37, al. 2, 2°)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	26	- 3°, f (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 17.03.2019	29.03.2019	–	25	- 12° (insertion)	- le 01.03.2019 (art. 27)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	10	- 11° (modification)	- aux acquisitions d'actions ou parts effectuées à partir du 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 3)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	29	- 13° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 5)
52bis	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	104	- entier (insertion)	- aux sommes effectivement payées à partir du 01.01.2003 (art. 105)
	L 01.03.2007	14.03.2007		130	- 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 24.03.2007
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	36	- al. 1er, 1° (modification)	- à partir du 01.04.2014 (art. 68, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	25	- 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
52ter	L 30.03.2018	07.05.2018	–	27	- entier (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
53	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	5	- 3° (modification) (concerne uniquement le texte français) - 4° (remplacement) - 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, al. 1er)
	L 07.04.1995	16.06.1995	2408	2	- 17° (insertion)	- le 01.01.1996 (art. 4)
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	4	- 18° (insertion)	- applicable aux dettes contractées à partir du 17.10.1995 (art. 28, al. 3)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	11	- 15° (remplacement) - 16° (modification) - 18° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	L 07.03.2002	19.03.2002 (éd. 3)	3025	3	- 17° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 4, al. 2)

	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	20	- 12° (modification) - 19° et 20° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	80	- 21°, 22° et 23° (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 80 est applicable : aux cotisations et primes visées à l'article 53, 21° et 22°, CIR 92 payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 4°, 2ème tiret) aux cotisations et primes visées à l'article 53, 21°, CIR 92, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 2ème tiret) aux capitaux visés à l'article 53, 23°, CIR 92, payés à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 2ème tiret)
	L 10.05.2004	24.05.2004	3332	2	- 8° (remplacement)	- aux dépenses faites à partir du 01.01.2004 (art. 4, al . 1er)
				3, A	- 8°bis (insertion)	- aux dépenses faites à partir du 01.01.2004 (art. 4, al . 1er)

				3, B	- 8°bis (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur de l'art. 3, B (art. 4, al. 2).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	364, 1°	- 8°bis (modification)	- aux dépenses faites à partir du 01.01.2005 (art. 365, al. 1er)
				364, 2°	- 8°bis (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur de cet article (art. 365, al. 2).
	L 01.03.2007	14.03.2007	–	131	- 17° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 24.03.2007
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	8	- 24° (insertion)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	7	- 14° (remplacement)	- le 01.02.2009 (art. 8)
	L 22.12.2009	31.12.2009 (éd. 2) err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	9	- 14° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010, étant entendu que la modification apportée par l'article 9 de la présente loi à l'article 53, 14°, du CIR 92 par laquelle 1 euro par titre-repas est déductible comme frais professionnels, ne produit ses effets que le 01.02.2009 (art. 35, al. 9)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	2	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	79	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 96, al. 3)

	L 06.12.2015	17.12.2015	–	4	- 14° (modification)	- aux titres-repas qui sont attribués à partir du 01.01.2016 (art. 5, al. 2)
	L 22.10.2017	10.11.2017	–	6	- 25° (insertion)	- aux remboursements des indemnités compensatoires payées à partir de 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2017 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	4	- 14° (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	8	- 6° (modifications)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	20	- 26° (insertion)	- le 01.07.2018 et est d'application pour les contrats de travail conclus à partir du 01.07.2018 (art. 22)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	10	- 26° (modification)	- aux suppléments payés ou attribués à partir du 01.01.2019 (art. 12)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	26	- 27° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	11, 1°	- 16° (modification)	- aux remboursements du capital effectués à partir du 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 4)
				11, 2°	- 18° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

	L 22.04.2019	08.05.2019	–	13	- 27° (insertion) doit être 28°	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 aux primes payées à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi (art. 26, al. 2) c.-à-d. à partir du 01.09.2019
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	9	- dérogation 8°	- le jour de la publication au MB (art. 31)
	L 17.02.2021	25.02.2021	–	17	- 29° (insertion)	- le jour qui suit celui de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 26.02.2021 (art. 21)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	26	- le deuxième 27° est renuméroté en 28°	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	23	- 6° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2022
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	30	- 7°, 8°, 8°bis et 9° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 5)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	40	- 30° (insertion)	- le 01.04.2022 (art. 42)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	41	- 31° (insertion)	- produit ses effets le 01.04.2022 (art. 53, al. 4)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	10	- 27° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	32	- 17° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	50 83	- 32° (insertion) - 33° (insertion)	- applicable aux impôts dus à partir du 1er janvier 2024 (art. 59, al. 8) - à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 85)

53/1	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	31	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 5)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	42	- al. 2 (insertion)	- produit ses effets le 01.04.2022 (art. 53, al. 4)
54	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	8	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	38	- al. unique (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	45	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	12	- entier (remplacement)	- le 01.01.2024 et est applicable aux sommes qui sont payées ou attribuées à partir du 01.01.2024 (art. 14, al. 1er)
55	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	9	- al. 1er (remplacement)	- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.1992 (art. 47, § 5)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	9	- al. 1er (remplacement) - al. 2, phrase liminaire (remplacement)	- le 01.01.2020 et sont applicables aux intérêts qui se rapportent aux périodes après le 31.12.2019 (art. 86, C, al. 2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
56	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	10	- § 2, 2°, e (modification) - § 2, 2°, j (modification) - § 2, 2°, j (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir du 01.07.1992 (art. 91, al. 3) - à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	10	- § 1er (remplacement) - § 2, 2°, b (remplacement) - § 2, 2°, d (remplacement) - § 2, 2°, f en g en § 2, 2°, j (abrogation)	- le 19.04.1993 mais s'agissant des caisses d'épargne communales, il produit son effet à partir du 01.01.1995 (art. 80, § 3) - le 19.04.1993 (art. 80, § 3) - le 01.01.1993 (art. 80, § 9) - à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)

	W 14.04.2011	06.05.2011	–	34	- § 2, 2°, a (remplacement) - § 2, 2°, b (remplacement) - § 2, 2°, c (remplacement) - § 2, 2°, d (modification) - § 2, 2°, e (remplacement) - § 2, 2°, h (remplacement) - § 2, 2°, i (remplacement) - § 2, 2°, k (abrogation) - § 3 (insertion)	- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.2011 (art. 43, al. 4). 1) Par dérogation à l'alinéa 4, l'article 56, § 2, 2°, c, du CIR 92, tel qu'il existait avant son remplacement par l'article 34, est applicable aux intérêts payés ou attribués à des entreprises de capitalisation régies par l'AR n° 43 du 15 12.1934 tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'AR du 20.03.2007 portant exécution de l'article 27bis de l'AR n° 43 du 15.12.1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation conformément aux articles 3 et 4 de l'AR du 20.03.2007 précité et afférents à des opérations en cours au 01.01.2011 (art. 43, al. 5). 2) Par dérogation à l'alinéa 4, l'article 56, § 2, 2°, k, du même Code, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 34, reste applicable aux intérêts à des établissements visés au k et afférents aux opérations encore en cours au 01.01.2011 (art. 43, al. 6).
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	4	- § 2, 2°, f (insertion)	- aux sommes payées ou attribuées à partir du 01.01.2014 (art. 22, al. 3).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	17	- § 1er (modification) - § 2, 2°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	12	- § 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	7	- § 2, 2°, h (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019

57	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	21	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1)
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3569	42	- 1° (modification)	- aux commissions, courtages, ristournes commerciales ou autres, vacations ou honoraires occasionnels ou non, gratifications, rétributions ou avantages de toute nature, payés ou attribués à partir du 01.01.2006 (art. 46, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	37	- phrase liminaire (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	27	- al. 2 (insertion)	- aux remboursements effectués à partir du 01.01.2022 (art. 96, al. 3)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	32	- §1er, 4° (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
				125	- al. 3, 4 et 5 (insertion)	- aux commissions, courtages, ristournes commerciales ou autres, vacations ou honoraires occasionnels ou non, gratifications, rétributions ou avantages de toute natures attribués à partir du 01.01.2021 (art. 127)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	9	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification) - al. 4 (modification)	- le 01.01.2023 (art. 46, al. 3)
58	L 10.02.1999	23.03.1999	2672	7	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.04.1999

	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	9	- entier (abrogation)	- le 08.06.2007 (art. 20)
59	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	79	- al. 1er et al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	11	- al. 3 (modification) - al. 4 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	76	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	81	- entier (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 81 est applicable : aux cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 4°, 3ème tiret) aux cotisations et primes, autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	348	- § 1er, 1° (modification) - § 5, al. 2 (remplacement) - § 6 (insertion) - § 1er, 2° (modification) - § 5, al. 1er (remplacement et insertion nouvel al. 2) - § 5, al. 2 existant devient al. 3	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358) - à partir du 01.01.2007 (art. 358)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	10	- § 1er, al. 2 et 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	35	- §§ 2 et 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 43, al. 1er)
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	62	- § 1er, al. 1er, 5° (insertion)	- aux primes et cotisations payées à partir du 01.01.2013 (art. 65, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	3	- §§ 3 à 5 (modifications)	- à partir de l'ex. D'imp. 2010 (art. 39, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	55	- § 4, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	27	- §5, al. 2 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)
60	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	63	- entier (remplacement)	- aux pensions, rentes et allocations payées ou attribuées à partir du 01.01.2013 (art. 65, al. 2)
63/1	L 23.12.2009	30.12.2009	–	116	- entier (insertion)	- aux investissements des années 2010 à 2012 (art. 126, al. 8, modifié par l'art. 4 de la L 19.05.2010 portant des dispositions fiscales et diverses (MB 28.05.2010, éd 2))
64	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	2	- al. 2 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.1992 (art. 30, § 9)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	12	- al. 1er (remplacement) - al. 2 (insertion d'un nouvel al. entre l'al. 1er et al. 2 existants) - al. 2 devient al. 3	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
64bis	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	3	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.08.1993
	L 01.03.2007	14.03.2007	–	132	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 24.03.2007
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	2	- al. 4 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	38	- al. 2, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
64ter	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	54	- entier (insertion)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.01.2009 (art. 60, al. 1er)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	26	- al. 1er, 3° (insertion) - al. 3 (remplacement) - al. 5 (modification)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.09.2009 (art. 29)
	L 22.10.2017	10.11.2017	–	3	- al. 1er, 3° (modification) - al. 1er, 3°, a) et b) (modification) - al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 5)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	10	- al. 1er, 1° (abrogation) - al. 2 (abrogation) - al. 3 ancien (nouvel al. 2) (modification) - al. 4 ancien (abrogation) - al. 5 ancien (nouvel al. 3) (modification)	- le 01.01.2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 06.02.2024	20.02.2024	–	4	- al. 1er, 1° (rétabli) - al. 1er, 1° (abrogation)	- le 01.01.2024 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2024 (art. 6, al. 3) - le 01.01.2028 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2029 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2028 (art. 6, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	2	- al. 1er, 3°, al. 2 et al. 3 (abrogation)	- le 01.0.1.2025 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2026 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 1er janvier 2025 (art. 21, al. 1er)
64quater	L 25.11.2021	03.12.2021	–	13	- entier (insertion)	- le 01.09.2021 (art. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	33	- al. 1er (modification) - al. 2, 5e tiret (insertion) - al. 3 (remplacement) - al. 4 (modification) - al. 6 (abrogation)	- le 01.09.2021 (art. 60, al. 6)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	9	- al. 1er, 1er tiret (modification) - al. 1er, 2e tiret (modification) - al. 2, 2e tiret (modification) - al. 2, 5e tiret (abrogation)	- le 01.09.2021 (art. 71, al. 3)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	10	- al. 2, 4e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
65	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	104	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 108, al. 3)
66	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	10	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	13	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 91, al. 4)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 4 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	63	- § 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, 3e al.) Lorsqu'un employeur ou un groupe d'employeurs a organisé le transport collectif des membres du personnel entre le domicile et le lieu du travail, les frais y relatifs sont déductibles à concurrence de 120 p.c. La déduction majorée est applicable uniquement si les conditions de l'art. 63, L 10.08.2001 (MB 20.09.2001) sont remplies)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	105	- § 1er et § 2 (remplacement) - § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 108, al. 3)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	118	- § 1er (remplacement) - § 1er, al. 2 (insertion)	- aux moins-values subies à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 3)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	117	- § 1er, al. 1er (remplacement)	- le 01.01.2010 (art. 126, al. 3)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	40	- § 5, al. 3 (insertion)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	11, 1° 11, 3° 11, 4°	- § 1er (remplacement) - § 2, 4° (insertion) - § 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				11, 2°	- § 1er (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	28	- § 5, al. 4 (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	43	- art. 11, 2°, L 25.12.2017 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	28	- § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 2 (remplacement) - § 1er, al. 3 (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 96, al. 4)
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	2, 1°	- § 1er, al 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 12, al. 1er)

				2, 2°	- nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants)	- le 01.01.2023 et est applicable à partir de l' ex. d'imp. 2024 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2023 (art. 12, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				2, 3° et 4°	- § 2, 5° (insertion) - § 3 (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 12, al. 3)
				3, 1° à 4°	- § 1, al. 1er, 2° (modification) - § 1, al. 2 (remplacement) - § 1, nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants) - § 1, nouvel al 8e et 9 (al. 7 et 8 ancien) (modification)	- le 01.01.2025 et est applicable à partir de l'ex. d'imp.2026 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2025 (art. 12, al. 4)
				3, 5° à 8°	- § 1er (remplacement) - § 2 (modification) - § 3 (modification) - § 4 (remplacement)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)
				3, 9°	- § 6 (insertion)	- le 01.01. 2030 (art. 12, al. 6)
				4, 1°	- § 1er (complété par une phrase et 2 tirets)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7)
				4, 2°	- § 1er (complété avec 3e tiret)	- le 01.01.2028 (art. 12, al. 8)
				4, 3°	- § 1er (complété avec 4e tiret)	- le 01.01.2029 (art. 12, al. 9)
				4, 4°	- § 1er (complété avec 5e tiret)	- op 01.01.2030 (art. 12, al. 10)
				4, 5°	- § 1 (complété avec 6e tiret)	- le 01.01.2031 (art. 12, al. 11)
66bis	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	9	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)

	L 27.03.2009	07.04.2009	–	27	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 29)
	L 22.10.2017	10.11.2017	–	4	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	13, 1° 13, 2°	- al. 3 (modification) - al. 4 (insertion)	- le 31 décembre 2023 et est d'application à partir de la période imposable qui débute à partir du 1er janvier 2024 (art. 16)
67	AR 22.12.1995	19.01.1996	2429	1	- § 1er, § 2 et § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 4)
	L 27.10.1997	02.12.1997	2538	3	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 7)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 1er, § 2 et § 3 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er, § 2 et § 3 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	28	- § 1er, 1° et § 3 (abrogation) - § 5 (remplacement) - § 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 32, al. 1er). Toute modification apportée à partir du 17.10.2006 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cette disposition (art. 32, al. 2)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	3	- § 1er, 2° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 10, al. 3)

67bis	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	92	- entier (insertion)	- applicable aux frais supportés à partir du 01.01.2006 (art. 93)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	49	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2014 (art. 55, al. 1er)
67ter	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	61	- entier (insertion)	- le 01.01.2008 (art. 63)
67quater	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 3	–	102	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2014 (art. 110)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	39	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	2	- al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants) - nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (modifications) - nouvel al. 5, 6 et 7 (insertion entre nouvel al. 4 (al. 3 ancien) et al. 4 (ancien) qui devient al. 8 - nouvel al. 8 (al. 4 ancien) (modification)	- le 01.01.2019 (art. 3)
67 quinquies	L 22.10.2017	10.11.2017	–	8	- entier (insertion)	- aux indemnités reçues à partir du 01.01.2018 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
67sexies	L 23.06.2020	01.07.2020	–	9	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
68	L 12.05.2024	29.05.2024	–	3	- al. 2 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
69	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	11	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993, pour autant que les immobilisations aient été acquises ou constituées à partir du 01.01.1992 (art. 47, § 8). Toute modification apportée à partir du 27.03.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 47, § 10).
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	5	- al. 1er, 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	3	- texte existant devient § 1er - nouveau § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999. Cet article est également applicable aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.1993 mais au cours d'un exercice d'imposition précédant l'ex. d'imp. 1999. La déduction pour investissement y afférente est prise en considération pour les ex. d'imp. 1999 à 2002, chaque fois à concurrence de 25 p.c. du total. (art. 48, § 2, al. 1er et 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	106	- § 1er, al. 1er, 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 108) Toute modification apportée à partir du 29.01.2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 109).
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	372, 1°	- § 1er, al. 1er, 2°, d (abrogation)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2006 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 374, al. 1er). Toute modification apportée à partir du 18.10.2004 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 374, al. 2).
				372, 2°	- § 1er, al. 1er, 3° (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2006 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 374, al. 1er). Toute modification apportée à partir du 18.10.2004 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 374, al. 2).
	L 07.12.2006	22.12.2006 (éd. 2) err. 02.01.2007	3610	2	- § 1er, al. 1er, 2°, d (insertion) - § 1er, al. 4 (insertion)	- aux investissements faits à partir du 01.01.2006 (art. 3)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	2	- § 1er, al. 1er, 3° (modification)	- pour les immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2008 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 4, al. 1er)

	L 06.05.2009	19.05.2009	–	47	- § 1er, al. 1er, 3° (modification)	- pour les immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2009 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 49)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	11	- § 1er, al. 3° (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2010 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 35, al. 10)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	118	- § 1er, 2°, e) (insertion)	- aux investissements des années 2010 à 2012 (art. 126, al. 8, modifié par l'art. 4 de la L 19.05.2010 portant des dispositions fiscales et diverses MB 28.05.2010, éd 2))
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	73	- § 1er, al. 1er, 2°, f (insertion) - § 1er, al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 76)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	46	- § 1er, al. 5 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	86	- § 1er, al. 1er, 1° (remplacement) - phrase liminaire § 1er, al. 1er, 2° (remplacement) - § 1er, 2°, e) (abrogation) - § 1er, 3° (modification)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 (art. 90)
				87	- § 2 (abrogation)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 (art. 90)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	12	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018

	L 17.03.2019	10.05.2019	–	13	- § 1er, al. 5 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	28	- § 1er, al. 3 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	11	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 31)
	L 20.12.2020	30.12.2020	–	4	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2021 (art. 6)
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	21, 1° 21, 2° 21, 3°	- § 1er, al. 1er, 2°, e (insertion) - § 1er, al. 1er, 4° (insertion) - § 1er, al. 6 et 7 (insertion)	- le 01.01.2022 (art. 23)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	4	- entier (remplacement)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
69/1	L 12.05.2024	29.05.2024	–	5	- entier (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
69/2	L 12.05.2024	29.05.2024	–	6	- entier (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
69/3	L 12.05.2024	29.05.2024	–	7	- entier (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
70	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	3	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 11, al. 1er)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	95	- entier (remplacement)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que les dispositions visées à la présente section ne constituent pas d'aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au MB par le ministre des Finances. (art. 100)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- entier (retrait)	- à partir du 01.01.2016 (art. 89)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	13	- entier (remplacement)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	8	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification) - al. 3 (abrogation)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
71	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	14	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	9	- al. unique (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
72	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
74	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	4	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	10	- al. unique (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
75	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	12	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	3	- 3° (remplacement)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.1992 (art. 30, § 9). Toute modification apportée à partir du 04.08.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 30, § 10).
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	106	- 5°, la phrase liminaire (modification) - 5°, a) et b) (remplacement)	- applicable aux véhicules acquis à partir du 01.01.2006 (art. 108, al. 4)

	L 13.12.2012	20.12.2012	–	42	- 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013, et pour autant que les immobilisations aient été acquises ou constituées à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 9) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 11)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	11	- 6° (modification) - 7° (insertion) - al. 2, al. 3, al. 4 et al. 5 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
77	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	6	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	5	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999. Cet article est également applicable aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.1993 mais au cours d'un exercice d'imposition précédant l'ex. d'imp. 1999. La déduction pour investissement y afférente est prise en considération pour les ex. d'imp. 1999 à 2002, chaque fois à concurrence de 25 p.c. du total. (art. 48, § 2, al. 1er et 6)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	3	- al. unique (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'exercice d'imposition 2006 ou à un exercice d'imposition ultérieur (art. 4, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	74	- al. 1er et al. 2 nouveaux (insertion devant al. 1er existant) - al. 3 (al. 1er ancien) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 76)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	96	- al. 4 et 5 (insertion)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que les dispositions visées à la présente section ne constituent pas d'aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au MB par le ministre des Finances. (art. 100)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- entier (retrait)	- à partir du 01.01.2016 (art. 89)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	12	- al. 1er (modifications) - al. 2 (insertion entre al. 1er et 3 actuel) - al. 3 (ancien al. 2) (remplacement) - al. 4 (ancien al. 3) (modification) - al. 5 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
78	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019 err. 10.03.2020 Seulement NL	–	86	- le texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	29	- § 2, al. 7 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 5)
	L 26.12.2022	13.01.2023	–	8	- § 2, al. 5 (modification)	- aux calamités naturelles ayant eu lieu à partir du 01.07.2021 (art. 10, al. 1er)

80	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	6	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999. Cet article est également applicable aux cotisations relatives aux ex. d'imp. 1991 à 1998 qui font l'objet d'une réclamation motivée présentée dans le délai de six mois à compter du jour de la publication de la présente loi au MB auprès du directeur des contributions de la province ou de la région dans le ressort duquel l'imposition a été établie. Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de restitution d'impôt accordée à la suite du dégrèvement des impositions établies en contradiction avec les dispositions de l'art. 6 de la présente loi. (art. 48, § 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	14	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
81	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	80	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
82	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	80	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
83	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	80	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
84	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	80	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101 al. 1er)

85	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	80	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101 al. 1er)
86	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	12	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'article 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	10	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	22	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
				34	- al. 1er (modification de l'art. 10 L 10.08.2001 – MB 20.09.2001)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 37, § 1er)
				37	- disposition transitoire	- dérogation pour l'ex. d'imp. 2004 à 2006 (art. 37, § 2)

				37	- disposition transitoire	- aux conjoints aidants qui sont nés avant le 1er janvier 1956 (art. 37, § 3)
87	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, §1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	11	- al. 1er (modification) - al. 1er (remplacement)	- art. 11 A, à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - art. 11 B, à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	17	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	46	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	74	- al. 1er (modifications)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)

88	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, §1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	12	- al. 2 (insertion) - al. 1er (remplacement) - al. 2 (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- art. 12, A, à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - art. 12, B, à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	18	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	47	- al. 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	75	- al. 2 (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
89	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	13	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

90	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	13	- 1° (modification) - 10° (insertion)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49 , al. 4)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- 2° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- 2° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45 §1)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	14	- 9° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	39	- 11° (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	167	- 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	132	- 12° (insertion)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)

	L 24.07.2008	07.08.2008	–	4, a) 4, b)	- 3° (modification) (concerne uniquement le texte français) - 12° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 10, al. 3) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.08.2008
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	6	- 1° (modification) - 9° (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	4 5	- 3° (modification) - 5° (remplacement) **annulé par l'arrêt n° 93/2014 de la Cour constitutionnelle du 19.06.2014 (MB 10.07.2014, éd. 2)** **L'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les revenus des années 2012 et 2013.**	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8) - aux revenus recueillis à partir du 01.01.2012 (art. 39, al. 3)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	48	- 13° (insertion) - al. 2 et al. 3 (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	36	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1°bis (insertion) - nouveau al. 2 et al. 3 (insertion entre les al. 1er et 2 existants)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 39, al. 1er)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	100	- al. 2 (modifications)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 101)

	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	76	- 13° (abrogation) - al. 4 et 5 (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	46	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1°bis, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 1°bis, b (modification) - al. 1er, 1°bis, d (insertion) - al. 1er, 1°ter et 1°quater (insertion) - al. 3 (remplacement) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	73	- al. 3 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 73)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	15	- al. 1er, 9°, 2e tiret (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	12	- al. 1er, 1°bis, phrase liminaire (modification) - al. 3 (remplacement)	- le 01.01.2021 et sont applicables aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021(art. 18, al. 1er) Aux revenus visés à l'article 90, al. 1er, 1° bis, du CIR 92, payés ou attribués à partir du 01.01.2021 pour des services prestés avant cette date, s'appliquent les mêmes dispositions qu'aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 pour des services prestés à partir de cette même date. (art. 17)
	L 24.12.2020	31.12.2020	–	61	- al. 1er, 1° (modification après annulation partielle) - al. 1er, 1°bis, b, (modification après annulation partielle) - al. 1er, 1°ter (remplacement après annulation)	~~- le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ ~~Les articles 60 à 64 inclus sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, al. 2).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	30	- al. 1er, phrase liminaire 1bis (modification) - al. 1er, phrase liminaire 1ter (modification) - al. 1er, 1ter, a et c (modification)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 96, al. 6)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	34	- al. 1er, 2° bis (insertion)	- le 31.12.2021 et sont applicables à partir de l'ex.d'imp. 2022 (art. 60, al. 7)
	L 26.04.2022	06.05.2022	–	4	- al. 1er, 1°ter (remplacement)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 8)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	10	- al. 2 (modification) - al. 4 (insertion)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 71, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	11	- al. 1er, 1°ter (modification)	- le 01.10.2022 (art. 46, al. 4)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	5	- al. 2 (remplacement) - al. 4 (remplacement)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
90/1	L 18.07.2018	26.07.2018	–	47	- entier (insertion) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	8	- al. 4, 2e tiret (modification)	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 21, al. 1er)
91	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	14	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	49	- al. unique (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
ART. CIR	DATE L, OU	DATE MB	R	ART. L, OU	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

92	AR			AR		
1	2	3	4	5	6	7
92	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	15	- entier (abrogation)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
93	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	7	- 3° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 22.06.1999
	L 17.03.2013	14.06.2013 (éd. 2)	–	211	- 3° a) (modification) - 3° b) (remplacement)	- le 1er jour du 12ème mois qui suit celui de sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.06.2014
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	50	- phrase liminaire (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
93bis	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	16	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	8	- 2° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 22.06.1999
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	393, § 1 393, § 2	- 1° (remplacement) - 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 413, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	168	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 17.03.2013	14.06.2013 (éd. 2)	–	212	- 2° a) (modification) - 2° b) (remplacement)	- le 1er jour du 12ème mois qui suit celui de sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.06.2014

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	19	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	51	- phrase liminaire (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
94	L 11.12.2008	12.01.2009	–	7	- entier (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	52	- al. unique (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	16	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
95	L 11.12.2008	12.01.2009	–	8	- entier (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	53	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	77	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	17	- al. 1er, 2e tiret (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
96	L 11.12.2008	12.01.2009	–	9	- entier (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	54	- al. 1er et al. 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	78	- al. 1er et al. 2 (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
96/1	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	55	- entier (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	79	- entier (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
97	L 25.04.2007	10.05.2007	–	3	- entier (remplacement)	- aux indemnités forfaitaires de défraiement octroyées à partir du 01.01.2007 (art. 5)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	56	- § 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

	L 31.07.2023	28.08.2023	–	3, 1° 3, 2° 3, 3° 3, 4°	- § 2 (modification) - § 2, al. 2 (insertion)	- le 01.01.2024 (art. 5)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
97/1	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	37	- entier (insertion)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 39, al. 1er)
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	48	- entier (abrogation) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	74	- entier (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 73)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	13	- entier (remplacement)	- le 01.01.2021 et sont applicables aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021(art. 18, al. 1er)

97/2	L 24.12.2020	31.12.2020	–	62	- entier (insertion)	~~- le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ ~~Les articles 60 à 64 inclus sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, al. 2).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	31	- al. 2 (modification)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 96, al. 6)
	L 26.04.2022	06.05.2022	–	5	- al. 2 (remplacement)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 8)
98	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	15	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 27.10.1997	02.12.1997	2538	4	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 7)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	40	- al. 2 (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	6	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	57	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
99	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	58	- al. unique (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
100	L 13.12.2012	20.12.2012	–	7	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification) **annulé par l'arrêt n° 93/2014 de la Cour constitutionnelle du 19.06.2014 (MB 10.07.2014, éd. 2)** **L'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les revenus des années 2012 et 2013.**	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2012 (art. 39, al. 3)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	59	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
101	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	17	- nouveau § 2 (insertion entre § 1er et § 2 existant) - § 2, qui devient § 3 (modification)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220 , 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	78	- § 2, al. 3, a (modification)	- aux travaux effectués à partir du 01.01.2011 (art. 83, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	60	- phrase liminaire § 1er (modification) - phrase liminaire § 1er, 2° (modification) - phrase liminaire § 2 (modification) - § 2, 2° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

102	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	15	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	12	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	61	- al. 1er (modification) - al. 2, 3 et 4 (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	80	- al. 2, 3 et 4 (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
102bis	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	133	- entier (insertion)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	159	- entier (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 175, al. 4)
102ter	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	75	- entier (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 73)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	14	- entier (abrogation)	- le 01.01.2021 et sont applicables aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021(art. 18, al. 1er)

103	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	18	- § 3 (insertion)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220 , 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	62	- § 1er (modification) - § 2 (modification) - § 3 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
104	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	81	- al. 1er, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 10° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 18.06.1993	07.08.1993	2258	18	- al. 1er, 3° (abrogation)	- le 01.01.1993 (art. 19)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	16	- al. 1er, 3°, a (modification) - al. 1er, 3°, c et la phrase liminaire du 5° (modification) - al. 1er, 11° et al. 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994 - à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 22.02.1995	31.03.1995	2376	1	- 4° bis (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.1995
	L 02.04.1996	04.06.1996	2453	2	- 3°, i) (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.06.1996
	L 04.06.1997	30.07.1997	2517	2	- 8° (modification)	- art. 48, § 12, L 04.05.1999 portant des dispositions fiscales (MB 12.06.1999) stipule que l'art. 2 de cette loi entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 1998

	L 12.06.1998	26.09.1998 (éd. 2)	2605	2	- 3, b) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 3)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	11	- 3°, b) (modification) - 3°, d) (modification)	- à partir du 01.01.1995 (art. 80, § 10) - à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 80 § 12)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- 3°, j) (insertion)	- à partir du 01.01.1997 (art. 80, § 11)
	L 01.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2679	2	- 3°, f) (remplacement)	- aux libéralités consenties à partir du 01.01.1999 (art. 4)
	L 21.04.1999	11.05.1999 (éd. 2)	2689	2	- 3°, j) (insertion)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2000 (art. 3)
	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	2	- 1° et 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	L 03.12.1999	11.12.1999 (éd. 2)	2773	11	- 4ter (insertion)	- le jour de sa publication au MB (art. 21)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- 8° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	L 23.03.2001	12.05.2001	2932	2	- 7° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.06.2001	05.07.2001	2944	4	- 5°, b) (remplacement)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi (art. 6) - art. 32 AR 26.08.2003 contenant des règles relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83-3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du CIR 92 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21.06.2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (MB 10.09.2003 – R 3213 – Bull. 842), stipule que l'art. 4 L 21.06.2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (MB du 05.07.2001), entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté (art. 32). - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.09.2003 (art. 33)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- 8° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	283, 1° 283, 2°	- al. 1er, 3°, h) (modification) (concerne uniquement le texte français) - al. 1er, 3°, le deuxième littera j), devient le littera k)	- le jour de la publication au MB (art. 287) - le jour de la publication au MB (art. 287)
	L 16.11.2004	30.11.2004 (éd. 2)	3389	2	- 3°, l) (insertion)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2005 (art. 6)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	394	- 9° (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	95	- 3°, f (remplacement)	- aux libéralités faites à partir du 01.01.2006 (art. 96)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	169	- 1° (remplacement) - 9° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2) - à partir du 01.01.2005 (art. 190, al. 2, 3°)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	277, 1° et 2° 277, 5° 277, 4°	- 1° et 2°, (modifications) - 7° (remplacement) - 3°, h (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 289, al. 7) - pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				277, 3°	- 3°, b (modification)	- aux libéralités faites au "FWO-Vlaanderen" à partir du 01.01.2007 (art. 289, al. 6)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	134	- 3°, b) (modification)	- aux libéralités faites à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	5	- 3°, a (remplacement) - 3°, b (modification) - 3°, c, h, 4° et 5° (modification) (concerne uniquement le texte français)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2008 (art. 10, al. 2)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	119	- 3°, d) (remplacement)	- aux libéralités effectivement payées à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 4)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	13	- 3°, a) (modification) - 3°, b) (modification) - 3°, d) (remplacement) - 3°, e) (modification) - 3°, f) (remplacement) - 3°, g à j, l et 4° (modification) - 3°, k) (modification) - 4°bis (modification) - 8° (modification)	- aux libéralités effectivement payées à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 4)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	8, 1° 8, 2° 8, 3°	- phrase liminaire (modification) - 1° (modification) - 3° au 8° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	20	- phrase liminaire (remplacement) - 9° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
105	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	82	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	17	- al. unique (modification)	- partiellement à partir de l'ex. d'imp. 1992 et partiellement à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 2 et al. 9)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	16	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	395	- entier (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 24.12.2008	31.12.2008 (éd. 3)	–	2	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	9	- 2° et 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	21	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
107	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd 2)	2853	2	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 2°	- al. unique (abrogation du remplacement par les montants exprimés en euro conformément à l'art. 2, tableau n° 25, AR 20.07.2000)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
108	L 18.06.1993	07.08.1993	2258	18	- entier (abrogation)	- le 01.01.1993 (art. 19)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	12	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 80, § 12)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	14	- al. 2 (insertion)	- aux libéralités effectivement payées à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 4)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
109	L 27.10.1997	02.12.1997	2538	5	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 7)

	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (modification) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	17	- al. unique (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
110	L 18.06.1993	07.08.1993	2258	18	- al. unique (modification)	- le 01.01.1993 (art. 19)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 22.02.1995	31.03.1995	2376	2	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.1995
	L 14.07.1997	03.09.1997	2526	2	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 13.09.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	13 81	- al. unique (modification) - al. unique (modification)	- à partir du 01.01.1997 (art. 80 , § 11) - à partir de l'ex. d'imp. 1997. En ce qui concerne les libéralités visées à l'art. 104, 3°, i, CIR 92, l'entrée en vigueur de l'art. 2, L 14.07.1997 (MB 03.09.1997) est modifiée (art. 81)

	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	284	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 287)
	L 16.11.2004	30.11.2004 (éd. 2)	3389	3	- al. unique (modification)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2005 (art. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	15	- entier (remplacement)	- le 01.01.2009 (art. 35, al. 5)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
111	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 21.06.2001	05.07.2001	2944	5	- entier (remplacement)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi (art. 6)

						- art. 32 AR 26.08.2003 contenant des règles relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83-3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du CIR 92 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21.06.2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (MB 10.09.2003 – R 3213 – Bull. 842), stipule que l'art. 5 L 21.06.2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (MB du 05.07.2001), entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté (art. 32). - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.09.2003 (art. 33)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
112	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- § 1er, phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 1er, 1° et 5° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	L 12.08.2000	31.08.2000 err. 25.01.2001	2854	173	- § 1er, 2° (remplacement)	- à la date fixée par le Roi (art. 174)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er, 1°, 5° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	11	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
113	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	18	- § 1er, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- § 1er, phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 2 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 06.07.2004	05.08.2004	3357	2	- § 1er, 1° et 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	170	- § 1er, 1° et 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 01.03.2007	14.03.2007		133	- § 1er, 3°, a) (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du24.03.2007
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	120	- § 1er, 1° (modification) - § 1er, 3°, a), 3e tiret (insertion) - § 1er, 3°, b) et c) (modification) - § 1er, 4° (remplacement)	- aux dépenses pour frais de garde d'enfants faites à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 5)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	119	- § 1er, al. 2 et 3 (insertion)	- aux dépenses payées à partir du 01.01.2010 (art. 126, al. 4)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	12	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
114	L 13.12.2012	20.12.2012	–	12	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
115	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	83	- 1°, b (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	7	- 1, c (modification)	- aux emprunts hypothécaires conclus à partir du 01.11.1995 (art. 28, al. 8)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	2	- 2, a (remplacement par les montants exprimés en euro)	- aux emprunts conclus à partir du 01.01.2001 et pour autant qu'ils ne remplacent pas des emprunts conclus avant cette date (art. 45, § 2, al. 2)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	396	- entier (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	171, a) 171, b) 171, c)	- texte actuel devient § 1er - § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, dernier alinéa (remplacement) - § 2 et § 3 (insertion)	- applicable à partir du 01.01.2005 (art. 190, al. 2, 3°)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	3	- § 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 7)
	L 24.12.2008	31.12.2008 (éd. 3)	–	2	- § 1er, al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 3)
116	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	13	- al. 1er et al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 47, § 1er)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	84	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	2	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- aux emprunts conclus à partir du 01.01.2001 et pour autant qu'ils ne remplacent pas des emprunts conclus avant cette date (art. 45, § 2, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	396	- entier (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	172	- nouvel alinéa 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- applicable à partir du 01.01.2005 (art. 190, al. 2, 3°)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	278	- al. 1er (modification)	- à partir du 01.01.2005 (art. 289, al. 2)
117	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
118	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
119	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)

120	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
121	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
122	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
123	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
124	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
125	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	85	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
126	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	19	- entier (remplacement) - § 1er et § 2 (remplacement) - § 3, al. 1er (modification)	- 19 A, à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - 19 B, à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5) - 19 C, à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	28	- § 2, al. 3 (abrogation) - § 5 (insertion)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

127	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	20	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	16	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 35, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	63	- 2° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
128	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	3	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er, 4° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er, 4° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	21	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
129/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	118	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)

				119	- al. 1er (modification) - nouvel al. 4 (insertion entre les al. 3 et al. 4 existants)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 131, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	49	- al. 1er (modification) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 24.12.2020	31.12.2020	–	63	- al. 1er (modification après annulation partielle)	- ~~le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ ~~Les articles 60 à 64 inclus sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, al. 2).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	102	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)

	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	8	- al. 1er (modification)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 11, al. 2)
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	14	- al. 1er (modification)	- le 31 décembre 2023 et est d'application à partir de la période imposable qui débute à partir du 1er janvier 2024 (art. 16)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
130	AR 20.07.2000	30.08.2001 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001 err. 26.03.2004	2971	22	- entier (remplacement)	- A: à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3) - B: à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 65, al. 4) - C: à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	142, A	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3)
				142, B	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 153, al. 5)
				142, C	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 153, al. 6)
131	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	9	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)

AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- 1° en 2° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- 1° en 2° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	23	- 2° (modification) - entier (remplacement)	- A : à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 65, al. 4) - B : à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	64	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 67)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	23	- insertion d'un nouvel al. 2 entre al. 1er et al. 2 existants	- produit ses effets en ce qui concerne les contrats visés aux art. 145[37] et 539 du CIR 92, conclus au plus tard le 31.12.2014 (art. 72, al. 2)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	40	- al. 2 (modification)	- aux contribuables qui ont droit à l'application des articles 145[37] et 539 du CIR 92 pour des contrats visés par ces articles et conclus au plus tard le 31.12.2014
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	143 144 145	- phrase liminaire al. 1er (remplacement) - al. 2 (modification) - al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation) - al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3) - à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 153, al. 5) - à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 153, al. 6)
132	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- al. 1er 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.1999	31.12.1999 (éd. 2)	2791	2	- al. 1er, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 12, al. 1er)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2000	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	43	- al. 1er, 6° (remplacement des montants)	- pour l'ex. d'imp. 2002 (art. 43)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	24	- la phrase liminaire de l'al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 06.07.2004	05.08.2004	3359	2	- al. 1er, 7° devient 8° - al. 1er, 7° nouveau (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 4)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	13	- al. 1er, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	146	- phrase liminaire al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3)

	L 20.12.2020	30.12.2020	–	7, 1° et 2° 7, 3° 7, 4°	- al. 1er, 7° (modifications) - al. 2 (modification) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 12, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 16.03.2021	23.03.2021 err. 29.03.2021	–	2, 1° 2, 2°	- al. 1er, 7° (modification) - al. 1er, 7° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2026 (art. 3, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2031 (art. 3, al. 2)
132bis	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	4	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	279	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 289, al. 7)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	14	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	2	- al. 1er phrase liminaire (remplacement) - al. 4 (remplacement	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 3)
133	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	5	- 5° (abrogation) - texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 1er, 1°, 2°, 3° et 4° - § 2 , al. 1er, 1° et 2° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er, 1°, 2°, 3° et 4° - § 2, al. 1er, 1° en 2° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.1992 (art. 45, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	25	- § 2 (abrogation) - § 1er, 1° (remplacement) - entier (remplacement)	- A: à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - B: à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3) - C: à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 21.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3063	2	- § 1er, 1° et 4° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 2) Art. 2 modifie art. 25 B et C, L 10.08.2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques. Pour l'art. 2 la date d'entrée en vigueur n'est pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, soit à partir du 30.07.2002. L'entrée en vigueur de l'art. 25 précitée, est déterminée par art. 65, al. 3 et 5, L 10.08.2001, et cette entrée en vigueur restera maintenue.

					- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 2) Art. 2 modifie art. 25 B et C, L 10.08.2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques. Pour l'art. 2 la date d'entrée en vigueur n'est pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, soit à partir du 30.07.2002. L'entrée en vigueur de l'art. 25 précitée, est déterminée par art. 65, al. 3 et 5, L 10.08.2001, et cette entrée en vigueur restera maintenue.
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	280	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 289, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	160	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	147	- phrase liminaire al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	65	- nouvel al. 2 et al. 3 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	32	- al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 7)

134	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	10	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	26	- entier (remplacement) - § 1er (remplacement)	- A: à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3) - B: à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	15	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	97, 1° 97, 2° 97, 3°	- § 3, al. 2 (remplacement) - § 4, 4° (remplacement) - § 4, 5° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 103, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	148	- § 2 (remplacement) - § 3, al. 1er et al. 2 (remplacement) - § 4, 2° (remplacement) - § 4, 4° et 5° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3)
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	2	- § 3, al. 1er et al. 2 (remplacement) - § 4, 3° à 5° (remplacement) - § 4, 6° (insertion) - § 4, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 3)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	6	- § 4, al. 1er, 3° (modification) - § 4, al. 1er, 4° (modification) - § 4, al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 7)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	66	-§ 3, nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	12	- § 3, al. 1er (modification) - § 3, nouveau al. 2 et al. 3 (insertion entre les al. 1er et 2 existants) - § 4, al. 1er, 6° (modification) - § 4, al. 1er, 6° (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 2, 1° (modification) - § 4, al. 2, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 46, al. 5)
135	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	14	- al. 1er, 1°, 3ème tiret (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
136	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	27	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

	L 21.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3063	3	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 7)
138	L 06.07.2004	05.08.2004 err. 23.08.2004	3358	2	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	281	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 289, al. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	121	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 134, al. 9)
140	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 21.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3063	4	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 7)
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	_	23	- al. 2 (abrogation)	- le 31 décembre 2023 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2024 (art. 27, al. 1er)

141	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	28	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 21.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3063	5	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 7)
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	_	24, 1° 24, 2° 24, 3°	- al. unique (modification) - al. 2 (insertion) - al. 2 (abrogation)	- le 31 décembre 2023 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2024 (art. 27, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2026 (art. 27, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
142	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
143	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	19	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 91, al. 7)

	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	15	- 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 80, § 14)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	29	- 6° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 06.07.2004	05.08.2004	3359	3	- 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 4)
	L 11.07.2005	12.07.2005 (éd. 2)	3466	39	- 6° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 40)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	6, a) 6, b)	- 2° (remplacement) - 4° (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 10, al. 3) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.08.2008
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	64	- 6° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 18.12.2016	30.12.2016	–	8	- 7° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 12, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 06.03.2018	15.03.2018	–	2	- 6° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. au cours duquel elle aura été publiée au MB (ex. d'imp. 2018)(art. 3)

	L 29.05.2020	11.06.2020	–	16, § 3	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 26.04.2022	06.05.2022	–	5	- 7° (modifications)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2022 (art. 8)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	26, a) 26, b)	- 5/1° (insertion) - 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 33, al. 1)
145	L 18.12.2016	30.12.2016	–	9	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 12, al. 2)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	18	- al. 1er, 2°, a (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
145[1]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993, à l'exception de l'art. 145[1], 1° qui entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 3) - voir aussi art. 102, L 28.12.1992 – MB 31.12.1992, (éd. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

L 17.11.1998	16.01.1999 err. 10.02.1999	2649	2	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 3)
L 25.01.1999	06.02.1999	2656	205	- phrase liminaire (modification) - 6° (insertion)	- le 01.04.1999 (art. 208)
L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	4	- 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 11)
L 24.12.2002	31.12.2002	3106	23	- al. 1er (modification) - 6° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	82	- 1° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 82 est applicable aux cotisations et primes – autres que les cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclus à partir du 01.01.2004 – payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, § 3, A, 3°, 3ème tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	397, 1°	- 2° (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
				397, 2°	- 3° (modification)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 397 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 397 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	349	- 3° (modification) - 4° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	24	- 2° et 3° (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	56	- 1°bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 06.12.2018	27.12.2018	–	46	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	19	- 4° (modifications)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	110	- 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2023
145^{2}	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 dans la mesure où il concerne l'art. 1451, 1° et 145^{3} du CIR 92
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	30	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	16	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	59	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 64)
145^{3}	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	83	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification) - insertion d'un nouvel al. 3 entre al. 2 et al. 3 existants - dernier al. existant est remplacé par un nouvel al. 4	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 83 est applicable aux cotisations et primes – autres que les cotisations et primes payées en exécution d'engagements individuels conclus à partir du 01.01.2004 – payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	350	- al. 1er (modification) - al. 4 (remplacement) - al. 5 et 6 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	17	- al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 06.12.2018	27.12.2018	–	47	- nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants) - al. 7 nouvel (ancien al. 6) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)
$145^{3/1}$	L 18.02.2018	30.03.2018	–	58	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
145[4]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	31	- 1°, b (modification) - 2°, a (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	77	- 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	173	- 2°, b (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2) Dispositions transitoires : Jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année de la publication de la présente loi, les cotisations et les primes payées en exécution de contrats qui ne répondent pas à la nouvelle clause bénéficiaire visée aux articles 145[4] et 145[9] du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils ont été modifiés par les articles 173 et 174, sont quand même prises en considération pour la réduction d'impôt y visée. Si durant cette période de trois ans, des paiements sont effectués aux bénéficiaires, les nouvelles règles sont prises en considération pour déterminer la personne qui est redevable de l'impôt nonobstant le fait que le contrat n'est pas adapté formellement (art. 189). abrogées par l'art. 130 de la loi portant dispositions diverses (I) du 22.12.2008, MB 29.12.2008 (éd. 4)

	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	114	- 2°, b) (remplacement)	- aux contrats d'assurance-vie et d'assurance-épargne conclus à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	25	- 4° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	59	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	111	- 4° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2023
145[5]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	5	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	398	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	26	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	112	- al. 3 (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 124, al. 2)

	L 31.07.2023	23.08.2023	–	27	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
145[6]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	2	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- aux emprunts conclus à partir du 01.01.2001 et pour autant qu'ils ne remplacent pas des emprunts conclus avant cette date (art. 45, § 2, al. 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er et al. 2 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	399	- al. 1er (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 399 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 399 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	27	- al. 1er, 1er tiret (modification) - al. 1er, 2e tiret (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	41	- al. 1er, 2e tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 3)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
145[7]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 4 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 4 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	28	- § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[8]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)

	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	3	- texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	60	- al. 1er (modification) - nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 64)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	9	- § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
145[9]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3). La durée minimum de dix ans visée à l'alinéa 1er, 1°, b, est réduite à cinq ans pour les personnes qui ont atteint l'âge de 55 ans au 31 décembre 1986 (art. 103)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	174	- al. 1er, 2°, b (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2) Dispositions transitoires : Jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année de la publication de la présente loi, les cotisations et les primes payées en exécution de contrats qui ne répondent pas à la nouvelle clause bénéficiaire visée aux articles 145^4 et 145^9 du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils ont été modifiés par les articles 173 et 174, sont quand même prises en considération pour la réduction d'impôt y visée. Si durant cette période de trois ans, des paiements sont effectués aux bénéficiaires, les nouvelles règles sont prises en considération pour déterminer la personne qui est redevable de l'impôt nonobstant le fait que le contrat n'est pas adapté formellement (art. 189). abrogées par l'art. 130 de la loi portant dispositions diverses (I) du 22.12.2008, MB 29.12.2008 (éd. 4)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	351	- al. 1er, 1°, a) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	115	- al. 1er, 2°, b) (remplacement)	- aux contrats d'assurance-vie et d'assurance-épargne conclus à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	108	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 113, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	4	- al. 1er, 3° (modification)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
145[10]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	20	- al. 1er (modification) - al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	5	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	61	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 64)
145[11]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	21	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4	- al. 1er, 2°, 3° et 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.05.2004	10.06.2004 (éd. 3) err. 29.07.2004 err. 23.08.2004	3339	2	- entier (remplacement)	- à partir du 01.04.2004 (art. 4) Remarque : Jusqu'au 30.06.2004 au plus tard, il est satisfait à condition d'investissement fixée aux articles 145[11] et 145[12], al. 5, du même Code, inséré par les articles 2 et 3 de la présente loi, lorsque la condition d'investissement fixée aux articles 145[11] et 145[12], al. 5, de ce Code, tel qu'il existait avant d'être remplacé par les articles 2 et 3 de la présente loi, est respectée (art. 5).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	6	- 3°, 1er et 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 02.05.2019	21.05.2019	–	223	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 31.05.2019
145[12]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)

	L 17.05.2004	10.06.2004 (éd. 3) err. 29.07.2004 err. 23.08.2004	3339	3	- al. 5 (modification)	- à partir du 01.04.2004 (art. 4) Remarque : Jusqu'au 30.06.2004 au plus tard, il est satisfait à condition d'investissement fixée aux articles 145[11] et 145[12], al. 5, du même Code, inséré par les articles 2 et 3 de la présente loi, lorsque la condition d'investissement fixée aux articles 145[11] et 145[12], al. 5, de ce Code, tel qu'il existait avant d'être remplacé par les articles 2 et 3 de la présente loi, est respectée (art. 5).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	7	- al. 1er et al. 3 (modification)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
145[13]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
145[14]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
145[15]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)
	L 22.03.1993	19.04.1993	2235	134, 2°	- al. 1er (modification)	- le 01.01.1994 (art. 158, 4°)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	92, 2°	- al. 1er (modification)	- le 01.01.1994 (art. 93, al. 2)

	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	16	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	8	- al. 1er et al. 2 (modification)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	10	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
145[16]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	86	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	22	- 1°(modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	9	- 1° et 2° (modification)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard, à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 10)
145[16bis]	L 25.01.1999	06.02.1999	2656	206	- entier (insertion)	- le 01.04.1999 (art. 208)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	24	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
145[17]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	87	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	400	- entier (abrogation)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 400 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 400 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)
145[18]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	87	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	400	- entier (abrogation)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 400 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 400 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)
145[19]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	87	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	6	- al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	2	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- aux emprunts conclus à partir du 01.01.2001 et pour autant qu'ils ne remplacent pas des emprunts conclus avant cette date (art. 45, § 2, al. 2)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	400	- entier (abrogation)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 400 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 400 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)
145[20]	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	87	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	400	- entier (abrogation)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	183	- modification de l'entrée en vigueur de l'art. 400 de la loi-programme du 27.12.2004	- L'article 400 de la loi-programme du 27.12.2004 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 183)

145[21]	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	7	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	94	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)
	L 07.04.1999	20.04.1999	2685	30	- al. 1er (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 32) Art. 1er AR 13.06.1999 (MB 03.07.1999) fixant la date d'entrée en vigueur de certains textes relatifs au contrat de travail ALE, fixe cette date au 01.10.1999. Art. 1er AR 22.09.1999 (MB 01.10.1999) même titre, reporte cette date au 01.01.2000

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 20.07.2001	11.08.2001 (éd. 2)	2962	9	- al. 1er et 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 11)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	288, 2°	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 289, al. 1er)
	L 22.12.2003	31.12.2003	3266	288, 1°	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 289, al. 2)

	err. 16.01.2004		288, 3°	- nouvel al. 2 et 3 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 289, al. 2)
L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	18	- al. 1er (modification) - al. 3 (modification) - al. 4 (modification)	- aux dépenses effectivement payées à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 6)
L 13.12.2012	20.12.2012	–	18	- al. 2 et 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	40	- al. 1er (modification)	- ~~aux dépenses faites à partir du 01.07.2013 (art. 42, al. 1er)~~ ~~- Par dérogation à l'al. 1er, le montant maximum prévu à l'art. 145[21], al. 1er, du CIR 92, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'art. 40 de la présente loi, peut encore être pris en compte pour les dépenses faites avant le 01.07.2013 (art. 42, al. 2)~~ Art. 14 L 21.12.2013(MB 31.12.2013, éd. 2) change l'entrée en vigueur comme suit : Art. 40 est applicable aux dépenses faites à partir du 01.01.2013. Par dérogation à l'al. 1er, le montant maximum des dépenses prévu à l'article 145[21], al. 1er, du CIR92, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'art. 40 de la présente loi, reste applicable lorsque les dépenses faites avant le 01.07.2013 dépassent déjà le montant maximum de 920 EUR par contribuable. Dans ce cas, les dépenses faites à partir du 01.07.2013 ne seront toutefois plus prises en considération pour une réduction.
145[22]	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	8	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
145[23]	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	9	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	32	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	19	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	29	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[24]	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	33	- entier (insertion) - al. 6 (modification)	- A: à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 65, al. 4) - B: à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 05.08.2003	07.08.2003 (éd. 2)	3208	15	- al. 1er, 2° (modification) (concerne uniquement le texte français) - al. 1er, 3°bis (insertion) - al. 3, a) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 16, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 16, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 16, al. 2)
	L 31.07.2004	23.08.2004	3362	2	- al. 1er (modification) - al. 3 à 6 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 3)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	97	- al. 1er, 1° (remplacement) - al. 4 (remplacement) - al. 5 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 98)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	11	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 18, al. 2)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	78	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 80, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2007	10.05.2007 (éd. 2) err. 24.05.2007	–	3	- texte actuel devient § 1 - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 4)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	4, 1°	- § 1er, al. 1er, 5° (modification)	- aux dépenses effectivement payées en 2009 et 2010 (art. 6, al. 2)
				4, 2° 4, 3° 4, 4°	- § 1er, al. 5 (insertion) - § 1er, al. 6 (remplacement) - § 2, al. 6 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 6, al. 3)
				4, 5°	- § 3 (insertion)	- aux intérêts supportés à partir du 01.01.2009 (art. 6, al. 4)
	L 23.12.2009	30.12.2009 err. 25.06.2010 (éd. 2)	–	121, a)	- § 1er, al. 2, c) (insertion)	- aux dépenses effectivement payées à partir du 01.01.2010 (art. 126, al. 6)
				121, b)	- § 1er, al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 126, al. 9)
				121, c)	- § 1er, al. 7 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 126, al. 2)
				121, d) à h)	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 à 4 (remplacement par les al. 2 à 7 nouveaux)) - § 2, al. 9 (ancien al. 6) (modification) - § 2, al. 11 (ancien al. 8) (remplacement) - § 2, al. 12 (ancien al. 9) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 126, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	41, A, 1° 41, A, 2° 41, A, 3°	- § 1er, al. 2, d) (insertion) - § 1er, al. 3 (remplacement) - § 1er, al. 5 (modification)	- aux dépenses payées en 2012 (art. 52, al. 1er)
				41, A, 4°	- § 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 52, al. 4)
				41, A, 5°	- § 3, al. 2 (modification)	- aux dépenses payées à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 2)
				41, B	- § 1er, al. 1er à 5 (remplacement)	- aux dépenses payées à partir du 01.01.2013 (art. 52, al. 5)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	30	- § 1er (remplacement) - § 3, al. 1er (modification) - § 3, al. 3, b) (remplacement) - § 3, al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[25]	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	110	- entier (insertion) - al. 7 (modification)	- A : à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 112, al. 1er) - B : à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 112, al. 3)
	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd. 2)	3354	42, 1°	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2004
				42, 2°	- al. 6 (modification)	- à une date à fixer par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres (art. 43)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	79	- al. 3, 4° (modification)	- aux travaux effectués à partir du 01.01.2011 (art. 83, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	20, 1° 20, 2° 20, 3°	- al. 4, c (modification) - al. 7 (remplacement) - al. 8 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	31	- al. 4, c (abrogation) - al. 7 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[26]	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	113	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 27.04.2003
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	32	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	48	- entier (insertion)	- aux dépenses pour l'acquisition d'actions et parts ou de parts dans un fonds starters agréé émises à partir du 01.07.2015 (art. 57, al. 1er)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	47	- § 3, al. 1er (modification) - § 3, al. 6 (remplacement).	- aux actions ou parts que les sociétés émettent au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	38	- § 1er, al. 1er, a (modification) - § 1er, al. 1er, b (remplacement) - § 1er, al. 1er, c (insertion) - nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants) - al. 4 (ancien al. 3) (modification) - § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification) - phrase liminaire § 2, al. 3 (remplacement) - § 2, al. 3, 1° (modification) - § 2, nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants) - § 2, al. 5 (ancien al. 4) (remplacement) - § 2, 6e, 7e et 8e al. (insertion) - § 3, al. 1er, 11° (modification) - § 3, al. 2 (modification) - § 3, al. 3, 2° (modification) - § 3, al. 3, 3° (modification) - § 3, al. 3, 4° (insertion) - § 3, al. 4 (modification) - § 3, al. 5 (modification) - phrase liminaire § 4, al. 1er (modifications) - § 4, al. 1er, 1er tiret (modification) - § 4, al. 1er, 2e tiret (modification) - § 4, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016 185

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- § 5, al. 1er (remplacement) - § 5, al. 2 (modification) - § 5, nouvel al. 3, 4 et 5 (insertion entre les al. 2 et 3 existants) - § 5, al. 6 (ancien al. 3) (remplacement) - § 5, al. 7 (ancien al. 4) (remplacement) - § 5, al. 9 (ancien al. 6) (modification) - § 6, al. 1er (modification) - § 6, al. 2 (modification)	
	L 17.12.2017	22.12.2017 err. 16.01.2018	–	2	- § 2, al. 7 (modification) - § 2, al. 8 (modification) - § 3, al. 3, 2° (remplacement) - § 3, al. 3, 3° (modification) - § 3, al. 3, 4° (modification) - § 3, al. 6 (modification) - § 4, al. 1er (modification)(concerne le texte néerlandais uniquement) - § 5, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 3)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	28	- § 3, al. 1er, 8° (remplacement) - § 3, al. 3, 2° (remplacement) - § 3, al. 4 (remplacement) - § 5, al. 8 (remplacement) - § 5, al. 10 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)

	L 15.04.2018	27.04.2018	–	252	- § 1er, al. 3 et 4 (modification)	- au plus tard le 01.11.2018 (art. 260)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	20	- § 1er, al. 1er, a, b et c (modification) - § 2, al. 3, 1° (modification) - § 3, al. 1er, 1° (modification) - § 3, al. 1er, 3° (modification) - § 3, al. 3, 3° (modification) - § 3, al. 3, 4° (modification) - § 3, al. 6 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	10	- § 3, al. 3, 2°, c (modification) - § 3, al. 3, 2°, d (modification) - § 5, al. 8 (modification) - § 5, al. 10 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 16, al. 2)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	26	- § 3, al. 1er, 11° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB, et est applicable aux sommes affectées à l'acquisition d'actions ou parts d'une société à partir du 01.01.2021 (art. 28)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.02.2022	04.04.2022	–	26	- § 1er, al. 1er, b (remplacement) - § 1er, al. 2 (remplacement) - § 3, al. 1er, 11° (modification) - § 3, al. 3, 2° (modification) - § 3, al. 3, 3° (modification) - § 3, al. 3, 4° (modification) - § 3, al. 6 (modification) - § 4 (modification) - § 5, al. 1er (modification) - § 5, al. 4 (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 29, § 1er) Par dérogation au § 1er, en ce qui concerne les prestataires de services de financement participatif, qui, au 10.11.2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont, conformément à l'article 6, § 2 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de cette loi, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent qu'à compter du 10.11.2022, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toutefois, au cas où la Commission fait usage de l'habilitation qui lui est conférée par l'article 48, paragraphe 3 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent aux prestataires de services de financement participatif, qui, au 10 novembre 2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, qu'à compter de la date indiquée dans ledit acte délégué, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	11	- § 3, al. 1er, 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

145[26/1]	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	48	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 55, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
145[27]	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	116	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 27.04.2003
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	290	- § 1er, al. 1er, al. 2, 1°, 2°, § 3, 4e tiret (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2004
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	33	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	30	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)
	L 15.04.2018	27.04.2018	–	252	- § 1er, al. 3 et 4 (modification)	- au plus tard le 01.11.2018 (art. 260)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	21	- § 1er, a et b (modification) - § 2, al. 1er, 1° (modification) - § 2, al. 1er, 2° (modification) - § 2, al. 5, 3° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	11	- § 2, al. 5, 2°, c (modification) - § 2, al. 5, 2°, d (modification) - § 4, al. 5 (modification) - § 4, al. 7 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 16, al. 2)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	33	- § 4, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	27	- § 2, al. 1er, 13° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB, et est applicable aux sommes affectées à l'acquisition d'actions ou parts d'une société à partir du 01.01.2021 (art. 28)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.02.2022	04.04.2022	–	27	- § 1er, al. 1er, b (remplacement) - § 2, al. 1er, 13° (modification) - § 2, al. 5, 2° (modification) - § 2, al. 5, 3° (modification) - § 3 (modification) - § 4 al. 1er (modification) - § 4, al. 3 (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 29, § 1er) Par dérogation au § 1er, en ce qui concerne les prestataires de services de financement participatif, qui, au 10.11.2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont, conformément à l'article 6, § 2 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de cette loi, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent qu'à compter du 10.11.2022, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toutefois, au cas où la Commission fait usage de l'habilitation qui lui est conférée par l'article 48, paragraphe 3 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, les dispositions du chapitre 1er, du chapitre 2, les articles 18 et 20 et **le chapitre 5** ne s'appliquent aux prestataires de services de financement participatif, qui, au 10 novembre 2021, disposent d'un agrément en tant que plateforme de financement alternatif ou ont notifié à la FSMA leur intention d'exercer l'activité visée à l'article 3 de la loi du 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances, qu'à compter de la date indiquée dans ledit acte délégué, ou du jour où ils obtiennent l'agrément visé à l'article 12 du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7.10.2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937, la première des deux dates étant retenue. (art. 29, § 2, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	12	- § 2, al. 1er, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	43	- § 1er, al. 1er, b (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.à-d. à partir du 10.12.2022
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
145[28]	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd. 2)	3354	44	- entier (insertion)	- Art. 44 est applicable en cas d'acquisition d'une voiture, d'une voiture mixte ou d'minibus à partir du 01.01.2005 (art. 46).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	13	- texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux dépenses faites à partir du 01.01.2007 jusqu'au 31 décembre de l'année qui précède celle pendant laquelle la Commission européenne introduit l'obligation pour tous les véhicules d'être équipés d'origine d'un filtre à particules (art. 18, al. 1er)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	79	- entier (abrogation)	- en cas d'acquisition d'une voiture, voiture mixte ou d'un minibus à partir du 01.07.2007 (art. 80, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	20	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2010, en cas d'acquisition d'un véhicule électrique visé à l'article 145[28] du CIR 92, tel qu'il est rétabli par l'article 20 de la présente loi (art. 35, al. 11)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	123	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 3, phrase liminaire (remplacement) - § 1er, al. 4 (insertion) - § 3 (insertion)	- aux dépenses payées dans les années 2010 à 2012 (art. 126, al. 5)

	L 13.12.2012	20.12.2012	–	21, 1° 21, 2° 21, 3°	- § 1er, al. 2 (remplacement) - § 1er, al. 5 (insertion) - § 3, al. 3, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	34	- § 1er, al. 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	35	- § 3 (remplacement)	- le 01.01.2022 (art. 60, al. 3)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	13	- § 3 (modification)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 2)
145[29]	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	156	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2006
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	35	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[30]	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	14	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 18, al. 2)

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	21	- al. 2, a (modification) (concerne le texte néerlandais uniquement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	80	- al. 3, 3° (modification)	- aux travaux effectués à partir du 01.01.2011 (art. 83, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	22, 1° 22, 2°	- al. 2, c (modification) - al. 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	36	- al. 2, c (modification) - al. 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[31]	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	15	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 18, al. 2)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	55	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 60, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	22	- al. 2, a (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	23, 1°	- al. 2, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)

				23, 2° 23, 3°	- al. 3 (modification) - al. 5 (remplacement)	- aux dépenses réellement payées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2013 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 39, al. 7) - à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 39, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	37	- al. 2, c (modification) - al. 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
145[32]	L 01.06.2008	04.07.2008 err. 25.09.2008	–	4	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au Moniteur belge (art. 5)
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	2	- entier (remplacement)	- aux sommes versées à partir du 01.01.2010 (art. 6, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	38	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[33]	L 13.12.2012	20.12.2012	–	25	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	5	- § 1er, 1°, f (remplacement)	- aux libéralités effectuées à partir du 01.01.2014 (art. 22, al. 3)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	39	- § 1er, al. 4 (modification) - § 1er, al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	65	- § 1er, al. 4 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 10.07.2016	22.07.2016	–	2	- § 1er, 1°, a (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 3)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	81	- § 1er, al. 4 (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 04.05.2018	16.05.2018	–	2	- § 1er, al. 1er, 1°, a (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	17 18 19	- § 1er, al. 1er, 1°, a (modification) - § 1er, al. 1er, 1°, b, d, e, g, i, j et l (modification) - § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 1er, 3° (modification) - § 3, al. 3 (modification) - § 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019

	L 29.05.2020	11.06.2020	–	4 et 5	- dérogation § 1er, al. 1er, 1°	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	3 5	- dérogation § 1er, al. 3 et al. 4 - modification art. 5, al. 1er, L 29.05.2020 (modification dérogation)	- le jour de la publication au MB (art. 31) - le jour de la publication au MB (art. 31)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	36, 1°	- § 1er, al. 1er, 1°, c (modification)	- aux libéralités faites à partir du 01.01.2022 (art. 60, al. 8)

				36, 2°	- § 1er, al. 1er, 1°, g (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022 Remarque: l'entréé en vigueur originale de cette modification est fautif (art. 60, al. 9 L 21.01.2022 : le 01.01.2019) doit être **07.02.2022** (la correction sera faite)
				36, 3°	- § 1er, al. 1er, 1°, k (modification)	- le 01.01.2019 (art. 60, al. 9) Remarque: l'entréé en vigueur originale de cette modification est fautif (10 jours après publication au MB, 07.02.2022) doit être le **01.01.2019** (art. 60, al. 9 L 21.01.2022) (la correction sera faite)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	66	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- le jour de leur publication au Moniteur belge et s'appliquent aux libéralités réalisées à partir du 1er janvier 2024 (art. 69)
				67	- § 2, al. 2 (remplacement)	
145[34]	L 13.12.2012	20.12.2012	–	27	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	40	- al. 7 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[35]	L 13.12.2012	20.12.2012	–	29	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	41	- al. 8 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	42	- al. 2, 3°, a, phrase liminaire (modification)	- à partir du 01.04.2014 (art. 68, al 1er)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	67	- nouvel al. 8 (insertion entre les al. 7 et al. 8 existants) - nouvel al. 10 (insertion entre les al. 9 (nouvel) et al. 10 (nouvel) existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	16, § 4	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	6	- modification art.16, § 4, L 29.05.2020 (modification dérogation)	- le jour de la publication au MB (art. 31)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 20.12.2020	30.12.2020	–	8, 1° 8, 3° 8, 5° 8, 6° 8, 8°	- al. 2, 1° (modification) - al. 2, 3°, d (insertion) - al. 3 (modification) - al. 6 (remplacement) - al. 11, b (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 12, al. 1er)
				8, 4° 8, 9°	- al. 2, 4° (insertion) - al. 11 (abrogation)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et sont applicables aux dépenses pour garde d'enfant faites à partir du 01.01.2021 (art. 12, al. 2)
				8, 2° 8, 7° 8, 10°	- al. 2 3°, a, phrase liminaire (modification) - al. 6 (modification) - al. 12 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 12, al. 3)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	34	- al. 2, 3°, a), 1er tiret (modification)	- à partir de l'année de revenus 2021 (art. 96, al. 8)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	24	- al. 6 (modification) - al. 11 (abrogation)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 25)
145[36]	L 13.12.2012	20.12.2012	–	31	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	42	- al. 2, c (remplacement) - al. 5 et 6 (remplacement) - al. 7 et 8 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[37]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	44	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

145[38]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	45	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[39]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	46	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[40]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	47	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[41]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	48	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[42]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	49	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[43]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	50	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[44]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	51	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[45]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	52	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

145[46]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	53	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[47]	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	55	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
145[48]	L 11.03.2018	23.03.2018	–	3	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
145[49]	L 22.04.2019	08.05.2019	–	15	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 aux primes payées à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi (art. 26, al. 2) c.-à-d. à partir du 01.09.2019
145[50]	L 25.11.2021	03.12.2021	–	16	- entier (insertion)	- le 01.09.2021 (art. 20)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	37	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 4, 1° (modification)	- le 01.09.2021 (art. 60, al. 6)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	44	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification) - § 4 (insertion)	- produit ses effets le 01.01.2022 (art. 53, al. 5) - le 01.01.2023 (art. 53, al. 6) - le 01.01.2023 (art. 53, al. 6)
146	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	10	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29 § 1er, 1°)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	23	- 1° (modification) (Concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	95	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 07.04.1999	20.04.1999	2685	31	- 3° (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 32) Art. 1er AR 13.06.1999 (MB 03.07.1999) fixant la date d'entrée en vigueur de certains textes relatifs au contrat de travail ALE, fixe cette date au 01.10.1999. Art. 1er AR 22.09.1999 (MB 01.10.1999) même titre, reporte cette date au 01.01.2000
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	34	- 1° (modification) - 2°bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	84	- 3° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 84 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	95, A 95, B 95, C	- 1° (modification) - 2°bis (abrogation) - 2° (abrogation) - 2° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 100, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100, al. 2) - applicable aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 100, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3569	43, 1° 2° 3°	- 1° (modification) - 2° (modification) - 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 46, al. 2) - aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 46, al. 3) - à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 46, al. 2)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	282, 1° 282, 2°	- 2° (modification) 5° (modification)	- aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 289, al. 4 et art. 34, 1° L 17.05.2007 (MB 19.06.2007)) - aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 01.01.2007. (art. 34, 2° L 17.05.2007 – MB 19.06.2007)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	36	- 1° (modification) - 2° (abrogation)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 39)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	122	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 134, al. 9)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	104	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 106, al. 1er)
147	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	11	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29 § 1er, 1°)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	1	- 1°, 3° et 7° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	35	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 5)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	96, A, 1°	- 2° (remplacement)	- applicable aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 100, al. 3)
				96, A, 2°	- 3° et 4° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100, al. 2)
				96, B	- 5° et 6° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 100, al. 1er)
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3569	44	- 2° (modification)	- aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 46, al. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	283	- 2° (modification)	- aux indemnités complémentaires payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 289, al. 4)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	37	- 2° (remplacement) - al. 2 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 39)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	9	- al. 1er, 2°, a, 3e tiret (modification) - al. 1er, 5° et 6° (insertion) - al. 1er, 7°, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 8° (modification) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 19, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	23)	- al. 1er, 5° et 6° (abrogation) - al. 1er, 7° (remplacement) - al. 1er, 8° (modification) - al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	10	- al. 1er, 2°, a, 1er et 2e tiret (modification)	- le 01.01.2013 (art. 23, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	56	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	43	- al. 1er, 2 (modification)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.01.2015 (art. 68, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	105	- al. 1er, 2°, a (remplacement)	- aux compléments d'entreprise et indemnités complémentaires payés ou attribués à partir du 01.01.2016, pour autant qu'ils ne se rapportent pas à des périodes antérieures à cette date (art. 106, al. 2)
				149	- al. 1er, 1° et 7° (modification) - al. 1er, 9° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 153, al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	13	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 2°, b) (modification) - al. 1er, 2°, c) (insertion) - al. 1er, 9° (modification) - al. 3 et al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	4	- al. 1er, 7° (modification) - al. 1er, 8° (modification) - al. 4 (modifications)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 9)
148	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	27	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
149	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	36	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	10	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 19, al. 3)
150	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	37	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	97	- al. 1er (modification) - al. 2 et 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100, al. 2) - Art. 50, 1° et 2°, L 20.07.2006 (MB 28.07.2006, (éd. 2) avance l'entrée en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2005.
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	11	- al. 1er (modification) - al. 2 et 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 19, al. 3)

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	24	- al. 1er (modification) - al. 2 et 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
151	AR 14.11.1996	06.12.1996	2476	1	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	38	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	12	- al. unique (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 19, al. 3)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	25	- al. unique(modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
151/1	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	14	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	5	- al. unique (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 9)

152	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 1°	- al. unique (abrogation du remplacement par les montants exprimés en euro conformément à l'art. 1er, tableau n° 1, AR 20.07.2000)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	39	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	15	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
152bis	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	65	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 67)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2)	–	57	- al 1er (modification)	- produit ses effets en ce qui concerne les contrats visés aux art. 145[37] et 539 du CIR 92, conclus au plus tard le 31.12.2014 (art. 72, al. 2)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	150 151	- al. 1er (modification) - entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 153, al. 5) - à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 153, al. 6)
153	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	58	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
154	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	12	- 3° (remplacement) - 4° (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	96	- 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	40	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	98	- al. 1er, 2° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100, al. 2)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	38	- entier (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 39)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	66	- § 2 (modification) - § 3, al. 1er, 1°, al. 2, 4 et 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 67)

	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	123	- §§ 2 en 3 (modification) - § 3, al. 5 (abrogation)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 134, al. 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	131	- art. 66 de la loi-programme (I) du 08.06.2008 (retrait)	- le jour de la publication au MB (art. 134, al. 11)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	3	- § 2, al. 1er , 1° (modification) - § 2, al. 1er , 2° (remplacement) - § 2, al. 1er , 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 6, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	32	- § 3, al. 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	5	- § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	94	- § 3, al. 1er (remplacement) - § 3, al. 2 (abrogation) - § 4 devient § 5 - § 4 nouveau (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 95)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2)	–	67	- art. 94 L 10.08.2015 (retrait)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016

	err. 14.01.2016		44	- § 3, al. 1er (remplacement) - § 3, al. 2 (abrogation) - § 3/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 5)
L 22.10.2017	10.11.2017	–	10	- § 3/1, phrase liminaire al. 1er (modification) - § 3/1, al. 1er, 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 11)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	16	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 1er, 1° et 2° (remplacement) - § 2, al. 1er, 3° (abrogation) - § 3, al. 1er, 2° (modification) - § 3/1, al. 1er, phrase liminaire (modification) - § 3/1, al. 1er, 2° (remplacement) - § 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	35	- § 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 96, al. 9)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	6	- entier (abrogation)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 9)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	67	- **retrait art. 6 L 17.03.2022**	- le jour de l'entree en vigueur originale
				68, 1°	- § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 3/1, al. 1er (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2024 (art. 71, al. 14)
				68, 2°	- § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 3/1, al. 1er (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2025 (art. 71, al. 15)
				68, 3°	- § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 3/1, al. 1er (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2026 (art. 71, al. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				68, 4° 68, 5°	- § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 3/1, al. 1er (modification) - entier (abrogation)	- à partir de l' ex. d'imp. 2027 (art. 71, al. 17) - à partir de l' ex. d'imp. 2028 (art. 71, al. 18)
154bis	L 03.07.2005	19.07.2005 err. 07.09.2005	3483	23	- entier (insertion)	- aux primes d'équipe et de nuit et aux rémunérations relatives au travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.07.2005 (art. 27)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	16	- nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- aux rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.04.2007 (art. 18, al. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	284	- al. 3 (ancien) (modification)	- aux rémunérations relatives au travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 289, al. 3)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	25	- al. 3 (remplacement) - nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants)	- aux rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.04.2007 (art. 27)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	13, 1° et 2° 13, 3° et 4°	- al. 1er (remplacement) - al. 2 (modification) - al. 1er et 2 (modification)	- le 01.01.2009 (art. 19, al. 1er) - le 01.01.2010 (art. 19, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	3	- al. 1er , 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2011
	AR 11.12.2013	16.12.2013 (éd. 2)	–	69	- al. 1er , 2e tiret (modification) - al. 1er , 3e tiret (insertion)	- le 01.01.2014 ou à une date ultérieure fixée par le Roi et au plus tard le 01.04.2014 (art. 81, § 3)
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	50	- nouvel alinéa 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- le 01.01.2014, à l'exception des dispositions des articles 50 et 52 concernant les travaux immobiliers qui entrent en vigueur à la même date que les articles 6 à 14 de la loi du 08.12.2013 modifiant l'article 30bis de la loi du 27.06.1969 révisant l'arrêté-loi du 28.12.1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et adaptant les dispositions de la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui concernent la déclaration préalable et l'enregistrement des présences concernant les chantiers temporaires ou mobiles. (art. 55, al. 1er). Les articles 6 à 14 de la loi du 08.12.2013 précitée entrent en vigueur à partir du 01.04.2014 (art. 16, 2°).
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	59	- al. 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 10.08.2015	01.09.2015	–	3	- al. 1er , 2e tiret (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 4). Art. 1er AR 11.09.2015 (MB 21.09.2015) stipule que cette loi entre en vigueur le 22.06.2015.
	L 16.11.2015	26.11.2015	–	33	- al. 3 (remplacement) - al. 7 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 37, al. 2, 1°)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	120	- al. 8 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	6	- nouvel alinéa 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants) - al. 6 ancien qui devient al. 7 (remplacement)	- le 01.01.2019 (art. 8)
	L 12.12.2021	31.12.2021	–	18	- al. 3 (modifications) - al. 7 (modification)	- le 01.01.2021 (art. 20)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	29	- al. 4 (remplacement)	- fixée par le Roi au premier jour du deuxième mois qui suit l'approbation préalable de la Commission européenne, et s'applique au travail supplémentaire presté à partir de cette date (art. 31)
	L 31.07.2023	05.09.2023	–	6	- al. 3 (modifications)	- le 01.07.2023 (art. 8)
	L 12.05.2024	29.05.204	–	64 65	- retrait art. 29, LP 27.12.2021 - al. 4 (remplacement)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'applique aux heures supplémentaires prestées à partir de cette date (art. 67)
155	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	41	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	175	- nouvel alinéa 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	26	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.012.2017	29.12.2017	–	7	- al. 2, 3e tiret (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2017 (art. 8)
156	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	42	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	60	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
156bis	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	70	- entier (insertion)	- au frais faits ou supportés à partir du 01.01.2009 (art. 60, al. 1er)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	5	- al. 1er (remplacement) - al. 2 et 3 (abrogation) - al. 1er (remplacement) - al. 2 (ancien al. 4) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 6, al. 5) - à partir de l'ex. d'imp. 2009, étant entendu qu'en ce qui concerne les dépenses visées à l'art. 156bis, al. 1er, 2° CIR 92, il n'est applicable qu'aux dépenses effectivement payées en 2009 et 2010 (art. 6, al. 6 L 27.03.2009 et modifié par l'art. 10 L 07.11.2011)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	124, a) 124, b)	- al. 1er, 2° (remplacement) - al. 1er, 3° (insertion)	- aux dépenses effectivement payées à partir du 01.01.2009 (art. 126, al. 1er) - aux dépenses effectivement payées à partir du 01.01.2010 (art. 126, al. 6)

	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	42	- al. 1er, 2° (remplacement) - al. 1er, 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 52, al. 6)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	61	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
157	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	43	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	25	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	62	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
158	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	8	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	26	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	27	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	63	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
159	L 29.05.2020	11.06.2020	–	7	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
161	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2852	1, 1°	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.2002 (art. 9, § 2)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	21	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 24, al. 2)
162	L 03.08.2016	16.08.2016	–	22	- al. 1er (modification) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 24, al. 2)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	29	- al. 3 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
163	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	23	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 24, al. 2)
164	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 06.07.1997	11.10.1997	2528	2	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 21.10.1997
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	27	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
165	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	64	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
166	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	28	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	65	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
167	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	29	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
168/1	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	88	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
169	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	14	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2 (remplacement)	- aux capitaux et valeurs de rachat qui sont liquidés à partir du 01.08.1992 (art 47, § 13) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	88	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	7	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	3	- § 1er, al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- aux capitaux et valeurs de rachat payés ou attribués à partir du 01.01.2001 (art. 45, § 2, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2002	31.12.2002 err. 07.02.2003 (éd. 2)	3106	78	- § 1er, al 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	85	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 85 est applicable aux capitaux, valeurs de rachat de contrats d'assurance sur la vie, pensions et pensions complémentaires, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 3ème tiret)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	401	- § 1er, al 1er (modification)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	101	- § 1er, al. 3 et 4 (insertion)	- applicable aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 105)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	352	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	124	- § 1er, al. 3 (modification) - § 1er, al. 4 (remplacement)	- aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2009 (art. 134, al. 10)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	66	- § 1er, al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	60	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 06.12.2018	27.12.2018	–	48	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)
	L 27.02.2019	15.03.2019	–	3	- § 1er, al. 3 et al. 4 (remplacement)	- le 01.01.2019 et s'applique aux paiements de capitaux effectués à partir du 01.01.2019 (art. 5)
170	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	65	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

171	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	15	- 1°, c (insertion) - 4°, b (remplacement) - 4°, fbis (insertion)	- aux plus-values résultant de cessations survenues à partir du 06.04.1992 et aux indemnités résultant d'actes survenus à partir de la même date (art. 47, § 12) - aux capitaux et valeurs de rachat qui sont liquidés à partir du 01.08.1992 (art. 47, § 13)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	4	- 1°, c (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 30, § 1er)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	89	- 1°, d et e (insertion) - 1°, f et g (insertion) - 2°, a, d et e (remplacement) - 2°, b, c (remplacement) - 4°, f (modification) - 4°, fbis (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er) Par dérogation à l'art. 171, 2°, d et e, CIR 92, les capitaux, valeurs de rachat et l'épargne y visés liquidés en 1992 sont imposables distinctement au taux de 16, 5 p.c. Lorsque la liquidation intervient en 1993 ou postérieurement, le taux de 16, 5 p.c. n'est applicable que dans la mesure où le capital, la valeur de rachat ou l'épargne est constitué au moyen de primes ou de versements payés ou effectués en 1992 (art. 104) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)

					- 4°, g (modification) - 4°, i (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 101, al. 4) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 24.12.1993	31.12.1993 (éd. 2)	2280	30	- 2°, a (abrogation) - 2° bis (insertion) - 4°, i (insertion -rétablissement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 34, § 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 34, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	13	- 2° bis (remplacement) - 3° (remplacement) - 3° bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	24	- 4°, a (modification) - 4°, g (remplacement) - 5°, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 91, al. 7) - à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	9	- 2° bis (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	19	- 4°, e (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4)
	L 25.01.1999	06.02.1999	2656	207	- 2°, a (insertion - rétablissement)	- le 01.04.1999 (art. 208)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	47	- 3ter (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)

	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	11	- 4°, i (remplacement)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'art. 11 (art. 48, § 5). Art. 1er de l'AR du 07.05.2000 (MB 17.05.2000), stipulant l'entrée en vigueur de l'art. 11, L 04.05.1999 fixe l'entrée en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2000
	L 06.04.2000	16.05.2000	2820	2	- 5°, d et e (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001(art. 3)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- 5°, a (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- 5°, a (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	30	- 2°, a (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	5	- 2°, f (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)
	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	123	- 6°, 1er tiret (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imposition 2003 (art. 124)

	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	86, 1° 86, 2° 86, 3° 86, 4° 86, 5° 86, 7° 86, 8°	- 1° d (remplacement) - 1°, e (abrogation) - 1°, h (insertion) - 2°, b (remplacement) - 2°, c (abrogation) - 4°, f (remplacement) - 4°, g (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - A l'exception des capitaux et des valeurs de rachat payés en exécution d'un engagement individuel de pension complémentaire l'art. 86 est applicable aux capitaux et valeurs de rachat de contrats d'assurance sur la vie, pensions et pensions complémentaires, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 3ème tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				86, 6°	- 2°, d (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114) Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. -Art. 86, 6° est applicable aux prestations ou capitaux payés en exécution d'un engagement individuel de pension complémentaire (art. 23, §3, A, 6°, 2ème tiret)
	L 05.08.2003	07.08.2003 (éd. 2)	3208	17	- 6°, 1er tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imposition 2003 (art. 18)

	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd . 2)	3354	35	- 2°bis, b (modification)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2004 (art. 38)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	41	- 3°, ter (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imposition 2005 (art. 74, al. 5) L'art. 74, al. 5 qui règle l'entrée en vigueur de l'art. 41, L 15.12.2004 est rapporté à partir du 01.02.2005 (art. 13, 2° et 14, al. 7, L 25.04.2006 portant dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers – MB 28.04.2006, (éd. 2) – R 3548 – Bull. 871) L'art. 13, 1° de la L 25.04.2006 précitée qui modifie l'art. 74 de la L 15.12.2004 précitée, prévoit que l'article 41, L 15.12.2004 est applicable aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du 01.02.2005 (art. 14, al. 3, L 25.04.2006)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	402	- 2°, d (modification)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)

	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	102	- 2°, b (remplacement) - 4°, f, 3e tiret (insertion)	- applicable aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 105)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	114	- 5°, f (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2006
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	176	- 4°, g (modification)	- applicable aux rentes viagères et pensions, pensions complémentaires, rentes, capitaux, épargnes et valeurs de rachat alloués à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 1°)
	L 10.06.2006	27.06.2006	3563	2	- 7° (insertion)	- aux primes régionales de remise au travail payées ou attribuées à partir du 01.07.2005 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	318	- 3°quater (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	135	- 1°, a) (modification)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)
	L 04.05.2007	15.05.2007	–	2	- 1°, i) (insertion) - 4°, j) (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 7)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	10	- 1°, a (modification) - 4°, e) (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	125, a) 125, b) 125, c) 125, d)	- 2°, b), 2e tiret (remplacement) - 4°, f), 3e tiret (remplacement) - 4°, j) (modification) - 6°, 4e tiret (insertion)	- aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2009 (art. 134, al. 10) - aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	147	- al. 1er, 2°bis, b) (modification)	- le 01.01.2008 (art. 150)
L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	28, 1° 28, 3° 28, 4°	- 1°, i) phrase liminaire (modification) - 1°, i) in fine (modification) - 4°, j) (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 7)
			28, 2°	- 1°, i) (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 35, al. 2)
L 29.12.2010	31.12.2010 éd. 3	–	25	- 6°, 4e tiret (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2010 (art. 26)
L 19.06.2011	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	3	- 5°, a (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 7, al. 3)
L 07.11.2011	16.11.2011	–	2	- 4°, k) (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	27, 1° 27, 2° 27, 3° 27, 4° 27, 5° 27, 6°	- 2°, f) (remplacement) - 2°bis (remplacement) - 2°ter (insertion) - 3°bis (abrogation) - 3°ter (modification) - 3°quinquies (insertion) **Annulé par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	64, 1° 64, 2° 64, 3° 64, 4° 64, 5°	- 1°, d (modification) - 2°, b, 1er tiret (modification) - 2°quater (insertion) - 3°bis (insertion) - 4°, f (modifications)	- aux capitaux et valeurs de rachat payés ou attribués à partir du 01.07.2013 (art. 65, al. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	33	- 4°, k (remplacement)	- le 01.04.2012 (art. 39, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	80, a 80, b 80, c 80, d 80, e	- 2°bis (remplacement) - 2°ter (abrogation) - 3° (remplacement) - 3°ter (modification) - 3°quater (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2) La condition de 80 p.c. visée à l'article 171 du Code des impôts sur les revenus 1992, telle qu'insérée par l'article 80 est ramenée à 60 p.c. pour les revenus attribués ou mis en paiement en 2013 et 2014 lorsque les dividendes sont distribués par une société qui bénéficiait de la renonciation totale à la perception du précompte mobilier visée à l'article 106, § 8, de l'AR/CIR 92, telle que la mesure existait au 31 décembre 2012. (art. 95) L'article 95 de la loi-programme du 27.12.2012 reste applicable aux sociétés immobilières règlementées issues de l'agrément d'une sicaf immobilière en société immobilière règlementée tel que visé au Chapitre V de la loi du 12.05.2014 (art. 97 – MB 30.06.2014).
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	11	- 2°, e (modification)	- le 01.01.2013 (art. 23, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.06.2013	01.07.2013 éd. 2	–	3, a 3, b	- 2°, f (abrogation) - 3° sexies (insertion)	- le 01.10.2014 (art. 7, al. 4) Art. 64 L 28.06.2015 modifie l'entrée en vigueur de l'art. 3, a L 28.06.2013 et stipule que cet art. est d'application aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.10.2014. - aux apports effectués à partir du 01.07.2013 (art. 7, al. 2) Toute modification apportée à partir du 01.05.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 7, al. 5)
	L 11.11.2013	27.11.2013 (éd. 3)	–	6	- 1°, e (insertion)	- le 01.10.2013 (art. 7)
	~~L 26.12.2013~~	~~31.12.2013~~ ~~(éd. 3)~~	–	~~23~~	~~- 3° quinquies (modification)~~	~~- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.2014~~ ~~(art. 29, al. 2)~~ remplacé par la loi du 25.04.2014 (la loi plus récente est d'application)
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	171	- 3° quinquies (insertion) **A la place de l'annulation par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 174)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	67, 1° 67, 2° 67, 4°	- phrase liminaire (remplacement) - 2°, d (modification) - phrase liminaire 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				67, 3°	- phrase liminaire 5° (modification)	- applicable lorsque la dernière année antérieure pendant laquelle un contribuable a eu une activité professionnelle normale, est liée à l'ex. d'imp. 2015 où à un ex. d'imp. ultérieur (art. 72, al. 1er, 2°)
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	85	- 3°quater (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	43 52 109 110	- 3° (modification) - 3°septies (insertion) - 4°, i (modification) - 4°bis (insertion) - 1°, g (modification) - 1°bis (insertion) - 2°, e (abrogation) - 1°bis (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2015 (art. 50, al. 1er) - aux primes payés à partir de 2015 (art. 58, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 113, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 113, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	49 77	- phrase liminaire du 5° et 6° (modification) - 3°septies (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2) - le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 83, al. 1er)

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	45	- 3°ter (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 5)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				70	- 4°bis (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 74)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	67	- phrase liminaire (modification) - 1°, a (modification) - 1°, b (modification) - 3° (modification) - 3°ter (modification) - 4°, c, d et e (modification) - 6°, 3e tiret (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	91	- 3° (modification) - 3°quater (abrogation) - 3°septies (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 94)
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	38	- 1°, d (modification) - 3°bis (remplacement) - 4°, f, 4e tiret (modification)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 39, al. 1er)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	89	- 3°quater (insertion)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 91)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	82	- 1°, a (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
				93	- 3° (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 95, al. 1er)

					- 3°septies (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux réserves de liquidation constituées pour une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2018 (art. 95, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	105	- 3°quinquies (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	14	- 1°, c , al. 1er (modification) - 2°, a (insertion) - 4°, a, al. 1er (modification) - 4°, b (remplacement)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 11.03.2018	23.03.2018	–	4	- phrase liminaire des 5° et 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	61	- 1°, j (insertion) - 2°, c (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	31	- 5° et 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)
				49	- 3° sexies (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2018 (art. 55, al. 2)

				72	- 5°, b (modification)	- le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au MB et est applicable aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2018, à l'exception des indemnités en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de bénéfices ou de profits constatées ou présumées, avant le 01.01.2018 et des indemnités en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de bénéfices ou de profits constatées ou présumées, après le 01.01.2018 liées à une période imposable qui s'est terminée avant la date de l'entrée en vigueur de l'article (art. 73)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.07.2018	20.07.2018 éd. 2	–	9	- 6°, 3e tiret (modification)	- aux pensions qui sont payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 10, § 1er)
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	50, 2° 50, 1° et 3°	- 3°bis (remplacement) - 1°, a (remplacement) - 3°bis, a (abrogation) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.07.2016 (art. 53) - aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)

	L 06.12.2018	27.12.2018	–	49	- 2°, c (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)
	L 27.02.2019	15.03.2019	–	2	- 2°, b) nouveau tiret 3 (insertion) - 4, f), nouveau tiret 4 (insertion entre tirets 3 et 4 existants)	- le 01.01.2019 et s'applique aux paiements de capitaux effectués à partir du 01.01.2019 (art. 5)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	27	- 5°, a (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 07.04.2019	03.05.2019	–	2	- phrase liminaire 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 3)
	L 22.04.2019	08.05.2019	–	16	- phrase liminaire 5° et 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 aux primes payées à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi (art. 26, al. 2) c.-à-d. à partir du 01.09.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	11	- 1°, e (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2019 (art. 21, al. 2)
	L 24.12.2020	31.12.2020	–	64, 3°	- 3°bis, tel que modifié par 64, 2°, le a) est rétabli	- ~~le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ ~~Les articles 60 à 64 inclus sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, al. 2).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)

				64, 1° 64, 2°	- 3° bis, a) et b) (remplacé après annulation) - 3° bis, tel que replacé par le 64, 1°, le a) est abrogé	- Par dérogation à l'art. 72, alinéas 1er et 2 : - l'article 64, 1°, produit ses effets sur les revenus payés ou attribués à partir du 01.07.2016; - l'article 64, 2°, produit ses effets sur les revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018.
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	17	- phrase liminaire 5° et 6° (modification)	- le 01.09.2021 (art. 20)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	4, 1° 4, 2°	- 1°, i, 1er tiret (modification) - 4°, j (modification)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er) - à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er) Par dérogation à l'alinéa 1er, pour les sportifs âgés de 23 à moins de 26 ans au *01.01.2022* qui perçoivent des rémunérations visées à l'article 30, 1°, CIR 92, l'article 171, 4°, j), CIR 92 reste applicable tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 4. (art. 12, al. 3), *modifié par l'art. 52 L 05.07.2022*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				11 20	- 3° bis, b, 2e tiret (modification) - 3° quater, al. 1er (modification) - 3° quater, nouvel al. 3 (insertion entre les alinéas 2 et 3 existants)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er) - aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2022 (art. 22)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	3 5 38	- 5°, b (modification) - 8° (insertion) - 4°, b/1 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2022 (art. 4) - à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 6) - le 31.12.2021 et sont applicables à partir de l'ex.d'imp. 2022 (art. 60, al. 7)

	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	14	- 3° bis, b, 2e tiret (modification)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 2)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	103	- 2° bis (remplacement)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	11	- 5°, a) (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
171/1	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	68	- entier (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	83	- entier (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	9	- entier (insertion – rétabli)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 11, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
172	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	90	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	29	- al. 3 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 7)

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	68	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	69°	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	84	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
173	L 25.12.2017	29.12.2017	–	15	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
174	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	91	- phrase liminaire al. 1er (modification) - al. 1er, 1° (modification) - al. 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er) Par dérogation l'application de l'art. 172, 2°, e, est subordonnée à la seule condition que la durée de cinq ans soit venue à expiration pour les personnes qui ont atteint l'âge de 55 ans au 31.12.1986 (art. 105). - le 01.01.1993 (art. 101, al. 5)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	111	- phrase liminaire al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 113, al. 1er)

174/1	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	28	- entier (insertion) **partiellement annulé par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	145, 1° 145, 2° 145, 3° 145, 4° 145, 5° 145, 6° 145, 7°	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification) - § 2, al. 5 (modification) - § 3, al. 1er (remplacement) - nouveau § 3, al. 2 (insertion entre les alinéas 1er et 2 existants) - § 3, al. 3, qui devient al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex d'imp. 2013 (art. 153, al. 4) Art. 85 de la Loi-programme du 22.06.2012 (MB 28.06.2012) modifie cette entrée en vigueur en stipule que l'art. 145 est applicable aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	86, 1° 86, 2° 86, 3° 86, 4° 86, 5° 86, 6°	- § 1er, al. 5 (modification) - § 2, al. 1er, a et b (remplacement) - nouveau § 2, al. 3 (insertion entre les alinéas 2 et 3 existants) - § 2, al. 5, qui devient al. 6 (modification) - § 2, al. 7 (insertion) - § 3, al. 1er (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 87) En ce qui concerne les revenus mobiliers attribués ou mis en paiement entre le 01.01.2012 et le premier jour du deuxième mois qui suit celui de la date de publication de la présente loi au Moniteur belge, aucun intérêt de retard ni aucune amende ne peut être appliqué pour déclaration ou paiement tardif de la retenue à la source de la cotisation supplémentaire sur des revenus mobiliers par les personnes visées à l'article 174/1, § 2, al. 1er, du CIR 92. En outre, les déclarations et les paiements de la retenue à la source de la cotisation supplémentaire sur des revenus mobiliers effectués entre le 01.01.2012 et le premier jour du deuxième mois qui suit celui de la date de publication de la présente loi au Moniteur belge, sont censés valablement opérés pour l'application de l'art. 174/1, du Code précité (art. 88).
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	81, 1° 81, 2° 82	- § 2 (remplacement) - § 3, al. 5 et 6 (insertion) - entier (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 96, al. 1er) - aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	172	- § 1er, al. 4 (modification) **A la place de l'annulation par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 et cessent de produire leurs effets en ce qui concerne les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 174)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	121	- entier (insertion – rétabli)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	32	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)
				50	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 55, al. 1er)
				62	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 64)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	17	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	7	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 9)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	67	- **retrait art. 7 L 17.03.2022**	- le jour de l'entree en vigueur originale
				69	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2028 (art. 71, al. 18)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	13	- al. 1er (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 46, al. 5)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	104	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	25	- al. 1er (modification)	- le 31 décembre 2023 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2024 (art. 27, al. 1er)
175	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	10	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	69	- phrase liminaire (remplacement) - 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	50	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	33	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	89	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	28	- phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	10	- phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	12	- phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023

178	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	5, 1° 2°	- § 1er (modification) - nouveau § 3 (insertion entre le § 2 et § 3 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1993 - entrée en vigueur mentionnée dans le texte de loi
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- § 3 devient § 4	
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	14	- § 2, al. 3 (remplacement) - la phrase liminaire du § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, §1er, 1°)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	20	- § 3, 1° et 2° (modification)	- entrée en vigueur mentionnée dans le texte de loi
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1 4, 5°	- § 4 (remplacement par les montants exprimés en euro) - § 2, al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	4 42, 3° 42, 5°	- § 1er (remplacement) - § 2, al. 3 (remplacement) - § 4 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2) - à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er) - à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	44	- § 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 21.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3063	6	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	403	- § 4 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	4	- § 4 (insertion)	- aux indemnités forfaitaires de défraiement octroyées à partir du 01.01.2007 (art. 5)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	62	- § 5 (insertion)	- à partir du 01.01.2008 (art. 63)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	133	- § 6 (insertion)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 8)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	28	- § 2, al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 29)
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	4	- § 7 (insertion)	- le 01.01.2010 (art. 6, al. 3)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	30	- § 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	41	- § 6 (remplacement)	- aux avantages payés ou attribués à partir du 01.01.2013 (art. 42, al. 3)

	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	6	- § 3, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	152	- § 3, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 153, al. 3)
	L 18.12.2016	30.12.2016	–	10	- § 5, 3°/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 12, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017		106	- § 2, al. 3 (modifications)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.03.2018	23.03.2018	–	5	- § 3, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	18	- § 2, al. 3 (modification) - § 3, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art.19)
	L 22.04.2019	08.05.2019	–	18	- § 3, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 aux primes payées à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi (art. 26, al. 2) c.-à-d. à partir du 01.09.2019
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	12	- § 2, al. 3 (modification)	- aux allocations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 16, al. 3)
	L 20.12.2020	30.12.2020	–	2, a 2, b à d 2, e 2, f	- § 3, al. 2, phrase liminaire (modification) - § 3, al. 2, 2° (modifications) - § 3, al. 2, 3° et 4° (insertion) - § 3, al. 3 et 4 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 3)
				9	- § 2, al. 3 (modifications)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 12, al. 1er)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	126	- § 5, 2°/1 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	8	- § 3, al. 3 (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2023 (art. 9)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	15	- § 3, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
				67	- **retrait art. 8 L 17.03.2022**	- le jour de l'entree en vigueur originale
				70	- § 3, al. 3 (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2028 (art. 71, al. 18)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 31.07.2023	28.08.2023	–	4	- § 4, al. 1er (modification)	- le 01.01.2024 (art. 5)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	10	- § 5, 1° (modification)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 11, al. 2)
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	15	- § 2, al. 3 (modifications)	- le 31 décembre 2023 et est d'application à partir de la période imposable qui débute à partir du 1er janvier 2024 (art. 16)
				26	- § 3, al. 1er (modification)	- le 31 décembre 2023 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2024 (art. 27, al. 1er)
178/1	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	71	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 72, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	51	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	70	- § 1er, al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	85	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 11.03.2018	23.03.2018	–	6	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	34	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.04.2019	08.05.2019	–	18	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 aux primes payées à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi (art. 26, al. 2) c.-à-d. à partir du 01.09.2019
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	18	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.09.2021 (art. 20)
179	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	319	- al. unique (modification)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	18	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
179/1	L 25.12.2016	17.01.2017	–	2	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB et les articles 2 à 7 sont d'application aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit cette publication (art. 8)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	9	- alinéa unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2019	16.04.2019	–	2	- alinéa unique (modifications)	- le jour de sa publication au MB L'application de la présente loi est conditionnée; 1° à la signature préalable d'un accord de coopération entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne les œuvres éligibles; 2° à la décision prise par la Commission européenne que le régime du tax shelter pour les jeux vidéo visé à l'article 194ter/3 du CIR 92 ne constitue pas une aide d'État incompatible visée à l'article 107, 1, du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Les articles 2 à 6 s'appliquent aux conventions-cadres signées à partir du premier jour du mois suivant la publication au MB d'un avis du ministre des Finances, qui informe de l'accomplissement des deux conditions. (art. 7) L'avis du 22.12.2022 a stipulé que les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 29.03.2019 précitée sont donc applicables aux conventions-cadres signés à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication du présent avis au Moniteur belge, soit le 01.01.2023. Art. 7 de cette loi est modifié par l'art. 44 de la L 05.07.2022 (MB 15.07.2022, err. 27.07.2022)
180	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	82	- 5°bis (insertion)	- à partir du 01.01.1993 (art. 1er, al. 2, AR 22.12.1992 – MB 12.01.1993)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	7	- 10° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 30, § 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	25	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al.7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 06.07.1997	23.10.1997	2530	2	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 3)
	L 21.12.1998	30.12.1998 (éd. 3)	2658	32, § 1er	- 11° (insertion)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur (art. 41, § 1er). Art. 1er AR 10.02.1999 (MB 24.02.1999) détermine que cette loi entre en vigueur, le jour de la publication au MB de cette AR, c.-à-d. le 24.02.1999
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	17	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 80, § 15)
	L 12.08.2000	07.09.2000	2856	31	- 2° (remplacement) - 10° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 33, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 33, al. 2)
	L 19.04.2002	04.05.2002	3045	45	- 5° (abrogation)	- à la même date que l'AR fixant les premiers statuts de la Loterie Nationale (art. 51) - Art. 3 AR 09.07.2002 fixant les statuts de la Loterie Nationale (MB 16.07.2002) stipule que le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au MB, c.-à-d. le 16.07.2002 (art. 3)
	AR 14.06.2004	24.06.2004	3378	204	- 12° (insertion)	- à la date de constitution d'Infrabel conformément à l'article 2 de l'AR du 14.06.2004 - art. 2 de l'AR du 14.06.2004 stipule que la S.N.C.B. procède à la constitution d'Infrabel dans les 30 jours suivant la date de publication du dernier des arrêtés royaux établissant les premiers statuts d'Infrabel et fixant les règles provisoires qui valent comme premier contrat de gestion d'Infrabel et au plus tard le 01.01.2005

	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	360	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 en ce qui concerne la SCRL Port autonome du Centre et de l'Ouest et à partir du 01.07.2004 en ce qui concerne la « Waterwegen en Zeekanaal NV » (art. 361)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.01.2006	13.02.2006 (éd. 2)	3549	40	- 13° (insertion)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur (art. 51) Art. 1er et 2 AR du 08.05.2006 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 26.01.2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10.06.1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises (MB 18.05.2006) règlent l'entrée en vigueur de cette loi. Art. 40 est applicable à partir du 18.05.2006 (art. 1, 1° et 2)
	AR 10.11.2006	07.12.2006 (éd. 2)	3598	5	- 13° (insertion)	- à partir du 01.01.2005 (art. 7)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	285	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 289, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 28.09.2008	02.10.2008 add. 10.10.2008 éd. 2	–	18	- 13° (abrogation)	- au moment de la constatation par acte authentique de la transformation du Fonds visée à l'article 12 de cet AR (art. 25, al. 1er, 4°) La passation de l'acte fera l'objet d'un avis publié au Moniteur belge par les soins du ministre qui a les finances dans ses attributions (art. 25, al. 2) - L'art. 1er de l'AR du 19.12.2008 modifiant l'AR du 28.09.2008 relatif à la restructuration du Fonds de l'infrastructure ferroviaire (I) (MB 24.12.2008, éd. 3) modifie cette entrée en vigueur comme suit : - à la date de la transformation du Fonds prévue dans l'acte authentique visé à l'art. 12 de l'AR du 28.09.2008 La date de la transformation prévue dans l'acte fera l'objet d'un avis public au MB par les soins du Ministre qui a les finances dans ses attributions. L'avis publié en exécution de l'article 25, 4°, 2e alinéa, de l'AR du 28.09.2008 relatif à la restructuration du Fonds de l'infrastructure ferroviaire (MB 27.01.2009, éd. 2) stipule que l'art. 18 de l'AR du 28.09.2008 entre en vigueur le 01.01.2009

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	36	- 1° (modification)	- le 17.02.1997 en ce qui concerne les adaptations en matière d'intercommunales visées au décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, - le 10.11.2001 en ce qui concerne les adaptations en matière de structures de coopération visées au décret de Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale et - le 23.08.2006 en ce qui concerne les adaptations en matière d'associations de projet visées au décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes (art. 43, al. 1er)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	6	- 2° (modification)	- à partir de la date de transformation de la régie portuaire de Gand en une société anonyme de droit public (art. 22, al. 4)
	L 06.01.2014	31.01.2014	–	15	- 5°bis (abrogation)	- le 01.07.2022 (art. 15)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) 27.01.2015	–	110	- 5°bis (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2014

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	17	-1° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	86	- 1° (insertion) - al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.08.2015 (art. 93, al. 1er)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	110	- 2° (modification)	- à partir de la date de transformation de la régie portuaire d'Anvers en une société anonyme de droit public (art. 111)
	L 23.11.2017	11.12.2017 err. 18.12.2017	–	46	- 11° (modification)	- le 01.01.2018 (art. 52)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	10	- al. 1er, 2° (modifications)	- le 01.01.2018 (art. 20, al. 1er)
	L 29.05.2018	11.06.2018	–	2	- al. 1er, 2° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. se rattachant à une période imposable qui se clôture au plus tôt le 01.01.2018 (art. 5, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 27.07.2017, reste sans effet pour l'application de la présente loi (art. 5, al. 3)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	39	- al. 1er, 3° et 6° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	14	- al. 1er, 5°bis (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2023	28.12.2023	–	55	- al. 1er, 13° (remplacement)	- le 01.01.2024 (art. 57)
181	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	26	-1° et 2° (modification) (concerne uniquement le texte français) - 7° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- 7° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 14.07.1997	03.09.1997	2526	3	- 7° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 13.09.1997 - à partir de l'ex. d'imp. 1996. En ce qui concerne les libéralités visées à l'art. 104, 3°, i, CIR 92, l'entrée en vigueur de l'art. 3 L 14.07.1997 (MB 03.09.1997) est modifiée (art. 81, L 22.12.1998 – MB 15.01.1999) - à partir de l'ex. d'imp. 1997 En ce qui concerne les libéralités visées à l'art. 104, 4°bis, CIR 92, l'entrée en vigueur de l'art. 3 L 14.07.1997 (MB 03.09.1997) est modifiée (art. 81, L 22.12.1998 – MB 15.01.1999)
				18	- 7° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)
	L 02.05.2002	11.12.2002	3088	62	- 8° (insertion)	- le 1er jour du 2ème mois qui suit la publication de l'AR d'exécution de cette loi au MB (art. 66)

						Art. 32 L 16.01.2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (MB 05.02.2003), modifie l'entrée en vigueur et stipule que le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de cette loi.
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Art. 2 AR 15.05.2003 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 16.01.2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (MB 19.05.2003, (éd. 2), stipule que l'art. 32 précité entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au MB, c.-à-d. à partir du 19.05.2003 (art. 2) – R 3169 – Bull. 839.
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	285	- 7° (modification)	- le jour de leur publication au Moniteur belge (art. 287)
	L 16.11.2004	30.11.2004 (éd. 2)	3389	4	- 7° (modification)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2005 (art. 6)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	43	- 7° (modification)	- à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 3)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	22	- 8° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
183	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6	- dérogation Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	9	- dérogation	- le jour de la publication au MB (art. 31)
183bis	L 11.12.2008	12.01.2009	–	11	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
184	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	16	- al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	10, 1°	- al. 2 (abrogation)	- aux opérations d'apport effectuées à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 11, al. 3)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	19	- al. 2 (remplacement) - al. 3 et 4 (insertion) - al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7) - aux opérations d'apport effectuées à partir du 30.03.1996 (art. 80, § 16) - à partir du 01.07.1996 (art. 80, § 29)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	12	- al. 6 (insertion)	- à partir du 01.01.1999 (art. 48, § 6)
	L 31.01.2006	22.02.2006	3529	3	- al. 1er et 2 (remplacement)	- applicable aux parts bénéficiaires émises à partir du 01.01.2005 (art. 4, al. 1er) - sous réserve de l'article 4, alinéa 1er , la présente disposition entre en vigueur le 22.02.2006 (art. 4, al. 2)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	12	- al. 3 et 4 (remplacement) - al. 5 et 6 (abrogation)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	97	- al. 3 (modification)	- aux apports effectués à partir du 01.01.2017 (art. 99, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	17	- al. 5 (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables aux opérations de réduction de capital et de remboursement de primes d'émission ou de parts bénéficiaires assimilées à du capital libéré qui sont décidées par l'assemblée générale à partir du 01.01.2018 (art. 86, C, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	23	- al. 1er et al. 2 (remplacés par 3 al.) - al. 5 qui devient al. 6 (remplacement)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er) - aux remboursements effectués à partir du 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
184bis	L 11.12.2008	12.01.2009	–	13	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er) - sauf § 1er, al. 2 aux opérations effectuées à partir du 06.02.2001 (art. 35, al. 3)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	24	- § 3, al. 1er (modification) - § 4, al. 1er (modification) - § 5, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
184ter	L 11.12.2008	12.01.2009	–	14	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	17, 1°	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				17, 2° 17, 3° 17, 4° 17, 5°	- § 2, al. 1er et al. 2 (modification) - § 2, nouvel al. 3 à 7 (insertion entre al. 2 et 3 existants) - § 2, al. 8 (ancien al. 3) (remplacement) - § 2, al. 11 (ancien al. 6) (remplacement)	- le 01.01.2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 86, c, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	25	- § 1er, al. 1er (modifications) - § 1er, al. 2 (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	12	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	36	- § 2, al. 8 (modification)(concerne uniquement le texte français)	- le 01.01.2019 et est applicable aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 96, al. 10)
184quater	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	44	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 50, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	48	- al. 1er (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	26	- al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	16	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
184quin-quies	L 17.03.2019	03.04.2019	–	2	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 4)
185	L 21.06.2004	09.07.2004	3353	2	- texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 19.07.2004
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	15	- § 3 (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 17.12.2017	22.12.2017	–	4	- § 2, phrase liminaire al. 1er (modification) - § 2, al. 1er, b (modification) - § 2, al. 2 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	107	- § 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	18 , 1° 18, 2°	- § 1er, al. 2, 3 et 4 (insertion) - § 2/1 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				18, 3°	- § 3 (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	31	**- (insertion art. 18, 4° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	27	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	17	-§ 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	37	- § 3, al. 1er et al. 2 (modification)(concerne uniquement le texte français) - § 3, al. 2 (modification) - § 3, al. 3 (remplacement) - § 3, al. 6 (modification) - § 3, al. 7 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 11)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	15	- § 3, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
185/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	19	- entier (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 86, c, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	23	**–entier (remplacement art. 19 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 86, c, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

185/2	L 25.12.2017	29.12.2017	–	20	- entier (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	24	**–entier (remplacement art. 20 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	8	- § 2, nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et 2 existants)	-.Le présent chapitre entre en vigueur le 31.12.2020 (art. 11, al. 1er) Art. 8 est applicable aux périodes imposables qui sont clôturées à partir du 31.12.2020 (art. 11, al. 2)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	22	- entier (remplacement)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)

185bis	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	320	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		196	- § 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 197)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	53, 1° 53, 2°	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 et 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 55, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	86	- § 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	19	- § 1er (remplacement) - § 3, al. 1er, phrase liminaire (modification) - § 3, al. 3 (modification) - § 3, al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016

	L 03.08.2016	16.08.2016	–	9	- § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	05.12.2017	18.12.2017	–	5	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.12.2017
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	51	- § 3, al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 55, al. 1er)
	L 30.07.2018	10.08.2017	–	36	- **(insertion art. 20/1 dans L 25.12.2017)** - § 1er (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	13 21	- § 1er (modification) - **(retrait art. 20/1 dans L 25.12.2017)**	- à partir de l'ex. d'imp 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 16, al. 4) - à la même date de l'entrée en vigueur de l'art. 20/1

	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~3~~	~~- §§ 3 et 4 (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	64	- § 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	45	- § 2, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	6	- §§ 3 et 4 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
185ter	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007	–	83	- entier (insertion)	- à partir du 01.04.2007 (art. 85)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	21, 1°	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				21, 2°	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
185quater	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	56	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 60, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	44	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 50, al. 2)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	49	- al. unique (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	88	- al. unique (modification)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 (art. 90)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	4	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 et sont applicables à partir de l'ex. imp.2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 17, al. 6) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	28	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
185quin-quies	L 23.06.2020	01.07.2020	–	18	-entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
186	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	27	- al. 5 (modification) (Concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	56	- al. 2, phrase liminaire (modification) - al. 2, 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 17.03.2019	10.05.2019	–	29	- al. 2, phrase liminaire (modification) - al. 6 et 7 (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
188	L 17.03.2019	10.05.2019	–	30	- al. 1er (modification) - al. 3 (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
190	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	20	- entier (remplacement)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5)
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	11	- al. 3 (modification)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 16, al. 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	63, § 2 et § 3	- entier (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	5	- al 1er et al. 2 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). - Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	111, 1° 111, 2°	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	31	- al. 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
190bis	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2)	–	57	- entier (insertion)	- au frais faits ou supportés à partir du 01.01.2009 (art. 60, al. 1er)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	127	- al. unique (modification)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.01.2010 (art. 133, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	22	- entier (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
191	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	21	- al. unique (modification) - al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, § 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	23	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
192	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	8	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 30, § 8)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	21	- al. 1er (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	22	- al. 1er (modification) - texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5) - aux apports exonérés d'impôts effectués à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 80, § 17)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	48	- § 1er (modification)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	42	- § 1er, al. 1er (modification)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	321	- § 3 (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	16	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 3 (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	57	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	146, 1° 146, 2°	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 4, 5, 6 et 7 (insertion)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 146 (art. 153, al. 6).
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	44	- § 1er, al. 8 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values réalisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt le 06.06.2012 et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 59, al. 10) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 11)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	98	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 103, al. 2) Toute modification apportée à partir du 21.11.2012 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 103, al. 3).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	20	- § 3, al. 1er, phrase liminaire (modification) - § 3, al. 1er, 2° (modification) - § 3, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	24	- § 1er, al. 1er (remplacement) - §1er, al. 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	52	- § 3, al. 1er, 3° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 55, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	38	- § 3, al. 1er, 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	40	- § 1er, al. 8 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	23, 1° 23, 2°	- § 1er, al. 1er (modification) - § 4 (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
193bis	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	117	- entier (insertion)	- applicable aux primes et subsides notifiés à partir du 01.01.2006 et pour autant que la date de notification se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2007. Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 119)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	39	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
193ter	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	140	- entier (insertion)	- aux primes et subsides notifiés à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de notification se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008. Toute modification apportée à partir du 21.12.2006 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 142)
193 quater	L 25.12.2017	29.12.2017	–	26	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				27	- § 3 (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
194	L 25.12.2017	29.12.2017	–	29	- entier (remplacement)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D) - le 01.01.2018 et n'est pas applicable aux provisions ou dotations aux provisions qui ont été constituées pendant des périodes imposables qui ont commencé avant le 01.01.2018 (art. 86, C, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
194bis	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	13, § 2	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 22.06.1999
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	40	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
194ter	L 02.08.2002	29.08.2002 (éd. 2) err. 04.10.2002 err. 13.11.2002 (éd. 2) err. 07.04.2003 (éd. 2)	3072	128	- entier (insertion)	- à la date fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres (art. 207, al. 2) - Art. 1er AR 03.05.2003 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 128 et 129 de la loi-programme du 02.08.2002 (MB 09.05.2003), stipule que l'art. 128 précité entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004 (art. 1er)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	291	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 293)
	L 17.05.2004	04.06.2004 (éd. 2)	3337	2, 1°, a)	- § 1er, al. 1er, 3°, 1er tiret (modification)	- le 01.01.2006. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prévoir que cet article entrera en vigueur à une date antérieure (art. 4, al. 2).
				2, 1°, b)	- § 1 er, al. 1er, 3°, 1er tiret (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 4, al. 1er)

				2, 2° 2, 3° 2, 4° 2, 5° et 6° 2, 7° 2, 8° 2, 9° 2, 10°	- § 2 (remplacement) - § 3 (modification) - § 4, al. 1er, 1° et 2° (modification) - § 4, al. 1er , 6° et 7° (remplacement) - § 4, al. 1er, 7°bis (insertion) - § 4, al. 2 (remplacement) - § 4 bis (insertion) - § 5, 7° (remplacement)	
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.12.2006	27.12.2006 (éd. 2)	3603	2	- § 1 er, al. 1er, 3°, 1er tiret (modification)	- Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, étant entendu que la loi ne peut entrer en vigueur avant que n'ait été menée à bonne fin la procédure prévue par l'article 88.3 du Traité instituant la Communauté européenne, ni plus de deux mois après la fin de cette procédure (art. 3) - Art. 1er de l'AR 14.11.2008 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 03.12.2006 modifiant l'article 194ter du CIR 92 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle (MB 19.11.2008), stipule que l'art. 2 précité entre en vigueur à partir du 16.07.2007.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	7	- § 1er, al. 1er, 1° (remplacement) - § 1er, al. 1er, 2° (remplacement) - § 1er, al. 1er, 3° (remplacement) - § 1er, al. 1er, 4° (modification) - § 1er, al. 2 (modification) - § 1er, al. 3 (modification) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 3, al. 1er (modification)(concerne uniquement le texte français) - § 3, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 3, al. 3 (modification) - § 4, al. 1er, phrase liminaire (modification))(concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 1er, 1° et 2° (modification) - § 4, al. 1er, 3° (modification) - § 4, al. 1er, 4° (modification) - § 4, al. 1er, 6° (modification) - § 4, al. 1er, 7° (remplacement) - § 4, al. 1er, 8° (modification)	- le 01.01.2010 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- § 4, al. 2 (modifications))(une des modifications concerne uniquement le texte français) - § 4bis (modification) - § 5, phrase liminaire (modification) - § 5, 1° (modification) - § 5, 4° (modification) - § 5, 5° (remplacement) - § 5, 7° (modification) - § 5, 8°, phrase liminaire (modification) - § 5, 8°, tiret 2 (modification) - § 6, al. 1er (modification) - § 6, al. 2 (modification)	
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	12, a 12, d 12, e 12, f 12, h 12, i 12, j 12, k 12, l	- § 1er, al. 1er, 3°, 2e tiret (modification) - § 1er, al. 4 à 8 (insertion) - § 4, al. 1er, 5° bis (insertion entre al. 5 et al. 6 existants) - § 4, al. 1er, 7° (modification) - § 5, 5°, 4e tiret (insertion) - § 5, 8°, 1er tiret (modification) - § 5, 8°, 4e tiret (insertion) - § 6, al. 2 (modification) - § 6, al. 2 (modification)	- aux conventions-cadres signées à partir du 01.07.2013 (art. 23, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				12, b 12, c 12, g	- § 1er nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et 2 existants) - § 1er, al. 4 (anciennement al. 3) (modification) - § 4 d'un nouveaux al. 2 et 3 (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 12.05.2014	27.05.2014	–	3, a	- § 1er, al. 1er, nouveau 1° (insertion avant le 1° existant) - § 1er, al. 1er, le 1° ancien devient le 2°	- est fixée par le Roi le 1er jour du 2ème mois qui suit l'approbation préalable de la Commission européenne, et s'applique aux conventions-cadres signées à partir de cette date. (art. 10, al. 1er) Les conventions-cadres signées avant cette date peuvent encore bénéficier de l'application de l'article 194ter, Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il existait avant d'être modifié par la présente loi. (art. 10, al. 2)
				3, b	- § 1er, al. 1er, le nouveau 2° (ancien 1°) (modification)(concerne uniquement le texte français) - § 1er, al. 1er, le nouveau 2° (ancien 1°) (modification)	Art. 1er de l'AR du 19.12.2014 fixant la date de l'entrée en vigueur de la L 12.05.2014 du 19.12.2014 modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle (MB 31.12.2014, éd. 2), stipule que cette loi entre en vigueur le 01.01.2015.
				3, c	- § 1er, al. 1er, le nouveau 3° (insertion avant le 3° existant) - § 1er, al. 1er, 3° existant devient 4°	

				3, d	- § 1er, al. 1er, 2° existant qui devient 5° (remplacement)	
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				3, e	- § 1er, al. 1er, le nouveau 4° (ancien 3°), 1er tiret (modifications) - § 1er, al. 1er, le nouveau 4° (ancien 3°), 2ème tiret (remplacement)	
				3, f	- § 1er, al. 1er, nouveau 6° (insertion entre le 2° qui devient le 5° et le 4° qui devient le 7°)	
				3, g	- § 1er, al. 1er, nouveau 7° (ancien 4°) (modification)	
				3, h	- § 1er, al. 6 qui devient le 8° de l'al. 1er, phrase liminaire (remplacement)	
				3, i	- § 1er, al. 2 (abrogation)	
				3, j	- § 1er, al. 8 qui devient le 9° de l'al. 1er, phrase liminaire (remplacement) - § 1er, al. 8 qui devient le 9° de l'al. 1er, 2ème et 3ème tiret (modification) - § 1er, al. 8 qui devient le 9°de l'al. 1er, 5ème tiret (modification))(concerne uniquement le texte français)	
				3, k	- § 1er, al. 1er, 10° (insertion)	

				3, l 3, m	- § 1er, al. 3 qui devient al. 2 (modification) - § 1er, al. 4 qui devient al. 3 (modification)	
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				3, n 3, o 3, p 4 5 6, a 6, b 6, c 6, d 6, e 6, f 6, g 7 8	- § 1er, al. 5 qui devient al. 4 (modification) - § 1er, al. 7 (abrogation) - § 1er, al. 9 (abrogation) - § 2 (remplacement) - § 3, al. 3 (abrogation) - § 4, phrase liminaire (remplacement) - § 4, al. 1er, 1° (modification) - § 4, al. 1er, 2° (modification) - § 4, al. 1er, 3° et 5° à 9° (abrogation) - § 4, al. 1er, 4° qui devient 3° (modification) - § 4, al. 1er, 4° nouveau (insertion) - § 4, al. 2 à al. 4 (abrogation) - § 4bis (abrogation) - §§ 5 et 6 (remplacement)	

				9	- §§ 7 à 12 (insertion)	

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 26.05.2016	07.06.2016	–	2, 1° 2, 2° 2, 3° 2, 4° 2, 5° 2, 6° 2, 7° 2, 8° 2, 9° 2, 10° 2, 11° 2, 12° 2, 13° 2, 14° 2, 15° 2, 16° 2, 17° 2, 18°	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 1er, 2°, al. 2 (insertion) - § 1er, al. 1er, 4°, 1er tiret (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 1er, al. 1er, 4°, 2ème tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 5° (modification) - § 1er, al. 1er, 6° (remplacement) - § 1er, al. 1er, 7° (modification) - § 1er, al. 1er, 8°, phrase liminaire (modification) - § 1er, al. 1er, 8°, 1er tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 8°, 10ème tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 8°, 11ème tiret (insertion) - § 1er, al. 1er, 9°, phrase liminaire (modification) - § 1er, al. 1er, 9°, 2ème et 5ème tiret (abrogation) - § 1er, al. 1er, 9°, 3ème tiret (2ème nouveau) (modification) - § 1er, al. 1er, 9°, 6ème tiret (4ème nouveau) (modification) - § 1er, al. 1er, 9°, al. 2 (insertion) - § 1er, al. 1er, 10° (modifications)	- aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.07.2016 (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
				2, 19° 2, 20° 2, 21° 2, 22° 2, 23° 2, 24° 2, 25° 2, 26° 2, 27° 2, 28° 2, 29° 2, 30° 2, 31° 2, 32° 2, 33° 2, 34° 2, 35° 2, 36° 2, 37° 2, 38° 2, 39°	- § 1er, al. 2 et al. 3 (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 1er, al. 4 (remplacement) - § 2 (modification) - § 4, 1° (modification) - § 4, 2° (modification) - § 4, 3° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 5, al. 1er (modification) - § 5, al. 2 (modification) - § 5, al. 3 (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 6 (modifications) - § 7, phrase liminaire (modification) - § 7, al. 1er, 1° (modification) - § 7, al. 1er, 2° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 7, al. 1er, 3° (modifications) - § 7, al. 1er, 4° (remplacement par 3°bis, 4° et 4°bis) - § 7, al. 2 (modification) - § 7, al. 5 (modification) - § 7, al. 6 (insertion) - § 8, al. 1er, 1er tiret (remplacement) - § 8, al. 1er, 2ème tiret (modification) - § 8, al. 2 à 5 (remplacement)	
ART. CIR	DATE L, OU	DATE MB	R	ART. L, OU	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

92	AR			AR		
1	2	3	4	5	6	7
				2, 40° 2, 41° 2, 42° 2, 43° 2, 44° 2, 45° 2, 46° 2,47° 2, 48° 2, 49° 2, 50°	- § 10, al. 1er, 5°, 1er tiret (modification) - § 10, al. 1er, 7° (remplacement) - § 10, al. 1er, 8°, phrase liminaire (remplacement) - § 10, al. 1er, 8°, 1er tiret (remplacement) - § 10, al. 1er, 8°, 2ème tiret (modification) - § 10, al. 1er, 8°, 3ème tiret (remplacement) - § 10, al. 1er, 9°(modification) - § 10, al. 2 (remplacement) - § 11, al. 1er (modification) - § 11, al. 3 (modification) - § 11, al. 4 (modification)	
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	30, 1° 30, 3° 30, 5°	- § 2 (modification) - § 4, 4° (modification) - § 7, al. 4 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				30, 2° 30, 4° 30, 6°	- § 2 (modification) - § 4, 4° (modification) - § 7, al. 4 (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 11.07.2018	20.07.2018 (éd. 2)	–	36	- § 12 (modification)	- à la date d'entrée en application du Règlement 2017/1129, telle que déterminée par l'article 49, paragraphe 2 dudit règlement, c.-à-d. à partir du 21.07.2019 (art. 104, § 1er)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	32	- § 1er, al. 1er, 1° et 2° (modification) - § 10, 7° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	53	- § 1er, al. 1er, 4°, 1er tiret (modification) - § 3, al. 3 à 6 (insertion) - § 6 (modification) - § 7, nouvel al. 5 (insertion entre les al. 4 et 5 existants) - § 7, al. 5 (ancien) (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 55)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	8, 1° et 5°	- dérogation	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.09.2018, ou 12.03.2018 en ce qui concerne les films d'animations et les séries télévisuelles d'animation, jusqu'au 31.12.2020 pour lesquelles l'attestation Tax Shelter n'a pas encore été demandée (art. 15, al. 1er) Art. 15 est modifié par art. 3, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021)
				8, 2° à 4°	- dérogation	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
				8, 6°	- dérogation	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2018 jusqu'au 31.12.2020 pour lesquelles l'attestation Tax Shelter n'a pas encore été demandée (art. 15, al. 2) Art. 15 est modifié par art. 3, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				10, 1° 10, 2°, 10, 3° 11	- § 1er, al. 1er, 4°, 2e tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 4°, 2e tiret, al. 2 (insertion) - § 1er, al. 4 (abrogation) - dérogation § 3, al. 5 - dérogation § 3, al. 6	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 15, al. 3)
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	16 19	- § 1er, al. 1er, 4°, 2e tiret (modification) - § 8, al. 1er, 2e tiret (modification) - modification art. 10, 3° L 29.05.2020 (abrogation al. 1er , al. 5 au lieu de l'al. 4)	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 20) - aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 20)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	41	- § 7, al. 3 (modification)(concerne uniquement le texte néerlandais)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	17	- § 1er, al. 1er, 2°, al. 1er (modification) - § 1er, al. 1er, 2°, al. 2 et 3 (insertion) - § 1er, al. 1er, 4°, al. 1er, 1er tiret (remplacement) - § 1er, al. 1er, 4°, al. 2 (modification) - § 1er, al. 1er, 5° (modification) - § 1er, al. 1er, 7° (modification) - § 1er, al. 1er, 8°, 5e tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 9°, al. 1er, 2e tiret (abrogation) - § 1er, al. 1er, 9°, al. 1er, 3e tiret (modification) - § 1er, al. 1er, 9°, al. 2 (remplacement) - § 1er, al. 1er, 9°, al. 3 (insertion) - § 1er, al. 4 (abrogation) - § 7, al. 1er, 2° (modification) - § 7, al. 7 (modification) - § 8, al. 2 (modification)	- aux conventions-cadre signées au titre d'une oeuvre éligible, pour laquelle la demande du document visé à l'article 194ter, § 7, 3°, premier tiret, du CIR 92 s'effectue à partir du premier jour du mois qui suit la publication de la présente loi au MB (art. 71, al. 5)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	28	- § 4, 5° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	33	- § 7, al. 6 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 38, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
194ter/1	L 25.12.2016	17.01.2017	–	4	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB et les articles 2 à 7 sont d'application aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit cette publication (art. 8)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	54	- § 5, nouvel al. 2 à 4 (insertion entre les al. 1er et 5 existants)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 55)
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	9	- dérogation § 2,1°, 2e tiret	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2018 jusqu'au 31.12.2020 pour lesquelles l'attestation Tax Shelter n'a pas encore été demandée (art. 15, al. 2)
				12	- § 2, 1°, 2e tiret (modification) - § 2, 1°, 2e tiret, al. 2 (insertion) - § 4 (abrogation)	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 15, al. 3)
				13	- dérogation § 5, al. 2 - dérogation § 5, al. 3	
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	17	- § 2, 1°, 2e tiret (modification)	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 20)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	42	- § 5, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	18	- § 1er (modification) - § 2, 1°, al. 1er, 2e tiret (modification) - § 2, 1°, al. 2 (modification) - § 2, 2° (modifications) - § 2, 4° (modifications) - § 2, 5° (insertion)	- aux conventions-cadre signées au titre d'une oeuvre éligible, pour laquelle la demande du document visé à l'article 194ter, § 7, 3°, premier tiret, du CIR 92 s'effectue à partir du premier jour du mois qui suit la publication de la présente loi au MB (art. 71, al. 5)
194ter/2	L 25.12.2016	17.01.2017	–	5	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB et les articles 2 à 7 sont d'application aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit cette publication (art. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2019	16.04.2019	–	4	- al. 1er et 2 (modification)	- le jour de sa publication au MB L'application de la présente loi est conditionnée; 1° à la signature préalable d'un accord de coopération entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne les œuvres éligibles; 2° à la décision prise par la Commission européenne que le régime du tax shelter pour les jeux vidéo visé à l'article 194ter/3 du CIR 92 ne constitue pas une aide d'État incompatible visée à l'article 107, 1, du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Les articles 2 à 6 s'appliquent aux conventions-cadres signées à partir du premier jour du mois suivant la publication au MB d'un avis du ministre des Finances, qui informe de l'accomplissement des deux conditions. (art. 7) L'avis du 22.12.2022 a stipulé que les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 29.03.2019 précitée sont donc applicables aux conventions-cadres signés à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication du présent avis au Moniteur belge, soit le 01.01.2023. Art. 7 de cette loi est modifié par l'art. 44 de la L 05.07.2022 (MB 15.07.2022, err. 27.07.2022) Art. 7 de cette loi est modifié par l'art. 44 de la L 05.07.2022 (MB 15.07.2022, err. 27.07.2022)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	43	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
194ter/3	L 29.03.2019	16.04.2019	–	5	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB L'application de la présente loi est conditionnée; 1° à la signature préalable d'un accord de coopération entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne les œuvres éligibles; 2° à la décision prise par la Commission européenne que le régime du tax shelter pour les jeux vidéo visé à l'article 194ter/3 du CIR 92 ne constitue pas une aide d'État incompatible visée à l'article 107, 1, du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Les articles 2 à 6 s'appliquent aux conventions-cadres signées à partir du premier jour du mois suivant la publication au MB d'un avis du ministre des Finances, qui informe de l'accomplissement des deux conditions. (art. 7) L'avis du 22.12.2022 a stipulé que les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 29.03.2019 précitée sont donc applicables aux conventions-cadres signés à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication du présent avis au Moniteur belge, soit le 01.01.2023. Art. 7 de cette loi est modifié par l'art. 44 de la L 05.07.2022 (MB 15.07.2022, err. 27.07.2022)
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	14	- § 2, 1°, 2e tiret (modification) - § 2, 1°, 2e tiret, al. 2 (insertion) - § 4 (abrogation)	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 15, al. 3)
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	18	- § 2, 1°, 2e tiret (modification)	- aux conventions-cadres signées à partir du 12.03.2020 (art. 20)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	19	- § 1er (modification) - § 2, 1°, al. 1er, nouveau 2e tiret (insertion les tirets 1 et 2 existants) - § 2, 1°, al. 1er, 3e tiret (ancien 2e tiret)(modification) - § 2, 5° (insertion) - § 3, al. 2 (insertion)	- aux conventions-cadre signées au titre d'une oeuvre éligible, pour laquelle la demande du document visé à l'article 194ter, § 7, 3°, premier tiret, du CIR 92 s'effectue à partir du premier jour du mois qui suit la publication de la présente loi au MB (art. 71, al. 5)
194quater	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	6	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 (éd. 2) err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	45	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	50	- § 1er (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	31, 1°	- § 1er (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				31, 2°	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	33	- § 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	44	**(retrait art. 31, 2° L 25.12.2017)**	- à partir du même date d'entrée en vigueur que l'insertion
194 quater/ 1	L 19.11.2020	01.12.2020	–	3	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.12.2020
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	16	- § 2, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
194qui-quies	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	4	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	32	- § 1er, al. 3(modification) - § 2, al. 2 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	44	- § 1er, al. 2 (modification) - § 1er, al. 3 (modification) - § 2, al. 2 et al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 11)
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	34	- § 1er, al. 3 (modification)	- applicable aux périodes imposables clôturées à partir du 31 décembre 2023 (art. 38, al. 3)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	51	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
194 sexies	L 25.12.2017	29.12.2017	–	34	- entier (insertion)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	25	**–entier (remplacement art. 34 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	6	**–Modification entrée en vigueur art. 86, B2, -L 25.12.2017 ci-dessus, remplaçé par art. 25 L 30.07.2018 ci-dessus)** devient : - le 01.01. 2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)	- le jour de la publication de la loi au MB (art. 7)
194 septies	L 25.12.2017	29.12.2017	–	35	- entier (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				36	- entier (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	26	**– entier (remplacement art. 35 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				27	**–entier (remplacement art. 36 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	5	**– entier (retrait art. 35 - L 25.12.2017 ci-dessus, remplaçé par art. 26 L 30.07.2018 ci-dessus)**	- le jour de la publication de la loi au MB (art. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				6	**–Modification entrée en vigueur art. 86, B2, -L 25.12.2017 ci-dessus, remplaçé par art. 36 L 30.07.2018 ci-dessus)** devient : - le 01.01. 2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)	- le jour de la publication de la loi au MB (art. 7)
	L 19.12.2023	28.12.2023	–	69	**-** al. unique, 3e tiret (insertion)	- le 31.12.2023 (art. 71, al. 1er)
194 septies/ 1	L 23.06.2020	01.07.2020	–	20	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	13	- § 1er, al. 1er (modifications) - § 1er, al. 2 et al. 3 (modification) - § 5 (modification)	- le 31.07.2020 (art. 14)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	17	- § 3, al. 2, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
194 octies	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	57	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 58)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	5	- al. unique (modification)	- le 01.01.2020 et sont applicables à partir de l'ex. imp.2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 17, al. 6) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	21	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	20	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 06.02.2024	20.02.2024	–	5, 1° 5, 2° 5, 3° 5, 4°	- al. unique (modification) - al. 2 (insertion) - al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- le 01.01.2024 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2024 (art. 6, al. 3) - le 01.01.2028 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2029 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2028 (art. 6, al. 4)
195	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	22	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	87	- § 2 (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 87 est applicable aux cotisations et primes payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	177	- § 1er, al. 2 (modification) - § 2 (remplacement)	- applicable aux primes et cotisations payées à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 2°)
195/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	37	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
196	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	23	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	7	- texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2004 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 32, § 1er, al. 3) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L 31.07.2004	23.08.2004	3363	2	- § 2 (remplacement)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2005 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 4, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	46	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	51	- § 2 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	38	- § 2 (remplacement) - § 3 et § 4 (insertion)	- le 01.01.2020 et est applicable aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2020 (art. 86, C, al. 5) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	34 35	- § 2, al. 1er (modification) - § 4, al. 1er et al. 2 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er) - le 01.01.2020 et qui est applicable aux actifs acquis ou constitués à partir du 01.01.2020 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	21	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
197	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	4	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	27	- al. 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)

	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	14	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	13	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	28	- entier (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3)	–	45	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	46	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
198	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	17	- 4° (modification) - 8° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	5	- 2° (abrogation) - 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	L 27.12.1993	31.12.1993 (éd. 4)	2282	7	- 9° (insertion)	- le 01.01.1994 (art. 11)

	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	28	- 7° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	11	- 10° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 28, al. 1er)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	24	- al. 1er, 11° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	23	- al. 1er, 5° (abrogation) - insertion d'un nouvel al. 2 entre al. 1er et al. 2 existants	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, § 1er) - aux moins-values sur actions ou parts subies à partir du 01.01.1997 à l'occasion du partage total de l'avoir social de la société émettrice, dans la mesure où la réduction concernée du capital libéré a été opérée au plus tôt à partir du 24.07.1991 (art 80, § 1er8)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	49	- al. 4 (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	15	- al. 1er, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	26	- al. 1er, 2° (insertion - rétablissement) - 12° (insertion)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 2 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2), stipule que cet art. entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2002

	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	8	- al. 1er, 5° (insertion - rétablissement) - al. 1er, 10° et al. 3 (abrogation) - al. 1er, 11° (modification) - al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	43, 1°	- al. 1er, 13° (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
				43, 2°	- al. 3 (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	118	- al. 1er, 14° insertion	- applicable aux primes et subsides notifiés à partir du 01.01.2006 et pour autant que la date de notification se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2007. Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 119)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	141	- al. 1er, 14° (modification)	- aux primes et subsides notifiés à partir du 01.01.007 et pour autant que la date de notification se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008. Toute modification apportée à partir du 21.12.2006 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 142)

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	58	- al. 1er , 4° (modification) - al. 1er , 6° (modification) - al. 1er , 8° (modification) - al. 1er , 9° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	128	- al. 1er, 10° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 pour les paiements effectués à partir du 01.01.2010 (art. 133, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	43	- al. 1er, 9° (insertion)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	147, 1° 147, 3° partiellement	- al. 1er, 7° (modification) - al. 3 et 4 (insertion)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 147, 1° et 3°, en ce qu'il complète l'article 198 du CIR 92 par les alinéas 3 et 4 (art. 153, al. 6).

				147, 2° 147, 3° partiellement	- al. 1er, 11° (remplacement) - al. 5 à 9 (insertion)	- à la date fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et au plus tard le 01.07.2012 (art. 153, al. 7) Art. 1er AR 27.06.2012 (MB 29.06.2012 éd. 4) fixant la date d'entrée en vigueur de l'art. 147, 2° et 3°, et des art. 157 à 163 de la loi-programme (I) du 29.03.2012, fixe cette date au 01.07.2012.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	89, 1° 89, 2° 89, 3° 89, 4° 89, 5° 89, 6° 89, 7° 89, 8° 89, 9° 89, 10° 89, 11° 89, 12°	- al. 1er devient § 1er (modification) - phrase liminaire du § 1er, 11° (modifications) - al. 2 à 4 deviennent § 2 (modification) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modifications) - § 2, al. 3 (modification) - al. 5 à 9 deviennent § 3 (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 3, al. 3 (modification) - § 3, al. 4 (modification) - § 3, al. 5 (modification) - § 4 (insertion)	- au 01.07.2012 (art. 93)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	45, 1° 45, 2°	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 1er, 9° (modification)	- aux dépenses faites ou supportées à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 2) - aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 4)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	83	- § 1er, 1° (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al.4)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	14	- § 1er, 15°(insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	43	- § 1er, 1° (modification) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 21.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	2	- § 1er, 5° (modification) La Communication de dénonciation à la perception détermine l'entrée en vigueur au **01.04.2016** (MB 02.02.2016 C- 2016/15011)	- à l'expiration de la perception du droit d'usage visé à l'article 17, 2°, de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 09.02.1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25.10.993, et au plus tôt le 01.01.2016. (art. 3)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	29 45	- § 1er, 15° (abrogation) - § 1er, 1° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40) - à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 50, al. 2)

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	21	- § 1er,10° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				46	- § 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 68, al. 6)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	67 98	- § 1er, 9° (modification) - § 1er, 9°bis (insertion) - § 2, al. 4 (insertion)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73) - le 01.01.2017 (art. 99, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	84 91	- § 1er, 12° (modification) - § 1er, 10° (modification)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2) - le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	39, 1° 39, 3°	- § 1er, al. unique, 1° (modification) - § 1er, al. unique, 6° (abrogation)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				39, 2° 39, 4° 39, 6° 39, 7° 39, 8° 39, 10° 39, 11° 39, 12° 39, 13° 39, 14° 39, 15°	- § 1 er, al. unique, 1° (modification) - § 1 er, al. unique, 8° (remplacement) - § 1 er, al. unique, 11° (remplacement) - § 1 er, al. unique, 11°/1° (insertion) - § 1 er, al. unique, 15° (insertion) - § 3, al. 1er (abrogation) - § 3, al. 2 (modification) - § 3, al. 3 (modification) - § 3, al. 4 (modification) - § 3, al. 5 (modification) - § 4, al. 1er (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				39, 5° 39, 9°	- § 1 er, al. unique, 10°/1 à 10°/4 (insertion) - § 1 er, al. unique, 15°/1 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	29	- 1er, al. unique, 9° devient 9°, a) - 1er, al. unique, 9°, b) (insertion) - 1er, al. unique, 9°bis devient 9°bis, a) et modification - 1er, al. unique, 9°bis, b) (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	28	**- (remplacement art. 39, 8° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				28	**- (remplacement art. 39, 9° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	6	**–Modification entrée en vigueur art. 86, B2, -L 25.12.2017 ci-dessus)** devient : - le 01.01. 2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) pour : 39, 6° 39, 7° 39, 8° 39, 10° 39, 11° 39, 12° 39, 13° 39, 14° 39, 15°	- le jour de la publication de la loi au MB (art. 7)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	36 37	- § 3, al. 1er (modification) - § 3, al. 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 13.04.2019	26.04.2019	–	et 8 2, 1°	**- Retrait art. 39, 2° L 25.12.2017 et abrogation du date d'entrée en vigueur de cet article** - § 1er, 1° (modification)	- date originale : le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 - à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 9, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				2, 2°	- § 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 9, al. 2)
	L 17.02.2021	25.02.2021	–	18	- § 1er, 6° (insertion)	- le jour qui suit celui de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 26.02.2021 (art. 21)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	5	- § 1er, 17° (insertion)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	41 42	- § 1er, 9° (modification) - § 1er, 9°bis (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	114	- § 1er, 6°/1 (insertion) - § 1er, 6°/2 (insertion) - § 1er, 6°/3 (insertion)	- applicable aux taxes dues à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 3)
	L 19.12.2023	28.12.2023	–	70	- § 1er, 18° et 19° (insertion)	- le 31.12.2023 (art. 72, al. 1er)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	44	- § 1er, 6°/1 (modification) - § 1er, 6°/2 (modification) - § 1er, 6°/3 (modification)	- applicable aux taxes dues à partir du 01.01.2024 (art. 45)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	52	- § 1er, 5° (modification)	- applicable aux impôts dus à partir du 01.01.2024 (art. 59, al. 8)

198/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	40	- entier (insertion)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	29	**– entier (remplacement art. 40 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 11.02.2019	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	6	- **Modification entrée en vigueur art. 86, B2, -L 25.12.2017 ci-dessus, remplaçé par art. 40 L 30.07.2018 ci-dessus)** devient : - le 01.01. 2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1)	- le jour de la publication de la loi au MB (art. 7)

	L 02.05.2019	15.05.2019	–	23	- § 3, al. 2, nouveau 2e tiret (insertion entre les tirets 1er et 2 existants) - § 3, al. 3, 2e tiret (remplacement) - § 3, al. 4 (insertion) *Art. 9 L 27.06.2021 (Mb 30.06.2021 (éd. 3)) a modifié le texte français de l'art. 23 L 02.05.2019.*	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 25)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.12.2020	30.12.2020 (éd. 2)	–	5	- § 2, al. 1er, 1er tiret (modification) - § 2, al. 2, phrase liminaire (modification) - § 2, al. 2, 2e tiret (modification) - § 3, al. 1er, b (modification) - § 3, al. 2, 9e tiret (modification) - § 6, al. 1er, 13° (modification) - § 6, al. 1er, 15° et 16° (abrogation) - § 6, al. 2 (insertion)	- le 31.12.2020 et est applicable aux périodes imposables qui sont clôturées à partir de cette date. (art. 6) Le présent art. a pour objet de transposer la directive 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur (art. 4)
198bis	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007	–	84	- entier (insertion)	- à partir du 01.04.2007 (art. 85)

	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	143	- al. 1er, 1°, a, 5e tiret (modification) - al. 1er, 1°, b, 5e tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 146)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	129	- al. 1er, phrase liminaire (remplacement) - al. 1er, 1° (remplacement) - al. 3 et 4 (insertion)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.01.2010 (art. 133, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	41, 1° 41, 2° 41, 3° 41, 4°	- al. 1er, phrase liminaire (remplacement) - al. 1er, 1°, phrase liminaire (remplacement) - al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 3° (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				41, 5°	- entier (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	5	- entier (remplacement)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)

198ter	L 30.03.2018	07.05.2018	–	30	- entier (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
~~198ter~~ devient	L 25.12.2017	29.12.2017	–	42	- entier (insertion)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
198 quater	L 02.05.2019	15.05.2019	–	45	- art. 42, L 25.12.2017 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
199	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	24	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, § 1)
	L 26.03.1999	01.04.1999 err. 10.11.1999	2676	63	- al. unique (modification)	- aux revenus alloués ou attribués à partir du 01.01.1999 (art. 66)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	46	- al. unique (modification)	- à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 3)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	15	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	46	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 50, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	61	- al. unique (modification)	- aux prêts conclus à partir du 01.08.2015 (art. 66)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	108, 1° 108, 2°	- al. unique (modification) - al. unique (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er) - aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
200	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	47	- al. unique (modification)	- à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 3)
200/1	L 23.06.2020	01.07.2020	–	11	-entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
201	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	18	- entier (remplacement)	- en ce qui concerne l'art. 201, al. 1er, 1°, et al. 4 CIR 92 : à partir de l'ex. d'imp. 1993 pour autant que les immobilisations aient été acquises ou constituées à partir du 01.01.1992 (art. 47, § 8) - en ce qui concerne l'art. 201, al. 1er, 2° et al. 2 et 3 CIR 92 : aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 27.03.1992 (art. 47, § 9). Toute modification apportée à partir du 27.03.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 47, § 10)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	16	- la phrase liminaire, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er) - également aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.1993 mais au cours d'un ex. d'imp. précédent l'ex. d'imp. 1999. La déduction pour investissement y afférente est prise en considération pour les ex. d'imp. 1999 à 2002, chaque fois à concurrence de 25 p.c. du total (art 48, §2, al. 6)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er, 1° et al. 4 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er, 1° et al. 4 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacé par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	107	- al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 108) Toute modification apportée à partir du 29.01.2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 109)

	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	373	- al. 5 (remplacement)	- aux immobilisations acquises ou constituées pendant une période imposable se rattachant à l'ex. d'imp. 2006 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 374, al. 1er). Toute modification apportée à partir du 18.10.2004 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 374, al. 2).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	3	- al. 1er, 1° (remplacement) - al. 2 (remplacement) - al. 4 (abrogation) - al. 6 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	120	- al. 7 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	286	- al. 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 289, al. 5)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	47	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2)

	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	51	- nouvel alinéa 2, 3, 4, 5, 6 et 7 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- le 01.01.2014 (art. 55, al. 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	7	- al. 12 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	75	- nouvel alinéa 10 (insertion entre al. 9 et al. 10 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 76)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	52	- al. 10 et al. 11 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	89	- texte actuel devient § 1er - § 1er, al. 1er et al. 2 (remplacement par 1 alinéa) - § 1er, al. 5 et al. 6 (al. 4 et 5 nouveaux) (modification) - § 1er, al. 7, al. 8 et al. 9 (al. 6, al 7 et al. 8 nouveaux)(abrogation) - § 1er, al. 11 (al. 7 nouveau) (modification) - § 1er, al. 12 (al. 8 nouveau) (modification) - § 1er, al. 13 (al. 9 nouveau) (modification) - § 2 (insertion)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 (art. 90)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	43	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)(concerne uniquement le texte français) - § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	38	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 6 et 7 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	12	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 5 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 31)
	L 20.12.2020	30.12.2020	–	5	- § 1er, al. 1er, 1° et al. 5 (modification)	- le 01.01.2021 (art. 6)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	22	- § 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	116	- § 1er, al. 2 et al. 3 (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al.4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)

	L 12.05.2024	29.05.2024	–	13	- § 1er, al. 1er, 1°, phrase liminaire (remplacement) - § 1er, al. 1er, 1° (remplacement) - § 1er, al. 3 (modification) - § 1er, al. 4, 5 et 6 (abrogation) - § 1er, al. 7 qui devient l'al. 4 (modification) - § 2 (remplacement)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
202	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	19	- 1° (modification)	- aux intérêts des avances payés ou attribués à partir du 27.03.1992 (art. 47, § 6)
	L 22.03.1995	26.04.1995	2379	3	- 5° (modification)	- le 01.01.1995 (art. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	25	- le texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	50	- § 2, al. 3 (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 2, al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 2, al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacé par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	9	- § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	44, 1°	- § 2, al . 6 (remplacement)	- aux conventions constitutives de sûreté réelle et aux prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 3)
				44, 2°	- § 2, al . 7 (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	17	- phrase liminaire du § 2, al. 1er (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	37	- § 2, al. 4, 2° (modification)	- le 17.02.1997 en ce qui concerne les adaptations en matière d'intercommunales visées au décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, - le 10.11.2001 en ce qui concerne les adaptations en matière de structures de coopération visées au décret de Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale et - le 23.08.2006 en ce qui concerne les adaptations en matière d'associations de projet visées au décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes (art. 43, al. 1er)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	54	- § 2, al. 5 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de l'article 54 (art. 55)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	130	- § 2, al. 1er, 1° (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2010 (art. 133, al. 3)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	44	- phrase liminaire § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er, 2° (modification) - § 2, al. 2 (abrogation)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 12.05.2014	30.06.2014	–	87	- § 2, al. 3, 1° et 3° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	18	- § 2, al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux dividendes qui sont alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération et des associations de projet visées à l'article 180,1°, du même Code, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 17, pour leurs exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 2) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	87	- § 2, al. 3, 2° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 aux dividendes qui sont alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération, des associations de projet, des régies communales autonomes et des associations visées à l'article 180, 1°, du CIR 92, pour leurs exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.08.2015 (art. 93, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	44, 1°	- al. 1er, 4° et 5° (abrogation)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				44, 2°	- al. 1er, 4° (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	30	**- (remplacement art. 44, 2° L 25.12.2017 ci-dessus)** **- (insertion art. 44, 3° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	46	- § 1er, al. 1er, 3° (abrogation) - § 2, al. 3, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	24, 1° 24, 2° 24, 3°	- § 1er, al. 1er, 4° et 5° (abrogation) - § 1er, al. 2 (abrogation) - § 3 (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
203	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	9	- al. 1er (remplacement) - al. 3 nouveau (insertion entre al. 2 et 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 30, § 8) Toute modification apportée à partir du 04.08.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 30, § 10).
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	100	- al. 2, 3° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 06.04.1995	03.06.1995 err. 01.08.1995	2401	160	- al. 3, 3° (remplacement)	- à la date déterminée par le Roi et au plus tard le 01.01.1996 (art. 176)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	26	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	25	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification)	- aux apports exonérés d'impôts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 80, § 17) - aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 80, § 19)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	51	- § 1er, al. 2 (insertion) - § 2, al. 7 (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	17	- § 2, al. 5, 1° (modification) - § 2, al. 6 (retrait)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 48, §7)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	10	- § 1er, al. 1er, 4° (remplacement) - § 1er, al. 3 et al. 4 (insertion) - § 2, al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)

	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	45	- § 1er, al. 2 (abrogation) - § 2, al. 6 (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	322	- § 2, al. 3 devient al. 5 - § 2, al. 3 et 4 (insertion) - § 4 (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	38	- § 2, al. 1er (modification)	- le 17.02.1997 en ce qui concerne les adaptations en matière d'intercommunales visées au décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, - le 10.11.2001 en ce qui concerne les adaptations en matière de structures de coopération visées au décret de Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale et - le 23.08.2006 en ce qui concerne les adaptations en matière d'associations de projet visées au décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes (art. 43, al. 1er)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 4 (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)

	L 12.05.2014	30.06.2014	–	88	- § 1er, al. 1er, 2°bis (insertion) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 4 (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	19	- § 2, al. 1er (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux dividendes qui sont alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération et des associations de projet visées à l'article 180,1°, du même Code, tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 17, pour leurs exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 2) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	88	- § 2, al. 1er (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 aux dividendes qui sont alloués ou attribués par des intercommunales, des structures de coopération, des associations de projet, des régies communales autonomes et des associations visées à l'article 180, 1°, du CIR 92, pour leurs exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.08.2015 (art. 93, al. 2)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2)	–	22	- § 2, al. 3 et al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016

		err. 14.01.2016	–	47	- § 2, al. 7, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	10	- § 1er, 2°bis (remplacement) - § 2, al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 01.12.2016	08.12.2016	–	3	- § 1er, al. 1er, 6° et 7° (insertion) - § 2 al. 8 (insertion)	- aux revenus qui sont alloués ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 5, al. 1er) - Par dérogation à l'alinéa précédent, l'article 3 ne s'applique pas aux revenus qui sont alloués ou attribués au cours d'une période imposable qui est clôturée avant le premier jour du mois qui suit celui de la publication de la présente loi au MB ; (art. 5, al. 2)
	L 25.012.2017	29.12.2017	–	5	- § 1, al. 1er, 2° (modification) - § 1, al. 1er, 2°bis (abrogation) - § 1, al. 1er, 5° (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 5 (modification) - § 2, nouvel al. 6 (entre les al. 5 et 6 existants) (insertion) - § 2, nouvel al. 8 (7 ancien) (modification) - § 3 (modification) - § 5 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 6)

	L 02.05.2019	15.05.2019	–	13	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	9	- § 1er, al. 1er (modification)	-.Le présent chapitre entre en vigueur le 31.12.2020 (art. 11, al. 1er) Art. 9 s'applique aux dividendes visés à l'art. 202, § 1er, 1° et 2°, du CIR 92, alloués ou attribués à partir du 01.01.2021 (art. 11, al. 3)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	47	- § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	65	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 6, phrase liminaire (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	18	- § 2, al. 6, phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
204	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	27	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	18	- al. 2 (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	45	- entier (remplacement)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
205	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	20	- § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	12	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996. Toute modification apportée à partir du 17.10.1995 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 28, al. 1er et al. 6)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	28	- § 2 (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	88	- § 2, 2° (remplacement) - § 2, 5° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

						- Les modifications que l'art. 88 apporte aux dispositions du CIR 92, sont applicables : aux cotisations et primes visées à l'article 53, 21° et 22°, CIR 92 payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A,4°, 4ème tiret) aux cotisations et primes autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret) aux capitaux visés à l'article 53, 23°, CIR 92, payés à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 4ème tiret)
	L 02.05.2005	31.05.2005	3440	2	- § 2, al. 2 et 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	10	- § 2, al. 1er, 2° (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	144	- § 2, al. 1er, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 146)
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	8	- § 3 (insertion)	- le 01.01.2010 (art. 9)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	131	- § 2, al. 1er, 6° (modification)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.01.2010 (art. 133, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	45	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (abrogation) - § 2 (modification)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)

L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	44	- § 2, al. 1er, 8° (modification)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	90	- § 2, al. 1er, 8° (modification)	- au 01.07.2012 (art. 93)
L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	96	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 100)
L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	10	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	46	- § 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 17.02.2021	25.02.2021	–	19	- § 2, al. 1er, 8° (modification)	- le jour qui suit celui de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 26.02.2021 (art. 21)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	48	- § 2, al. 1er, 8° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	41	- § 2, al. 1er, 8° (modification)	- le 01.04.2022 (art. 42)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	19	- § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	115	- § 2, al. 1er, 9° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2023
205^{1}	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	87	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205^{2} du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205^{2}, § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	4	- entier (abrogation)	- le 01.07.2016 (art. 11)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
205/1	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	6	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 17.12.2017	22.12.2017	–	5, 1° et 4° 5, 2° et 3°	- § 2, 1°, a (remplacement) - § 2, 2°, 5 (modification) - § 2, 1°, d (modification) - § 2, 1°, d, tiret 6 (modification)	- le 01.07.2016 (art. 9) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.01.2018
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	49	- § 2, 2°, 5e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	24	- § 1er, al. 3 et 4 (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 28, al. 3)
205^2	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	88	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205^2 du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205^2, § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	2	- § 1er , al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	53	- § 1er , al. 2 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	5	- entier (abrogation)	- le 01.07.2016 (art. 11)
205/2	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	7	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 17.12.2017	22.12.2017	–	6	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- le 01.07.2016 (art. 9)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	50	- § 2, al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
205^3	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	89	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205^2 du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205^2, § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	6	- entier (abrogation)	- le 01.07.2016 (art. 11)
205/3	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	8	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)

205[4]	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	90	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205[2] du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205[2], § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	7	- entier (abrogation)	- le 01.07.2016 (art. 11)
205/4	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	9	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 17.12.2017	22.12.2017	–	7	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	11	- § 3, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	51	- § 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
205/5	L 25.12.2017	29.12.2017	–	48	- entier (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

	L 30.07.2018	10.08.2018	–	32	**–entier (remplacement art. 48 - L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
205bis	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	5	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
205ter	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	6	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	121	- § 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	59	- § 4, 2° et 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	46	- § 7 (remplacement)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)
	L 28.06.2013	01.07.2013 éd. 2	–	4	- § 1er, al. 2, b (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.05.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 7, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	7, 1° 7, 2° 7, 3° 7, 4° 7, 5° 7, 6° 7, 7°	- § 1er, al. 1er (modification) - §§ 2 et 3 (abrogation) - phrase liminaire du § 4, qui devient § - § 2 (modification) - § 5, qui devient § 3 (modifications) - § 6, qui devient § 4 (modifications) - § 7 devient § 5 - § 8 devient § 6	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 22, al. 6)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	49	- §§ 1er et 2 (remplacement) - § 3 (abrogation) - § 4 qui devient § 3 (remplacement) - § 5 qui devient § 4 (modification) - § 6 devient § 5	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	6	- § 1er, al. 1er (modification) - phrase liminaire du § 2 (modification) - § 2, 7°, 8° et 9° (insertion) - § 3 (abrogation) - § 4 devient § 3 - § 5 devient § 4	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	39	- § 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	52	- § 3, 1°, 2° et 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
205quater	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	7	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	48	- § 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	45	- § 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 52, al. 4) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées aux articles 45 et 52, alinéa 4, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de cet article 45, de la loi du 28.11.2011 portant des dispositions diverses (art. 58 L 13.12.2012 portant des dispositions fiscales et financières).
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	16,1° 16, 2° 16, 3° 16, 4°	- § 2 (remplacement) - § 3, al. 1er (abrogation) - § 3, al. 2 (devenu l'al. unique) (modification) - § 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5) Toute modification apportée à partir du 21.11.2012 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'article 16 (art. 23, al. 6)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	54	- § 6 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	40	- § 6 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	AR 22.04.2019	07.05.2019	–	3	- § 2 (modification)	- le 01.01.2017 (art. 27)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	53	- § 6/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 96, al. 12)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	23	- § 6 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	47	- § 6/1 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
205 quinquies	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	8	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	60	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	48	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 59, al. 6) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 7)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	8	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 22, al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	50	- entier (remplacement)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	7	- al. 3, 1° et 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
205sexies	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	9	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	115	- entier (retrait)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 116)
205septies	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	10	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
205octies	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	11	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	287	- 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 289, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	15	- 1° et 2° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	89	- 3° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	23	- 3° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 25.12.2017	29.12.2015	–	85	- 4° (modification)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	66	- 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	20	- 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	117	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
205novies	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	12	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	61	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	48	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	51	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
206	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	1	- entier (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993, modifiant en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935, c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	4	- § 1er, al. 2 (abrogation) - § 3 (insertion) **annulation par arrêt n° 70/96 du 11.12.1996 (MB 19.12.1996) de la Cour d'Arbitrage**	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Pour l'ex. d'imp. 1997, la limitation de la déduction des pertes antérieures prévue par l'art. 206, § 1er, al. 2 CIR 92, n'est pas applicable aux pertes éprouvées au cours d'exercices sociaux se rattachant à l'ex. d'imp. 1996 (art. 10, al. 1er et al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 10, al. 3)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	26	- § 2, al. 1er (modification)	- à partir du 02.01.1995 (art. 80, § 20)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	19, 3°	- § 2, al. 1er, (modification)	- pour les opérations réalisées à partir du 01.01.1990, à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 35, al. 4)
			–	19, 4°	- § 2, al. 3 (insertion)	- pour les opérations réalisées à partir du 01.10.1993, à partir de l'exercice d'imposition 2009 (art. 35, al. 4)
			–	19, 1° 19, 2° 19, 5° 19, 6°	- § 1er, al. 2 (insertion) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 4 à 6 (insertion) - § 3 (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	52, 1°	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				52, 2° 52, 3° 52, 4° 52, 5° 52, 6°	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 5 (modification) - § 2, al. 6 (modification) - § 2, al. 7 (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	39	**- retrait art. 52, 2° à 6° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				8	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 5 (modification) - § 2, al. 6 (modification) - § 2, al. 8 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable aux opérations qui ont été effectuées à partir du 01.01.2018 (art. 17, al. 2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	90	- § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
				107	dérogation ex. d'imp. 2019	

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	41	- § 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	54	- § 1er, al. 2 (remplacement) - § 1er, al. 3, 4 et 5 (insertion) - § 4, al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 11)
206/1	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	10	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	21	- al. 2, 1°, c) (modification) - al. 2, 1°, m) et o) (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
206/2	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	11	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
206/3	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	12	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	24	- § 1er, 4e tiret (modification)	- le 01.01.2022 (art. 71, al. 6)
206/4	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	13	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	25	- al. 3 (remplacement)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)
206/5	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	14	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
207	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	29	- al. 3 (insertion)	- à une prise de contrôle à un changement de contrôle d'une société intervenu à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	27	- al. 2 (modification)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 2 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2), stipule que cet art. entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2002
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	11	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	13	- al. 3, nouveau tiret 2 entre le premier et le second tiret actuel (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	19	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	11	- al. 2 (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)

	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	46	- al. 2 (modification)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	91	- al. 2 (modification)	- au 01.07.2012 (art. 93)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	99	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 103, al. 2) Toute modification apportée à partir du 21.11.2012 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 103, al. 3).
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	44	- al. 2 (modification) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	47	- al. 2, 1°/1 (insertion) - al. 2, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 50, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	79	- al. 2, 1°/1 (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 83, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	97	- al 1er (modification) - al. 3, tiret 2 (modification) - al. 4, 5, 6 et 7 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 100)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	107, A	- al. 5 nouveau (insertion entre al. 4 et 5 existants) - al. 6 (ancien al. 5) (modification) - al. 8 (ancien al. 7) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 108, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				107, B	- al. 6 (ancien al. 5) (modification) - al. 8 (ancien al. 7) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 108, al.2)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	11	- al. 4, 5 et 6 (abrogation) al. 4 (ancien al. 7) (modification) al. 5 (ancien al. 8) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 16)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	68	- al. 2 (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	53, 1° 53, 3° 53, 4° 53, 5° 53, 6°	- nouvel al. 1er à 3 (insertion devant l'al. 1er existant) - nouvel al. 5 et 6 (insertion entre les al. 4 nouvel (al. 1er ancien) et al. 7 nouvel (al. 2 ancien) existants) - nouvel al. 7 (al. 2 ancien)(modification) - nouvel al. 8 (al. 3 ancien)(modification) - nouvel al. 9 (al. 4 ancien)(modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

				53, 2°	- al. 2 (modification)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	33	- **entier (insertion art. 53/1 L 25.12.2017 ci-dessus)** - nouvel al. 8 (insertion entre les al. 7 et al. 8	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	42	- al. 6 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	14	- al. 10 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	55, a 55, b 55, c 55, d 55, e	- al. 2, 5e tiret (remplacement) - al. 4 (remplacement) - al. 5 (modification) - al. 10 (modification) - al. 11 (modification)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 13) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	6	- al. 7 (modification)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	15	- al. 1er (remplacement) - al. 2, 1er tiret (abrogation) - al. 7 (remplacement) - al. 8 (abrogation) - al. 10 ancien (modification) - al. 11 ancien (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
				43	- al. 10 ancien (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	25	- al. 6 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	118	- al. 3, 1er tiret (abrogation) - al. 9 et al. 10 (abrogation) - al. 5 (modification)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4)
				122, 1°	- al. 5 (modification)	- le 01.01.2023 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2024 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2023 (art. 124, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				122, 2°	- al. 5 (modification)	- le 01.01.2024 et est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2025 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2024 à condition qu'une loi transposant la proposition de directive du Conseil (COM/2021/823) relative à la mise en place d'un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes multinationaux dans l'Union soit entrée en vigueur. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au Moniteur belge par le ministre des Finances (art. 124, al. 6) *[Avis relatif à l'accomplissement de la condition requise pour l'application de l'article 124, alinéa 6, de la loi-programme du 26 décembre 2022 (M.B. 28.12.2023; Numac: 2023048477)]* Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	26	- al. 8, nouveau tiret 2 entre le premier et le second tiret actuel (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)
207/1	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	57	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 57 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 57 L 27.06.2021
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	16	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
207/2	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	58	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 58 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 58 L 27.06.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	17	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
207/3	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	59	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 59 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 59 L 27.06.2021
207/4	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	60	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 60 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 60 L 27.06.2021
207/5	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	61	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 61 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 61 L 27.06.2021
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
207/6	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	62	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 62 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 62 L 27.06.2021
207/7	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	63	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 63 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 63 L 27.06.2021
207/8	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	64	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 64 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 64 L 27.06.2021
207/9	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	65	- entier (insertion)	- le 31.12.2021 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 14)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	22	- retrait art. 65 L 27.06.2021	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 65 L 27.06.2021

208	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	66	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	18	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
210	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	2	- § 1er (remplacement) - § 2 (modification)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935 , c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	101	- § 1er, 5° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	4	- § 1er, 5° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	27	- § 2, al. 2 (insertion)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5)
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	12	- entier (remplacement)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 16, al. 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- § 1er, 5° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 1er, 5° (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)

	L 12.05.2014	30.06.2014	–	90	- § 1er, 5° (remplacement) - § 1er, 6° (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	11	- § 1er, 5° (remplacement) - § 1er, 6° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	W 17.12.2017	22.12.2017	–	10	- § 5 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable aux opérations effectuées à partir de la date de publication de la présente loi au MB (art. 11)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	43, 1° à 3° et 5° à 9°	- § 1er, 1°bis (modification) - § 1er, 2° (modification) - § 1er, 2°bis (insertion) - § 1er, 4° (modification) - § 1er, 7° et 8° (insertion) - § 3, al. 1er (modification) - § 4, phrase liminaire (modification) - § 5, al. 2 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
				43, 4°	- § 1er, 3° (modification)	- aux changements de forme juridique réalisés à partir du 01.05.2019 ou, dans le cas d'une société, association ou fondation visée au § 2, à partir du jour où le Code des sociétés et des associations lui devient applicable (art. 119, § 1er, al. 6)

210/1	L 17.03.2019	10.05.2019	–	44	- entier (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
211	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	3	- entier (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935 , c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	102	- § 1er, al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	5	- § 1er, al. 3 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	28	- § 1er, al. 1er, 1° et § 2, al. 4 (remplacement) - § 1er, al.1er, 2° (modification) (concerne uniquement le texte français - § 2, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du jour de la publication au MB (art. 80, § 21) - aux opérations de fusion ou de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5)
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	13	- § 1er, al. 1er et al. 2, 2° (modification)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 16, al. 1er)

	L 22.04.2003	09.05.2003 (éd. 2)	3165	10	- § 1er, al. 3 (modification)	- Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur en même temps que celles de l'arrêté royal pris en exécution de cette loi. Cet arrêté royal doit être pris avant le 15.05.2003 (art. 20) - Art. 20 AR 15.05.2003 relatif à la pricaf privée et modifiant l'AR du 18.04.1997 relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées et dans des sociétés en croissance, stipule que le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 12.06.2003 (art. 20)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	20	- entier (remplacement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 1er, al. 6 (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	91	- § 1er, al. 6 (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	12	- § 1er, al. 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)

	L 17.03.2019	10.05.2019	–	45	- § 1er, al. 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	67	- § 1er, al. 6 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
212	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	4	- entier (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935 , c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	29	- al. 1er et al. 2 (modification)	- aux opérations de fusion ou de scission réalisées à partir du jour de la publication au MB de cette loi (art. 80, § 21)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- al. 3 (insertion)	- aux opérations de fusion ou de scission effectuée à partir du 01.10.1993. Les plus-values réalisées ou constatées à l'occasion d'une opération de fusion ou de scission effectuée antérieurement à la date de publication de la présente loi, les conditions de l'art. 190, al. 2, tel que modifié par la présente loi et de l'art. 211, § 2, al. 4, du CIR 92, doivent être remplies au plus tard à la clôture des premiers comptes annuels arrêtés à partir de la date de publication de la présente loi au MB. (art. 80, § 6)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	21, 1°	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 35, al. 2)

			–	21, 2°	- al. 3 (modification)	- aux fusions, scissions ou opérations y assimilées qui sont réalisées à partir du 01.10.1993, et ceci à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 35, al. 5)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	10	- al. 1er (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	24	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 25)
213	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	5	- entier (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935 , c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	30	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	14	- al. 2 (insertion)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 16, § 1er)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	22	- al. 2 nouveau (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
214	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	21	- al. 1er (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993(art. 47, § 2)

	L 06.08.1993	31.08.1993	2263	6	- entier (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935 , c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	18	- entier (remplacement)	- à partir du 18.12.1998 (art. 48, § 8)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	46	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
214bis	L 11.12.2008	12.01.2009	–	23	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	47	- phrase liminaire (modification) - 2ème tiret (modification)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	47	- phrase liminaire (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
215	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	22	- al. 3, 1° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - al. 3, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 47, § 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd.3) err. 18.02.1993	2212	10	- al. 3, 4° et 5° (insertion) - al. 4 (insertion) **annulation partielle par l'arrêt n° 44/94 du 01.06.1994 (MB 18.06.1994) de la Cour d'Arbitrage**	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 30 § 8) Toute modification apportée à partir du 04.08.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 30, § 10)

	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	6	- al. 3, 6° (insertion) **annulation par l'arrêt n° 89/94 du 14.12.1994 (MB 28.12.1994) de la Cour d'Arbitrage**	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	30	- al. 3, 4° et al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	31	- al. 3, 1° (remplacement) - al. 3, 4° (remplacement) - al. 4 (retrait)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 80, § 12) - à partir de l'ex. d'imp. 1994. Toute modification apportée à partir du 04.08.1992 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 80, § 13) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2, phrase liminaire - al. 2, 1°, 2°, 3° - al 3, 4° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2, phrase liminaire - al. 2, 1°, 2°, 3° - al 3, 4° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	12	- al. 1er et al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L 08.01.2004	26.01.2004	3299	2	- al. 3, 4° (remplacement) - al. 3, 4° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 2) Toute modification apportée à partir du 26.09.2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des articles 2 et 3 de cette loi. (art. 4) - pour l'ex. d'imp. 2005, 2006 et 2007 (art. 2) Toute modification apportée à partir du 26.09.2003 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des articles 2 et 3 de cette loi. (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	323	- al. 3, 6° (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	16	- al. 3, 5° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	92	- al. 3, 6° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	24	- al. 3, 6° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	13	- al. 3, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	54, 1° 54, 2° 54, 4°	- al. 1er et al. 2 (remplacement) - al. 3, 3° (abrogation) - al. 3, 4° (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				54, 3°	al. 1er, 1° (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	9	- al. 3, 4° (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.08.2018 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 13.04.2019	26.04.2019	–	3	- al. 3, 4° (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt 01.01.2018 (art. 9, al. 1er)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	48	- al. 2 (modification) - al. 3, 1° (modification) - al. 3, 2° (modifications) - al. 3, 4° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	68	- al. 3, 6° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	26	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	22	- al. 3, 6° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
216	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	35	- entier (remplacement)	- à la date où l'art. 213 L 17.06.1991 (MB 09.07.1991) portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit entre en vigueur conformément à l'art. 277 de la même loi (art. 38, § 2), c.-à.-d. : - pour la Caisse nationale de Crédit professionnel au 01.01.1993 (AR 19.08.1992 – MB 09.09.1992) - pour l'Institut nationale de crédit agricole au 01.01.1993 (A.R 19.08.1992 – MB 09.09.1992) - pour l' Office central de Crédit hypothécaire au 01.01.1996 (A.R. 18.08.1995 – MB 12.09.1995)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	29	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	103	- 1° bis (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	AR 23.12.1996	31.12.1996 (éd. 3)	-	1	- 2° (modification)	- 3 mois après le jour de sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.1997 (art. 39)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 25.04.1997	18.06.1997	2510	1	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. suivant l'année en cours de laquelle la Société fédérale de Participations détiendra moins de 50 p.c. des droits de vote relatifs aux effets représentatifs ou nom du capital de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (art. 2). A défaut de confirmation légale, cet arrêté a cessé de produire ses effets au 31.12.1997 (art. 6, § 2, al. 3, la loi du 26.07.1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique MB 01.08.1996 – R 2463)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	32	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	19	- 2°, b) (remplacement) - 2°, b) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 48, § 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 48, § 2, al. 3)
	L 31.07.2004	23.08.2004	3363	3	- 2°, b) (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 4, § 2)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	342	- 1°, bis (modification)	- aux opérations réalisées à partir du 01.01.2005 (art. 343)
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	148, 1°	- 1° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.04.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				148, 2°	- 1°bis (abrogation)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 148, 2° (art. 153, al. 6).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	49	- 2°, a (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	44	- 2°, b (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	27	- 1° (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	23	- 2°, b), 1er tiret (modification)	- le 01.01.2022 (art. 46, al. 1er)
217	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	13	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	149	- entier (insertion)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.20110 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 149 (art. 153, al. 6)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	100	- 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 103, al. 2) Toute modification apportée à partir du 21.11.2012 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 103, al. 3).
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	93	- 1° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	53	- 4° (insertion) - al. 2, 3 et 4 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts attribués à partir de 2015 et pour autant que lesdits subsides soient notifiés au plus tôt le 01.01.2008 (art. 58, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	71	- al. 1er, 4° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 74)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	55	- § 1er , 3° (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	14	- al. 1er, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	55, 1° 55, 3° 55, 5°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 2° (modifications) - al. 1er, 3° (abrogation)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				55, 2° 55, 4°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 2° (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

	L 30.07.2018	10.08.2018	–	40	**- retrait art. 55, 1° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				40	**- retrait art. 55, 2° L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				10, 1°	- al. 1er , 1° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et est applicable aux opérations qui ont été effectuées à partir du 01.01.2018 (art. 17, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
				10, 2°	- al. 1er , 1° (modification)	- le 01.01.2020 et est applicable aux opérations effectuées à partir du 01.01.2020 (art. 17, al. 5) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	67	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	19	- al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	24	- al. 1er, 1°, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
217/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	56	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
218	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	14	- texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux sociétés pour lesquelles le premier exercice comptable se rattache à l'ex. d'imp. 2004 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 32, § 1er, al. 4)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	49	- § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 50, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.01.2009 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 50, al. 2)

	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	45	- § 1er (modification) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	56	- § 2 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 01.12.2016	08.12.2016	–	7	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 aux opérations effectuées à partir de la date de la publication de la présente loi au MB (art. 11)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	57	- § 1er, nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants) - § 1er, al. 4 (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

	L 30.07.2018	10.08.2018	–	11	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 13.04.2019	26.04.2019	–	4	- § 1er (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt 01.01.2018 (art. 9, al. 1er)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	49	- § 2 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	7	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	28	- § 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
218/1	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	92	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
219	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	15	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	21	- al. 1er (remplacement) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.11.2002	10.12.2002 (éd. 2)	3095	2	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	20	- al. 1er, 2, et 4 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	12	- al. 1er (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	17, 1° 17, 2°	- al. 2 (modification) - al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	30	- entier (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	58	- al. 2 (modification) - al. 4 (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	68	- al. 1er (modification) - al. 5 (modification) - al. 6 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	45	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification) - al. 5 (modification) - al. 6 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	29	- al. 6 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	25	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2023 (art. 46, al. 3)
219bis	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	22	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 dans la mesure où il insère l'art. 219bis, § 1er CIR 92 (art. 48, § 2, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2002 dans la mesure où il insère l'art. 219bis, § 2 CIR 92 et est applicable aux dividendes distribués à partir du 18.12.1998 dans la mesure où il insère l'art. 219bis, § 3 CIR 92 (art. 48, § 2, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	47	- § 2 (remplacement)	- pour les ex. d'imp. 1999 à 2001 (art. 47, § 1) + exception voir art. 47, § 2
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	49, 1°	- § 2, al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 59, al. 6) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 7)

				49, 2°	- § 3, al. 2 (modification)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 59, al. 12)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	12	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 4 (insertion) - § 3, al. 3 (insertion) - § 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 20, al. 4)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	69	- § 2, al. 3 (remplacement) - § 3, al. 3 (modification)	- à partir de l' ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 96, al. 15)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	46	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 5 et 6 (insertion) - § 3, al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 60, al. 10)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	53	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
219ter	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	46	- entier (insertion) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	57	- § 7 (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	50	- § 7 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	22	- entier (insertion)(rétabli après annulation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
219quater	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	48	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 50, al. 2)
219 quinquies	L 25.12.2017	29.12.2017	–	59	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				60	- § 3 (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	41	**- retrait art. 60** **L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				12	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2 (modification) - § 6, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.08.2018 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 13.04.2019	26.04.2019	–	5	- entier (retrait)	- date originale : le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	51	- § 5 et § 6 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	15	- entier (insertion – rétabli)	- le 01.01.2024 et est applicable dans les cas où la condition de période ininterrompue d'au moins cinq ans visée à l'article 15 n'est pas remplie à partir du 01.01.2024 (art. 16)
220	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	30	- 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	39	- 1° (modification) (concerne uniquement le texte en français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.02.2010	05.03.2010	–	2	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 3)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	50	- 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	92	- 4° (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	52	- 3° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
220/1	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	42	- entier (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er) Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2). *Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017).* *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	106	- § 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	93, 1° 93, 3° 93, 2°	- § 1, al. 1er (remplacement) - § 2 (remplacement) - § 1, al . 2 (modification)	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er) - le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	70	- § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	37, 1° 37, 2° 37, 3° 37, 4°	- § 1er, nouveau al. 2 entre le premier et le second al. actuel (insertion) - § 1er, al. 2 qui devient al. 3 (modifcation) - § 2 (abrogation) - § 3 (modification)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)
221	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	33	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 80, § 7)
	L 26.03.1999	01.04.1999 err. 10.11.1999	2676	64	- 2° (modification)	- aux revenus alloués ou attribués à partir du 01.01.1999 (art. 66)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	46	- 2° (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	43	- al. 2 (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2). *Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017).* *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	62	- al. 1er, 2°(modification)	- aux prêts conclus à partir du 01.08.2015 (art. 66)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	71	- al. 1er, 2° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	109, 1° 109, 3° 109, 2°	- al. 1er, 2° (modification) - al. 2 (modification) - al. 1er, 2° (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er) - aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
222	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	31	- entier (remplacement) **annulation complète par l'arrêt n° 136/98 du 16.12.1998 (MB 06.01.1999) de la Cour d'Arbitrage**	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er) (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	52	- 5° (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	23	- 6° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 48, § 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	32	- 5° inséré par la loi du 10.03.1999 (retrait)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir du 14.04.1999 (art. 74, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	24	- 5° (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	89	- la phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.08.2015 (art. 93, al. 1er)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	72	- 4°, 5° et 6° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
223	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	32	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, du CIR 92 (art. 49, al. 4) (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	53	- 9° (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) Err. 26.05.2003	3168	89	- 2° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Les modifications que l'art. 89 apporte aux dispositions du CIR 92, sont applicables : aux cotisations et primes visées à l'article 53, 22°, CIR 92 payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A,4°, 5ème tiret) aux cotisations et primes autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret) aux capitaux visés à l'article 53, 23°, CIR 92, payés à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 4ème tiret)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	32	- 9° (retrait)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir du 14.04.1999 (art. 74, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	47, 1° 47, 2°	- 3° (insertion) - 3° (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir du 14.04.1999 (art. 74, al. 1er) - aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	178	- 2° (remplacement) - al. 2 (insertion)	- applicable aux primes et cotisations payées à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 2°)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	21	- al. 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	13	- al. 1er, 3° (insertion)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	47	- al. 1er, 4° (insertion)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	50	- al. 1er, 4° (modification)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 4)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	18, 1° 18, 2°	- al. 1er, 5° (insertion) - al. 3 et 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	31	- al. 1er, 5° (abrogation) - al. 3 (modification) - al. 4 (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	69	- al. 1er, 4° (remplacement) - al. 1er, 5° (insertion)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	31	- al. 1er, 4°bis (insertion) - al. 1er, 5°bis (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	71	- al. 1er, 1°, al. 3 et al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	6, 1°	- al. 1er, 6° (insertion)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)
				6, 2°	- al. 1er, 7° (insertion)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7)
				6, 3°	- al. 1er, 7° (remplacement)	- le 01.01.2028 (art. 12, al. 8)
				6, 4°	- al. 1er, 7°, 3e tiret (insertion)	- le 01.01.2029 (art. 12, al. 9)
				6, 5°	- al. 1er, 7°, 4e tiret (insertion)	- op 01.01.2030 (art. 12, al. 10)
				6, 6°	- al. 1er, 7°, 5e tiret (insertion)	- le 01.01.2031 (art. 12, al. 11)

				6, 7°	- al. 5 (insertion)	- *A partir du 1er janvier 2026 (en ce qui concerne alinéa 1er, 6°) et à partir du 1er janvier 2027 (en ce qui concerne alinéa 1er, 7°) [l'entrée en vigueur actuelle (13.12.2021) sera adaptée par une modification de loi ultérieure]*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	7	- al. 1er, 8° (insertion)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	47, 1° 47, 3°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 3 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
				47, 2°	- al. 1er, 4°et 5° (modification)	- le 01.01.2021 (art. 60, al. 11)
				47, 4°	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	30	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
				45,1°	**- retrait art. 6, 7° L 25.11.2021**	- le jour de l'entree en vigueur originale
				45, 2°	- nouvel art. 6, 7 ° dans la L 25.11.2021 (insertion)(art. 223, al. 5)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5) modifié par l'art. 47, 1°, L 05.07.2022
				45, 3°	- nouvel art. 6, 8° dans la L 25.11.2021 (insertion)(modification art. 223, al. 5)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7), modifié par l'art. 47, 2°, L 05.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	26	- al. 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2023 (art. 46, al. 3)

224	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	31	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	40, 1° 40, 2°

225	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	16	- al. 2, 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	33	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 2°, CIR 92. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er) - à partir du 01.01.1997, dans la mesure où il concerne des contribuables visés à l'art. 220, 3°, CIR 92 (art. 49, al. 4) (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	54	- al. 2, 1° (remplacement)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	24	- al. 2, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 48, § 1er)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	90	- al. 2, 5° (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

						- Art. 90 est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 23, §3, A, 1°)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	32	- al. 2, 1° (retrait)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir du 14.04.1999 (art. 74, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	48, 1° 48, 2°	- al. 2, 5° (modification) - al. 2, 5° (remplacement)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir du 14.04.1999 (art. 74, al. 1er) - aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	22	- al. 2, 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	14	- al. 2, 4° et 5° (remplacement)	- le 01.01.2006 en ce qui concerne les renvois à l'article 223, al. 1er (art. 20)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	135	- art. 22 de la loi-programme (I) du 27.12.2006 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	136	- art. 14 de la loi du 11.05.2007 adaptant la législation en matière de la lutte contre la corruption (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	137	- al. 2, 4° et 5° (remplacement)	- le 08.06.2007, à l'exception : 1° des renvois à l'article 223, al. 1er, CIR 92 qui sont applicables à partir du 01.01.2006 (art. 142, 1°) ; 2° de l'insertion des avantages de toute nature non justifiés, qui sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 142, 2°)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	48	- al. 1er, 5° (remplacement)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	19	- al. 2, 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 23, al. 5)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	54	- al. 2, 6° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 55, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	21	- al. 2, 6° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
				32	- al. 2, 4° (modification) - al. 2, 5° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	91	- art. 21 de la loi programme du 19.12.2014 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	70	- al. 2, 5° (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73)
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	32	- al. 2, 5° (modification) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	7, 1° 7, 2°	- al. 2, 5° (modification) - al. 2, 5° (modification)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5) - le 01.01.2027 (art. 12, al. 7)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	8	- al. 2, 5° (modification)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	48	- al. 2, 4° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
226	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	34	- entier (remplacement) **annulation complète par l'arrêt n° 136/98 du 16.12.1998 (MB 06.01.1999) de la Cour d'Arbitrage.**	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 49, al. 1er) (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	22	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	91	- art. 22 de la loi programme du 19.12.2014 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015
227	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	35	- 2° (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2)
	L 25.12.2016	17.01.2017	–	6	- 3° (modification)	- le jour de sa publication au MB et les articles 2 à 7 sont d'application aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit cette publication (art. 8)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	53	- 2° et 3° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

227/1	L 25.12.2016	17.01.2017	–	7	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB et les articles 2 à 7 sont d'application aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit cette publication (art. 8)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	13	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 29.03.2019	16.04.2019	–	6	- al. unique (modifications)	- le jour de sa publication au MB L'application de la présente loi est conditionnée; 1° à la signature préalable d'un accord de coopération entre les communautés et l'État fédéral en ce qui concerne les œuvres éligibles; 2° à la décision prise par la Commission européenne que le régime du tax shelter pour les jeux vidéo visé à l'article 194ter/3 du CIR 92 ne constitue pas une aide d'État incompatible visée à l'article 107, 1, du Traité de fonctionnement de l'Union européenne. Les articles 2 à 6 s'appliquent aux conventions-cadres signées à partir du premier jour du mois suivant la publication au MB d'un avis du ministre des Finances, qui informe de l'accomplissement des deux conditions. (art. 7) L'avis du 22.12.2022 a stipulé que les dispositions des articles 2 à 6 de la loi du 29.03.2019 précitée sont donc applicables aux conventions-cadres signés à compter du premier jour du mois suivant celui de la publication du présent avis au Moniteur belge, soit le 01.01.2023. Art. 7 de cette loi est modifié par l'art. 44 de la L 05.07.2022 (MB 15.07.2022, err. 27.07.2022)

228	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	23	- § 2, 3° et 3°, a (modification) - § 2, 3°, c (abrogation) - § 2, 8° devient § 2, 9° - § 2, 8° nouveau (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	32	- § 2, 3°, d et e (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	5	- § 2, 3°, e (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.04.1996
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	36	- § 2, 3°, d (remplacement) - phrase liminaire du § 2, 9° (remplacement) - § 2, 9°, i (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 2) - à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 4)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	34	- § 2, 3°, e (remplacement)	- aux associations des copropriétaires qui possèdent la personnalité juridique à partir du 01.08.1995 (art. 80, § 4)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	49	- phrase liminaire du § 2, 9° (modification) - § 2, 9°, j (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	3	- § 1er (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 2, 2° (remplacement) - § 2, 9°, j (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du jour de sa publication au MB (art. 14, al. 1er)

	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	136, 1° 136, 2°	- § 2, 9° (modification) - § 2, 9°, k (insertion)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	25	- § 2, 3°bis (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	161	- § 2, 7° (modification)	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2009 (art. 175, al. 5)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	31	- § 2, 6°, phrase liminaire (modification) - § 2, 7°bis (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 7)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	60, 1° 60, 2° 60, 3° 60, 5° 60, 6° 60, 7° 60, 4°	- § 1er (modification) - § 2, phrase liminaire (remplacement) - § 2, 3°, d (modification) - § 2, 6°, d (remplacement) - § 2, 7°bis, d (remplacement) - § 3 (insertion) - § 2, 6° phrase liminaire (remplacement)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2) - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2012
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	51	- § 2, 9°, k (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 3)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	73	- phrase liminaire § 2, 9°, (modification) - § 2, 9°, l (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	61	- § 3 (remplacement)	- le 01.07.2016 (art. 62)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	86	- § 2, 9°, phrase liminaire (modification) - § 2, 9°, l (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	51	- § 2, 9°, a (modification) - § 2, 9°, a/1 (insertion) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	54	- § 2, 6°, b et 7°bis, b (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

	L 24.12.2020	31.12.2020	–	65	- § 2, 9°, a (modification après annulation partielle) - § 2, 9°, a/1 (remplacement après annulation partielle)	- ~~le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	72	- § 2, 3bis, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	35	- § 3, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
229	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	24	- § 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	26	- § 4 (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	51	- § 4, al. 5 (modification)	- le 12.01.2009 (art. 53, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	48	- § 4, al. 10 (modification)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)

	L 13.12.2012	20.12.2012	–	61, 1° 61, 2° 61, 3° 61, 4° 61, 5°	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 1er, al. 2, phrase liminaire (modification) - nouveaux §§ 2/1 et 2/2 (insertion entre les §§ 2 et 3 existants) - § 3 (modification) - § 4, al. 5 (modification)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	11	- § 4, al. 5 (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	61, 1°	- § 2 (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				61, 2°	- § 5 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 86, c, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	55	- § 2/2 (modification) - § 3 (modification) - § 5, al. 2, 1° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	73	- § 4, al. 2 et 10 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
230	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	25	- 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 06.08.1993	18.08.1993	2260	17	- 2° (remplacement)	- le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur (art. 39) - art. 23 AR 26.05.1994. (MB 03.06.1994 – R 2306) relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre Ier de la loi du 06.08.1993 détermine que l'art. 17 de la loi du 06.08.1993 entre en vigueur au fur et à mesure de l'admission des titres visés dans un système de liquidation visé à l'art. 1, 1° de la loi du 06.08.1993 - AR 14.06.1994 (MB 17.06.1994 – R 2312) portant agrément d'un système de liquidation pour la mise en œuvre du chapitre 1er de la loi du 06.08.1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières , entre en vigueur le 15.06.1994 (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	50, 1°	- 1° (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)

				50, 2°	- 2° (remplacement)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4) - en ce qui concerne les revenus d'instruments financiers étrangers, aux revenus payés ou attribués à partir de la date de publication au MB (art. 74 , al. 6) - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74 , al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				50,3°	- 2° bis (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4) - en ce qui concerne les revenus d'instruments financiers étrangers, aux revenus payés ou attribués à partir de la date de publication au MB (art. 74 , al. 6) - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74 , al. 6)
				50, 4°	- 5° (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	4, 1°	- 1° (remplacement)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du 01.02.2005 (art. 14, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				4, 2° 4, 3° 4, 4°	- 2° (remplacement) - 2°bis (abrogation) - al. 2 (insertion)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
	L 07.12.2006	22.12.2006 (éd. 2)	3601	2	- al. 1er, 3° (remplacement)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	359	- al. 2, a) et c) (remplacement) - al. 3 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 360)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	62, 1° 62, 2°	- al. 1er, 2°, b et c (modifications) - al. 1er, 3°, b, 3e, 4ème et 5 ème tiret (modifications)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 73, al. 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	54	- al. 1er, 6° (insertion) - al. 4 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts payés à partir de 2015 (art. 58, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	72	- al. 1er, 6° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 74)
	L 25.12.2016	30.12.2016	–	2	- al. 1er, 4°bis (insertion)	- le 01.01.2017 et est applicable aux pensions payées ou attribuées à partir de cette même date (art. 5)
	L 21.07.2017	03.08.2017	–	3	- al. 1er, 3°, b, 6e tiret (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 4)
	L 06.12.2018	27.12.2018	–	50	- al. 1er, 4°bis (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2020 (art. 52)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	56	- al. 2, a, 4e tiret (modification) - al. 2, c, 2e tiret (modification) - al. 3, 1er tiret (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	14	- al. 1er, 3°, b (modification)	- le 01.01.2018 (art. 16, al. 5)
231	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	26	- le texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	104	- § 2, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	3	- § 3 (insertion)	- aux opérations d'apport effectuées à partir de la publication au MB (art. 11, al. 3)
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	6	- § 2, al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1997

	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	35	- § 3, al. 2 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	6	- § 2, al. 5 (modification) - § 3, al. 4 et 5 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). - Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- § 2, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005

	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	112	- § 2, al. 5 (modification) - § 3, al. 4 et 5 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	27, a)	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 nouveau (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				27, c) 27, b)	- § 2, al. 7 (ancien al. 5) (remplacement) - § 2, al. 5 (ancien al. 3) (modification)	 - à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 35, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	52, 1° 52, 2° 52, 3° 52, 4°	- § 2, al. 1er, 2° (remplacement) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 5 (remplacement) - § 3, al. 3 (remplacement)	- le 12.01.2009 en ce qui concerne les opérations accomplies(art. 53, al. 2) - à partir de l'ex. d'imp. 2007 en ce qui concerne les crédits d'impôt pour recherche et développement et les déductions pour capital à risque (art. 53, al. 3)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 2, al. 4 (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)

	L 13.12.2012	20.12.2012	–	63	- § 2, al 6 (modification)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	9	- phrase liminaire § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	94	- § 2, al. 4 (modification)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	15	- § 2, al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	12	- § 2, al. 5 (modification) - § 3, al. 3 (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	62	- § 1er, 3° (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	57	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 3 (remplacement) - § 3, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	69	- § 2, al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022

232	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	27	- al. unique, 2° et 2°, b (modification) - al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	137	- phrase liminaire al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 2°, b (modification)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.05.2007	15.05.2007	–	3	- al. 1er, 2°, c) (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	162, 1° 162, 2°	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 2°, b) (modification)	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2008 (art. 175, al. 1er)
				162, 3°	- al. 1er, 2°, c) (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 175, al. 2)
				162, 4°	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)

L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	163	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 2°, b) (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 175, al. 4)
L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	32	- al. 1er, 2°, b (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 7)
L 13.12.2012	20.12.2012	–	64, 1° 64, 2°	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 2°, a (remplacement)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.07.2018	26.07.2018	–	52	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification) - al. 1er, 2°, b (modification) **L 18.07.2018 est annulé par l'arrêt n° 53/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.04.2020 (MB 20.05.2020).** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 53)
	L 24.12.2020	31.12.2020	–	66	- al. 1er, 2°, phrase liminaire (modification après annulation partielle) - al. 1er, 2°, b (modification après annulation partielle)	- ~~le 01.01.2021 et cesse d'être en vigueur le 31.12.2021 (art. 72, al. 1er).~~ Entrée en vigueur art. 72 modifié par art. 128 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022): Par dérogation à l'alinéa 1er, les articles 60 à 66 entrent en vigueur le 01.01.2021 et ils sont applicables aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2021 (art. 72, 2e lid)
233	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	28	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	25	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	23	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	15	- al. 2 (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	47	- al. 3 (insertion) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	33	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	13	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)

	L 13.04.2019	26.04.2019	–	6	- al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt 01.01.2018 (art. 9, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	23	- al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	49	- al. 2 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
234	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	55	- 5° (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)

	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	91	- 3° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Les modifications que l'art. 91 apporte aux dispositions du CIR 92, sont applicables : aux cotisations et primes visées à l'article 53, 22°, CIR 92 payées en exécution d'engagements individuels conclu à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A,4°, 5ème tiret) aux cotisations et primes autres que ceux visées au 1er tiret, payées à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 3°, 3ème tiret) aux capitaux visés à l'article 53, 23°, CIR 92, payés à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 5°, 4ème tiret)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	51	- 5° (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	179	- 3° (remplacement) - al. 2 (insertion)	- applicable aux primes et cotisations payées à partir du 01.01.2006 (art. 190, al. 2, 2°)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	24	- al. 1er, 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	16	- al. 1er, 4° (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	136	- art. 16 de la loi du 11.05.2007 adaptant la législation en matière de la lutte contre la corruption (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	138	- 5° (insertion)	- le 08.06.2007 (art. 142)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	49	- al. 1er, 6° (insertion)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	51	- al. 1er, 6° (modification)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 4)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	34	- al. 1er, 4° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	71	- al. 1er, 6° (remplacement) - al. 1er, 7° (insertion)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	63	- al. 1er, 6° (modification) - al. 1er, 7° (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	33	- al. 1er, 6°bis (insertion) - al. 1er, 7°bis (insertion) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	74	- 1er, 4° , phrase liminaire (modification) - 1er, 4°, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	8, 1°	- al. 1er, 8° (insertion)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)
				8, 2°	- al. 1er, 9° (insertion)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7)
				8, 3°	- al. 1er, 9° (remplacement)	- le 01.01.2028 (art. 12, al. 8)
				8, 4°	- al. 1er, 9°, 3e tiret (insertion)	- le 01.01.2029 (art. 12, al. 9)
				8, 5°	- al. 1er, 9°, 4e tiret (insertion)	- op 01.01.2030 (art. 12, al. 10)
				8, 6°	- al. 1er, 9°, 5e tiret (insertion)	- le 01.01.2031 (art. 12, al. 11)

				8, 7°	- al. 3 (insertion)	- *A partir du 1er janvier 2026 (en ce qui concerne alinéa 1er, 8°) et à partir du 1er janvier 2027 (en ce qui concerne alinéa 1er, 9°) [l'entrée en vigueur actuelle (13.12.2021) sera adaptée par une modification de loi ultérieure]*
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	9	- al. 1er, 10° (insertion)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	50	- al. 1er, 4°, phrase liminaire (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2022 (art. 60, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	26	- al. 1er, 4°, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
				46,1°	**- retrait art. 8, 7° L 25.11.2021**	- le jour de l'entree en vigueur originale
				46, 2°	- nouvel art. 8, 7° dans la L 25.11.2021 (insertion)(art. 334, al. 3)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5) modifié par l'art. 47, 1°, L 05.07.2022
				46, 3°	- nouvel art. 8, 8° dans la L 25.11.2021 (modification art. 334, al 3)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7), modifié par l'art. 47, 2°, L 05.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	27	- al. 1er, 4° (modification)	- le 01.01.2023 (art. 46, al. 3)
235	L 21.06.2004	09.07.2004	3353	3	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 19.07.2004
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	404	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)

	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2) err. 16.07.2008	–	58	- 2° (modification)	- aux frais faits ou supportés à partir du 01.01.2009 (art. 60, al. 1er)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	28	- phrase liminaire (modification)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	145	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 146)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	23	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	91	- art. 23 de la loi programme du 19.12.2014 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	122	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	64	- 2° (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	6	- dérogation Art. 6 est modifié par art. 11, L 02.04.2021 (MB 13.04.2021) Art. 6 est modifié par art. 82 L 21.01.2022 (MB 28.01.2022 err. 07.03.2022) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	24	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 15.07.2020	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	9	- dérogation	- le jour de la publication au MB (art. 31)
235bis	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	33	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	73	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er)
236	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	10, 2°	- entier (abrogation)	- aux opérations d'apport effectuées à partir de la publication au MB (art. 11, al. 3)
	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	14	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	29	- al. 2 (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	119	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
236bis	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	91	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205^2 du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205^2, § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	8	- entier (abrogation)	- le 01.07.2016 (art. 11)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	13	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 16)
238	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	36	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 80, § 15)
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	92	- al. unique (modification)	- au 01.07.2012 (art. 93)
239	L 25.12.2017	29.12.2017	–	65	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
239/1	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	98	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 100)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	12	- al. 1er (abrogation) al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 16)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	66	- al. unique (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	15	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	75	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	20	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	120	- entier (abrogation)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 11.10.2022 et qui n'est pas justifiée par le contribuable par d'autres motifs que la volonté d'éviter les impôts sur les revenus, reste sans effet pour l'application des articles 116 à 122 (art. 124, al. 7)
240	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	29	- al. 2 (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 27.03.1992 (art. 47, § 9)
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	56	- al. 2 nouveau (insertion entre al. 1er et 2 existants) - al. 2 devient al. 3	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	26	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	52	- al. 2 (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	122	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	151	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 155)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	65	- al. 1er (modification)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)
240bis	L 11.12.2008	12.01.2009	–	30	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	49	- § 2 (modification)	- à partir du 01.01.2011 (art. 52)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	58	- § 2 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	76	- § 1er, phrase liminaire (modification) - § 1er, 1° (modification) - § 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 2 (insertion)	- aux opérations qui ont été effectuées à partir du 01.01.2021 (art. 96, al. 16)
240ter	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	15	- entier (insertion)	- le 01.01.2022 et sont applicables aux contribuables impatriés et chercheurs impatriés éligibles entrant en fonction en Belgique à partir du 01.01.2022 (art. 17)
240quater	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	16	- entier (insertion)	- le 01.01.2022 et sont applicables aux contribuables impatriés et chercheurs impatriés éligibles entrant en fonction en Belgique à partir du 01.01.2022 (art. 17)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
241	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	34	- 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	85	- 1° et 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 14.07.1997	03.09.1997	2526	4	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 13.09.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	37	- 2° (modification)	- à partir du 01.01.1997 (art. 80, § 11)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	81	- 2° (modification)	- pour les libéralités faites à partir du 14.06.1996. En ce qui concerne les libéralités visées à l'art. 104, 3°, i, CIR 92, l'entrée en vigueur de l'art. 4, L 14.07.1997 (MB 03.09.1997) est modifiée (art. 81) - pour les libéralités faites à partir du 10.04.1995. En ce qui concerne les libéralités visées à l'art. 104, 4°bis, CIR 92, l'entrée en vigueur de l'art. 4, L 14.07.1997 (MB 03.09.1997) est modifiée (art. 81)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	286	- 2° (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 287)
	L 16.11.2004	30.11.2004 (éd. 2)	3389	5	- 2° (modification)	- aux libéralités versées à partir du 01.01.2005 (art. 6)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	36	- volledig (opheffing)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)
242	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	30	- le texte actuel devient le § 1er - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	11	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 30, § 1er)

	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	35	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9) - à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 91, al. 4)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	6	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 11, al. 2)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	164	- § 1er, 2° (modification)	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2008 (art. 175, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	37	- phrase liminaire § 1er, al. 1er (remplacement) - § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	66	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 73, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	74	- § 1er, al. 2 (abrogation) - § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	28	- § 1er/1 (insertion) - § 2, al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 46, al. 5)
243	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	31	- al. 1er (modification) - al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	17	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	36	- al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 91, al. 6)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	97	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 98)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	1	- al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	45	- al. 2 (remplacement) - al. 3 nouveau (insertion entre al. 2 et 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	294	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 295)
	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd. 2)	3354	45	- al. dernier (modification)	- Art. 45 est applicable en cas d'acquisition d'une voiture, d'une voiture mixte ou d'un minibus à partir du 01.01.2005 (art. 46).
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	405	- al. 4 (remplacement)	- aux emprunts hypothécaires contractés à partir du 01.01.2005 pour acquérir ou conserver l'habitation visée à l'article 104, 9°, CIR 92, tel qu'il est modifié par l'art. 394 de la loi-programme, et aux contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un tel emprunt hypothécaire (art. 413, al. 3)
	L 03.07.2005	19.07.2005 err. 07.09.2005	3483	24	- al. 4 (modification)	- aux primes d'équipe et de nuit et aux rémunérations relatives au travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.07.2005 (art. 27)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	99, A 99, B	- al. 2, 1° (modification) - al. 3 (remplacement) - al. 2, 2° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 100, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100, al. 2)

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	353	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	4	- al. 4 (remplacement) - al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 7)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2) err. 16.07.2008	–	71	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 72)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	165	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	14	- al. 2, 1° et 3° (modification) - al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 19, al. 3)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	33	- al. 2, 1° (modification) - al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 35, al. 9)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	67	- al. 4, 2ème tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 73, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	75	- al. 3 (remplacement) - al. 4 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er)

	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	52	- phrase liminaire al. 3 (modification) - al. 3, 3° (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	123	- al. 2 (modification) - al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	62	- phrase liminaire al. 3 (modification) - al. 3, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	93	- al. 3, 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	29	- phrase liminaire al. 3 (modification) - al. 3, 5° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019

	L 29.05.2020	11.06.2020	–	7	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	12	- al. 3, phrase liminaire (modification) - al. 3, 5° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	77	- al. 3, phrase liminaire (modification) - al. 3, 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 96, al. 17)

	L 31.07.2023	23.08.2023	–	13	- al. 3, phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
243/1	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	76	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er) - Par dérogation l'art. est applicable , en ce qui concerne le précompte professionnel, aux revenus professionnels et rentes alimentaires qui sont payés ou attribués à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 10 jours prenant cours le jour suivant la publication de la présente loi au MB (art. 80, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	53	- phrase liminaire (modification) - 4° (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)
	L 25.12.2016	30.12.2016	–	3	- 1°bis (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. lié à la période imposable qui commence le 01.01.2017 (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	124	- 1°bis (remplacement) - 2°bis et 2°ter (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	L 11.03.2018	23.03.2018	–	7	- phrase liminaire (modification) - 4° (modification) - 2°bis/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	63	- 1°bis (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	35	- phrase liminaire (modification) - 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	53	- 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 55, al. 1er)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	94	- 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	30	- phrase liminaire (modification) - 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	13	- phrase liminaire (modification) - 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	19	- phrase liminaire (modification) - 4° (modification)	- le 01.09.2021 (art. 20)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	14	- phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
244	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	12	- entier (remplacement) **annulation partielle par l'arrêt n° 34/94 du 26.04.1994 (MB 17.05.1994) de la Cour d'Arbitrage**	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 30, § 1er)

	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	7	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 11, al. 2)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	5	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	166	- al. 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	68, 1° 68, 2°	- al. 1er, 2° (modification) - al. 2, 2ème tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 73, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	77	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er) - Par dérogation l'art. est applicable , en ce qui concerne le précompte professionnel, aux revenus professionnels et rentes alimentaires qui sont payés ou attribués à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de 10 jours prenant cours le jour suivant la publication de la présente loi au MB (art. 80, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	125	- 1°bis (remplacement) - 2°bis et 2°ter (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	L 11.03.2018	23.03.2018	–	8	- 2°bis/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 9)
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	64	- 1°bis (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
244bis	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	13	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 30, § 1er)

	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	37	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	46	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	167	- al. 2 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	78	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	126	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
245	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3106	398	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 402, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3106	402, al. 3	- al. 1 (modification)	- pour l'ex. d'imp. 2004 (art. 402, al. 3)

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	79	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 80, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	54	- al. 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	36 68	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39) - à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	95	- al. 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	31	- al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	14	- al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	15	- al. 1er, 1°, 1e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023

246	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	18	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	105	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	4	- al. 1er, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 11, al. 1er). L'art. 246, 1° est également applicable aux impôts relatifs à des ex. d'imp. antérieurs qui font l'objet soit d'une réclamation introduite dans les formes et délais visés à l'art. 371 du CIR 92, soit d'un recours en appel ou en cassation, sur lesquels, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, il n'a pas encore été statué.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	38	- al. 1er, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996. L'art. 38 est également applicable aux impôts relatifs à des exercices d'imposition antérieurs qui font l'objet soit d'une réclamation introduite dans les formes et délais visés à l'art. 371 du CIR 92, soit d'un recours en appel ou en cassation, sur lesquels il n'avait pas encore été statué à la date du 10.04.1996 (art. 80, § 22).
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	27	- al. 1er, 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	25	- al. 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	17	- al.1er, 2° (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	150, 1° 150, 2°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 2 (modification)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux plus-values, aux réductions de valeur et aux moins-values réalisées à partir du 28.11.2011, et aux moins-values et aux réductions de valeur comptabilisées à partir du 28.11.2011 et aux opérations ou transferts effectués à partir du 28.11.2011 au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 153, al. 5) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 150 (art. 153, al. 6)
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	48	- al. 1er, 3° (insertion) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	35	- al. 1er, 2° (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				55	- al. 3 à 6 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts attribués à partir de 2015 et pour autant que lesdits subsides soient notifiés au plus tôt le 01.01.2008 (art. 58, al. 3)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	52	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
				73	- al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 74)
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	16	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	67, 1°	- al. 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				67, 2°	- al. 1er, 2° (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	14	- al. 1er, 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 17, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 29.05.2020	11.06.2020	–	7	- dérogation d'application	- le jour de sa publication au MB (art. 30) Le Roi peut, pour chacun des délais déterminés dans la présente loi, reporter la date d'expiration de ce délai de six mois au maximum par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres s'il apparaît que la nécessité urgente qui a conduit à l'établissement de la présente loi n'a pas disparu à l'expiration de ce délai. Le Roi saisira la Chambre des représentants immédiatement si elle est réunie, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de loi de confirmation de l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er. Ledit arrêté est censé ne pas avoir produit ses effets s'il n'est pas confirmé par la loi dans les douze mois de la date de sa publication au MB. (art. 31)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	25	- al. 1er, 4° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	78	- al. 1er, 3° (remplacement) - al. 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	32	- al. 1er, 2° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l' ex. d'imp. 2022 (art. 71, al. 7)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	29	- al. 2, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
247	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	19	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°).
	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	57	- 2° (remplacement)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	53	- 2° (modification)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	26	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 27)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	18	- 3° (modification)	- le 08.06.2007 (art. 20)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	135	- art. 26 de la loi-programme (I) du 27.12.2006 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	136	- art. 18 de la loi du 11.05.2007 adaptant la législation en matière de la lutte contre la corruption (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	139, a) 139, b) 139, c)	- 1° (modification) - 2° (modification) - 2° (modification)	- le 08.062007, à l'exception des renvois à l'article 234, al. 1er, CIR 92 qui sont applicables à partir du 01.01.2006 (art. 142, 1°) - à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 142, 3°)

				139, d)	- 3° (remplacement)	- le 08.06.2007, à l'exception : 1° des renvois à l'article 234, al. 1er, CIR 92 qui sont applicables à partir du 01.01.2006 (art. 142, 1°) ; 2° de l'insertion des avantages de toute nature non justifiés, qui sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 142, 2°)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	50	- 2° (remplacement)	- aux avantages de toute nature attribués à partir du 01.01.2012 (art. 52, al. 3).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	36	- 3° (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	72	- 2° (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable à partir de la même date (art. 73)
	L 30.03.2018	07.05.2018	–	34	- 2° (modification) **annulé par l'arrêt n° 11/2020 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2020 (MB 24.02.2020)** **L'arrêt maintient les effets de la loi annulée jusqu'à ce que, le cas échéant, de nouvelles dispositions législatives entrent en vigueur, et au plus tard jusqu'au 31.12.2020 inclus.**	- le 01.01.2018 (art. 36)
	L 25.11.2021	03.12.2021	–	9, 1°	- 2° (modification)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)

				9, 2°	- 2° (modification)	- le 01.01.2027 (art. 12, al. 7)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	10	- 2° (modification)	- à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 1er)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	33	- 3° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2021 au cours d'une période imposable qui se rattache au plus tôt à l' ex. d'imp. 2022 (art. 71, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
248	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	32	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 47, § 2).
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 2, 2° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er).
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 2, 2° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 04.05.2007	15.05.2007	–	4	- al. 1er (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	168, a) 168, b)	- al. 2 (remplacement) - texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	169	- § 2 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 175, al. 4)

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	34, A 34, B	- § 1er, al. 2, 1° entier (remplacement) - § 1er, al. 2, 1°, b (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 35, al. 7) - le 01.07.2009 (art. 35, al. 8)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	38, 1°	- § 1er, al. 2, 1°, b (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2010 (art. 43, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				38, 2°	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	69	- § 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 73, al. 3)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	59	- § 1er, al. 2, 1°, a (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	7, 1° 7, 3° 7, 4° 7, 6° 7, 2° 7, 5°	- § 1er, al. 2, 1°, c (insertion) - § 1er, al. 3 (insertion) - § 1er, al. 4 (insertion) - § 2, al. 2 (insertion) - § 1er, al. 2, 1°, c (modification) - § 1er, al. 5 (insertion)	-. à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 8, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 8, al. 2)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	7	- § 1er, al. 2, 1°, b (modification) - § 1er, al. 3 nouveau (insertion entre al. 2 et 3 existants)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 9)

	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	34	- § 1er, al. 5, 1ere phrase (modification)(concerne uniquement le texte néerlandais) - § 1er, al. 5, 2e phrase (modification) - § 1er, al. 5, 3e phrase (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 71, al. 8)
248/1	L 08.05.2014	28.05.2014 éd. 2 err. 27.01.2015	–	3	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 éd. 2 err. 27.01.2015	–	4	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 7, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
248/2	L 08.05.2014	28.05.2014 éd. 2 err. 27.01.2015	–	5	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
248/3	L 08.05.2014	28.05.2014 éd. 2 err. 27.01.2015	–	6	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
252	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	47	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
253	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	38	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	39	- 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 80, § 23)
255	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	39	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994

	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	41	- al. 2 (modification)(concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
256	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	406	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
257	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	40	- 2° et 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- 1° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- 1° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 1er)
260	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- phrase liminaire - 2° et 3° (remplacement par les montants en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- phrase liminaire - 2° et 3° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
261	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	5	- 3° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1995
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	40	- 2° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 80, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	16	- al. 2 (insertion)	- Le Roi règle l'entrée en vigueur de cet article (art. 17) L'art. 17 qui règle l'entrée en vigueur de l'art. 16, L 07.05.2004 est rapporté à partir du 25.05.2004 (art. 12 et 14, al. 7, L 25.04.2006 portant dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers – MB 28.04.2006, (éd. 2) – R 3548 – Bull. 871) En conséquence en l'absence d'une entrée en vigueur spécifique, l'art. 16 entre en vigueur 10 jours après sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2004
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	54	- al. 1er , 1° (remplacement) - al. 1er , 4° (insertion) - al. 3 (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- al. 1er , 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	113	- al. 1er, 2°bis (insertion)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	5, 1° 5, 7°	- al. 1er, phrase liminaire (modification) - al. 5 (insertion)	- aux revenus mobiliers qui sont attribués ou mis en paiement autrement qu'en espèces à partir du 1er jour du 2e mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au MB (art. 14, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				5, 2° 5, 3° 5, 4° 5, 5° 5, 6°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 2° (remplacement) - al. 1er, 4° (abrogation) - al. 2 (remplacement) - al. 4 (insertion)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	324	- al. 1er, 3° (remplacement)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992 (art. 346)
	L 16.07.2008	30.07.2008 (éd. 2)	–	5	- al. 1er, 4° (insertion)	- le 01.01.2008 (art. 7)
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	16	- al. 1er, 2°bis (remplacement)	- le 01.01.2010 (art. 18)

	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- al. 1er, 3° (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	25	- al. 1er, 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	74	- al. 1er, 1° (modification) - phrase liminaire al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 2°, c (modification) - al. 1er, 2°ter (insertion) - al. 3 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	87	- 2°ter (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	110	- al. 1er, 1° et 2° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
262	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	7	- 1° (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.1993 (art. 23, § 3)
	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	10, 3°	- 2° (abrogation)	- aux revenus censés être attribués ou mis en paiement au plus tôt le 31.12.1995 (art. 11, al. 4)
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	6	- 5° (remplacement)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 9)
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	7	- 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 11, al. 1er)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	41	- 5° (modification)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 80, § 24)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	55	- 1° (modification) - 4° (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	6	- 6° (insertion)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	6	- 5° (modification)	- le 01.01.2011 (art. 12)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	75	- phrase liminaire 1° (modification) - 3° (modification) - phrase liminaire 4° (modification) - phrase liminaire 6° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	111	- 4° (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.01.2019	22.01.2019	–	2	- 4° (remplacement) - 7° (insertion)	- le jour de sa publication au MB (art. 6)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	17	- entier (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et s'appliquent aux revenus qui sont attribués, mis en paiement, encaissés ou recueillis à partir de cette date (art. 20)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	79	- § 2, 3° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
263	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	6	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1995
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	56	- al. 1er (modification)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	76	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	18	- al. 2 (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et s'appliquent aux revenus qui sont attribués, mis en paiement, encaissés ou recueillis à partir de cette date (art. 20)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	80	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
264	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	41	- al. 1er, 1°, a (remplacement) - al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 3°, a (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994 - à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	15	- al. 1er, 2° (remplacement) - 2° bis (insertion) - 2ter (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- al. 1er, 2°bis (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	42, 1° 42, 3°	- al. 1er, 1°, a (modification) - al. 1er, 1°, b (remplacement)	- le 17.02.1997 en ce qui concerne les adaptations en matière d'intercommunales visées au décret de la Région wallonne du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes, - le 10.11.2001 en ce qui concerne les adaptations en matière de structures de coopération visées au décret de Communauté flamande du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale et - le 23.08.2006 en ce qui concerne les adaptations en matière d'associations de projet visées au décret de la Région wallonne du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes (art. 43, al. 1er)
				42, 2°	- al. 1er, 1°, a (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- al. 1er, 2°bis (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	24	- al. 1er, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	16.08.2016	–	17	- al. 1er, 2°quater (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 pour les opérations effectuées et les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.2016 (art. 24, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	68	- al. 1er, 3°, c (insertion) - nouvel al. 2 et 3 (insertion entre les al. 1er et 2 existants)	- le 01.01.2018 et sont applicables aux opérations de réduction de capital et de remboursement de primes d'émission ou de parts bénéficiaires assimilées à du capital libéré qui sont décidées par l'assemblée générale à partir du 01.01.2018 (art. 86, C, al. 1er) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	60	- al. 1er, 2°ter (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	2	- al. 1er, 4° (remplacement)	- le 01.01.2019 et est applicable aux dividendes payés ou attribués à partir de cette date (art. 3)
264/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	69	- entier (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables aux dividendes payés ou attribués à partir du 01.01.2018(art. 86, C, al. 6) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	61	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 4, 1er tiret (modification) - § 2, al. 1er, 1° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

264/2	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	70	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
264bis	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	7	- entier (insertion)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
265	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	7	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1995
	L 12.12.1996	14.02.1997	2494	25	- 2° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 24.02.1997
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	57	- al. 2 (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)

	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	114	- 3° (insertion)	- applicable aux revenus payés à partir du 01.01.2006 (art. 116)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	8	- al. 2 (remplacement)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	325	- al. 1er, 4° et 5° (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)

	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007	–	159	- al. 2, 3° (insertion)	- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 160)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	7	- al. 2, 3°, 1er tiret et 2e tiret, b (remplacement) - 2e tiret, a et d (modifications)	- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.2007 (art. 10, al. 1)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	26	- al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 4° (modification) - al. 1er, 5° (modification) - al. 2, 3°, 1er tiret (modification) - al. 2, 3°, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	77	- al. 2, 1° et 2° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	102	- al. 1er, 3° et 4° (remplacement) - al. 1er, 5° (abrogation)	- aux revenus payés ou attribués relatifs à des parts d'organisme de placement collectif acquises à partir du 01.01.2018 (art. 103, al. 1er)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	51	- al. 2, 3°, 1er tiret (modification) - al. 2, 3°, 2e tiret, a (modification) - al. 2, 3°, 2e tiret, b, 2 (modification)	- le 01.01.2022 (art. 60, al. 12)

266	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	42	- al. 3 (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.1994 (art. 91, al. 8)
	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	8	- phrase liminaire (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1995

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.07.2004	07.09.2004	3365	3	- al. 2, 1° (remplacement) - al. 2, 2° (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2004, pour autant que ces revenus se rapportent à une période postérieure au 31.12.2003 (art. 5, al. 1er) - aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2004, pour autant que ces revenus se rapportent à une période postérieure au 31.12.2003 (art. 5, al. 1er) - Toutefois, dans la mesure où l'art. 266, al. 2, 2°, dudit Code, tel que remplacé par l'art. 3 de la présente loi, donne au Roi le pouvoir de renoncer à la perception du précompte mobilier sur les revenus des titres ne donnant pas lieu à un paiement périodique d'intérêts et qui ont été émis pour une durée d'un an avec un escompte correspondant aux intérêts capitalisés jusqu'à l'échéance du titre, même si le débiteur et le bénéficiaire ne sont pas des sociétés associés, cette disposition ne s'applique qu'aux revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date de publication de la présente loi au MB (art. 5, al. 2)

					- al. 2, 3° (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date de publication de la présente loi au MB (art. 5, al. 3)
	AR 07.12.2007	12.12.2007 (éd. 2) err. 11.04.2008	–	1	- al. 1er, phrase liminaire (modification)	- le 01.01.2008 (art. 14, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	52	- al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	95	- al. 2, 4° (remplacement) **annulé par l'arrêt n° 63/2016 de la Cour constitutionnelle du 11.05.2016 (MB 06.07.2016)**	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	53	- al. 2, 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 01.12.2016	08.12.2016	–	4	- al. 4 (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit celui de sa publication auMB (al. 3)
	L 11.01.2019	22.01.2019	–	3	- al. 4 (modification)	- le jour de sa publication au MB (art. 6)
267	L 04.04.1995	23.05.1995 err. 01.07.1995	2394	9	- al. 4 nouveau (insertion entre al. 3 et 4 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.06.1995
	L 20.03.1996	07.05.1996	2450	7	- al. 8 (insertion)	- aux actions ou parts émises et aux contrats souscrits à partir du 07.04.1995 (art. 9)

	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	3	- al. 1er et al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	9, 1° 9, 2°	- al. 1er (modification) - al. 3 (abrogation)	- aux revenus mobiliers qui sont attribués ou mis en paiement autrement qu'en espèces à partir du 1er jour du 2e mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au MB (art. 14, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				9, 3° 9, 4°	- al. 4 (modification) - al. 7 (modification)	- en ce qui concerne les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant, aux indemnités payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB ; - en ce qui concerne les revenus autres que les indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant obtenus en exécution d'une convention constitutive de sûreté réelle ou d'un prêt portant sur des instruments financiers, aux revenus payés ou attribués en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 14, al. 4)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	7	- al. 7 (modification)	- le 01.01.2011 (art. 12)

	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	54	- al. 5 (modification)	- à partir du 01.01.2016 (art. 68, al. 7)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	78	- al. 8 (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	88	- al. 8 (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	19	- al. 6 (modification)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et s'appliquent aux revenus qui sont attribués, mis en paiement, encaissés ou recueillis à partir de cette date (art. 20)
269	L 24.12.1993	31.12.1993 (éd. 2)	2280	31	- al. 1er, 1° (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1994 (art. 34, § 3)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	20	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1994 et, en tant qu'il se rapporte à l'art. 269, al. 2, du CIR 92, aux revenus afférents à un exercice social se rattachant à l'ex. d'imp. 1995 ou à un ex. d'imp. ultérieur (art. 29, § 1er, 3°). Pour l'application de l'al. 2, 2° précitée, la renonciation prévue doit faire l'objet d'une décision régulière de l'assemblée générale des actionnaires ou des associés avant le 01.01.1995 (art. 28).

L 20.12.1995	23.12.1995	2422	13	- al. 1er, 1° al. 2, 2°, al. 3 et al. 4 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1996 (art. 28, al. 4)
L 10.02.1998	31.02.1998	2559	33	- al. 3, d (insertion)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.1997 (art. 34)
L 22.12.1998	15.01.1999	2648	42	- al. 3, c (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1994 (art. 80, § 25)
L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	58	- al. 1er (remplacement)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	29	- al. 3, e (insertion)	- le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 3 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2)), stipule que cet art. est applicable aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2002.
	L 19.07.2001	28.07.2001 err. 15.08.2001 et 29.09.2001 (éd. 2)	2948	24	- al. 10 (insertion)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2002 (art. 25)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	16	- al. 1er, 2° (modification) - al. 1er, 2° bis (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)
	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd . 2)	3354	36	- al. 11 (insertion)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2004 (art. 38)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	58	- al. 1er, 3° (remplacement)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	375	- al. 3, b (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	10	- al. 10 (modification)	- aux opérations réalisées à partir du 06.02.2001 (art. 14, al. 5)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	326	- al. 1er, 4° (insertion) - al. 3, c) (modification)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	AR 07.12.2007	12.12.2007 (éd. 2) err. 11.04.2008	–	2, 1° 2, 2° 2, 3°	- al. 3, b (remplacement) - al. 4 nouveau (insertion entre al. 3 et 4 existants) - al. 12 (remplacement)	- le 01.01.2008 (art. 14, al. 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	148	- al. 4, 8 et 10 (modification)	- le 01.01.2008 (art. 150)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	62	- al. 3, d, subdivision 2 et 3 (insertion)	- en ce qui concerne l'assimilation visée à l'article 269, alinéa 3, d, dernier alinéa, du CIR 92, l'article 62, produit ses effets le 01.11.2007 (art. 63)
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	98 331	- al. 3, b, 2e tiret (modification) - al. 3, b, 2e tiret (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er) - à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	50	- al. 3, c (modification) - phrase liminaire al. 3, d (modification) - al. 3, d, subdivision 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	29, 1° 29, 2° 29, 3° 29, 4° 29, 5° 29, 6° 29, 7° 29, 8° 29, 9° 29, 10° 29, 11°	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 1°bis (insertion) - al. 1er, 2°bis (remplacement) - al. 1er, 2°ter (insertion) - al. 1er, 3° (modification) - al. 1er, 5° (insertion) **annulé par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)** - al. 2 (remplacement) - phrase liminaire al. 3 (modification) - al. 5 (modification) - al. 11 (modification) - phrase liminaire al. 12 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	53, 1° 53, 3°	- al. 1er, 1°bis (modification) - al. 3, e (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				53, 2°	- al. 1er, 5° (remplacement) **annulé par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux intérêts attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 59, al. 5)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	84	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2) La condition de 80 p.c. visée à l' article 269 du Code des impôts sur les revenus 1992, telle qu'insérée par l'article 84 est ramenée à 60 p.c. pour les revenus attribués ou mis en paiement en 2013 et 2014 lorsque les dividendes sont distribués par une société qui bénéficiait de la renonciation totale à la perception du précompte mobilier visée à l'article 106, § 8, de l'AR/CIR 92, telle que la mesure existait au 31 décembre 2012 (art. 95). L'article 95 de la loi-programme du 27.12.2012 reste applicable aux sociétés immobilières règlementées issues de l'agrément d'une sicaf immobilière en société immobilière règlementée tel que visé au Chapitre V de la loi du 12.05.2014 (art. 97 – MB 30.06.2014)
	L 28.06.2013	01.07.2013 éd. 2	–	5, a	- 5° (abrogation)	- le 01.10.2014 (art. 7, al. 4) Art. 64 L 28.06.2015 modifie l'entrée en vigueur de l'art. 5, a L 28.06.2013 et stipule que cet art. est d'application aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.10.2014.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				5, b	- le texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux apports effectués à partir du 01.07.2013 (art. 7, al. 2) Toute modification apportée à partir du 01.05.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 7, al. 5)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	10	- § 1er, 1° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2013 (art. 22, al. 5)
	L 26.12.2013	31.12.2013 (éd. 3)	–	24	- § 1er, 1° (modification) - § 1er, 7° (insertion)	- aux intérêts payés ou attribués à partir du 01.01.2014 (art. 29, al. 2)
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	173	- al. 1er, 5° (insertion) **A la place de l'annulation par l'arrêt n° 7/2014 de la Cour constitutionnelle du 23.01.2014 (MB 17.04.2014, éd. 2)**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 et cessent de produire leurs effets en ce qui concerne les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 174)
	L 12.05.2014	30.06.2014	–	96	- al. 1er, 3° (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de cet article, sur avis de la FSMA (art. 112). Art. 33 de l'AR du 13.07.2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées stipule que la loi du 12.05.2014 entre en vigueur le 16.07.2014 (MB 16.07.2014).
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	49	- § 1er, 1° (modification) - § 1er, 8° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2015 (art. 50, al. 1er)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	80	- § 1er, 8°(modifications)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 83, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	55	- al. 1er, 6° (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 68, al. 8)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	58	- § 2, al. 1er, 1° (modification)	- aux périodes imposables commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 4)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	79	- § 1er, 1° (modification) - § 1er, 6° (modification) - § 1er, 9° (insertion)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
				92	- § 1er, 1° (modifications) - § 1er, 3° (abrogation) - § 1er, 7° (abrogation) - § 1er, 8° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 94)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	107	- § 2, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	90	- § 1er, 3° (insertion)	- aux revenus qui sont payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 91)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	89	- § 1er, 9° (abrogation)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
				94	- § 1er, 1° (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2017 (art. 95, al. 1er)

					- § 1er, 8° (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux réserves de liquidation constituées pour une période imposable qui se rattache au plus tôt à l'ex. d'imp. 2018 (art. 95, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	112	- § 1er, 2° (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	54	- § 1er, 9° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2018 (art. 55, al. 2)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	62, 1°, 2°, 4° et 5°	- § 2, al. 1er, 1° (modification) - § 2, al. 3 (abrogation) - § 2, al. 8 (ancien) (modification) - § 2, al. 11 (ancien) (modification) - § 2, al. 12 (ancien) (modification) - § 2, al. 9 (ancien) (modification)	- aux augmentations et réductions de capital effectuées à partir du 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 7)
				62, 3°	- § 2, al. 8 (ancien) (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	81	- § 1er, 9° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	21	- § 1er, 3°, al. 1er (modification) - § 1er, 3°, nouvel al. 3 (insertion entre les alinéas 2 et 3 existants)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2022 (art. 22)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	52	- § 2 (remplacement)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2022 (art. 60, al. 13)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	35	- § 2, al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	105	- § 1er, 4° (remplacement)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
269/1	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	56	- entier (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 68, al. 8)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	2	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2, 1er tiret (modification) - § 1er, al. 2, 5e tiret (insertion) - § 1er, al. 3 (insertion) - § 2, 1°/1 (insertion) - § 2, 5° (insertion)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du jour de la publication de la présente loi au MB (art. 3)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	70	- entier (abrogation)	- le 01.01.2018 et sont applicables aux dividendes payés ou attribués à partir du 01.01.2018(art. 86, C, al. 6) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
270	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	33	- 3° (remplacement) - 4° (insertion)	- à la date de la publication de cette loi au MB (art. 47, § 15)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	14	- 5° (insertion)	- aux plus-values réalisées à partir du 01.01.1993 (art. 30, § 6)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	8	- 6° (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.1993 (art. 23, § 3)

	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	1	- 1° (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.07.1997 (art. 7)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	43	- 1° (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au MB, c.-à-d. à partir du 01.02.1999 (art. 80, § 26)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	31	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	70	- 7° (insertion)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	8 109 et 110	- le texte actuel devient al. 1er - al 2 (insertion) Mesures transitoires	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
271	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	43	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	48	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date du clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	32	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	170	- al. unique (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2009 (art. 175, al. 4)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	80	- al. unique (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
272	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	15	- al. 2 (insertion)	- aux plus-values réalisées à partir du 01.01.1993 (art. 30, § 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	9	- al. 1er, 1° (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.07.1993 (art. 23, § 3)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	71	- al. 1er, 1° (modification)	- à partir du 01.01.2013 (art. 73, al. 2)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	9	- al. 1er, 1° et 2° (modification - al. 1er, 3° (insertion) - al. 2 (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
273	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	16	- entier (remplacement)	- aux plus-values réalisées à partir du 01.01.1993 (art 30, § 6)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	4	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
274	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	92	- entier (abrogation)	- le 01.01.1993 (art. 101, al. 5)
275	L 02.05.2019	15.05.2019	–	30	- § 3 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)

	L 31.07.2023	23.08.2023	–	29, 1° 29, 2°	- § 1er (modification) - § 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
275 0/1	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	36	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	48	- entier (remplacement)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 25.07.2022 (art. 53, al. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
275[1]	L 03.07.2005	19.07.2005 err. 07.09.2005	3483	25	- entier (insertion)	- aux primes d'équipe et de nuit et aux rémunérations relatives au travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.07.2005 (art. 27)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	29	- nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants)	- aux rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.04.2007 (art. 33)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	26	- al. 4 (remplacement) - nouvel al. 5 (insertion entre al. 4 et al. 5 existants)	- aux rémunérations relatives aux heures prestées comme travail supplémentaire payées ou attribuées à partir du 01.04.2007 (art. 27)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	126	- al. 1er (modification)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2008 (art. 134, al. 7)

	L 27.03.2009	07.04.2009	–	15, 1° et 2° 15, 3° et 4°	- al. 2, 3e tiret (insertion) - al. 6 (modification) - al. 2, 3e tiret (modification) - al. 6 (modification)	- le 01.01.2009 (art. 19, al. 1er) - le 01.01.2010 (art. 19, al. 4)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	4	- al. 2, 3e tiret (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 20.11.2011
	AR 11.12.2013	16.12.2013 (éd. 2)	–	70	- al. 2, 3e tiret (modification) - al. 2, 4e tiret (insertion)	- le 01.01.2014 ou à une date ultérieure fixée par le Roi et au plus tard le 01.04.2014 (art. 81, § 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	52	- nouvel alinéa 7 (insertion entre al. 6 et al. 7 existants)	- le 01.01.2014, à l'exception des dispositions des articles 50 et 52 concernant les travaux immobiliers qui entrent en vigueur à la même date que les articles 6 à 14 de la loi du 08.12.2013 modifiant l'article 30bis de la loi du 27.06.1969 révisant l'arrêté-loi du 28.12.1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et adaptant les dispositions de la loi du 04.08.1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qui concernent la déclaration préalable et l'enregistrement des présences concernant les chantiers temporaires ou mobiles. (art. 55, al. 1er). Les articles 6 à 14 de la loi du 08.12.2013 précitée entrent en vigueur à partir du 01.04.2014 (art. 16, 2°).

	L 10.08.2015	01.09.2015	–	3	- al. 2, 3e tiret (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 4). Art. 1er AR 11.09.2015 (MB 21.09.2015) stipule que cette loi entre en vigueur le 22.06.2015.
	L 16.11.2015	26.11.2015	–	34	- al. 7 (remplacement) - al. 9 (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 1er jour du mois suivant la publication de la présente loi au MB (art. 37, al. 2, 2°)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	10	- al. 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	7	- nouvel alinéa 7 (insertion entre al. 6 et al. 7 existants) - al. 12 (insertion)	- le 01.01.2019 (art. 8)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	4	- al. 2, 3e tiret (remplacement) - al. 2, 4e tiret (remplacement)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2017 (art. 7, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	31	- al. 5 (remplacement)	- aux arrêtés pris à partir du 01.01.2019 (art. 33)
	L 12.12.2021	31.12.2021	–	19	- al. 7 (modifications) - al .12 (abrogation)	- le 01.01.2021 (art. 20)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	30	- al. 8 (remplacement)	- fixée par le Roi au premier jour du deuxième mois qui suit l'approbation préalable de la Commission européenne, et s'applique au travail supplémentaire presté à partir de cette date (art. 31)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	6	- al. 1er (modification) - al. 10 (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 10.04.2022
	L 31.07.2023	05.09.2023	–	7	- al. 7 (modifications)	- le 01.07.2023 (art. 8)

	L 12.05.2024	29.05.2024	–	64 66	- retrait art. 30, LP 27.12.2021 - al. 8 (remplacement)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'applique aux heures supplémentaires prestées à partir de cette date (art. 67)
275[2]	L 20.07.2005	10.08.2005	3472	2	- entier (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.07.2005 (art. 3, al. 1er)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	5	- § 2, 1°, b et 2°, b (modifications)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 20.11.2011
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	11	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	8	- § 2 (modification) - § 4, al. 2, phrase liminaire (modification) - § 4, al. 4 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	49	- § 4, nouvel al. 4 et al. 5 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants) - § 4, al. 3 et al. 4 existants deviennent al. 6 et 7	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 10.12.2022
275[3]	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	106	- entier (insertion)	- applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 113, al. 1er)

	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	109	- al. 3 et 4 (remplacement)	- applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.07.2006 (art. 113, al. 2)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	110	- al. 3, 3° (insertion) - al. 6, 4e tiret (insertion) - al. 8 (insertion)	- applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 113, al. 3)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	30	- texte actuel devient § 1er - § 1er, al. 3, 3° (remplacement) - § 1er, al. 9 (insertion) - § 2 (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 34)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	138, 1°	- § 1er, al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 18.05.2007

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
			–	138, 2°	- § 1er, al. 1er (modification)	- aux indemnités et aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2007 (art. 139, al. 1er)
	L 08.06.2008	16.06.2008 (éd. 2) err. 16.07.2008	–	68	- § 1er, al. 2, la phrase liminaire de l'al. 3 et al. 3, 3° (modifications) - § 1er, al. 8 (abrogation)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.07.2008 (art. 69)

L 24.07.2008	07.08.2008	–	8	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 3, 3° (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 17.08.2008
L 27.03.2009	07.04.2009	–	16	- al. 1er et 2 (modification) - al. 7 (abrogation)	- le 01.01.2009 (art. 19, al. 1)
L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2		13 et 14	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c. -à-d. à partir du 10.01.2010
L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	3, 1°	- § 1er, al. 1er et 2 (modification)	- à partir du 1er jour du mois qui suit la publication au MB, c.-à.d. à partir du 01.07.2013 et au précompte professionnel exigible à partir de ce jour (art. 7, al. 2)
			3, 2° 3, 3° 3, 4°	- § 1er, al 3, 1° (modification) - § 1er, al. 3, 2°, a (modification) - § 1er, al. 3, 3° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c. -à-d. à partir du 08.07.2013

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				3, 5°	- § 3 (insertion)	- le 01.01.2014 (art. 7, al. 3) Par dérogation à l'art. 275[3], § 3, al. 4, du même Code, les projets ou les programmes existants à la date de l'entrée en vigueur de cette disposition ne doivent pas être notifiés jusqu'au 31.12.2014. A partir du 01.01.2015, les projets ou programmes existants doivent remplir toutes les conditions du § 3 (art. 4).
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	11	- § 1er, al. 6, 4ème tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	59	- § 1er, al. 3, 2°, a (modification)	- aux employeurs pour les rémunérations qu'ils paient ou attribuent au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 5)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	71,1° 71, 4° 71, 5°	- § 1er, al. 3, 3° (modification) - § 1er, nouvel al. 9 (al. 6 ancien), 4e tiret (modification) - § 2, phrase liminaire (modification)	- le 01.01.2018 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 et jusqu'au 31.12. 2019 (art. 86, C, al. 7) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
				71, 2° 71, 6° 71, 7° 71, 8°	- § 1 er, nouvel al. 6, 7 et 8. (insertion entre les al. 5 et 6 existants) - § 2, 2° a (remplacement) - § 2, 3° et 4° (insertion) - § 4 (insertion)	- le 01.01.2018 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 86, C; al. 8 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				71, 3°	- § 1 er, nouvel al. 6 (abrogation)	- le 01.01.2020 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2020 (art. 86, C, al. 9) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	12	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	63	- § 1er, al. 8 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (éd. 2)	–	2	- § 1er, al. 6 (rétablissement)	- le 01.01.2020 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2020 (art. 3)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	12	- § 1er, al. 11 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 17)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	37	- § 1er, al. 8 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
275[4]	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	107	- entier (insertion)	- applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 113)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	13	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
275[5]	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	108	- entier (insertion)	- applicable aux primes d'équipe et de nuit payées ou attribuées à partir du 01.01.2006 (art. 113, al. 1er)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	17, C	- § 2, 1° et 2° (remplacement)	- le 01.01.2009 (art. 19, al. 1)
				17, A et B	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 4 (remplacement)	- le 01.06.2009 (art. 19, al. 2)
				17, D	- § 2, 1°, b et 2°, b (modification)	- le 01.01.2010 (art. 19, al. 4)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	5	- § 2, 1°, b et 2°, b (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2011
	AR 11.12.2013	16.12.2013 (éd. 2)	–	71	- § 2, 1°, b (modification) - § 2, 1°, c (insertion) - § 2, 2°, b (modification) - § 2, 2°, c (insertion)	- le 01.01.2014 ou à une date ultérieure fixée par le Roi et au plus tard le 01.04.2014 (art. 81, § 3)
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	53	- § 3 (insertion)	- le 01.01.2014 (art. 55, al. 1er)
	L 15.05.2014	22.05.2014	–	5, A	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.01.2015 (art. 6, al. 1er)
	L 19.12.2014	*29.12.2014 (éd. 2)*	–	*59*	*- la modification faite par art. 5, A L 15.05.2014 est remplaçée*	*- Art. 60 L 19.12.2014 stipule que l'art. 5, A, L 15.05.2014 entre en vigueur à partir du 01.01.2016.*
	L 26.12.2015	*30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016*	–	*134*	*- la modification faite par art. 5, B L 15.05.2014 et modifié par L 19.12.2014 est remplaçée*	*le 01.01.2016 (art. 136)*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.05.2014 *L 19.12.2014*	22.05.2014 *29.12.2014 (éd. 2)*	– –	5, B *60*	- § 1er, al. 1er (modification) *- la modification faite par art. 5, B L 15.05.2014 est remplaçée*	- le 01.01.2017 (art. 6, al. 2) *- Art. 60 L 19.12.2014 abroge l'entrée en vieur de l'art. 5, B, L 15.05.2014*
	L 15.05.2014 *L 26.12.2015*	22.05.2014 *30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016*	– –	5, C *134*	- § 1er, al. 1er (modification) *- la modification faite par art. 5, 6 L 15.05.2014 est remplaçée*	- le 01.01.2019 (art. 6, al. 3) *le 01.01.2016 (art. 136)*
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	59 et 60	Voir L 15.05.2014	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2011
	L 10.08.2015	01.09.2015	–	3	- § 2, 1°, b (modification) - § 2, 2°, b (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 4). Art. 1er AR 11.09.2015 (MB 21.09.2015) stipule que cette loi entre en vigueur le 22.06.2015.
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	97 134	- § 4 (insertion) Voir L 15.05.2014	- le 01.01.2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que la disposition visée dans cet article ne constitue pas d'aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au MB par le ministre des Finances. (art. 101)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- § 4 (retrait)	- à partir du 01.01.2016 (art. 89)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	74	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 3 (modification) - § 1er, al. 4 (modification) - § 5 (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 75)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	14	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	4	- § 4 (insertion) - § 6 (insertion)	- le 01.01.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2019 (art. 5)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	5, 1° à 4°	- § 2, 1, b (remplacement) - § 2, 1, c (remplacement) - § 2, 2, b (remplacement) - § 2, 2, c (remplacement)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2017 (art. 7, al. 1er)
				5, 5° à 9°	- § 3, al. 1er (modification) - § 5, al. 1er, 1er tiret (modification) - § 5, al. 1er, 3e tiret (insertion) - § 5, al. 2 (remplacement) - § 5, al. 7 (remplacement)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2018 (art. 7, al. 2)
				5, 10° et 11°	- § 5, al. 7 (modification) - § 5, nouvel al. 8 et al. 9 (insertion entre l'al. 7 et al. 8 existants)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2019
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	16	- § 2, 2°, phrase liminaire (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	10	- § 1 (remplacement) - § 2 (remplacement) - § 3, al. 2 (modification) - § 3, al. 3 (insertion) - § 4, al. 6 (remplacement) - § 4, al. 8 (insertion) - § 5, al. 1er, 2e tiret (modification) - § 5, al. 6 (remplacement) - § 5, al. 11 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 11)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	50	- § 5, al. 1er, phrase liminaire (remplacement) - § 5, al. 3 (modification) - § 5, al. 4 (modification) - § 5, nouvel al. 6 (insertion entre l'al. 5 et al. 6 existants) - § 5, nouvel al. 11 (al. 10 ancien) (abrogation)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	30	- § 1er, al. 8 (modification) - § 2, al. 7 (modification) - § 4, al. 6 (modification) - § 5, al. 6 (modification)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au MB c.-à-d. à partir du 01.01.2023 (art. 46, al. 6)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	54	- § 2, al. 8 (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	68	- § 1er/1 (insertion) - § 3/1 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.01.2021 (art. 70)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
275[6]	L 04.05.2007	15.05.2007	–	5	- entier (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	171	- al. 7 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2008 (art. 175, al. 2)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	64	- al. 1er et 2 (modification) - al. 3 (modification) - al. 4 (remplacement)	- le 01.07.2010 (art. 70)
	L 28.04.2011	13.05.2011	–	2	- al. 2 (modification) - al. 3 (remplacement)	- le 01.07.2010 (art. 3)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	15	- al. 1er et al. 7 (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	LP 27.12.2021	31.12.2021	–	2	- al. 1er (modifications) - al. 2 (modification) - nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et 4 existants) - al. 6 (abrogation)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2022 (art. 12, al. 2)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	13	- al. 8 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 17)
275[7]	L 17.05.2007	19.06.2007	–	28	- entier (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.10.2007 (art. 29)
	L 27.03.2009	07.04.2009	–	18, 1°	- al. 2, 3e tiret (insertion)	- le 01.01.2009 (art. 19, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				18, 2° 18, 3° 18, 4° à 6°	- al. 3 (modification) - al. 4 (insertion entre al. 3 et 4 existants) - al. 2, 3e tiret (modification) - al. 3 et 4 (modification)	- le 01.06.2009 (art. 19, al. 2) - le 01.01.2010 (art. 19, al. 4)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	6	- al. 2, 3e tiret (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2011
	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	50	- nouvel al. 4 (insertion entre l'al. 3 et al. 4 existants)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2014 (art. 51, al. 3) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
	AR 11.12.2013	16.12.2013 (éd. 2)	–	72	- al. 2, 3e tiret (modification) - al. 2, 4e tiret (insertion)	- le 01.01.2014 ou à une date ultérieure fixée par le Roi et au plus tard le 01.04.2014 (art. 81, § 3)
	L 10.08.2015	01.09.2015	–	3	- al. 2, 3e tiret (modification)	- à la date fixée par le Roi (art. 4). Art. 1er AR 11.09.2015 (MB 21.09.2015) stipule que cette loi entre en vigueur le 22.06.2015.
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	60	- al. 4 (modification)	- aux employeurs pour les rémunérations qu'ils paient ou attribuent au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 5)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	137	- entier (remplacement)	- au 01.04.2016 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.04.2016 (art. 138)

	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	79	- al. 2, b (modification) - al. 3, b (remplacement)	- sur les rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.04.2016 (art. 80)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	16	- al. 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	64	- al. 2, a (modification) - al. 3, b, 2° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	6	- al. 2, b (remplacement)	- sur les rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.04.2016 (art. 7, al. 3)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	82	- al. 2, a (modification) - al. 3, b, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	38	- phrase liminaire de l'al. 2, a (modification) - al. 3, b, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
275[8]	L 17.05.2007	19.06.2007	–	30	- entier (insertion)	- le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de cet article (art. 31)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	127	- entier (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009
	L 15.05.2014	22.05.2014	–		- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.06.2014

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.03.2015	02.04.2015	–	4, a et b 4, c 4, d 4, e 4, f , h et i 4, g 4, j 4, k 5, a 5, b 5, c 5, d 5, e 5, f 5, g 5, h	- § 1er, al. 1er (modifications) - § 1er, nouvel al. 3 (insertion entre l'al. 2 et al. 3 existants) - § 1er, nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 1er, nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (modification) - § 1er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modifications) - § 1er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 1er, nouvel al. 6 (al. 5 ancien) (remplacement) - § 1er, al. 7 (insertion) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 5 (modification) - § 2, al. 6, 1er tiret (modification) - § 2, al. 6, 2ème tiret (modification) - § 2, al. 6, 3ème tiret (modification) - § 2, al. 6, 4ème tiret (modification) - § 2, al. 6, 5ème tiret (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 15)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				6, a 6, b 6, c 6, d 6, e 7, a et b 7, c 7, d 7, e et f 7, g 7, h 7, i	- § 3, nouvel al. 4 (insertion entre l'al. 3 et al. 4 existants) - § 3, nouvel al. 5 (al. 4 ancien), 1er et 2ème tiret (abrogation) - § 3, nouvel al. 5 (al. 4 ancien), 3ème tiret (modification) - § 3, nouvel al. 5 (al. 4 ancien), 4ème tiret (remplacement) - § 3, nouvel al. 5 (al. 4 ancien), 5ème, 6ème et 7ème tiret (abrogation) - § 4, al. 1er (modifications) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte neerlandais) - § 4, al. 2 (modifications) - § 4, al. 3 (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 4 (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 5 (modification)	

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				8, a, b et c 8, d 8, e 8, f	- § 5, al. 1er (modifications) - § 5, nouvel al. 2 (insertion entre l'al. 1er et al. 2 existants) - § 5, nouvel al. 3 (al. 2 ancien) (modification) - § 5, al. 4 et al. 5 (insertion)	
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	12	- § 1, al. 4 et al. 5 (modification) - § 2, al. 6 (modification)) - § 3, al. 1er (modification) - § 4, al. 1er et al. 2 (modification) - § 4, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 5, al. 1er (modification) - § 5, al. 5 (abrogation)	- à partir du 01.05.2015 (art. 15, § 1er)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	61	- § 2, al. 2 (modification)	- aux employeurs qui ont remis un formulaire au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 30.07.2018	10.08.2018	–	6, a 6, b 6, c 6, d 6, e, f et g 6, j 6, k 6, l 6, m 6, n 6, o et p 6, q 6, r 6, s 6, t 6, u, v et w 6, x 6, y 6, z 6, z/1	- § 1er, al. 2 (modification) - § 1er, al. 3 (modification) - § 1er, nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4) - § 1er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modification) - § 1er, nouvel al. 6 (al. 5 ancien) (modifications) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification) - § 2, al. 4 (remplacement) - § 2, nouvel al. 5 et 6 (insertion entre les al. 4 et al. 5) - § 2, nouvel al. 7 (al. 5 ancien) (modifications) - § 4, al. 1er (modification) - § 4, al. 2 (remplacement) - § 4, al. 4 (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 4, al. 4 (modification) - § 5, al. 1er (modifications) - § 5, nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2) - § 5, nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et 5) - § 5, nouvel al. 5 (al. 3 ancien)(modification) - § 5, nouvel al. 6 (al. 4 ancien) (remplacement)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge et sont applicables aux investissements pour lesquels un formulaire est remis à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, c.-à-d. à partir du 01.09.2018 (art. 8, al. 3) 493

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				6, i	- § 1er, al. 9 (insertion)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au MB et sont applicables aux demandes d'assimilation qui ont été faites suivant la procédure déterminée par le Roi à partir de la date de l'entrée en vigueur des présentes dispositions (art. 8, al. 2)
				6, h	- § 1er, nouvel al. 8 (al. 7 ancien) (modification)	- le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de cet article (art. 8, al. 1er) Art. 6 AR 13.04.2019 (MB 09.05.2019) stipule que cet article entre en vigueur le 10e jour qui suit le jour de la publication du arrêté au MB c.-à-d. à partir du 19.05.2019.
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	17	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
				96	- § 2, al. 1er (remplacement - § 2, al. 2 à 7 (abrogation) - § 2, al. 8 qui devient al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	65	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification) - § 2, al. 8, 4e tiret (modification) - § 3, al. 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	AR 03.10.2019	30.10.2019	–	5	- § 3, al. 2, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	14	- § 6 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 17)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 18.04.2022	01.06.2022 éd. 2	–	5, a 5, b 5, c	- § 2, al. 8, 1er tiret (modification) - § 2, al. 8, 2e tiret (modification) Texte al. 8 n'existe plus voir art. 96 L 11.02.2019 - § 3, al. 2, 2e tiret (modification) Idem art. 5 AR 03.10.2019	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.06.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	65	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
275[9]	L 15.05.2014	22.05.2014	–	19	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.06.2014
	L 24.03.2015	02.04.2015	–	9, a et b 9, c 9, d 9, e 9, f, h et i 9, g 9, j 9, k	- § 1er, al. 1 er (modifications) - § 1er, nouvel al. 3 (insertion entre l'al. 2 et al. 3 existants) - § 1er, nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 1er, nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (modification) - § 1er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modifications) - § 1er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modification) (concerne uniquement le texte français) - § 1er, nouvel al. 6 (al. 5 ancien) (remplacement) - § 1er, al. 7 et al. 8 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 15)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				10, a 10, b 10, c 11, a 11, b 11, c 11, d en e	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (insertion) - § 3, nouvel al. 2 (insertion entre l'al. 1er et al. 2 existants) - § 3, nouvel al. 3 (al. 2 ancien) (modification) - § 3, nouveaux al. 4 et al. 5 (insertion entre les nouveaux al. 3 (al. 2 ancien) et al. 6 (al. 3 ancien) existants) - § 3, nouvel al. 6 (al. 3 ancien) (modifications)	
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	13	- § 1er, al. 4 (modification) - § 1er, al. 5 (modification) - § 3, al. 1er (modification)	- à partir du 01.05.2015 (art. 15, § 1er)

	L 30.07.2018	10.08.2018	–	7, a 7, b 7, c 7, d 7, e f en g 7, j 7, k 7, l	- § 1er, al. 2 (modification) - § 1 er, al. 3 (modification) - § 1 er, nouvel al. 4 (insertion entre les al. 3 et 4) - § 1 er, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modification) - § 1 er, nouvel al. 6 (al. 5 ancien) (modifications) - § 2, al. 1 er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 3, al. 5 (remplacement)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au Moniteur belge et sont applicables aux investissements pour lesquels un formulaire est remis à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, c.-à-d. à partir du 01.09.2018 (art. 8, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				7, h	- § 1 er, nouvel al. 9 (al. 8 ancien) (modification)	- le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de cet article (art. 8, al. 1er) Art. 6 AR 13.04.2019 (MB 09.05.2019) stipule que cet article entre en vigueur le 10e jour qui suit le jour de la publication du arrêté au MB c.-à-d. à partir du 19.05.2019.
				7, i	- § 1 er, nouvel al. 10 (insertion)	- le premier jour du mois suivant le mois de la publication de la présente loi au MB et sont applicables aux demandes d'assimilation qui ont été faites suivant la procédure déterminée par le Roi à partir de la date de l'entrée en vigueur des présentes dispositions (art. 8, al. 2)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	18	- § 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)

				97	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	66	- § 1er, al. 8 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	83	- § 2, al. 2 (modifications) - § 2, al. 3 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	15	- § 4 (insertion)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 17)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	66	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
$275^{9/1}$	L 26.12.2022	13.01.2023	–	9	- entier (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.08.2021 (art. 10, al. 2)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	30, 1° 30, 2° 30, 3° 30, 4°	- § 3 (modification) - § 4, al. 2, 3e tiret (modification) - § 4, al. 2, 4e tiret (modification) - § 4, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	55	- § 2, al. 2, 2e tiret (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024

	L 12.05.2024	29.05.2024	–	71	- § 2, al. 1er, 2e tiret (modification) - § 4, al. 1er (modification) - § 4, al. 3 (modification) - § 4, al. 4 (modification) - § 4, al. 6 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.06.2024
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	7	- § 4, al. 4 (modification) - § 4, al. 5 (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
275[10]	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	58	- entier (insertion)	- aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2015 (art. 59)
	L 18.12.2015	30.12.2015	–	62	- al. 2, 2° (modification) - al. 4 (remplacement)	- aux employeurs pour les rémunérations qu'ils paient ou attribuent au cours d'une période imposable commençant à partir du 01.01.2016 (art. 63, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	109	- al. 2, 3° (modification) - al. 3 (modification)	- le 01.08.2015 (art. 110)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	19	- al. 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	67	- al. 2, 2° (modification) - al. 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	AR 03.10.2019	30.10.2019	–	6	- al. 5, 1er et 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	84	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	16	- nouvel al. 6 (insertion entre les al. 5 et 6 existants)	- aux rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir du 01.04.2022 (art. 17)
	AR 18.04.2022	01.06.2022 éd. 2	–	6, a 6, b	- al. 5, 1er et 2e tiret (modification) Idem art. 6 AR 03.10.2019	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.06.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	39	- al. 2, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
275[11]	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	21	- entier (insertion)	- le 01.07.2018 et est d'application pour les contrats de travail conclus à partir du 01.07.2018 (art. 22)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	20	- al. 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)
	L 23.03.2019	05.04.2019 (éd. 2)	–	11	- al. 1er et al. 2 (modification)	- aux suppléments payés ou attribués à partir du 01.01.2019 (art. 12)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	56	- al. 3 (modification)	- applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.08.2023 (art. 59, al. 9)
275[12]	L 20.12.2020	30.12.2020	–	13	- entier (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 14)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	85	- § 1, al. 2 (remplacement)	- le 01.01.2021 (art. 96, al. 18)

	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	56	- § 2, al. 1er (modifications) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (modification) - § 2, al. 4 (modification) - § 2, al. 5 (remplacement) - § 3, al. 1er, 3e tiret (abrogation) - § 3, nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et 2 existants) - § 3, al. 3 nouveau (ancien al. 2) (modification) - § 3, al. 4 nouveau (ancien al. 3) (modification) - § 4, al. 3 (modification)(concerne uniquement le texte néerlandais) - § 6, al. unique (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais	- le 01.01.2022 et est applicable sur les rémunérations qui sont payées ou attribuées à partir de cette date (art. 60, al. 14)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	40	- § 2, al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	51	- § 2, al. 3 (modification) - § 3, al. 2 (modification) - § 4, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	31	- § 3, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023

275[13]	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	17	- entier (insertion)	- s'applique aux heures prestées en tant que travailleur occasionnel dans la fruiticulture ou la culture maraîchère à partir du 01.01.2024 (art. 18)
276	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	14	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	30	- al. unique (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	85	- al. unique (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	56 112	- al. 2 (insertion) - al. 1er (modification) - al. 3 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts attribués à partir de 2015 et pour autant que lesdits subsides soient notifiés au plus tôt le 01.01.2008 (art. 58, al. 3) - à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 113, al. 1er)
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	2	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 3)
277	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	10	- al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	21	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	407	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
278	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	11	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)

280	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	44	- al. 1er (modification) - al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 04.07.2004	07.09.2004	3365	4	- al. 3 (insertion) **L'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 7/2006 du 18 janvier 2006, (MB du 01.02.2006) annule l'article 4 précité, ainsi que son entrée en vigueur, sauf lorsque le certificat immobilier a été cédé, avant son échéance, par un contribuable pour lequel le précompte mobilier est libératoire à un contribuable pour lequel tel n'est pas le cas.**	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date de publication de la présente loi au Moniteur belge (art. 5, al. 3)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	59	- al. 4 (insertion)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)
281	L 10.03.1999	14.04.1999 (éd. 2)	2680	59	- al. 2 (insertion)	- aux actions ou parts prêtées à partir de la publication au MB (art. 61)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	60	- al. 2 (abrogation)	- aux prêts d'actions ou parts conclus à partir de la publication au MB (art. 74, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.01.2019	22.01.2019	–	4	- al. unique (modification)	- le jour de sa publication au MB (art. 6)
281/1	L 11.01.2019	22.01.2019	–	5	- entier (insertion)	- le jour de sa publication au MB (art. 6)

282	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	17	- al. 2 (insertion)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er)
283	L 30.01.1996	30.03.1996	2447	10, 4°	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1996 (art. 11, al. 1er) L'art. 283 est également applicable aux impôts relatifs à des ex. d'imp. antérieurs qui font l'objet soit d'une réclamation introduite dans les formes et délais visés à l'art. 371 du CIR 92, soit d'un recours en appel ou en cassation, sur lesquels, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, il n'a pas encore été statué
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	61	- entier (insertion)	- aux revenus des instruments financiers qui font l'objet de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 7)
284	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	45	- al. unique, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	81	- al. unique, 1° (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
284/1	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	31	- entier (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)

	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	86	- entier (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
285	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	46	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	82	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
286	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	11	- al. unique (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur du présent article (art. 15, § 1er). Art. 1er AR du 27.06.2005 fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17.05.2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (MB 29.06.2005, éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 11 est applicable aux intérêts payés ou attribués, qui sont courus à partir du 01.07.2005 (art. 1er).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	92	- al. 2 à 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 aux revenus de brevets visés à l'article 205^2 du CIR 92, et relatifs aux brevets au sens de l'article 205^2, § 2 du même Code, qui n'ont pas été utilisés par la société, un preneur de licence ou des entreprises liées pour la vente de biens ou de services à des tiers indépendants avant le 01.01.2007 (art. 93)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	32	-al. 1er (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	87	- al. 1er (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	9	- al. 2 et al. 3 (modification)	- le 01.07.2016 (art. 11)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	14	- al. 2 et al. 3 (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	41	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	123	- al. 2 (modification) - al. 3 (modifications)	- aux périodes imposables clôturées à partir du 31.12.2023 (art. 124, al. 4)
287	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	12	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
288	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	47	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
289	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	48	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	62	- al. 2 (insertion)	- aux revenus des instruments financiers qui font l'objet de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 7)
	L 25.04.2006	28.04.2006 (éd. 2)	3548	11	- al. 2 (modification)	- aux revenus des instruments financiers qui font l'objet de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers qui sont conclus à partir du 01.02.2005 (art. 14, al. 6)
289/1	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	28	- entier (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)
289bis	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	15	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	46	- al. 5 (insertion)	- pour les ex. d'imp. 1997 à 1999 (art. 46)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	28	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er et al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al 1er et al. 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	48	- § 1er, dernier al. (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	15	- § 2 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	20, 1° 20, 2°	- § 1er, la phrase liminaire de l'al. 1er (remplacement) - § 1er, 5° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 23, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	83	- § 1er, la phrase liminaire de l'al. 1er (remplacement) - § 1er, al. 5, 1er tiret (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 90, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	127	- § 1er, nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et al. 2 existants) - § 2 (insertion - rétabli)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
289ter	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	49	- entier (insertion) - § 2, al. 2, 1°, 2°, 3° et al. 4 (modification) - § 2, al. 2, 1°, 2°, 3° et al 4 (modification) - § 1er, al. 4 (modification)	- A : à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3) - B : à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 65, al. 4) - C : à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5) - D : à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	33	- § 1er , al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	35	- § 2, al. 2, 1°, 2°, 3° et al. 4 (modification) - § 2, al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 37, § 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2)	3402	140	- § 1er , al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 141)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 20.03.2006 (éd. 2)	3516	99	- § 1er, al. 2, 2°, 1er tiret (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 100)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	5	- § 2 , al. 5 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
				21	- § 2/1 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 23, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	84	- § 2/1 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 90, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	8	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	2	- §1er, al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 3)
	L 18.12.2016	30.12.2016	–	11	- §1er, al. 2, 5° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 12, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	128	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
289ter/1	L 19.06.2011	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	4	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 7, al. 4)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	6, 1° 6, 2°	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 7, al. 1er)
	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 2	–	54	- al. 2 (modification)	- le 01.04.2014 (art. 55, al. 2)
	L 15.05.2014	22.05.2014	–	9, A	- al. 3 (modification)	- le 01.04.2014 (art. 10, al. 1er)
				9, B	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification)	- le 01.01.2015 (art. 10, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	61	- les modifications faites par art. 9, B, L 15.05.2014 sont remplaçées	- Art. 62 L 19.12.2014 stipule que l'art. 9, B, L 15.05.2014 entre en vigueur à partir du 01.01.2016.
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	84, 1°	- les modifications faites par art. 9, B L 15.05.2014 et 61 L 19.12.2014 sont remplaçées	Art. 85, 1° L 10.08.2015 2014 stipule que l'art. 9, B, L 15.05.2014 entre en vigueur à partir du 01.08.2015.
	L 15.05.2014	22.05.2014	–	9, C	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification)	- le 01.01.2017 (art. 10, al. 3)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	61	- les modifications faites par art. 9, C, L 15.05.2014 sont abrogées	- Art. 62 L 19.12.2014 abroge l'entrée en vigueur de l'art. 9, C, L 15.05.2014
	I 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	84, 2°	- les modifications faites par art. 9, C L 15.05.2014, abrogées par art. 61 L 19.12.2014, sont rétablies	- à partir du 01.01.2016 (art. 85, 2°)

ART. CIR	DATE L, OU	DATE MB	R	ART. L, OU	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

92	AR			AR		
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.05.2014	22.05.2014	–	9, D	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification)	- le 01.01.2019 (art. 10, al. 4)
	W 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	84, 3°	- les modifications faites par art. 9, D, L 15.05.2014 sont remplaçées	- à partir du 01.01.2019 (art. 10, al. 4 L 15.05.2014)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	9	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	129	- al. 1er et al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	L 12.12.2021	31.12.2021	–	21, 1°	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 22, al. 1er)
				21, 2°	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 22, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	50	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 71, al. 11)
				51	- abrogation de l'art. 21, 2° et 22, al 2, L 12.12.2021	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	31	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 46, al. 5)
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	32, 1°	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
				32, 2°	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32, al. 2)
				32, 3°	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 32, al. 3)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	19, 1°	- al. 2 (remplacement)	- applicable aux réductions de cotisations personnelles de sécurité sociale accordées à partir du 01.04.2024 (art. 20, al. 1er)
				19, 2°	- al. 3 (modification)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 20, al. 2)
				19, 3°	- al. 3 (modification)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2026 (art. 20, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
289quater	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	124	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	152	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 155)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	72	- al. 2 (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	18	- al. 4 (insertion)	- aux périodes imposables qui sont clôturées partir du 01.04.2022 (art. 19)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	14	- al. 1er (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
289 quinquies	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	125	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)

	L 12.05.2024	29.05.2024	–	15	- al. unique (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
289sexies	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	126	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	16	- al. 1er (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)
289septies	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	127	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
289octies	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	128	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
289novies	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	129	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	17	- al. unique (modification)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)

289decies	L 12.05.2024	29.05.2024	–	25	- entier (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 28, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
290	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	13	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	22	- al. unique, 1° et 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 29, § 1er, 1°)
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	17	- al. unique, 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	29	- al. unique, 2° (remplacement) - al. unique, 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 48, § 9)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	50	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	408	- 1° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 19.06.2011	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	5	- 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 7, al. 4)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	85	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 90, al. 2) - Cet art. s'applique également aux excédents de crédit d'impôt visés à l'art. 289bis, § 1er, CIR 92 qui ont été reportés sur l'ex. d'imp. 2015 en vertu de l'art. 291, al. 2 et 3, du même Code tels qu'ils existaient avant d'être abrogés par l'art. 86 de la présente loi (art. 90, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	55	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 57, al. 2)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	37	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	98	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	32	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	15	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	16	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
291	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	18	- al. 2 et al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	30	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 48, § 9)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	51	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)

					- al. 2 et al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	86	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 90, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
292	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	14	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	31	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	73	- al. 3 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2017	–	34	**- entier (remplacement art. 73 L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
292/1	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	30	- entier (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32)
292bis	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	19	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2) Toute modification apportée à partir du 17.10.1995 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 28, al. 6)

	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	32	- al. 1er (modification) - nouvel al. 3 (insertion entre l'al. 2 et al. 3 existants) - al. 4 (al. 3 existant) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)
	L 16.07.2001	20.07.2001	2946	15	- al. 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 16, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	16	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	130	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	288	- § 1er, al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 289, al. 5)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	31	- § 3 (abrogation)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	153	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 155)

	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	10	- § 1er, al. 3 (modification)	- à partir de l’ex. d’imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 19.12.2023	28.12.2023	–	71	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 1er, al. 2 (modification) - § 1er, al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2025 (art. 72, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
292ter	L 12.05.2024	29.05.2024	–	26	- entier (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d’imp. 2025 (art. 28, al. 3)
294	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	44	- al. 1er, al. 2 et al. 3 (modification)	- à partir du 02.01.1995 (art. 80, § 20)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	72	- al. 2 (modification)	- à partir de l’ex. d’imp. 2013 (art. 73, al. 1er)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	87	- al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre l' al 2 et al. 3 existants) - al. 6 (ancien al. 5) (modification)	- à partir de l’ex. d’imp. 2014 (art. 90, al. 1er)
				88	- nouvel al. 2 (insertion entre l' al 1er et al. 2 existants)	- à partir de l’ex. d’imp. 2015 (art. 90, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	56	- al. 2 (modifications)	- à partir de l’ex. d’imp. 2016 (art. 57, al. 2)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	66	- Art. 87, 3°L 10.08.2015 (retrait)	- à partir de l’ex. d’imp. 2014
				57	- al. 6 (modification)	- à partir de l’ex. d’imp 2014 (art. 68, al. 9)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	38	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 39)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	99	- al. 2, 2°, 1er et 2e tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 07.04.2019	19.04.2019 (éd. 2)	–	33	- al. 2, 2°, 1er et 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.04.2019
	L 23.06.2020	01.07.2020	–	16	- al. 2, 2°, 1er et 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.07.2020 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 15.05.2020, reste sans effet pour l'application des dispositions qui sont introduites dans le Code des impôts sur les revenus 1992 par le présent chapitre et de l'article 26 de la présente loi (art. 27).
	L 31.07.2023	23.08.2023	–	17	- al. 2, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.09.2023
296	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	20	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	400	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2003
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	89	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 90, al. 2)

297	L 07.04.1995	16.06.1995	2408	3	- al. 2 (insertion)	- le 01.01.1996 (art. 4)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	5	- al. 1er (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
298	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	6	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 05.12.2001	08.01.2002	3003	2	- entier (remplacement)	- le premier jour du deuxième mois après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.03.2002 (art. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	17	- § 2, al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.08.2006
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	65	- § 2 , al. 3 (modification) - § 2, al. 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	3	- § 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 20.02.2017	15.03.2017	–	2	- § 2 , al. 2, 3 et 4 (remplacement)	- le premier jour du deuxième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le lendemain de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 01.05.2017 (art. 3)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	30	- § 2 (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

299	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	24	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	4	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
300	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	65	- § 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	31	- entier (remplacement)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
301	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	49	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	37	- al. 1er (remplacement)	- à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 4)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	5	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	120	- entier (remplacement)	- le 01.04.2022 (art. 122)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	86	- retrait art. 120 L 21.01.2022	- le jour de l'entree en vigueur originale
				87	- entier (remplacement)	- le 01.01.2024 (art. 89, al. 1er) Le roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er (art. 89, al. 2)

	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	39	- entrée en vigueur (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
302	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	25	- al. 2 et 3 (insertion)	- aux avertissements-extraits de rôle relatifs à l'ex. d'imp. 2013 et suivants (art. 36, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	4	~~- entier (abrogation)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	86	- al. 2 (modification)	- le Roi détermine l'entrée en vigueur (art. 96, al. 19)
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	32	- al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	8	- entier (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
303	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 6°	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
304	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	50	- § 1er, al. 3 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)

	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	38, 1°	- § 2, nouvel al. 3 (insertion entre l' al 2 et al. 3 existants)	- art. 38, 1° : pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997 (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				2°	- § 2, nouvel al. 4 et al. 5 (remplacement de l'al. 3 existant)	- art. 38, 2° : à partir du 01.01.1997. Par dérogation à ce qui précède, l'art. 38, 2°, entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 1997 dans la mesure où il se rapporte, dans le chef des contribuables soumis à l'impôt des non-résidents, conformément à l'art. 233 CIR 92, à l'excédent de précompte professionnel visé aux articles 270 à 272 CIR 92 (art. 49, al. 4)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	7	- § 1er, al. 1er et al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	33	- § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 48, § 1er)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- § 1er , al. 1er, al. 3 et al. 4 - § 2, al. 1er, al. 2, al. 3 et al. 5 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er, al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	52	- § 2, al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	66	- § 1er, al. 3 (modification) - § 2, al. 1er(remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 19.06.2011	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	6	- § 2, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 7, al. 4)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	12	- § 2, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 22, al. 6)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	91	- § 2, al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 93, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	58	- § 2, al. 2 (modification)	- en ce qui concerne l'exception de la cotisation distincte visée à l'article 219quater du CIR 92, est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 68, al. 10)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	68	- nouvel al. 8 (insertion entre les al. 7 et al. 8 existants) - nouvel al. 10 (insertion entre les al. 9 (nouvel) et al. 10 (nouvel) existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	69	- § 2, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
304/1	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	117	- entier (insertion)	- le 01.01.2022 (art. 118)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
304bis	L 22.05.2001	09.06.2001	2937	30	- entier (insertion)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions (art. 42). Art. 2 AR 19.12.2001 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 22.05.2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés (MB 29.12.2001, (éd. 2), stipule que cet art. entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2002
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	77	- al. 2 (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 78)
304ter	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	–	~~6~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	10	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304quater	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~7~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
304 quinquies	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	11	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~8~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	12	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304sexies	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~9~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	13	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304septies	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~10~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	14	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304octies	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~11~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	15	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304nonies	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~12~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	16	- entier (insertion)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
304decies	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~13~~	~~- entier (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
305	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	156	- al. 3 (remplacement)	- le jour de la publication au MB (art. 158)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	172	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 08.06.2009	18.06.2009	–	2	- al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 7)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	26	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 36, al. 2)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	6	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	68	- al. 3 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~14~~	~~- nouvel al. 2 et 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	17	- al. 1er (modification) - al. 2, 3 et 4 (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
306	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	17	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1993
	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	1	- texte existant devient § 1er, al. 1er - § 1er, al. 2 et §§ 2 à 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)
	L 29.12.2010	31.12.2010 (éd. 3)	–	27	- § 2, al. 1er et al. 2 (modification) - § 3, al. 1er et al. 2 (modification) - § 4, al. 1er et al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 31)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	7	- § 1er, al. 2 (modification) - §§ 2 et 3 (modifications) (concerne uniquement le texte français)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~15~~	~~- § 3, al. 1er et 2 (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	18	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification) - § 3, al. 1er (remplacement) - § 3, al. 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
307	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	15	- § 3, al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 23, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	39	- § 1er, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 49, al. 6)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	8	- § 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	53	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er)
	L 08.06.2009	18.06.2009	–	3	- § 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 7)
	L 23.12.2009	30.12.2009	–	134	- § 1er, al. 3 à 6 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 pour les paiements effectués à partir du 01.01.2010 (art 136)
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	151, 1° 151, 2°	- § 1er, al. 2, dernière phrase (remplacement) - § 2, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex d'imp. 2012 (art. 153, al. 1er) - Par dérogation à l'al. 1er, l'art. 307, § 1er, al. 2, du CIR 92, tel qu'il a été modifié par l'art. 151 de la présente loi, n'entre en vigueur qu'à partir de l'ex. d'imp. 2013, en ce qui concerne la confirmation dans la déclaration que les numéros de comptes étrangers dont l'existence est mentionnée dans la déclaration pour l'ex. d'imp. 2012, sont communiqués au point de contact central (art. 153, al. 2). Art. 37 de la loi du 17.06.2013 portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable (MB 28.06.2013, err. 05.07.2013 et 05.08.2013) modifie cette dérogation comme suit:

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- Par dérogation à l'al. 1er, l'art. 307, § 1er, al. 2, du CIR 92, tel qu'il a été modifié par l'art. 151 de la présente loi, n'entre en vigueur qu'à partir de **l'ex. d'imp. 2014**, en ce qui concerne la confirmation dans la déclaration que les numéros de comptes étrangers dont l'existence est mentionnée dans la déclaration **pour les ex. d'imp. 2012 et 2013**, sont communiqués au point de contact central
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	101	- § 1er, nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 103, al. 1er)
	L 30.07.2013	01.08.2013 (éd. 2)	–	36	- § 1er, nouvel al. 4 (insertion entre al. 3 et al. 4 existants) - § 1er, al. 6 et 8 (al. 5 et 7 anciens) (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 37)
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	175	- § 1er, al. 2 (modification) **+ dérogation à l'art. 177**	- le jour de la publication au MB (art. 201, § 1er)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	8	-§ 1er, al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	44	- § 1er, al. 4 (modifications) - § 1er, al. 9 (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2). *Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017).* *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	63	- § 1er, al. 10 (insertion)	- aux prêts conclus à partir du 01.08.2015 (art. 66)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	108	- § 1er, nouvel al. 10 (insertion entre l'al. 9 et 10 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 109)
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	44	- § 1er, phrase liminaire al. 5 (modification) - § 1er, al. 5, a (remplacement) - § 1er, al. 6 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	94 113	- § 1er remplacement par § 1er à §1er/4 - § 1er/1 (modification) - § 1er/5 (insertion)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2) - aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
	L 07.02.2018	09.03.2018	–	16	- § 1er/1, al. 1er, e (insertion) - § 1er/5 (insertion) **doit être § 1er/6** **La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 138/2019 du 17.10.2019 (M.B.05.11.2019; Numac: 2019205042), annule la loi du 07.02.2018 "instaurant une taxe sur les comptes-titres" et maintient les effets des dispositions annulées pour la taxe qui est due pour les périodes de référence se terminant avant le 30 septembre 2019 ou à cette date.**	- le lendemain de la publication au MB (art. 18)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2017	–	37	- **(insertion art. 73/1 dans L 25.12.2017)** - § 1er/2, al. 5, 6 et 7 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2020 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2019 (art. 86, B1) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	69	- § 2/1 (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	17, 1° 17, 2°	- § 1/1, al. 4 (modification) - § 2 (remplacement)	- aux revenus produits ou recueillis à partir du 01.01.2018 (art. 21, al. 1er) - le 01.05.2019 et s'applique au plus tôt à l'introduction des déclarations à l'impôt des personnes physiques relatives à l'ex. d'imp. 2019 (art. 21, al. 3)
	L 20.12.2020	30.12.2020 (ed. 2)	–	10	- § 1er/2, al. 1er, phrase liminaire (modification) - § 1er/2, al. 1er, a (modification) - § 1er/2, al. 1er, c (insertion)	- Le présent chapitre entre en vigueur le 31.12.2020 (art. 11, al. 1er) Art. 10 s'applique aux paiements effectués à partir du 01.01.2021 (art. 11, al. 4)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~16~~	~~- § 2, al. 1er (remplacement)~~ ~~- § 2, nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et 2 existants)~~ ~~- § 2, al. 3 (abrogation)~~ ~~- § 2, al. 4 (modification)~~ ~~- § 2, al. 5 (insertion)~~ ~~- § 4 (remplacement)~~ ~~- § 5 (abrogation)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	31, 1° 31, 2° 31, 3° 38	- § 1er/2, al. 5 (remplacement) - § 1er/2, al. 6 (remplacement) - § 1er/2, al. 7 (abrogation) - § 1er/4 (remplacement)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 32) - applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 43, al. 1er)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	57 84	- § 1er/2, al. 4 (remplacement) - § 2/2 (insertion)	- applicable à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 59, al. 10) - à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 85)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	18	- § 2/2, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2024 (art. 21, al. 3)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	19	- § 2, al. 1er (remplacement) - § 2, al. 2 (modification) - § 2, al. 3 (abrogation) - § 2, al. 4 (modification) - § 2, al. 6 (insertion) - § 4 (modification) - § 5 (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
307bis	AR 27.03.2003	04.04.2003	3141	1	- entier (insertion)	- le 22.05.2003 (art. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	27	- § 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 36, al. 3) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de contribuables une entrée en vigueur antérieure (art. 36, al. 4) Art. 1er de l'AR du 07.02.2014 relatif à l'entrée en vigueur anticipée de l'introduction électronique obligatoire des déclarations à l'impôt des sociétés (MB 14.02.2014) stipule que l'art. 27 de la loi précitée du 17.06.2013 entre en vigueur à partir de l'ex. d'imp. 2014 pour les contribuables soumis à l'impôt des sociétés.
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~17~~	~~- entier (abrogation)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	20	- entier (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
308	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	2	- § 3 (remplacement) - § 4 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	94	- § 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 95)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	173	- § 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)
	L 08.06.2009	18.06.2009	–	4	- § 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 7)
	L 04.05.2010	11.05.2010 err. 28.05.2010 (éd. 2)	–	2	- § 3, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2010 (art. 2)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	53	- § 3, al. 2, 2ème tiret (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2012 (art. 54)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	28	- § 1er, al. 1er (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 36, al. 2)
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	1 et 2	- dérogation art. 308, § 1er	- le 01.03.2020 (art. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~18~~	~~- al. unique du § 1er, qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- § 1er, al. 2 (insertion)~~ ~~- § 3 (remplacement)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	70	- § 1er (remplacement) - § 2 (remplacement) - § 3, al. 1er (remplacement) - § 4 (insertion)	- applicable pour les périodes imposables liées aux exercices d'imposition 2024 et suivants (art. 75)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	21	- § 1er, al. 1er et 2 (remplacement) - § 2 (modification) - § 3 (remplacement) - § 4 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
308/1	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	71	- en tier (insertion)	- applicable pour les périodes imposables liées aux exercices d'imposition 2024 et suivants (art. 75)
309	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	174	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 175, al. 3)

	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	29	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 36, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	72	- al. 2 (abrogation) - al. 3 (modification)	- applicable pour les périodes imposables liées aux exercices d'imposition 2024 et suivants (art. 75)
310	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	157	- al. 2 (remplacement) - al. 3 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 158)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	70	- al. 2 (modifications)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~19~~	~~- entier (remplacement)~~	~~- à partir de l'ex. d'imp. 2021 (art. 220)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	73	- al. 4 (insertion)	- applicable pour les périodes imposables liées aux exercices d'imposition 2024 et suivants (art. 75)
311	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	3	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	9	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	74	- al. 2 et 3 (insertion)	- applicable pour les périodes imposables liées aux exercices d'imposition 2024 et suivants (art. 75)

312	L 28.03.2022	31.03.2022	–	21	- al. 2 et 3 (insertion)	- le 01.04.2022 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.01.2023 (art. 27, al. 1er)
313	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	34	- al. 1, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 47, § 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	51	- phrase liminaire (modification) - al. 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 16.04.1997	23.05.1997	2507	8	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 11, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	45	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 80, § 14)
	L 26.03.1999	01.04.1999 err. 10.11.1999	2676	65	- al. 1er, 5° (remplacement)	- aux revenus alloués ou attribués à partir du 01.01.1999 (art. 66)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	63	- al. 1er (modification)	- L'art. 74, al. 5 qui règle l'entrée en vigueur de l'art. 63, L 15.12.2004 est rapporté à partir du 01.02.2005 (art. 13, 2° et 14, al. 7, L 25.04.2006 portant dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers – MB 28.04.2006, (éd. 2) – R 3548 – Bull. 871) L'art. 13, 1° de la L 25.04.2006 précitée qui modifie l'art. 74 de la L 15.12.2004 précitée, prévoit que l'article 63, L 15.12.2004 est applicable aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir du 01.02.2005 (art. 14, al. 3, L 25.04.2006)
	L 28.07.2011	11.08.2011	–	8	- al. 1er , 4° (modification)	- le 01.01.2011 (art. 12)

	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	33	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	88	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 96, al. 1er)
				89	- entier (remplacement)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	22	- al. 3 (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 23, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	64	- al. 1er, 6°(modifications)	- aux prêts conclus à partir du 01.08.2015 (art. 66)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	83	- al. 1er (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	90	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	14	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	114, 1°	- al. 1er, 6° (modification)	- à partir du 30.12.2016 (art. 116, al. 1er)

				114, 2° 114, 3°	- al. 1er, 6° (modification) - al. 3 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
	L 11.07.2018	20.07.2018 (éd. 2)	–	75	- al. 1er, 1° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.07.2018
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	106	- al. 1er, 4° (remplacement)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
314	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	18	- § 6, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1993
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	52	- texte existant § 3, al. 1er, 2° et 3° devient § 3, al. 1er, 4° et 5° - insertion nouveau § 3, al. 1er, 2° et 3° - § 3, al. 1er, 6° (insertion) - § 6, al. 1er, 1° et 2° et al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	81	- § 1er (remplacement) - § 2 (modification) - § 2, al. 2 (insertion) - phrase liminaire § 3, al. 1er (modification) - § 5 (modification) - phrase liminaire § 6, al. 1er (modification)	- le 01.01.2012 (art. 83, al. 2)

	L 25.04.2014	16.05.2014	–	10	- §§ 2 à 6 (modifications)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
314bis	L 10.08.2005	02.09.2005 (éd. 2)	3479	2	- entier (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 3)
	L 08.06.2009	18.06.2009	–	5	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 7)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~20~~	~~- entier (abrogation)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
315	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	40	- al. 2 (remplacement)	- aux actes de procédure relatifs à l'ex. d'imp. 1997 et aux suivants (art. 49, al. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		186	- al. 3 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 193)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	23	- al. 2, 1° (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 29)

	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	45	- al. 2, 1° (modification) - al. 2, 3° (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				65	- al. 2, 4° (insertion)	Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2). *Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017).* *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*

						- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	95	- al. 2, 1°, 3° et 4° (modification)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	18	- al. 2, 4° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	92	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
315bis	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	53	- entier (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		187	- al. 4 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 193)
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	45	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification) - al. 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	105	- nouvel al. 4 (insertion entre l'al. 3 et al. 4 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	93	- al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	22	- al. 4 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

315ter	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	24	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	–	~~21~~	~~- al. 3 (modifications)~~ ~~- al. 4 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
315quater	L 20.12.2019	30.12.2019	–	14	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
315quinquies	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	36	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
316	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	6	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~22~~	~~- al. unique qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	23	- al. unique (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
317	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	54	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	25	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
318	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	55	- al. 1er et 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	41	- entier (remplacement)	- aux actes de procédure relatifs à l'ex. d'imp. 1997 et aux suivants (art. 49, al. 7)
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	2	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.08.2006
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	26	- al. 1er et 2 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	2	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
319	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	56	- al. 3 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	11	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	11	- al.1er et 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~23~~	~~- al. 4 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
319bis	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	2	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	8	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	7	- al. 2 (modification)	- le 01.07.2011 (art. 11, al. 1er)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	32	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
320	L 09.12.1997	23.01.1998 err. 24.06.1998	2548	2	- § 1er, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.02.1998
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	3	- § 2, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	34	- § 2, al. 3 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
320/1	L 17.03.2019	10.05.2019	–	71	- entier (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
321/1	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	54	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
321/2	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	55	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
321/3	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	56	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	35	- § 3 (insertion)	- pour les périodes de référence se terminant le 31.12.2019 ou plus tard (art. 36)
321/4	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	57	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
321/5	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	58	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
321/6	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	59	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
321/7	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	60	- entier (insertion)	- pour les périodes déclarables de groupes multinationaux ou les exercices comptables commençant à partir du 01.01.2016 (art 64, 2°)
321bis	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	327	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2007. Pour l'application des dispositions fiscales, les organismes de placement collectif auxquels s'appliquent des dispositions transitoires de la loi du 20.07.2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, sont censés, à partir du 01.01.2007, être visés par la disposition conforme à leur statut tel qu'utilisé dans le Code des impôts sur les revenus 1992. (art. 346)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	27	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
321ter	L 25.12.2016	30.12.2016	–	4	- entier (insertion)	- le 01.01.2017 et est applicable aux pensions payées ou attribuées à partir de cette même date (art. 5)

	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	24	- al. 1er (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
321quater	L 20.12.2020	30.12.2020 éd. 2	–	16	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2021 Art. 16 cesse d'être en vigueur le jour où la transposition de la directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal entre en vigueur dans notre droit interne (art. 18, al. 2) - Art. 321quater du CIR 92 tel qu'il a été inséré par l'article 15 (lire 16) de la loi portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes du 20.12.2020 et tel qu'il existait avant d'être remplacé par l'article 4 de la présente loi, continue de produire ses effets jusqu'au 31.03.2023 (art. 17, L 21.12.2022)
	L 21.12.2022	30.12.2022	–	4	- entier (remplacement)	- le 01.01.2023 (art. 18)
321 quinquies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	5	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
321sexies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	6	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
321septies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	7	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)

321octies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	8	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
321novies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	9	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
321decies	L 21.12.2022	30.12.2022	–	10	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
322	L 14.04.2011	06.05.2011	–	55	- texte existant devient § 1er - §§ 2, 3 et 4 (insertion)	- le 01.07.2011 (art. 57)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	17	- § 3, al. 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2012
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	166	- § 3, al. 3 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.04.2012
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	30, 1° 30, 2°	- § 3, al. 1er (modification) - § 3, al. 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 25.04.2014	07.05.2014 (éd. 2)	–	176	- § 5 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 201, § 1er)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	4	- § 1er, al. 2 (modification) - § 2, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	2	- § 3, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.07.2017
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	96	- § 5 (modifications)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	83	- nouvel al. 2 (insertion entre l'al. 1er et 2 existants) - al. 2 (ancien)(modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.2018
	L 08.07.2018	16.07.2018 err. 20.07.2017 éd. 2	–	14	- § 3, al. 1er (remplacement) - § 3, al. 3 et 5 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	30	- § 1er, nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et 2 existants) - § 1er, al. 2 ancien qui devient al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 20.12.2019	30.12.2019	–	15	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 3, 2° (modification)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
	L 20.12.2020	30.12.2020	–	18	- § 3, al. 1er (remplacement)	- le 31.12.2020 (art. 21)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	119	- § 1er, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022

323	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~24~~	~~- al. unique qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	25	- al. unique (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
323/1	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	92	- entier (insertion)	- aux attestations qui doivent être délivrées en ce qui concerne les paiements à partir de l'exercice d'imposition 2017 en vue d'obtenir un avantage fiscal visé aux articles 145^{1}, 2° et 3°, 145^{24}, § 3, 145^{37} à 145^{42}, 145^{46}ter à 145^{46}quinquies, 526, § 2, et 539 du CIR 92 (art. 93)
	L 22.04.2019	08.05.2019	–	19	- § 1er, al. 3 (insertion)	- aux attestions qui sont délivrées en ce qui concerne les paiements à partir de l'ex. d'imp. 2020 en vue d'obtenir une réduction d'impôt visée à l'article 145^{49} du CIR 92 (art. 26, al. 3)

323/2	L 20.12.2020	30.12.2020	–	10	- entier (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au MB et sont applicables aux dépenses pour garde d'enfant faites à partir du 01.01.2021 (art. 12, al. 2)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	26	- § 1er (modification) - § 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
323/3	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	68	- entier (insertion)	- le jour de leur publication au Moniteur belge et s'appliquent aux libéralités réalisées à partir du 01.01.2024 (art. 69)
323bis	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	57	- entier (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	46	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016
323ter	L 20.12.2019	30.12.2019	–	16	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
324	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	58	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)

325	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~25~~	~~- al. 1er (modification)~~ ~~- al. 5 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	27	- al. 1er (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
326	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~26~~	~~- al. 2 (modification)~~ ~~- al. 3 (remplacement)~~ ~~- al. 4 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	28	- al. 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

326/1	L 20.12.2019	30.12.2019	–	3	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
326/2	L 20.12.2019	30.12.2019	–	4	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
326/3	L 20.12.2019	30.12.2019	–	5	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~27~~	~~- § 1er (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
326/4	L 20.12.2019	30.12.2019	–	6	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~28~~	~~- al. unique (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
326/5	L 20.12.2019	30.12.2019	–	7	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
326/6	L 20.12.2019	30.12.2019	–	8	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

326/7	L 20.12.2019	30.12.2019		– 9	- entier (insertion) ***arrêt n° 103/2022 du 15.09.2022 (MB 13.01.2023) de la Cour constitutionnelle annule l'article 326/7, § 3, du CIR 92, inséré par l' article 9 de la loi du 20.12.2019 « transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration», en ce qu'ils prévoient que l'intermédiaire qui est tenu au secret professionnel pénalement sanctionné ne peut pas se prévaloir du secret professionnel en ce qui concerne l'obligation de déclaration périodique relative aux dispositifs commercialisables au sens de l'article 326/4 du CIR 92, de l'article 289bis/4 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, de l'article 146nonies du Code des droits de succession et de l'article 211bis/4 du Code des droits et taxes divers***	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
					arrêt n° 01/2024 du 11.01.2024 de la Cour constitutionnelle annule l'article 326/7, § 1er, alinéa 1er, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'article 9 de la loi du 20 décembre 2019 « transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration », en ce qu'ils imposent à l'avocat agissant en tant qu'intermédiaire une obligation d'information envers un autre intermédiaire qui n'est pas son client.	
326/8	L 20.12.2019	30.12.2019	–	10	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
326/9	L 20.12.2019	30.12.2019	–	11	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
326/10	L 20.12.2019	30.12.2019	–	12	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

326/11	L 20.12.2019	30.12.2019	–	13	- entier (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
327	L 17.06.1991	09.07.1991	2117	243	- § 5 (modification)	- le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi (art. 277)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	36	- § 5 (remplacement)	- à la date où art. 243 de la loi du 17.06.1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit entrent en vigueur conformément à l'art. 277 de la même loi (art. 38, § 2)), c.-à.-d. : - pour l' Office central de Crédit hypothécaire au 01.01.1996 (AR 18.08.1995 – MB 12.09.1995) - pour la Caisse nationale de Crédit professionnel au 01.01.1993 (AR 19.08.1992 – MB 09.09.1992) - pour l'Institut national de crédit agricole au 01.01.1993 (A.R 19.08.1992 – MB 09.09.1992)
	AR 22.12.1995	06.01.1996	2428	4	- § 5 (modification)	- le 01.02.1996 (art. 9)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	9	- § 5 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

L 28.04.1999	25.06.1999	2710	3	- § 4 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.07.1999
L 07.05.1999	30.12.1999	2787	18	- § 6 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 78, al. 1er)
L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	3	- § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.08.2006

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 10.01.2010	01.02.2010	–	51	- § 6 (modification)	- le 01.01.2011 (art. 61, al. 1er) Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'al. 1er pour chacune des dispositions de la présente loi (art. 61, al. 2)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	8	- § 3 (remplacement)	- le 01.07.2011 (art.11, al. 1er)
	L 14.01.2013	31.01.2013 (éd. 2)	–	6	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.02.2013
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	12	- § 1er, al. 3 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	33	- § 1er, al. 1er (modifications) - § 1er, al. 3 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
328	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	59	- al. 3 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
329	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	60	- entier (remplacement)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
331	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	61	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	13	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
332	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	10	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
333	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	11	- al. 2 (modification)	- si les règles de procédure sont modifiées l'art. 11 produit ses effets à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		188	- al. 3 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 193)
	L 24.03.2015	02.04.2015		12	- al. 4 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 15)
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	3	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.07.2017
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	28	- al. 2 (modification) - al. 3 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	87	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	22	- al. 2 (modification)	- le 01.04.2022 (art. 27, al. 2)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	94	- al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre les al. 2 et 3 existants) - nouvel al. 4 (al. 3 ancien) (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
333/1	L 14.04.2011	06.05.2011	–	56	- entier (insertion)	- le 01.07.2011 (art. 57)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	9, 1°	- § 1er, al. 1er (remplacement)	- le 1er jour du mois qui suit celui de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.12.2011 (art. 11, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				9, 2°	- § 1er, al. 3 (insertion) **Annulation de l'art. 9, 2° de la Loi du 7.11.2011 portant des dispositions fiscales et diverses** **par arrêt n° 66/2013 du 16.5.2013 de la Cour Constitutionnelle**	- le 01.07.2011 (art. 11, al. 1er)
				9,3° et 4°	- § 2, 2° et 5° (modification)	- le 01.07.2011 (art. 11, al. 1er)
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	27	- § 1er, al. 3 (remplacement) - § 1er, al. 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2014
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	4	- § 1er, al. 3 et 4 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.07.2017
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~29~~	~~- § 1er , al. 1er (modification)~~ ~~- § 1er, al. 2 (modifications)~~ ~~- § 1er, al. 3 (modifications)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	29	- § 1er , al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
333/2	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	47	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016
333/3	L 25.12.2017	29.12.2017	–	147	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	76	- entier (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
334	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	62	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
334bis	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	63	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.1993 (art. 91, al. 5)
335	L 23.12.2009	30.12.2009	–	153	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2010
336	L 23.12.2009	30.12.2009	–	154	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c. –à-d. à partir du 09.01.2010
337	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	64	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	12	- nouvel al. 3 (insertion entre l'al. 2 et 3 existants) - al. 4 et 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	14	- al. 1er à 4 et al. 6 (modifications)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	148	- nouvel al. 3 (insertion entre les al. 2 et 3 existants) - al. 5 (ancien al. 4) (modification) - al. 6 (ancien al. 5) (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	34	- al. 4 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	107	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	77	- al. 7 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
337/1	L 30.06.2017	07.07.2017	–	5	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.07.2017
338	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	12	- texte actuel devient § 2 - nouveau § 1er (insertion) - § 2 (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur du présent article (art. 15, § 1er).
	L 20.06.2005	24.06.2005 (éd. 3)	3455	4, 2°	- modification de l'entrée en vigueur L 17.05.2004	- L'art. 12 de la loi du 17.05.2004 entre en vigueur à la date de publication au MB de la loi du 20.06.2005, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées au timbre en matière d'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs et des taxes sur les primes d'assurance ; c'est-à-dire le 24.06.2005 (art. 4, 2°).
	L 20.06.2005	24.06.2005 (éd. 3)	3455	2	- entier (remplacement)	- le jour de la publication au MB (art. 8, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	21	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
	L 17.08.2013	05.09.2013	–	3	- entier (remplacement)	- le 01.01.2013 (art. 21)
	L 31.07.2017	11.08.2017 (éd. 2)	–	3	- § 2, 11° (remplacement) - § 2, 16° à 20° (insertion) - § 2, 6/1, 6/2 et 6/3 (insertion) - § 24, al. 3 et 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 21.08.2017
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	84	- § 24/1 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.2018
	L 20.12.2019	30.12.2019	–	17	- § 2, 11°, a) en c) (remplacement) - § 2, 21° (modification) - § 6/4 (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~30~~	~~- § 12 , al. 3 (modification)~~	~~- .le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2022	30.12.2022	–	11	- § 2, 11°, a) et c) (remplacement) - § 2, 22° en 23° (insertion) - § 5/1 (insertion) - § 5/2 (insertion) - § 5, al. 5(modification) - § 5, al. 8 (modification) - § 6, al. 1er (remplacement) - § 6/1, 5°, a) (remplacement) - § 6/1, 6°, b) (remplacement) - § 6/2 (remplacement) - § 6/5 (insertion) - § 9 (remplacement) - § 10 (remplacement) - § 11, al. 3 (modification) - § 11/1 (insertion) - § 11/2 (insertion) - § 17, al. 2, 1° (remplacement) - § 17, al. 5 (remplacement) - § 18, al. 2 (remplacement) - § 23 (remplacement) - § 24/1 (modification)	- le 01.01.2023 (art. 18)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	30	- § 12, al. 3 (modification) - § 21, al. 3 (modification dans le texte néerlandais)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
338bis	L 17.05.2004	27.05.2004 (éd. 2)	3334	13	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date de l'entrée en vigueur de l'article 338bis, § 1er, al. 4 et §§ 2 et 3 (art. 15, § 1er). - Art. 1er de l'AR 12.11.2008 fixant l'entrée en vigueur de l'article 13 de la loi du 17.05.2004 transposant en droit belge la Directive 2003/48/CE du 03.06.2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts et modifiant le CIR 92 en matière de précompte mobilier (MB 20.11.2008 (éd. 2)), stipule que l'art. 13 précité entre en vigueur le 20.11.2008. L'art. 338bis, §1er, alinéas 1er à 3, CIR 92, tel qu'il est inséré par l'art. 13 de la présente loi, entre en vigueur à la première des dates suivantes : (remarque : devient art. 338bis, § 2, al. 1er à al. 3 – art. 4, 3° L 20.06.2005) 1° la date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à partir de laquelle les articles 3 à 6 de la présente loi du 17.05.2004 sont abrogés ; - Art. 1er de l'AR du 27.09.2009 relatif à l'entrée en vigueur de l'art. 338bis, § 2, alinéas 1er à 3 CIR 92 (MB 01.10.2009, éd. 2) stipule que l'art. 338bis, § 2, alinéas 1er à 3 CIR 92 s'applique aux paiements d'intérêts faits ou attribués à dater du 01.01.2010

						2° le 1er janvier de la première période imposable complète qui suit la dernière des dates ci-après :
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						- la date d'entrée en vigueur de l'accord que l'Union européenne, après décision du Conseil statuant à l'unanimité, aura conclu respectivement avec la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre et qui prévoit l'échange d'informations sur demande, tel qu'il est défini dans le modèle de convention de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale publié le 18.04.2002 en ce qui concerne les paiements d'intérêts, tels que définis dans la Directive visée à l'article 2 de la présente loi, effectués par des agents payeurs établis sur le territoire de ces pays à des bénéficiaires effectifs résidant sur le territoire auquel s'applique ladite Directive, ainsi que l'application simultanée par ces pays d'une retenue à la source sur ces paiements au taux défini pour les périodes correspondantes visé à l'art. 11, paragraphe 1, de la même Directive ;

						- la date à laquelle le Conseil convient à l'unanimité que les Etats-Unis d'Amérique s'engagent à échanger des informations sur demande conformément au modèle de convention de l'OCDE en ce qui concerne les paiements d'intérêts, tels que définis dans la Directive visée à l'article 2 de la présente loi, effectués par des agents payeurs établis sur leur territoire à des bénéficiaires effectifs résidant sur le territoire auquel s'applique ladite Directive (art. 15, § 2).
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.06.2005	24.06.2005 (éd. 3)	3455	3, 1° 3, 2° 3, 3° 3, 4° 4, 3°	- nouveau § 1er (insertion) - le texte actuel du §§ 1er , 2 et 3 devient §§ 2, 3 et 4 - nouveau § 3 (modification) - nouveau § 4 (modification) - modification de la phrase liminaire de l' art. 15, § 2 de la loi du 17.05.2004 (entrée en vigueur)	- le jour de la publication au MB (art. 8, al. 1er)
	L 21.12.2009	31.12.2009 éd. 2	–	17	- § 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification) - §§ 3 et 4 (abrogation)	- le 01.01.2010 (art. 18)
338ter	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	27	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
338quater	L 17.03.2022	25.03.2022	–	11	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.04.2022

	L 16.05.2024	21.06.2024	–	2	- § 2 (modification)	- le 09.04.2026 (art. 24)
339	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	4	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)
	L 29.12.2010	31.12.2010 (éd. 3)	–	28	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 31)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	15	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
339/1	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	18	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2012
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	35	- al. unique (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~31~~	~~- al. unique est remplaçé par § 1er~~ ~~- § 2 (insertion)~~	~~- le premier jour du deuxième mois qui suit la publication de la présente loi au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2021~~ ~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	108	- § 1er, al. 1er (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	214	- § 1er (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.06.2024

340	L 23.12.2009	30.12.2009	–	135	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2010
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	19	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2012
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	12	- al. 3(insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.04.2022
341	L 25.04.2014	16.05.2014	–	16	al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
342	L 11.07.2005	12.07.2005 (éd. 2)	3466	41	- § 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 en cas d'absence de déclaration et de remise tardive de celle-ci après le 10ème jour suivant la publication de la présente loi au MB (art. 42)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	74	- § 4 (insertion)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
				75, 1°	- § 4 , al. 1er (modification)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

				75, 2°	- § 4, al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 86, C, al. 10) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
343	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	42	- § 2, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 49, al. 1er)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	13	- entier (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 5)
344	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	35	- entier (remplacement)	- aux actes conclus à partir du 27.03.1992 (art. 47, § 11)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	16,1 ° & 2°	- texte actuel §1er devient § 2 - texte actuel §1er (modification) - nouveau § 1er (insertion)	- aux actes conclus à partir du 31.03.1993 (art. 23, § 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	167	- § 1er (remplacement)	- à partir de l'ex d'imp. 2013, ainsi qu'aux actes ou ensembles d'actes juridiques posés au cours d'une période imposable clôturée au plus tôt à la date de publication de la présente loi au Moniteur belge et se rattachant à l'ex. d'imp. 2012 (art. 169, al. 1er) - Toute modification apportée à partir du 28.11.2011 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à l'art. 167 (art. 169, al. 1er)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	17	- § 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	107	- § 2 (modification)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)

	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	13	- § 2 (remplacement)	- le 01.01.2024 et est applicable aux opérations qui sont effectuées à partir du 01.01.2024 (art. 14, al. 2)
344/1	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	46	- entier (insertion)	- aux revenus perçus, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2015 et en ce qui concerne l'application du précompte mobilier ou du précompte professionnel, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 47, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Toute modification de l'acte constitutif d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), du CIR 92 en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code ou d'une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, b), de ce Code en vue de la transformation en une construction juridique visée à l'article 2, § 1er, 13°, a), dudit Code intervenant à partir du 09.10.2014, n'est pas opposable à l'administration. Pour l'application de l'alinéa 2, il faut tenir compte : - jusqu'au 31.12.2014, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du Code précité, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 38, 1°, de la présente loi; - à partir du 01.01.2015, de l'article 2, § 1er, 13°, b), du même Code, tel que remplacé par l'article 38, 1°, de la présente loi (art. 47, al. 2).
						Art. 47, al. 2 et 3 de la Loi programme du 10.08.2015 est abrogé par l'art. 99 de la Loi programme du 25.12.2017 (MB 29.12.2017). *Cette disposition est applicable aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.09.2017 et, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er).*

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	97	- entier (remplacement)	- aux revenus recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 17.9.2017, en ce qui concerne l'application du précompte mobilier, aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier jour du mois qui suit la publication au MB de la présente loi (art. 100, al. 1er)
345	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	36	- § 1er, 1° (modification)	- à la date visée à l'art. 41, § 2 de la loi du 20.07.1991, c.-à-d. au 01.01.1993 (art. 47, § 7, al. 2)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	19	- § 1er, al. 2 (insertion)	- à la date visée à l'art. 41, § 2 de la loi du 20.07.1991, c.-à-d. au 01.01.1993 (art. 30, § 11)
	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	16, 3°	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 1er, 5° (insertion)	- à la date fixée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, et au plus tard le 31.12.1993 (art. 23, § 4) Art. 2 AR 22.09.1993 (MB 06.10.1993) portant exécution de l'art. 23, § 4, de la loi du 22.07.1993 fixe cette date au 01.10.1993.
	L 06 08.1993	31.08.1993	2263	7	- § 1er, al. 1er, 1° (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 29.06.1993 modifiant, en ce qui concerne les fusions et scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30.11.1935, c.-à-d. à partir du 01.10.1993 (art. 9, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	23	- § 1er, al. 1er, 1° (remplacement)	- aux opérations effectuées à partir du 01.01.1994 (art. 29, § 1, 4°)

	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	43	- § 1er, al. 1er, 6° (insertion)	- à une prise de contrôle ou à un changement de contrôle d'une société intervenu à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 5)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	34	- § 1er, al. 1er, 2° et 3° (abrogation) - § 1er, al. 1er, 3° bis (insertion entre 3° et 4° existants) - § 1er, al. 1er, 6° (remplacement)	- le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de l'art. 34, 1° (art. 48, § 5). Art. 1er AR 29.06.1999 (MB 15.07.1999) fixe la date d'entrée en vigueur à partir du 14.06.1999 - pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 22.06.1999 - à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	27	- entier (abrogation)	- le Roi fixe, par AR délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de l'art. 27 (art. 32, § 1er, al. 5) Art. 1er AR 09.01.2003 (MB 15.01.2003 (éd. 2) fixant la date d'entrée en vigueur des art. 20 à 28 de la loi du 24.12.2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale stipule que l'art. 27 produit ses effets le 01.01.2003.
346	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	5	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	65	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 30.06.2000	12.08.2000 err. 26.08.2000	2847	5	- al. 5 (insertion)	- le 01.10.2000 (art. 7)

	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	7	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.12.2010	31.12.2010 (éd. 3)	–	29	- al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 31)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	81	- al. 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~32~~	~~- al. 1er (modifications)~~ ~~- al. 3 (remplacement)~~ ~~- nouvel al. 4 (insertion entre l'al. 3 et al. 4 existants)~~ ~~- al. 6 (al. 5 ancien)(modification)~~ ~~- al. 7 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	31	- al. 1er (modification) - al. 3 (modification) - al. 5 (remplacement)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
347	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	66	- nouvel al. 2 (insertion entre l'al. 1er et al. 2 existants)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	14	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

348	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	15	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
349	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	16	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
350	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	17	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
351	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	67	- al. 1er, 3me tiret (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	8	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~33~~	~~- al. 2 (modification)~~ ~~- al. 3 (modification)~~ ~~- al. 4 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	32	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
352	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	68	- al. 2, 1er tiret (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)

					- al. 2, 2ème tiret (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
352bis	L 30.06.2000	12.08.2000 err. 26.08.2000	2847	6	- entier (insertion)	- le 01.10.2000 (art. 7)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	82	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~34~~	~~- al. unique qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	33	- al. unique (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
353	L 05.07.1994	16.07.1994	2322	6	- al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 7)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	18	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 08.06.2009	18.06.2009	–	6	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 7)

	L 29.12.2010	31.12.2010 (éd. 3)	–	30	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 31)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	34	- al. 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
354	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	19	- al. 1er (modification) - al. 3 (remplacement) - al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	401	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 402, al. 4)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		189	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 193)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	5	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	29	- nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et 3) - al. 3 ancien qui devient al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	36	- al. 5 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	88	- al. 1er (modification) - nouvel al. 5 (insertion entre al. 4 et 5)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	23	- al.7 (insertion)	- le 01.04.2022 (art. 27, al. 2)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	95	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	39	- § 1er, al. 5, tiret 3 (remplacement)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
354/1	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	96	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
355	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	69	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	20	- entier (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- si les règles de procédure sont modifiées l'art. 20 produit ses effets à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	54	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	6	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
356	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	70	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	21	- entier (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 21 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 15.03.2010	–	2	- entier (remplacement)	- immédiatement d'application quel que soit l'ex. d'imp. - par dérogation à l'art. 2 et pour les impositions qui ont été annulées totalement ou partiellement par le juge, pour une cause autre que la prescription, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les cotisations subsidiaires qui sont introduites après clôture des débats, par requête signifiée au redevable conformément à l'article 356 du CIR 92 tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 2 de la présente loi ou l'article 261 du Code des impôts sur les revenus 1964, sont valablement soumises à l'appréciation du juge, à condition que les procédures aient été introduites dans les six mois de la décision judiciaire coulée en force de chose jugée. Cette disposition est immédiatement d'application (art. 3)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	7	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
357	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	71	- 3° (modification) (concerne uniquement le texte français) - 4° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	44	- 3° (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998 (art. 49, al. 1er)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	32	- 3° (insertion – rétablissement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)

	L 17.03.2019	10.05.2019	–	72	- 3° (remplacement) - 4° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	19	- al. 1er, 5° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
358	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	72	- § 2, 4° (remplacement) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	4	- § 2 (remplacement) - § 3 (insertion)	- à partir du 01.08.2006 (art. 5) - Lorsque le délai d'imposition visé à l'article 358, § 2, 2°, du même Code, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 4 de la présente loi, n'est pas expiré à la date d'entrée en vigueur de l'article précité, l'impôt ou le supplément d'impôt peut être établi dans les vingt-quatre mois à compter de la date à laquelle les résultats du contrôle ou de l'enquête visés à l'article 358, § 1er, 2°, du même Code sont venus à la connaissance de l'administration belge. (art. 6)
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	48 61	- § 1er, 2° (remplacement) - § 3 (modification) - § 1er, 5° (insertion) - § 2, phrase liminaire (modification) - § 2, 4° (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 14.07.2016 - à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 64, 1°)

	L 02.05.2019	17.05.2019	–	21	- § 1er, 5° (remplacement)	- à toute réclamation introduite à compter du 01.07.2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le ou après le 01.01.2018 (art. 26)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	97	- § 1er, 1° (remplacement) - § 1er, 2° (modification) - § 1er, 3° (modification) - § 1er, 4° (modification) - § 2, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
358/1	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	100	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
362	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	46	- al. 2 (insertion)	- aux apports exonérés d'impôts effectués à partir de la publication au MB (art. 80, § 17)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	57	- al. 1er et 2 (modification)	- aux subsides en capital perçus à partir du 01.01.2021 (art. 60, al. 15)
362bis	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	73	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	64	- entier (remplacement)	- aux indemnités pour coupon manquant ou pour lot manquant payées ou attribuées en exécution de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 4)

	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	58	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
363	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1, 2°	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.2002 (art. 9, § 2)
364	L 17.03.2019	10.05.2019	–	73	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
364bis	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	93	- entier (insertion)	- le 01.01.1993 (art. 101, al. 5)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	354	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
364ter	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	94	- entier (insertion)	- le 01.01.1993 (art. 101, al. 5)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	79	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 82, al. 2)
	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2)	3168	92	- entier (remplacement)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114).

		err. 26.05.2003				Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 92 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	355	- al. 1er et al. 2 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 18.02.2018	30.03.2018	–	65	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 66)
364quater	L 28.07.2011	11.08.2011	–	9	- entier (insertion)	- le 01.01.2011 (art. 12)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	63	- § 3, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 (art. 64)
365	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	22	- entier (abrogation)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 22 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 11.12.2008	12.01.2009	–	33	- entier (insertion – rétablissement)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	54	- al. unique (modification) (concerne uniquement le texte français)	- aux opérations effectuées à partir du 12.01.2009 (art. 59, al. 1er)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	74	- al. unique (modifications)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

366	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	24	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 24 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	376	- al. 2 et al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	8	- al. 1er , al. 2 et al. 3 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	2	- al. 2 et al. 3 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 21.08.2016

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 18.12.2016~~	~~20.12.2016~~ ~~(éd. 3)~~	~~–~~	~~83~~	~~- al. 2 et al. 3 (modification) (concerne uniquement le texte français5)~~ *Fautif sera corrigé*	~~- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016~~
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	12	**Retrait de l'art. 83 L 18.12.2016**	
	L 10.07.2017	20.07.2017 (éd. 2)	–	6	- al. 2 et al. 3 (remplacement)	- le 1er jour du 2e mois qui quit celui de sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.09.2017 (art. 9)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	37	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~35~~	~~- al. 1er (modification)~~ ~~- nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	35	- al. 2 (modification) - al. 3 (modification dans le texte néerlandais)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
367	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	74	- al. unique (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	25	- entier (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 25 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	9	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
368	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	26	- entier (abrogation)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 26 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	20	- entier (insertion)	- aux précomptes professionnel et mobilier versés à partir du 01.01.2011 (art. 24)

368/1	L 28.03.2022	31.03.2022	–	24	- entier (insertion)	- le 01.04.2022 (art. 27, al. 2) et est applicable aux actions en restitution de précompte qui sont introduites à partir du 01.07.2022 (art. 27, al. 3)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	72	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.06.2024
370	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	27	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 27 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	377	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
371	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	28	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 28 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	7	- alinéa unique (modification)	- à partir du 01.08.2006 (art. 8) - Lorsque le délai de recours visé à l'article 371 du même Code, tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 7 de la présente loi, n'est pas expiré à la date d'entrée en vigueur de l'article précité, la réclamation peut être introduite dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation ou de l'avis de cotisation ou de celle de la perception des impôts perçus autrement que par rôle. (art. 9)

L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	9	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	31	- al. 2 (insertion)	- aux avertissements-extraits de rôle relatifs à l'ex. d'imp. 2013 et suivants (art. 36, al. 1er)
L 25.04.2014	19.08.2014	–	16	- al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.08.2014

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~36~~	~~- al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (remplacement)~~ ~~- al. 3 (remplacement)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	98	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2023 (art. 102, al. 3)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	36	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation) - al. 3 ancien qui est devenu l'al. 2 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
372	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	29	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 29 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	38	- al. unique (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~37~~	~~- al. unique qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
373	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	30	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 30 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	10	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	32	- al. 2 (insertion)	- aux avertissements-extraits de rôle relatifs à l'ex. d'imp. 2013 et suivants (art. 36, al. 1er)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	39	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~38~~	~~- entier (remplacement)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	99 100	- al. 1er (modification) - al. 1er (modification)	- le 01.01.2023 (art. 102, al. 3) - le 01.01.2025 (art. 102, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	37	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
374	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	31	- al. 1er et al. 2 (modification) - al. 3 (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 31 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	18	- al 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	28	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	10	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 15.04.2018	20.04.2018	–	2	- al. 1er (modification)	- aux décisions prises en application de l'article 375, § 1er, du CIR92 à partir du premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le lendemain de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 01.05.2018
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	101	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2023 (art. 102, al. 1er)
375	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	32	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l' art. 32 entre en vigueur, à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	11	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	15	- § 1er, al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 15.04.2018	20.04.2018	–	3	- § 1er/1 (insertion)	- aux décisions prises en application de l'article 375, § 1er, du CIR92 à partir du premier jour du mois suivant l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le lendemain de sa publication au MB c.-à-d. à partir du 01.05.2018
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	40	- § 1er, al. 1er (modification) - § 1er, al. 2 (modification) - § 1er/1er (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~39~~	~~- § 1er, al. 3 (remplacement)~~ ~~- § 1er/1, al. 1er (modification)~~ ~~- § 1er/1, al. 3 (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	38	- § 1er, al. 3 (modification) - § 1er/1, al. 1er (modification) - § 1er/1, al. 3 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
375/1	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	101	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
376	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	75	- § 3, 2° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	33	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	55	- § 3, 1° (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 14.01.2009 (éd. 2)		190	- § 1er, 1° (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 193)
	L 06.05.2009	19.05.2009	–	48	- § 3, 1° et 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 29.05.2009
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	67	- § 3, 1° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	28	- § 3, 2° (modification)	- aux dégrèvements d'office relatifs à l'ex. d'imp. 2014 et suivants (art. 28)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	92	- § 3, 2° (modification)	- aux dégrèvements d'office relatifs à l'ex. d'imp. 2015 et suivants (art. 93, al. 2)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	12	- § 1er et § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	62	- § 3, 3° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 64, 1°)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	41	- § 1er, 1° (modification) - § 3, 1° et 2° (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	L 02.05.2019	17.05.2019	–	22	- § 3, 3° (remplacement)	- à toute réclamation introduite à compter du 01.07.2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le ou après le 01.01.2018 (art. 26)
376/1	L 25.12.2017	29.12.2017	–	115	- entier (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2018 (art. 116, al. 2)
376bis	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	114	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 27.04.2003
	L 21.02.2010	26.02.2010 (éd. 2)	–	12	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.03.2010
376ter	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	378	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	13	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	42	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~40~~	~~- al. 3 (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	39	- al. 3 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
376 quater	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	379	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~41~~	~~- al. 1er (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
376 quinquies	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	119	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 131). Art. 14 de l'AR 09.05.2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV), stipule que cet article entre en vigueur le 01.05.2007 Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au MB (MB 24.05.2007).
	L 29.04.2013	10.05.2013	–	2	- § 1er et § 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.05.2013
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	14	- § 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	43	- § 1er et § 2 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~42~~	~~- al. unique du § 1er qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- § 1er, al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
377	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (remplacement)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 377 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 377 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
378	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (remplacement)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 378 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 378 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
	L 10.12.2001	22.12.2001	3004	2	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.01.2002
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	380	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2005
379	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 379 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 379 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
	L 10.12.2001	22.12.2001	3004	3	- entier (insertion - rétablie)	- le 01.04.2001 (art. 9)
380	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 380 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 380 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	16	- entier (insertion - rétablie)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 20, al. 2)
381	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34 en ce qu'il abroge l'art. 381 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 381 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	90	- entier (insertion - rétablie)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
382	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 382 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 382 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
383	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 383 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 383 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
384	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 384 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 384 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
385	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 385 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 385 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
386	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 386 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 386 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
387	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 387 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 387 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
388	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 388 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 388 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
389	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 389 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 389 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
390	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 390 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 390 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
391	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 391 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 391 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
392	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	34	- entier (abrogation)	- l'art. 34, en ce qu'il abroge l'art. 392 du CIR 92, sortit ses effets le 01.03.1999 (art. 97, al. 9) Art. 392 tel qu'il existait avant son abrogation par l'art. 34 de la présente loi, demeure toutefois applicable aux recours introduits avant cette date.
393	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	66	- texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 18.05.2007
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	46	- entier (remplacement)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
393bis	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	6	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	56	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	47	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
394	L 04.05.1999	04.06.1999	2699	7	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 8)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	57	- nouveau § 2 entre le § 1er et le § 2 existants (insertion) - § 2, al. 1er (modification) - § 2 devient § 3 - § 3 devient § 4 - § 4 devient § 5 - § 5 (modification) - entier (remplacement)	- A : à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 65, al. 1er) - B : à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 10.08.2005	02.09.2005 (éd. 2)	3480	2	- § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 4)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	48	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
394bis	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	37	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.08.1992
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	35	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 15.12.2004	01.02.2005 (éd. 2)	3413	65	- entier (insertion)	- aux conventions constitutives de sûreté réelle et aux prêts portant sur des instruments financiers, conclus à partir de la date de publication au MB (art. 74, al. 3)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	49	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
395	L 13.04.2019	30.04.2019	–	50	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
396	L 13.04.2019	30.04.2019	–	51	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
397	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	76	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 91, al. 10)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	52	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

398	L 27.04.2016	06.05.2016	–	15	- al. unique (modification)(concerne uniqement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	53	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
399	L 13.04.2019	30.04.2019	–	54	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	75	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
399bis	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	120	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 131). Art. 14 de l'AR 09.05.2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV), stipule que cet article entre en vigueur le 01.05.2007 Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au MB (MB 24.05.2007).

	L 10.07.2017	20.07.2017 (éd. 2)	–	7	- entier (remplacement)	- le 1er jour du 2e mois qui quit celui de sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.09.2017 (art. 9)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	55	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
399ter	L 11.12.2008	12.01.2009	–	34	- entier (insertion)	- pour les opérations ou transferts effectués à partir du jour de la publication au MB (art. 35, al. 1)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	56	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	76	- entier (remplacement)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
399quater	L 17.03.2019	10.05.2019	–	77	- entier (insertion)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 20.12.2021	28.12.2021	–	22	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2022
400	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	4	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	139	- 5° (modification)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 400 du CIR 92 (art. 146, al. 2)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	17	- 1° (remplacement) - 5° (abrogation)	- à la date fixée par le Roi par AR délibéré en Conseil des ministres (art. 21) Art. 2, 1° de l'AR 03.08.2012 (MB 10.08.2012) portant exécution de l'article 21 de la loi du 7 novembre 2011 portant des dispositions fiscales et diverses et modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du CIR 92 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs , stipule que article 17, b, entre en vigueur le 01.09.2012.
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	63	- 1° (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.04.2012
	L 16.11.2015	26.11.2015	–	43	- 3°, tiret 3 (insertion) - al. 2 (insertion)	- à partir du 01.07.2015 (art. 44)
	L 21.12.2018	17.01.2019	–	74	- al. 1er, 1°, a (remplacement)	- le 1er jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il a été publié au MB (art. 75)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
401	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	77	- nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants) - al. 2, qui devient al. 3, (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	5	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007	–	140, 1° 140, 2°	- § 1er nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants) - § 2, al. 5 (insertion)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 401 du CIR 92 (art. 146, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				140, 3°	- § 3 (remplacement)	- à partir du 01.01.2009 (initialement 01.01.2008 (art. 146 - L 27.04.2007, modifié par l'art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er, de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 401 du CIR 92 (art. 146, al. 2)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	185	- art. 140, 3° de la loi-programme du 27.04.2007 (retrait)	- le 01.01.2009 (art. 186)
	L 07.11.2011	10.11.2011 (éd. 3)	–	18	- entier (abrogation)	- à la date fixée par le Roi par AR délibéré en Conseil des ministres (art. 21) Art. 2, 1° de l'AR 03.08.2012 (MB 10.08.2012) portant exécution de l'article 21 de la loi du 7 novembre 2011 portant des dispositions fiscales et diverses et modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du CIR 92 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs , stipule que article 18 entre en vigueur le 01.09.2012.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
402	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	78	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	6	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007	–	141, 1° 141, 2° 141, 3° 141, 4°	- § 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (abrogation) - §§ 3 à 6 (remplacement) - § 7 (insertion)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 402 du CIR 92 (art. 146, al. 2) l'art. 13 de la loi du 21.12.2007 portant des dispositions diverses (I) stipule que l'art. 402 cesse de produire ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté, délibéré en Conseil des ministres, par lequel le Roi détermine que la banque de données visée à l'article 403, § 5, du même Code est opérationnelle, et au plus tard jusqu'au 01.01.2009 (MB 31.12.2007 – éd. 3)
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	64, 1° 64, 2°	- § 7 (modification) - § 8 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.04.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.05.2013	22.07.2013	–	40	- § 4, al. 3 (modification)	- 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.08.2013 (art. 62, al. 1er)
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	33	- § 7 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	19	- § 8, al 1er et al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	84	- § 1er (modification) - § 2 (modification) - § 8 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 86)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	78	- § 5 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	AR 03.11.2019	30.10.2019	–	7	- § 4, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019 Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
403	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	7 + 13	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er). Toutefois, pour les travaux qui ne relèvent pas du champ d'application de la Commission Paritaire de la construction, la disposition de l'art. 403, § 2, CIR 92 remplacée par l'art. 7 du présent arrêté, n'entre en vigueur qu'à une date à fixer par le Roi. Jusqu'à cette date les dispositions actuelles de l'art. 402 CIR 92 restent en vigueur (art. 13, al. 2)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	142, 1° 142, 2° 142, 3° 142, 4°	- § 1er (modification) - § 2, al 1er (modification) - § 2, al. 2 (abrogation) - § 3 (remplacement) - §§ 4 et 5 (insertion)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 403 du CIR 92 (art. 146, al. 2) l'art. 13 de la loi du 21.12.2007 portant des dispositions diverses (I) stipule que l'art. 403 cesse de produire ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté, délibéré en Conseil des ministres, par lequel le Roi détermine que la banque de données visée à l'article 403, § 5, du même Code est opérationnelle, et au plus tard jusqu'au 01.01.2009 (MB 31.12.2007 – éd. 3)

	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009	–	183	- § 5, al. 2 (remplacement)	- le 01.01.2009 (art. 184)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
		(éd. 2)				
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	65	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.04.2012
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
404	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	79	- § 1er, 3° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd.2)	2460	8	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	143	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 404 du CIR 92 (art. 146, al. 2)

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
405	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	9	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	144	- entier (remplacement)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre autres l'art. 405 du CIR 92 (art. 146, al. 2)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	79	- al. unique (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
406	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	80	- al. 1er (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	10	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)

	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	145	- § 3 (modification)	- à partir du 01.01.2008 (art. 146 + art. 2 L 21.12.2007 modifiant l'art. 146, al. 1er de la loi-programme du 27.04.2007 - MB 31.12.2007) Le Roi fixe les modalités d'application exigées lorsque, vers cette date, les services publics concernés ne disposent pas des applications informatiques appropriées, qui sont nécessaires pour l'application correcte du chapitre V de la loi-programme du 27.04.2007; ce chapitre modifie entre

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						autres l'art. 406 du CIR 92 (art. 146, al. 2)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
407	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	11	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	85	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 86)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
408	AR 26.12.1998	31.12.1998 (éd. 2)	2640	12	- entier (remplacement)	- le 01.01.1999 (art. 13, al. 1er)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	82	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011

	L 27.05.2013	22.07.2013	–	41	- al. unique (modification)	- 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.08.2013 (art. 62, al. 1er)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	57	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
409	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	36	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	102	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	58	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
410	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	37	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	16	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	103	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	58	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
411	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	38	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	58	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
						Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
412	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	38	- nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et 3) - al. 5 (insertion)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.07.1992 (art. 47, § 14)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	40	- al. 6 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. 3 et 4 (remplacement par des montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 3 et 4 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	296	- al. 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2004

	L 09.07.2004	15.07.2004 (éd . 2)	3354	37	- al. 7 (insertion)	- aux dividendes attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2004 (art. 38)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	149	- al. 7 (modification)	- le 01.01.2008 (art. 150)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	34	- al. 7 (modifications)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012	–	90	- al. 7 (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
		(éd. 2)				01.01.2013 (art. 96, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	11	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 24.03.2015	02.04.2015		13	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 15)
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	3	- dérogation art. 412, al. 2 et 3	- le 01.03.2020 (art. 16)
	L 02.04.2021	13.04.2021	–	17	- al. 4 et 5 (abrogation) - al. 6 (qui devient al. 4) (modification)	- le 01.04.2021 (art. 23)
412bis	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	20	- entier (insertion)	- aux plus-values réalisées à partir du 01.01.1993 (art. 30, § 6)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	21	- al. 1er (modification)	- le 01.03.2019 et est applicable aux rémunérations payées ou attribuées à partir du 01.03.2019 (art. 24)

	L 23.04.2020	11.05.2020	–	5, 1) 5, 2) 5, 3)	- entier (remplacement) - § 2, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification)	- le 30.12.2019 (art. 24) - le 01.01.2020 (art. 24)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	121	- § 1er, al. 2 (modification) - § 4, al. 1er et al. 2 (modification) - § 5, al. 1er et al. 2 (modification)	- le 01.04.2022 (art. 122)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	86 88	- retrait art. 121 L 21.01.2022 - § 1er, al. 2 (modification)	- le jour de l'entree en vigueur originale - le 01.01.2024 (art. 89, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
					- § 4, al. 1er (modification) - § 4, al. 2 (modification) - § 5, al. 1er (modification) - § 5, al. 2 (modification)	Le roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er (art. 89, al. 2)
	L 22.12.2023	29.12.2023 (éd. 2)	–	39	- entrée en vigueur (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
413	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	41	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	34	- al. 2 nouveau (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- aux avertissements-extraits de rôle relatifs à l'ex. d'imp. 2013 et suivants (art. 36, al. 1er)
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	4	- dérogation art. 413, al. 1er	- le 01.03.2020 (art. 16)

	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	40	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
413/1	L 01.12.2016	08.12.2016	–	8	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 aux opérations effectuées à partir de la date de la publication de la présente loi au MB (art. 11)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	76	- § 1er, al. 1er, 1°/1 (insertion)	- le 01.01.2019 et sont applicables aux transferts qui ont lieu à partir du 01.01.2019 (art. 86, c, al. 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	70	- § 1er, al. 2, 1er et 3e tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 71)
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	80	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 1er, 3° (modification) - § 1er, al. 1er, 4° (modification) - § 1er, al. 1er, 5° (modification) - § 1er, al. 1er, 6° (insertion) - § 3, al. 1er, 1° (modification) - § 3, al. 1er, 4° (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)

	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	5	- dérogation art. 413/1, § 2, al. 1er	- le 01.03.2020 (art. 16)
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~43~~	~~- § 4, al. 1er (insertion)~~ ~~- § 5, al. 4 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	58	- § 1er, al. 2, 2e tiret (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	LP 22.12.2023	29.12.2023	–	40	- § 1er, al. 1er, 7° (insertion)	- applicable aux revenus qui sont recueillis, attribués ou mis en paiement par une construction juridique à partir du 01.01.2024 (art. 43, al. 2)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	41	- § 2, al. 1er (modification) - § 3, 9° (modification) - § 4, al. 1er (modification) - § 4, al. 2 (modification) - § 4, al. 3 (modifcation)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
413bis	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	67	- § 4 (remplacement)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 18.05.2007

	L 27.04.2016	06.05.2016	–	17	- § 1er en § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
413ter	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	18	- § 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
413 quater	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	29	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
413 quinquies	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	19	- § 1er, al. 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
413sexies	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	20	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

413 septies	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	21	- al. 1er, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
413octies	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	332	- entier (insertion)	- le 01.01.2005 (art. 333)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	59	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
414	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	39	- § 1er, al. 4 (remplacement)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.07.1992 (art. 47, § 14)
	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	21	- § 1er, al. 5 (remplacement)	- le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au MB, pour la période prenant cours à compter du même jour, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 2)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	47	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- le 01.01.1999 (art. 80, § 30)

	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	42	- § 1er, al. 3 (remplacement) - § 2 (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l'art. 42 produit ses effets à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	L 17.02.2000	22.03.2000	2801	2	- rectification de l'art. 42 L 15.03.1999 § 1er, al. 2 est remplacé au lieu du §1er, al. 3	- entrée en vigueur identique à l'art. 42 L 15.03.1999, à partir de l'ex. d'imp. 1999 si les règles de procédure sont modifiées (art. 5)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- § 1er, al. 4 (remplacement par des montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 7°	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 1er, al. 4 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3062	3	- § 1er, al. 2 (modification)	- à partir du 01.01.2002 (art. 3, § 2)
	L 01.12.2016	08.12.2016	–	9	- § 1er, al.1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 aux opérations effectuées à partir de la date de la publication de la présente loi au MB (art. 11)

L 25.12.2017	29.12.2017	–	77	- § 1er, al.1er (modification) - § 1er, nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir du 01.01.2018. Les modifications, par les articles 79 et 80, de la date de départ pour l'application de l'intérêt moratoire visée respectivement aux articles 418, alinéa 1er, et 419, alinéa 1er, 6°, et alinéa 2, du CIR 92 sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 01.01.2018 (art. 86, C, al. 11)
				Disposition transitoire relative aux taux d'intérêt visés aux articles 414, § 1er, 1°, et 418, alinéa 1er, du CIR 92	Pour l'année civile 2018, conformément aux dispositions de l'article 414, § 1er, alinéa 2, du CIR 92, le taux visé à l'article 414, § 1er, 1°, du même Code est fixé à 4 p.c. Par conséquent, pour l'année civile 2018, conformément aux dispositions de l'article 418, alinéa 2, du même Code, le taux visé à l'article 418, alinéa 1er, du même Code est fixé à 2 p.c. Cette disposition transitoire tient lieu, pour l'année civile 2018, d'avis tel que visé à l'article 414, § 1er, alinéa 3, du même Code.

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	59	**Remplacement entrée en vigueur art. 86, C, al. 11 L 25.2.2017** par : *Les articles 77, 79 et 80 sont applicables à partir du 1er janvier 2018. Les articles 79 et 80, en tant qu'ils modifient la date de départ des intérêts moratoires visés aux articles 418, alinéa 1er, et 419, alinéa 1er, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 1er janvier 2018. En cas de cotisations subséquentes, la date d'enrôlement de la cotisation primitive est prise en considération pour l'application des présentes dispositions.*	-le 01.01.2018 (art. 60)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	60	- § 2 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2)
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	6	- dérogation art. 414	- le 01.03.2020 (art. 16)
	L 02.04.2021	13.04.2021	–	18	- § 1er, al. 5 (remplacement)	- le 01.04.2021 (art. 23)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	5	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 1er, al. 2 et 3 (abrogation)	- le 01.01.2023 (art. 38)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
415	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	22	- le texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- aux rôles qui sont rendus exécutoires à partir du premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au MB, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	38	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
415/1	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	104	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
416	L 02.08.2002	29.08.2002 (éd. 2) err. 04.10.2002 err. 13.11.2002 (éd. 2) err. 07.04.2003 (éd. 2)	3072	129	- al. 2 (insertion)	- à la date fixée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres (art. 207, al. 2, tiret 9) - Art. 1 AR 03.05.2003 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 128 et 129 de la loi-programme du 02.08.2002 (MB 09.05.2003), stipule que l'art. 129 précité entre en vigueur à partie de l'ex. d'imp. 2004 (art. 1er)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3072	18	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 32, § 1er, al. 2) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 14.01.2003	05.02.2003	3115	7	- al. 1er (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur de la présente loi (art.8). - Art. 2 AR 03.04.2003 pris en exécution des articles 2 et 8, de la loi du 14.01.2003 concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation des véhicules d'entreprise (MB 30.04.2003, (éd. 2) stipule que la présente loi produit ses effets aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2000 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2001 (art. 2)
	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	292	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 293)
	L 17.05.2004	04.06.2004 (éd. 2)	3337	3	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 4, al. 1er)
	L 25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	113	- al. 1er (modification)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 114). - Art. 2 de l'AR 11.05.2007 pris en exécution de l'article 44ter, § 2, 1°, du CIR 92 et de l'article 114 de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) stipule que cet arrêté est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2007 et pour autant que la date de réalisation se rapporte au plus tôt à la période imposable qui se rattache à l'ex. d'imp. 2008 (MB 24.05.2007)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 26.05.2016	07.06.2016	–	3	- al. 2 (remplacement)	- aux conventions-cadres signées à partir du 1er jour du mois qui suit sa publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.07.2016 (art. 4)
	L 09.02.2017	20.02.2017 (éd. 2)	–	15	- al. 1er (modification)	- le 01.07.2016 (art. 16)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	17	- al. 2 (modification)	- à partir du 08.07.2013, pour les conventions-cadres conclues avant le 01.07.2016 (art. 17)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	78	- al.1er (modification) - nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)
417	L 27.04.2016	06.05.2016	–	22	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	61	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
418	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	48	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- le 01.01.1999 (art. 80, § 30)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	43	- al. 1er et 3 (modification)	- si les règles de procédure sont modifiées l'art. 43 produit ses effets à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.02.2000	22.03.2000	2801	3	- rectification de l'art. 43 L 15.03.1999 : - la phrase liminaire ; - dans le 2°, les mots " à l'alinéa 3" sont remplacés par les mots " à l'alinéa 2"	- entrée en vigueur identique à l'art. 43 L 15.03.1999, à partir de l'ex. d'imp. 1999 si les règles de procédure sont modifiées (art. 5)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 8°	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	L 20.06.2002	20.07.2002 (éd. 2)	3062	3	- al. 2 (modification)	- à partir du 01.01.2002 (art. 3, § 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	79	- entier (remplacement)	- aux rôles qui sont rendus exécutoires à partir du premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au MB, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	58	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2018 (art. 60)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	59	**Remplacement entrée en vigueur art. 86, C, al. 11 L 25.2.2017** par : *Les articles 77, 79 et 80 sont applicables à partir du 1er janvier 2018. Les articles 79 et 80, en tant qu'ils modifient la date de départ des intérêts moratoires visés aux articles 418, alinéa 1er, et 419, alinéa 1er, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 1er janvier 2018. En cas de cotisations subséquentes, la date d'enrôlement de la cotisation primitive est prise en considération pour l'application des présentes dispositions.* *L'article 79, en tant qu'il modifie la date de départ des intérêts moratoires pour l'application de l'article 418, alinéa 1er, du même Code, est applicable aux précompte professionnel et précompte mobilier rattachés aux exercices d'imposition 2018 et suivants.*	- le 01.01.2018 (art. 60)
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	6	- al. 1er (modification) - al. 2 (abrogation)	- le 01.01.2023 (art. 38)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
419	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	23	- al. 2 (remplacement)	- le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au MB, pour la période prenant cours à compter du même jour, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 2)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	44	- entier (remplacement)	- si les règles de procédure sont modifiées l'art. 44 produit ses effets à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 97, al. 1er, 1er tiret)
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. 1er, 1° (remplacement par des montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er, 1° (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	80	- al. 1er, 1° (modification) - al. 1er, 6° (insertion) - al. 2 (remplacement)	- aux rôles qui sont rendus exécutoires à partir du premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au MB, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 3) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	59	**Remplacement entrée en vigueur art. 86, C, al. 11 L 25.2.2017** par : *Les articles 77, 79 et 80 sont applicables à partir du 1er janvier 2018. Les articles 79 et 80, en tant qu'ils modifient la date de départ des intérêts moratoires visés aux articles 418, alinéa 1er, et 419, alinéa 1er, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont applicables aux enrôlements effectués à partir du 1er janvier 2018. En cas de cotisations subséquentes, la date d'enrôlement de la cotisation primitive est prise en considération pour l'application des présentes dispositions.* *L'article 80, en tant qu'il modifie la date de départ des intérêts moratoires pour l'application de l'article 419, alinéa 2, du même Code, est applicable aux précompte professionnel, précompte mobilier et versements anticipés rattachés aux exercices d'imposition 2018 et suivants.*	-le 01.01.2018 (art. 60)

				105	- al. 1er, 4/1° (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
420	L 27.04.2016	06.05.2016	–	23	- § 1er, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
421	L 27.04.2016	06.05.2016	–	24	- § 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
421bis	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	9	- entier (insertion)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007

	AR 19.12.2010	24.01.2011	–	5	- § 1er, 2° (modification)	- 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 03.02.2011, sous réserve du maintien, à titre transitoire, de la terminologie et des références résultant de l'application transitoire de la loi du 17.07.1997 relative au concordat judiciaire conformément à l'article 85 de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises (art. 86, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	25	- phrase liminaire § 1er (modification) - § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
422	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	17	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.08.1993
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
423	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	18	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.08.1993
	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	3	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997

	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	68	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 18.05.2007
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	21	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2012
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
424	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	19	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.08.1993
	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	4	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
425	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	20	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.08.1993

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
426	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
427	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	5	- al. 2 (remplacement) - nouvel al. 3 (insertion entre al. 2 et 3)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 08.08.1997	28.10.1997	2533	127	- al. 4 (modification)	- à la date fixée par le Roi, et, au plus tard, six mois après la publication au MB (art. 150). Art. 1er AR 25.11.1997 à l'exécution de l'art. 150, al. 1er, L 08.08.1997 stipule que les dispositions de la loi précitée entrent en vigueur le 01.01.1998.
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	45	- al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	AR 03.11.2019	30.10.2019	–	8	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.11.2019

428	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
429	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
430	L 11.07.2018	20.07.2018 (éd. 2)	–	76	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.07.2018
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
431	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
432	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
433	AR 31.03.2003	23.04.2003	3155	1	- texte existant devient § 1er - § 1er, al. 2 (modification) - § 2 (insertion)	- pas mentionnée donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 03.05.2003

	AR 25.02.2007	28.02.2007	–	1	- entier (remplacement)	- le 01.03.2007 (art. 9) - Lorsque la date d'expédition de l'avis visé à l'article 433 CIR 92 est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'information subséquente visée à l'article 435 CIR 92 doit être adressée conformément à l'article 435 CIR 92 tel qu'il existait avant d'être modifié par l'article 3 du présent arrêté (art. 10)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	14	- entier (remplacement)	- à partir du 01.03.2007 (art. 22)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	26	- § 1er, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	43	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 23.04.2020	11.05.2020	–	6	- § 1er, phrase liminaire (remplacement) - § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 2 à 5 (insertion)	- le 30.12.2019 (art. 24)
434	AR 31.03.2003	23.04.2003	3155	2	- al. unique (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 03.05.2003

	AR 25.02.2007	28.02.2007	–	2	- al. unique (modification)	- le 01.03.2007 (art. 9)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	15	- al. unique (modification)	- à partir du 01.03.2007 (art. 22)
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	44	- entier (remplacement)	- le 01.09.2019 (art. 57, al. 1er) Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée a l'al. 1er (art. 57, al. 3)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 23.04.2020	11.05.2020	–	7	- § 1er, 2° (modification) - § 4 (insertion)	- le 30.12.2019 (art. 24)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	78	- § 1er (modification)	- s'applique à toutes les situations dans lesquelles les avis visés à l'article 433, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont envoyés après le 01.01.2024 (art. 81, al. 1er)
435	AR 25.02.2007	28.02.2007	–	3	- entier (remplacement)	- le 01.03.2007 (art. 9)
	L 27.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	69	- § 1er, al. 1er (remplacement) - § 1er, nouvel al. 2 (insertion entre al. 1er et al. 2 existants) - § 2, § 3, al. 1er et 2 (modifications)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 18.05.2007

	L 24.07.2008	07.08.2008	–	16	- entier (remplacement)	- à partir du 01.03.2007 (art. 22)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	27	- § 1er (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	45	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	79	- § 1er, al. 1er (modification) - § 3, al. 1er (modification)	- s'appliquent à toutes les situations dans lesquelles les avis visés à l'article 433, § 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont envoyés après le 1er janvier 2024 (art. 81, al. 1er)
436	AR 25.02.2007	28.02.2007	–	4	- al. unique (modification)	- le 01.03.2007 (art. 9)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	17	- al. unique (modification)	- à partir du 01.03.2007 (art. 22)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
437	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

438	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	46	- entier (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 23.04.2020	11.05.2020	–	8	- entier (insertion)	- le 30.12.2019 (art. 24)
439	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	47	- entier (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
440	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	49	- al. unique (modification)	- en ce qui concerne les banques, le 19.04.1993 (art. 80, § 3) - en ce qui concerne les entreprises hypothécaires soumises à la loi du 04.08.1992 relative au crédit hypothécaire, le 01.01.1993 (art. 80, § 9)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	30	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	48	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
441	L 27.04.2016	06.05.2016	–	28	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.07.2018	20.07.2018 (éd. 2)	–	77	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.07.2018
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	49	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.2019
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
442	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. 1er (remplacement par des montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	29	- al. 1er et al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	80	- al. 1er (modification)	- s'applique aux ventes publiques de biens meubles effectuées après le 10 janvier 2024 (art. 81, al. 2)
442bis	AR 12.12.1996	31.12.1996 (éd. 2)	2480	6	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1997
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	50	- entier (remplacement)	- le premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.04.1999 (art. 80, § 31)
	L 10.08.2005	09.09.2005	3485	3	- § 3, al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 19.09.2005

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	68	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 19.05.2010	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 (éd. 2)	–	12	- § 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.06.2010

	AR 19.12.2010	24.01.2011	–	6	- § 4 (modification)	- 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 03.02.2011, sous réserve du maintien, à titre transitoire, de la terminologie et des références résultant de l'application transitoire de la loi du 17.07.1997 relative au concordat judiciaire conformément à l'article 85 de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises (art. 86, al. 1er)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	30	- § 1er et § 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	81	- § 4 (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
442ter	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	23	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.08.2006
	AR 03.03.2011	09.03.2011	–	331	- § 3 (modification)	- à partir du 01.04.2011 (art. 351, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
442quater	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3570	14	- entier (insertion)	- à partir du 28.07.2006 (art. 16)

	AR 19.12.2010	24.01.2011	–	7	- § 3 (modification)	- 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 03.02.2011, sous réserve du maintien, à titre transitoire, de la terminologie et des références résultant de l'application transitoire de la loi du 17.07.1997 relative au concordat judiciaire conformément à l'article 85 de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises (art. 86, al. 1er)
	W 11.08.2017	11.09.2017	–	54	- § 6 et § 7 (insertion)	- le 01.05.2018 (art. 76, al. 1er) Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour chacunes des dispositions de la présente loi (art. 76, al. 3)
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
	L 17.03.2019	10.05.2019	–	82	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 119, § 1er, al. 1er)
	L 20.12.2021	28.12.2021	–	23	- § 1er, al. 1er (modification)	- le 01.05.2019 (art. 30)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
442 quinquies	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	79	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.2018
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi

443	L 13.04.2019	30.04.2019	–	62	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
443bis	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	297	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2004
	L 01.12.20156	08.12.2016	–	10	- § 1er, al.1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 aux opérations effectuées à partir de la date de la publication de la présente loi au MB (art. 11)
	L 18.12.2016	20.12.2016 (éd. 3)	–	87	- § 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2016
	L 13.04.2019	30.04.2019	–	63	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
443ter	L 22.12.2003	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	297	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2004
	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	80	- § 1er, al.1er (modification) - § 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 11.02.2019	22.03.2019 08.05.2019	–	106	- § 1er, al. 2 (modification) - §2, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2019 aux pertes professionnelles qui sont imputables au dommage causé aux cultures agricoles, provoqué par des conditions météorologiques défavorables qui ont eu lieu à partir du 01.01.2018 (art. 108)

	L 13.04.2019	30.04.2019	–	63	- entier (abrogation)	- le 01.01.2020 (art. 139, al. 1er) Le Roi peut fixer pour chaque catégorie de créance une entrée en vigueur antérieure (art. 139, al. 2) Mesures transitoires voir art. 138 de cette loi
444	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 4 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 4 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	3	- al. 5 (insertion) **annulé par l'arrêt n° 61/2014 de la Cour constitutionnelle du 03.04.2014 (MB 02.06.2014)**	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	102, 1° 102, 2°	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 103, al. 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	37	- al. 6 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.06.2017	07.07.2017	–	6	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 17.07.2017
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	7	- dérogation art. 444	- le 01.03.2020 (art. 16)

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	109	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 28.03.2022	31.03.2022	–	25	- nouvel al. 2 (insertion entre les al. 1er et 2 existants)	- le 01.04.2022 (art. 27, al. 2)
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	84	- al. 1er (remplacement) - al. 4 (remplacement) - al. 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
	L 20.11.2022	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	52	- al. 4 (modification) - al. 5 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.12.2022
	L 22.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	37	- al. 6 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
445	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	21	- al. 1er (modification)	- aux sanctions administratives liées aux infractions commises à partir du premier jour du mois qui suit celui de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.08.1993 (art. 23, § 5)
	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	46	- al. 2 (modification) - al. 3 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 1er (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42,5°	- al. 1er (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	22	- al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 09.01.2012
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	4	- al. 4 (insertion) **annulé par l'arrêt n° 61/2014 de la Cour constitutionnelle du 03.04.2014 (MB 02.06.2014)**	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	35	- al. 2 nouveau (insertion entre al. 1er et 2 existants)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	38	- al. 6 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	31	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	49	- texte existant devient § 1er - § 2 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 50)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

	L 01.07.2016	04.07.2016 (éd. 2)	–	63	- § 3 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 64, 1°)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	13	- § 3, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2018
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	98	- § 2 (modification)	- le 01.01.2018 (art. 100, al. 2)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	81	- § 1er, al. 5 (remplacement)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 20.12.2019	30.12.2019	–	18	- § 4 (insertion)	- le 01.07.2019 (art. 61, al. 1er) Sans préjudice de l'alinéa 1er, les informations doivent également être fournies sur les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration visé dans la présente loi dont la première étape a été mise en oeuvre entre le 25.06.2018 et le 01.07.2020. Ces informations sur ces dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, seront communiqués au plus tard le 31.08.2020 (art. 61, al. 2) L'article 18 de la loi en vigueur ne s'applique pas aux cas décrits au deuxième alinéa de l'article 61 de la présente loi, s'ils sont introduits avant le 31.12.2020 (art. 62)
	APS 19.04.2020 n° 7	24.04.2020	–	7	- dérogation art. 445	- le 01.03.2020 (art. 16)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

1	2	3	4	5	6	7
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	7	- § 5 (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
	L 21.12.2022	30.12.2022	–	12	- § 6 (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
447	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	81	- al. 1er (remplacement) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 91, al. 2)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	19	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	32	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~44~~	~~- al. 1er (modification)~~ ~~- al. 4 (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	42	- al. 1er (modification) - al. 4 (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
448	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~45~~	~~- al. unique (modification)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)

ART. CIR	DATE L, OU	DATE MB	R	ART. L, OU	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR

92	AR			AR		
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	43	- al. unique (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
448/1	L 21.12.2022	30.12.2022	–	13	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 18)
449	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	5	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	35	- al. unique (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	5	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.06.2013	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 err. 17.09.2013 err. 27.11.2013 (éd. 3)	–	98	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.07.2013
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	39	- al. 3 (insertion)	- le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge et s'appliquent à tous les litiges qui ne sont pas encore définitivement clôturés à la date de cette entrée en vigueur (art. 40)
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	3	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
450	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. 1er et al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	5	- al. 1er et al. 2 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 1er et al. 2 (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	36	- al. 1er et al. 2 (modifications)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	10	- al. 1er et al. 2 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	4	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
450bis	L 05.05.2019	24.05.2019	–	118	- entier (insertion)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard le 01.01.2020 (art. 200, al. 3)
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	5	- al. 2 (modification) - al. 3 (insertion)	- le 09.04.2026 (art. 24)
451	L 16.05.2024	21.06.2024	–	6	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
452	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 Ed. 2	2853	2	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	5	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	37	- al. unique (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	11	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	7	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
453	L 16.05.2024	21.06.2024	–	8	- al. unique (modification)	- le 09.04.2026 (art. 24)
454	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	45	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	10	- entier (abrogation)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
456	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	5	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)

	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	38	- al. unique (modification)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2007
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	12	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	9	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
457	L 20.09.2012	22.10.2012	–	13	- § 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 16.05.2024	21.06.2024	–	10	- entier (remplacement)	- le 09.04.2026 (art. 24)
457/1	L 16.05.2024	21.06.2024	–	11	- entier (insertion)	- le 09.04.2026 (art. 24)
457/2	L 16.05.2024	21.06.2024	–	12	- entier (insertion)	- le 09.04.2026 (art. 24)
458	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	46	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1998. Toute modification apportée à partir du 17.12.1996 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 49, al. 1er)

	L 26.03.2018	30.03.2018 éd. 2	–	81	- entier (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.2018
	L 09.04.2024	18.04.2024	–	57	- al. 2, 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.04.2014
460	L 20.09.2012	22.10.2012	–	6	- § 2, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 05.05.2019	24.05.2019	–	119	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (remplacement)	- à la date fixée par le Roi et au plus tard le 01.01.2020 (art. 200, al. 3)
461	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	24	- entier (remplacement)	- le premier jour du troisième mois qui suit celui de la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.03.1993 (art. 30, § 4)
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	7	- al. 1er (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	33	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.06.2020	19.06.2020	–	2	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2020 (art. 5)
462	L 15. 03.1999	27.03.1999	2673	47	- al. unique (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	8	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	34	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
	L 11.06.2020	19.06.2020	–	3	- al. unique (modification)	- le 01.01.2020 (art. 5)

463	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	25	- al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.1993
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	24	- al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.04.1994
	L 13.03.2002	29.03.2002	3029	3	- al. 3 (modification)	- à partir du 01.01.2001 (art. 9)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.09.2012	22.10.2012	–	9	- al. 4 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.11.2012
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	20	- al. 1er (modifications)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 11.06.2020	19.06.2020	–	4	- al. 4 (modification)	- le 01.01.2020 (art. 5)
	L 17.03.2022	25.03.2022	–	13	- al. 5 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 05.04.2022
463bis	L 22.07.1993	24.07.1993	2253	22	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994, sauf le § 1er, al. 1er, 2°, dudit art. 463bis qui est applicable aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement à partir du 26.07.1993 (art. 23, § 6)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	25	- § 1er, al. 2 (modification) - § 1er, al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1994 (art. 29, § 1er, 5°)
	L 21.12.1994	23.12.1994 (éd. 2)	2350	106	- § 1er, al. 1er, 1er tiret (modification) - § 1er, al. 2 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1995
	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	21	- § 1er, al. 1er, 1° (modification) - § 1er, al. 1er, 1°, 1er tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)

					- § 1er, al. 1er, 2° et 4° et § 3 (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1996 (art. 28, al. 4)
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	51	- § 1er, al. 1er, 1° et al. 2 (modification)	- à partir du 02.01.1995 (art. 80, § 20)
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	35	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1999 (art. 48, § 2, al. 1er)
	L 12.08.2000	26.09.2000 err. 21.12.2000	2858	3	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2004 (art. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 12.08.2000	26.09.2000 err. 21.12.2000	2858	2	- entier	- par dérogation à l'art. 463bis CIR 92, le taux de la contribution complémentaire de crise est, en ce qui concerne l'IPP et pour les contribuables visés à l'art. 227, 1°, CIR 92 en ce qui concerne l'INR, réduit pour les ex. d'imp. 2002 et 2003 (art. 2, 1° et 2°)
	L 24.12.2002	31.12.2002 (éd. 2)	3103	19	- § 1er, al. 1er, 1° (modification)	- aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement, ou à considérer comme tels, à partir du 01.01.2002 et pour autant, quand il s'agit d'opérations visées à l'art. 209 du CIR 92, que la liquidation ne soit pas clôturée avant le 25.03.2002 (art. 32, § 1er, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 25.03.2002 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions visées à cet article (art. 32, § 2)
	L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007	08.06.2007	–	19	- § 2, 1° (abrogation)	- le 08.06.2007 (art. 20)

	L 30.07.2013	01.08.2013 éd. 2	–	49	- § 1er, 1° (modification) **annulé par l'arrêt n° 24/2018 de la Cour constitutionnelle du 01.03.2018 (MB28.05.2018)** **remarque : l'arrêt maintient les effets des dispositions annulées pour les exercices d'imposition 2014 à 2018, exception certains cas**	- à partir de l'ex. d'imp. 2014 (art. 51, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 28.06.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des mesures repris dans cet article (art. 51, al. 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	25	- § 1er, al. 1er, 1°, 1er tiret et al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 et s'appliquent aux exercices comptables clôturés au plus tôt le 01.07.2015 (art. 27, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 01.11.2014 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article. (art. 27, al. 3)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	57	- § 3 (insertion)	- aux subsides en capital et en intérêts attribués à partir de 2015 et pour autant que lesdits subsides soient notifiés au plus tôt le 01.01.2008 (art. 58, al. 3)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	81	- § 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 83, al. 2)
	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	91	- art. 25 de la loi programme du 19.12.2014 (retrait)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 28.08.2015

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	82	- § 1er, al. 1er phrase liminaire (modification) - § 3 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
				83	- entier (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
464	L 19.04.2014	16.05.2014	–	2 6	- 1° (modification) - dérogation à l'art. 464, 1°	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 7, al. 1er) - le 01.01.2014 (art. 7, al. 2)
464/1	L 19.04.2014	16.05.2014	–	3	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 7, al. 1er)
465	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	35	- al. unique (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	91	- al. unique (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
466	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	22	- al. unique, 1er tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 28, al. 2)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	58	- al. unique, 1er tiret (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)
	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	69	- tiret 1 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	39	- phrase liminaire al. 1er (modification) - al. 2 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	34	- al. 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8) - également applicable à l'ex. d'imp. 2012 si les conditions d'assujettissement ont disparu avant le 31.12.2012 (art. 39, al. 9)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	94	- al. 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 96)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	84	- al. 2 (modification)	- aux plus-values réalisées soit sur des actions ou parts, options, warrants ou autres instruments financiers cotés en bourse acquis à titre onéreux à partir du 01.01.2016 ou, en cas de vente à découvert, vendus à partir du 01.01.2016 (art. 85)
	L 25.12.2016	29.12.2016 (éd. 2)	–	91	- al. 2 (modification)	- le 01.01.2017 et est applicable aux plus-values réalisées à partir du 01.01.2017 (art. 72)
466bis	L 13.12.2002	28.12.2002 (éd. 2)	3100	2	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2003
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	40	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	95	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 96)
468	L 24.07.2008	08.08.2008	–	3	- al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 4)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	41	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2011 (art. 43, al. 3)
	L 19.04.2014	16.05.2014	–	4	- al. 1er et al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 7, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
469	L 15.03.1999	27.03.1999	2673	48	- al. 4 (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 06.04.1999
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	399	- al. 2 (insertion)	- à partir du 01.01.2004 (art. 402, al. 2)
	L 24.12.2002	31.12.2002	3106	402, al. 3	- al. 2 (modification)	- pour l'année 2003 (art. 402, al. 3)
	L 19.04.2014	16.05.2014	–	5	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 7, al. 1er)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	21	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
470	L 10.12.2001	28.12.2001	3005	2	- al. unique (modification)	- A : le 01.01.2002 (art. 3, al. 1er) - B : le 01.01.2003 (art. 3, al. 2)
~~470bis~~ devient	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	52	- entier (insertion)	- aux attributions qui s'opèrent à partir du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au MB, c.-à-d. à partir de février 1999 (art. 80, § 27)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	22	- al. 1er à al. 4 et al. 6 (modifications)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
470/1	L 31.07.2017	11.08.2017 éd. 2	–	2	- rénumérotation 470bis devient 470/1	- le 01.09.2017 (art. 4)
470/2	L 31.07.2017	11.08.2017 éd. 2	–	2	- entier (insertion)	- le 01.09.2017 (art. 4)
	L 23.11.2023	01.12.2023	–	34	- al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 11.12.2023
471	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	8	- 1er (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)

472	L 25.04.2014	16.05.2014	–	23	- § 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	9	- § 3 (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
473	L 25.04.2014	16.05.2014	–	24	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	10 15	- texte actuel devient § 1er - § 1er, al. 1er (modification) - § 2 (insertion) - dérogations	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	89	- § 1er, al. 3 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
474	L 25.04.2014	16.05.2014	–	25	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
475	L 22.12.2009	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011	–	71	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.01.2010
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	26	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
476	L 25.04.2014	16.05.2014	–	27	- al. 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 28.12.2023	29.12.2023 éd. 2	–	82	- al. 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2024
478	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	11	- al. 3 (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)

482	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. 3 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 3 (remplacement) Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
482/1	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	12	- entier (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
483	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	13	- al. 4 (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
484	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- al. unique (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. unique (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
487	L 25.04.2014	16.05.2014	–	28	- § 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
494	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	2	- § 2, 1° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir du 01.01.2002 (art. 7, § 2)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- § 2, 1° (remplacement). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 08.04.2003	17.04.2003	3161	111	- § 6 (insertion)	- à partir du 01.01.2003 (art. 112, al. 2)
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	17	- § 6 (remplacement)	- à partir du 01.01.2007 (art. 18, al. 4)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	29	- § 1er (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	97	- § 6 , al. 1er, 1er et 2e tiret (modifications) - § 6 , al. 2 (remplacement)	- à partir du 01.01.2014 (art. 98)
	L 17.02.2021	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	14	- §1er, 3°/1 (insertion)	- le 01.01.2021 (art. 16, al. 1er)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	90	- § 2, al. 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
496	L 25.04.2014	16.05.2014	–	30	- al. unique (modifications)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
499	L 27.04.2016	06.05.2016	–	35	- 2° (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	~~L 26.01.2021~~	~~10.02.2021~~	~~–~~	~~46~~	~~- al. unique qui devient al. 1er (modification)~~ ~~- al. 2 (insertion)~~	~~- le 01.01.2025 (art. 219, al. 1er)~~ ~~- Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1er pour les différentes dispositions de la présente loi (art. 219, al. 2)~~ - abrogée par l'art. 213, L 12.05.2024 (M.B. 30.05.2024)
	L 12.05.2024	30.05.2024 éd. 2	–	44	- al. unique, 2° (modification)	- pour toutes ou certaines catégories de titulaires d'un numéro d'entreprise, ainsi que pour les personnes physiques, à compter de la date à fixer respectivement par le Roi, et au plus tard le 1er janvier 2028 (art. 222)
501	L 25.04.2014	16.05.2014	–	31	- al. unique (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	36	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016
501bis	25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	121	- entier (insertion)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 131). Art. 14 de l'AR 09.05.2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV), stipule que cet article entre en vigueur le 01.05.2007 Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au MB (MB 24.05.2007).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 29.03.2018	13.04.2018	–	9	- § 1er, al ; 1er (modification)	- le 1er jour de la 2e mois qui suit la date de publication de la présente loi au MB, c.-à-d. à partir du 01.06.2018 (art. 15, § 3)
502	25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	122	- al. 1er (abrogation)	- Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la date d'entrée en vigueur du présent article (art. 131). Art. 14 de l'AR 09.05.2007 portant exécution du Chapitre 5 du Titre VII de la loi du 25.04.2007 portant des dispositions diverses (IV), stipule que cet article entre en vigueur le 01.05.2007 Par dérogation à l'alinéa précédent, la demande en conciliation ne peut être introduite qu'à partir du premier jour du 6e mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au MB (MB 24.05.2007).
504	L 25.04.2014	16.05.2014	–	32	- al. 1er à al. 3 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
505	AR 20.07.2000	30.08.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 9°	- § 1er, 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1)
	L 25.04.2014	16.05.2014	–	33	- § 1er, 2° (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
508	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	95	- al. 2 et 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 27.04.2016	06.05.2016	–	37	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2016

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
508bis	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	96	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 17.05.2000	16.06.2000 err. 12.08.2000	2826	8	- 1° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
513	L 25.04.2014	16.05.2014	–	34	- al. 2 (modification)	- le jour de la publication au MB (art. 99)
	L 20.10.2017	10.11.2017	–	14	- al. 2 (modifications)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.11.2017
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	15	- al. 1er (modification)	- le 01.01.2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 17, al.6) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
514	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	82	- § 1er, a) (modification) - § 2 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994 - à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 91, al. 9)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	42	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011
515	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	40	- texte actuel devient § 1er - § 2 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.08.1992

	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	97	- § 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
515bis	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	98	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 17.05.2000	16.06.2000 Err. 12.08.2000	2826	9	- al. 2 et 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	103	- al. 7 (insertion)	- applicable aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 105)
	L 17.05.2007	19.06.2007	–	40	- al. 7 (modification)	- aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 41)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	128, 1° 128, 2°	- al. 6 (modification) - al. 7 (remplacement)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2009 - aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2009 (art. 134, al. 10)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2)	–	59, 1°	- al. 6 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 11)

		err. 14.01.2016		59, 2°	- al. 8 (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
	L 27.02.2019	15.03.2019	–	4	- al. 7 (modification)	- le 01.01.2019 et s'applique aux paiements de capitaux effectués à partir du 01.01.2019 (art. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
515bis/1	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	60	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 12)
515ter	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	99	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
515quater	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	93	- entier (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 93 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	180	- § 1er, alinéa 1er, a et b (modification) - § 2 (remplacement)	- à partir du 01.01.2004 (art. 190, al. 2, 4°)

	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	104	- § 1er, b (remplacement) - § 1er, phrase liminaire du point c (remplacement)	- applicable aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 105)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 20.07.2006	28.07.2006 (éd. 2)	3569	45	- § 1er, c (modification)	- aux capitaux liquidés à partir du 01.01.2006 (art. 46, al. 4)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	129	- § 1er, b) (remplacement) - § 1er, c), phrase liminaire (remplacement)	- aux indemnités payées ou attribuées à partir du 01.01.2009 (art. 134, al. 10)
515 quinquies	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	94	- entier (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 94 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
515 sexies	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	95	- entier (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 95 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°).
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	356	- al. 1er et al. 4 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
515 septies	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	96	- entier (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi - Art. 96 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°).

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	357	- al. 1er et al. 2 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 358)
	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	82	- al. 1er et al. 2 (remplacement)	- aux capitaux qui sont transférés à partir du 01.01.2012 (art. 84, al. 1er)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	35	- al. 2 (modification)	- aux capitaux qui sont transférés à partir du 01.01.2012 (art. 39, al. 5)
515 octies	L 28.04.2003	15.05.2003 (éd. 2) err. 26.05.2003	3168	97	- entier (insertion)	- Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi (art. 114). Art. 23 AR du 14.11.2003 portant exécution de la loi du 28.04.2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (MB 14.11.2003 éd 2) règle l'entrée en vigueur de cette loi. - Art. 97 est applicable à partir du 01.01.2004 (art. 23, §3, A, 2°).
515 novies	L 22.06.2012	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	83	- entier (insertion)	- aux capitaux et valeurs de rachats qui sont transférés à partir du 01.07.2012 (art. 84, al. 2)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	36	- al. 4 (modification)(concerne uniquement le texte neerlandais)	- aux capitaux qui sont transférés à partir du 01.07.2012 (art. 39, al. 6)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
516	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	100	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 101, al. 1er)
	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	83	- § 1er, 2° (remplacement) - § 2, al. 2 (remplacement) - § 3, al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 91, al. 4)
	L 17.05.2000	16.06.2000 Err. 12.08.2000	2826	10	- § 1er, 1°, b), al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2001 (art. 11)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 Err. 21.12.2001	2958	1	- § 1er, 1°, al. 1er, b) et al. 2 - § 2, al. 2 - § 3, al. 2 et 3 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 45, § 2)
	AR 11.12.2001	22.12.2001 (éd. 2) err. 03.07.2002	2990	1	- § 1er, 2° (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 13, al. 1er)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	409	- § 2, al. 1er (modification) - § 2, al. 2 (modification) - § 3, al. 1er (modification) - § 4 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	99	- §§ 2 et 3 (abrogation) - § 4 et 5 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er)
517	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	59	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
518	AR 20.12.1996	31.12.1996 (éd. 4)	2484	47	- al. 1er (modification)	- à partir du 01.01.1997 (art. 49, al. 4) (rapporté par l'art. 45, § 3 de la L. 04.05.1999 portant des dispositions fiscales diverses à sa date d'entrée en vigueur)
	AR 20.07.2000	30.06.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	1	- al. 3 (remplacement par les montants exprimés en euro)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 20.07.2000	30.06.2000 err. 08.03.2001 (éd. 2)	2853	4, 10°	- al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2002 (art. 7, § 1er)
	AR 13.07.2001	11.08.2001 err. 21.12.2001	2958	42, 5°	- al. 3 (modification). Dans les montants qui forment un multiple entier d'un euro, la notation avec deux décimales est remplacée par une notation sans décimale.	- à partir du 01.01.2002 (art. 45, § 1er)
	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	60	- al. 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2005 (art. 65, al. 5)
	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	410	- al. 1er (modification) - al. 3 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	140	- al. 1er (modification)	- le 08.06.2007, à l'exception du renvoi à l'article 234, al. 1er, CIR 92 qui est applicable à partir du 01.01.2006 (art. 142, 1°)

	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	100	- al. 1er (modification) - al. 3 (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
519	L 24.12.1993	31.12.1993 (éd. 2)	2280	33	- phrase liminaire (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 1995 (art. 34, § 1er)
	L 30.03.1994	31.03.1994 (éd. 2)	2297	26	- phrase liminaire (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.1994 (art. 29, § 1er, 6°)
					- phrase liminaire (modification) (concerne uniquement le texte français)	- à partir de l'ex. d'imp. 1992 (art. 29, § 1er, 2°)
	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	36	- phrase liminaire (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	92	- entier (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
519bis	L 28.07.1992	31.07.1992	2185	48	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.08.1992
	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	53	- al. 1er (modification)	- aux opérations de fusion, de scission, d'adoption d'une autre forme juridique ou d'apport, réalisées à partir du 01.10.1993 (art. 80, § 5)
	L 14.04.2011	06.05.2011	–	51	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 16.05.2011

519ter	25.04.2007	08.05.2007 (éd. 3) err. 08.10.2007	–	106	- entier (insertion)	- pas mentionnée donc 10 jours après publication au MB, c.-à.d. à partir du 18.05.2007 Toute modification apportée à partir du 17.10.2006 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 107)
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	84	- § 1er, al. 1er phrase liminaire (modification) - § 1er, al. 1er, 2° (modification) - § 1er, al. 1er, 3° et 4° (insertion) - § 1er, al. 2 (abrogation) - § 1er, al. 3 (modifications) - § 3 (modification) - § 4 (abrogation)	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 30.07.2018	10.08.2017	–	35	**- (remplacement art. 84, c L 25.12.2017 ci-dessus)**	- le 01.01. 2020 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2021 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2020 (art. 86, B2) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 86, D)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	46	- art. 84, c, 5° L 25.12.2017 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019

	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	91	- § 2, al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	21	- § 2, al. 1er (abrogation)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 23)
520	L 28.12.1992	31.12.1992 (éd. 3) err. 18.02.1993	2212	26	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 1993 (art. 30, § 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
521	L 13.12.2012	20.12.2012	–	55	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 30.12.2012
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	33	- entier (abrogation)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023
522	L 06.07.1994	16.07.1994	2323	84	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 26.07.1994
523	L 20.12.1995	23.12.1995	2422	23	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 02.01.1996
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	36	- al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2000 (art. 48, § 4)
	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	17	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
524	L 27.10.1997	02.12.1997	2538	6	- al. unique (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 1997 (art. 7)

	L 22.12.1998	15.01.1999	2648	54	- al. unique (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.01.1999
	L 04.05.1999	12.06.1999	2703	45, § 2	- retrait art. 54 L 22.12.1998	- le jour de l'entree en vigueur originale de l'art. 54 L 22.12.1998
525	L 10.08.2001	20.09.2001	2971	61	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2003 (art. 65, al. 3)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
526	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	411	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 27.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006	3517	181	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 190, al. 2)
	L 25.04.2007	10.05.2007	–	6	- § 1er, al. 3 (insertion) - § 2, al. 4 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 7)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	116	- § 5 (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 134, al. 11)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	37	- § 2, al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	101 102	- §§ 1er à 3 (remplacement) - § 4 (modification) - § 1er, al. 1er (remplacement) - § 2 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 108, al. 2)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	61	- § 2, al. 3 et al. 4 (insertion) - § 3, al. 1er, 1° (remplacement) - § 3, al. 1er, 2° (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 68, al. 13)

				65	- Art. 101 L 08.05.2014 est modifié: - § 1, al. 1er 1°, b (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.01.2016
ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 28.04.2019	06.05.2019	–	15	- § 2, al. 4 (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 16, al. 6)
526[1]	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	117	- entier (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 134, al. 11)
527	L 27.12.2004	31.12.2004 (éd. 2) err. 18.01.2005	3402	412	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2006 (art. 413, al. 2)
	L 13.12.2012	20.12.2012	–	38	- al. 1er à 5 (modifications)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 39, al. 8)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	103	- al 1er et 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er)
528	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	18	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	98	- al. unique (insertion)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que les dispositions visées à la présente section ne constituent pas d'aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au MB par le ministre des Finances. (art. 100)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- entier (retrait)	- à partir du 01.01.2016 (art. 89)
529	L 22.06.2005	30.06.2005	3461	19	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 (art. 21, al. 1er) Toute modification apportée à partir du 29.04.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application des dispositions mentionnées à l'alinéa 1er (art. 21, al. 2).
530	L 23.12.2005	30.12.2005 (éd. 2) err. 31.01.2006 err. 30.09.2008 (éd. 5)	3518	131	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2007 Toute modification apportée à partir du 18.11.2005 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence. (art. 132)
	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	154	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009. Toute modification apportée à partir du 07.11.2008 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence (art. 155)

	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	99	- §§1 et 2 (modification)	- aux investissements acquis ou constitués à partir du 01.01.2016 à condition qu'il ressorte d'une décision prise par la Commission européenne que les dispositions visées à la présente section ne constituent pas d'aide d'Etat incompatible visée à l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La réalisation de cette condition fait l'objet d'un avis publié au MB par le ministre des Finances. (art. 100)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	89	- entier (retrait)	- à partir du 01.01.2016 (art. 89)
	L 12.05.2024	29.05.2024	–	19	- § 1er, al. 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2026 (art. 21, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
531	L 27.12.2006	28.12.2006 (éd. 3) err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007 (éd. 2)	3604	31	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2008 (art. 32, al. 1er). Toute modification apportée à partir du 17.10.2006 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cette disposition (art. 32, al. 2)
	L 24.07.2008	07.08.2008	–	9	- al. unique (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2009 (art. 10, al. 3)
532	L 22.12.2008	29.12.2008 (éd. 4) err. 10.02.2009 (éd. 2)	–	141	- entier (insertion)	- le 08.06.2007 (art. 142)
533	L 06.05.2009	19.05.2009	–	41	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2009 (art. 42)

534	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	37	- entier (insertion)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 38)
	L 29.03.2012	06.04.2012 (éd. 3)	–	152	- al. 1er (modification)	- aux revenus recueillis à partir du 01.01.2012 (art. 153, al. 3)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	93, 1° 93, 2°	- al. 1er (modification) - al. 2 (modification)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2012 (art. 96, al. 1er)
	L 27.12.2012	31.12.2012 (éd. 2)	–	94, 1° 94, 2° 94, 3°	- al. 1er (modification) - al. 2 (remplacement) - al. 3 (abrogation)	- aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 01.01.2013 (art. 96, al. 2)
535	L 28.12.2011	30.12.2011 (éd. 4)	–	51	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 52, al. 4)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.12.2013	31.12.2013 (éd. 2)	–	13	- entier (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 22, al. 7)
	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	104	- al 1er (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	12	- al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
536	L 13.12.2012	20.12.2012	–	56	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2013 (art. 59, al. 6) Toute modification apportée, à partir du 28.11.2011, à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 59, al. 7)

	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	99	- al. 5 (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 100)
	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	13	al. 5 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 16)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	85	- al. 2 (abrogation) - al. 3 qui devient al. 2 (modification)	- le 01.01.2018 et sont applicables à partir de l'ex d'imp. 2019 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2018 (art. 86, A) Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07. 2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre art. 86, D)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	16	- al. 3 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 20.08.2018 Toute modification apportée à la date de clôture de l'exercice comptable à partir du 26.07.2017, reste sans effet pour l'application des dispositions du présent chapitre (art. 17, al. 7)
	L 02.05.2019	15.05.2019	–	19	- al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte français)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.05.2019
	L 21.12.2022	29.12.2022	–	34	- al. 2 (modification) - al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 08.01.2023

537	L 28.06.2013	01.07.2013 éd. 2	–	6	- entier (insertion)	- le 01.07.2013 et ne peut être appliqué qu'aux apports effectués jusqu'au dernier jour de l'exercice comptable qui se clôture avant le 01.10.2014 (art. 7, al. 3) Toute modification apportée à partir du 01.05.2013 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de cet article (art. 7, al. 5)
	L 26.12.2015	30.12.2015 (éd. 2) 25.01.2016	–	93	- al. 6 et 7 (modification)	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 94)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	19	Modifications de l'art. 93 L 26.12.2015	- aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2016 (art. 20, al. 3)
	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	92	- al. 7 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
	L 21.01.2022	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	59	- al. 4 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 07.02.2022
	L 05.07.2022	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	42	- al. 7 (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 25.07.2022
538	L 26.12.2013	31.12.2013 éd. 3	–	103	- entier (insertion)	- à partir du 01.01.2014 (art. 110)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	78	- entier (abrogation)	- le 01.01.2019 et est applicable aux allocations de licenciement, rémunérations et indemnités obtenues à partir du 01.01.2019 (art. 79, al. 2)

539	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	105 106	- entier (insertion) - § 1er, al 1er (remplacement)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er) - à partir de l'ex. d'imp. 2017 (art. 108, al. 2)
	L 19.12.2014	29.12.2014 (éd. 2)	–	13	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 16, al. 1er)
	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	62	- § 2, al. 2 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2016 (art. 68, al. 3)
	L 25.12.2017	29.12.2017	–	130	- § 3 (modification)	- à partir de l'ex. d'imp. 2018 (art. 131, al. 1er)
	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	113	- § 4 (insertion)	- le 01.01.2023 (art. 124, al. 2)
540	L 08.05.2014	28.05.2014 (éd. 2) err. 27.01.2015	–	107	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2015 (art. 108, al. 1er)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7
541	L 10.08.2015	18.08.2015 (éd. 2)	–	82	- entier (insertion)	- le jour de la publication au MB (art. 83, al. 1er)

	L 25.12.2017	29.12.2017	–	18	- § 2, 5° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 2, 8° (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 2/1 (insertion) - § 3, al. 2 (modification) (concerne uniquement le texte néerlandais) - § 3, nouvel alinéa 3 (insertion entre al. 2 et al. 3 existants) - § 3, nouvel al. 5 (al. 4 ancien) (modification) - § 4, al. 1er et al. 2 (remplacement)	- le jour de la publication de la présente loi au MB (art. 20, al. 2)
542	L 18.12.2015	28.12.2015 (éd. 2) err. 14.01.2016	–	14	- entier (insertion)	- le jour où le ministre des Finances a inséré un avis au MB, dans lequel il est précisé que d'une décision prise par la Commission européenne il apparaît que la disposition reprise à l'art. 14 est compatible avec le marché intérieur visé à l'art. 107 du Traité relatif au fonctionnement de l'Union Européenne(art. 15,2)
	L 30.07.2018	10.08.2018	–	9	- entier (retrait)	- le jour de l'entree en vigueur originale, art. 15, L 18.12.2015, retiré par l'art. 10 L 30.07.2018
543	L 03.08.2016	11.08.2016 (éd. 2)	–	10	- entier (insertion)	- le 01.07.2016 (art. 11)
	L 17.12.2017	22.12.2017	–	8	- al. 1er (modification)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 01.01.2018

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

544	L 21.02.2020	12.03.2020	–	2	- entier (insertion)	- le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de cet article (art. 12, § 1) Art. 3 de l'AR 22.12.2020 fixant la date d'entrée en vigueur de diverses lois relatives au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (MB 29.12.2020, éd. 2), stipule que cet article entre en vigueur le 01.01.2021.
545	L 21.02.2020	12.03.2020	–	3	- entier (insertion)	- le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de cet article (art. 12, § 1) Art. 3 de l'AR 22.12.2020 fixant la date d'entrée en vigueur de diverses lois relatives au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (MB 29.12.2020, éd. 2), stipule que cet article entre en vigueur le 01.01.2021.
546	L 20.12.2020	30.12.2020	–	11	- entier (insertion)	- à partir de l'ex. d'imp. 2022 (art. 12, al. 3)
547 ?						
548	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	93	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
549	L 27.06.2021	30.06.2021 (éd. 3) err. 12.07.2021	–	94	- entier (insertion)	- pas mentionnée, donc 10 jours après la publication au MB, c.-à-d. à partir du 10.07.2021
550	L 25.11.2021	03.12.2021	–	10	- entier (insertion)	- le 01.01.2026 et sont applicables à partir de l'ex. d'imp. 2027 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2026 (art. 12, al. 5)

ART. CIR 92	DATE L, OU AR	DATE MB	R	ART. L, OU AR	OBJET	ENTRÉE EN VIGUEUR
1	2	3	4	5	6	7

				11, 1° 11, 2° 11, 3° 11, 5° 11, 4°	- al. 1er (modification) - al. 2 et 4 (abrogation) - nouvel al. 2 (al. 3 ancien) (modification) - nouvel al. 7 et 8 (al. 9 et 10 ancien) (modification) - al. 4 (modification)	- le 01.01.2028 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2029 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2028 (art. 12, al. 12) - le 01.01.2027 et est applicable à partir de l'ex. d'imp. 2028 se rattachant à une période imposable qui débute au plus tôt le 01.01.2027. (art. 12, al. 13)
551	LP 26.12.2022	30.12.2022	–	108	- entier (insertion)	- le 01.01.2023 et est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 01.01.2023 (art. 124, al. 1er)
552	L 12.05.2024	29.05.2024	–	20	- entier (insertion)	- aux immobilisations acquises ou constituées à partir du 01.01.2025 (art. 21, al. 2)

Historique des dispositions régionales

1) Région flamande

Remarque:

Le Décret du 13.12.2013 portant le Code flamand de la Fiscalité (MB 23.12.2013, éd. 1)(Annexe 1) et l'Arrêté du 20.12.2013 du Gouvernement flamand portant exécution du Code flamand de la Fiscalité (MB 31.12.2013, éd. 1 – err. 27.01.2014) (Annexe 2) sont d'application à partir de l'ex. d'imp. 2014.

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
38	D 07.07.2017	50	09.08.2017
145^{21}	D 07.07.2017	51	09.08.2017
	A 29.09.2017	60	31.10.2017
	D prog 20.12.2019	35	30.12.2019
145^{23}	D 21.12.2018	58	28.12.2018
145^{25}	D 22.06.2018	2	24.07.2018
145^{30}	D 22.06.2018	3	24.07.2018
145^{31}	D 19.12.2014	63	30.12.2014
145^{36}	D 20.04.2018	2	16.05.2018
145^{37}	D 19.12.2014	64	30.12.2014
	D 18.12.2015	81	29.12.2015

ART. CIR 92	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI	ART.	MB

1	3	4	5
	D 23.12.2016	4	30.12.2016
145[38]	D 18.12.2015	82	29.12.2015
	D 23.12.2016	5	30.12.2016
145[38/1]	D 18.12.2015	83	29.12.2015
	D 23.12.2016	6	30.12.2016
145[38/2]	D 18.12.2015	84	29.12.2015
	D 23.12.2016	7	30.12.2016
	D prog 20.12.2019	36	30.12.2019
145[39]	D 18.12.2015	85	29.12.2015
145[40]	D 19.12.2014	65	30.12.2014
	D 18.12.2015	86	29.12.2015
145[41]	D 19.12.2014	66	30.12.2014
145[42]	D 19.12.2014	67	30.12.2014
145[43]	D 19.12.2014	68	30.12.2014
	D 18.12.2015	87	29.12.2015
	D prog 20.12.2019	37	30.12.2019
145[44]	D 23.12.2016	8	30.12.2016
145[45]	D 19.12.2014	69	30.12.2014
145[46]	D 19.12.2014	70	30.12.2014
	D 18.12.2015	88	29.12.2015
	D 23.12.2016	9	30.12.2016
145[46/1]	D prog 20.12.2019	38	30.12.2019
	D prog 18.12.2020	53	30.12.2020, éd. 2

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
145[47]	D 23.12.2016	46	29.12.2016, éd. 2
178	D 19.12.2014 D 20.04.2018	71 2	30.12.2014 16.05.2018
178/1	D 19.12.2014	61	30.12.2014
253	D 22.12.1993	90, § 1	29.12.1993 err. 25.02.1994
	D 19.12.1997	11	30.12.1997
	D 18.05.1999	82	23.07.1999
	D 20.12.2002	54 - 55 - 56	31.12.2002, éd. 4
	D 23.05.2008	3	13.06.2008
	D 19.12.2008	22	29.12.2008
	D 27.03.2009	7.2.4	15.05.2009
	D 23.12.2010	51	31.12.2010, éd. 2
	D 21.06.2013	53	14.08.2013, éd. 2
	D.13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
255	D 21.12.1990	60	29.12.1990, éd. 2
	D 19.12.1997	12	30.12.1997
	AM 08.05.2000	1	26.05.2000
	AM 19.02.2001	1	09.03.2001, éd. 2
	AM 12.03.2002	1	12.04.2002
	AM 18.03.2003	1	04.04.2003
	D 19.12.2003	33 – 34 - 35	31.12.2003, éd. 2

	AM 15.03.2005	1	01.04.2005

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	AM 07.03.2006	1	22.03.2006
	AM 21.03.2007	1	12.04.2007
	AM 03.03.2008	1	12.03.2008
	AM 10.04.2009	1	22.04.2009, éd. 2
	D 09.07.2010	40	28.07.2010
	AM 28.07.2010	1	03.08.2010, éd. 2
	Avis 15.03.2011	A et B	15.03.2011
	D 23.12.2011	35	30.12.2011, éd. 4
	Avis 21.02.2012	A et B	21.02.2012
	Avis 18.02.2013	A et B	18.02.2013
	D.13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
257	D 09.06.1998	3	18.07.1998
	D 18.05.1999	2	16.07.1999
	AM 08.05.2000	2	26.05.2000
	D 30.06.2000	19	17.08.2000
	AM 19.02.2001	2	09.03.2001
	D 13.07.2001	3	07.08.2001
	AM 12.03.2002	2	12.04.2002
	AM 18.03.2003	2	04.04.2003
	D 19.12.2003	36	31.12.2003, éd. 2
	AM 15.03.2005	2	01.04.2005

D 20.05.2005	29	09.06.2005
AM 07.03.2006	2	22.03.2006

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	AM 21.03.2007	2	12.04.2007
	AM 03.03.2008	2	12.03.2008
	D 23.05.2008	4	13.06.2008
	AM 10.04.2009	2	22.04.2009, éd. 2
	AM 02.04.2010	1	09.04.2010
	Avis 15.03.2011	C, D et E	15.03.2011
	D 23.12.2011	36	30.12.2011, éd. 4
	Avis 21.02.2012	C , D et E	21.02.2012
	D 09.11.2012	7	26.11.2012
	D 21.12.2012	2	07.01.2013
	Avis 18.02.2013	C , D et E, C	18.02.2013
	D.13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
258	D 09.06.1998	4 - 5	18.07.1998
	D 23.05.2008	5	13.06.2008
	D 21.12.2012	3	07.01.2013
	D.13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
259	D 09.06.1998	6	18.07.1998
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
260	D 09.06.1998	7	18.07.1998
	D 21.02.2003	2	11.03.2003
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
260bis	D 09.05.2003	5	02.06.2003

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	D 15.07.2005	3	31.08.2005, éd. 2
	D 09.11.2012	8	26.11.2012
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
260ter	D 19.12.2003	37	31.12.2003, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
302	D 09.11.2012	6	26.11.2012
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
316	D 08.07.2011	3	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
319bis	D 21.06.2013	31	26.06.2013 err. 28.06.2013, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
322	D 21.06.2013	32	26.06.2013 err. 28.06.2013, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
327	D 21.06.2013	33	26.06.2013 err. 28.06.2013, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
333bis	D 21.06.2013	34	26.06.2013 err. 28.06.2013, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
338	D 21.06.2013	35	26.06.2013 err. 28.06.2013, éd. 2
346	D 08.07.2011	4	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
351	D 08.07.2011	5	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
354	D 08.07.2011	11	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
371	D 21.12.2007	16	31.12.2007
	D 08.07.2011	6	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
373	D 08.07.2011	7	20.07.2011, éd. 2
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
376	D 19.12.2003	38	31.12.2003, éd. 2
	D 23.05.2008	6	13.06.2008
	D 21.12.2012	4	07.01.2013
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1°	23.12.2013
433	D 19.12.2003	39	31.12.2003, éd. 2
	D 19.12.2008	23	29.12.2008
	D.13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
434	D 19.12.2003	40 - 41	31.12.2003, éd. 2
	D 19.12.2008	24	29.12.2008
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
435	D 19.12.2008	25	29.12.2008

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
436	D 19.12.2008	26	29.12.2008
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
438	D 19.12.2008	27	29.12.2008
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
442	D 19.12.2008	28	29.12.2008
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1, 1° et 5.0.0.0.6	23.12.2013
496	D 06.07.2001	28	10.10.2001
	D 16.06.2006	3	05.07.2006
	A 23.06.2006	1 - 25	30.06.2006, éd. 3
	D 13.12.2013	5.0.0.0.1., § 1	23.12.2013

2) Région wallonne

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
145[22]	D 11.12.2014	195	23.01.2015
	D 17.12.2015	214	25.01.2016
	DP 21.12.2016	58	29.12.2016, ed. 2
145[23]	D 06.05.2019	10	27.05.2019
145[31]	D 12.12.2014	12	29.12.2014, éd. 2
145[37]	D 12.12.2014	13	29.12.2014, éd. 2
	D 17.12.2015	217	25.01.2016
	D 20.07.2016	1 et 8	10.08.2016
145[38]	D 20.07.2016	9	10.08.2016
145[39]	D 20.07.2016	10	10.08.2016
145[40]	D 17.12.2015	218	25.01.2016
	D 20.07.2016	2	10.08.2016
145[42]	D 17.12.2015	219	25.01.2016
	D 20.07.2016	3 et 11	10.08.2016
145[43]	D 17.12.2015	220	25.01.2016
	D 20.07.2016	4 et 12	10.08.2016
145[44]	D 20.07.2016	13	10.08.2016
145[45]	D 17.12.2015	221	25.01.2016

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	D 20.07.2016	5 et 14	10.08.2016
145[46]	D 17.12.2015	222	25.01.2016
	D 20.07.2016	6 et 15	10.08.2016 err. 10.10.2016
145[46bis]	D 17.12.2015	224	25.01.2016
	D 20.07.2016	16	10.08.2016 err. 10.10.2016
	D 22.12.2021	1	03.01.2022
145[46ter]	D 20.07.2016	17	10.08.2016 err. 10.10.2016
145[46quater]	D 20.07.2016	18	10.08.2016 err. 10.10.2016
145[46quinquies]	D 20.07.2016	19	10.08.2016
145[46sexies]	D 20.07.2016	20	10.08.2016
178	D 17.12.2015	223	25.01.2016
	D 20.07.2016	7 et 21	10.08.2016
178/1	D 12.12.2014	14 - 15	29.12.2014, éd. 2
251	D 17.12.2020	2	25.01.2021
253	D 06.12.2001	16	22.01.2002, éd. 2
	D 22.10.2003	2	19.11.2003
	D 18.12.2003	15bis	06.02.2004
	D 03.02.2005	34	01.03.2005
	D 23.02.2006	31	07.03.2006
	D 22.12.2010	160	10.02.2011

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	D 03.06.2011	8	14.06.2011
	D 15.12.2011	153	27.01.2012, éd. 2
	D 19.12.2012	21	21.12.2012, éd. 3
	D 11.12.2013	18	23.12.2013, éd. 2
	D 11.12.2014	14	19.12.2014, éd. 2
	DP 12.12.2014	16	29.12.2014, éd. 2
	D 17.12.2015	14	30.12.2015, éd. 2
	D 21.12.2016	14	29.12.2016, éd. 2
	DP 21.12.2016	60 et 61	29.12.2016, ed. 2
	D 13.12.2017	11	22.12.2017
	D 19.07.2018	17	24.08.2018
	D 17.07.2018	199	08.10.2018
254	D 17.12.2020	17	25.01.2021
255	D 01.12.1988	1	18.01.1989
	D 22.10.2003	3	19.11.2003
	D 27.04.2006	1 – 2	15.05.2006
	D 10.12.2009	1	23.12.2009
257	D 22.10.2003	2	19.11.2003
	D 18.12.2003	14, § 1	06.02.2004
	D 10.12.2009	2	23.12.2009
	D 10.05.2012	8	29.05.2012

	D 19.09.2013	23	11.10.2013, éd. 2

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
258	D 22.10.2003	3	19.11.2003
	D 18.12.2003	15, § 1	06.02.2004
	D 19.09.2013	24	11.10.2013, éd. 2
259	D 18.12.2003	15, § 2	06.02.2004
	D 19.09.2013	25	11.10.2013, éd. 2
304	D 17.12.2020	17	25.01.2021
354	D 17.12.2020	17	25.01.2021
376	D 17.12.2020	17	25.01.2021
518	D 22.10.2003	4	19.11.2003
	D 10.12.2009	3	23.12.2009

Région Bruxelles Capitale

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
135	O 07.12.2017	4, 12	14.12.2017
145[21]	O 18.12.2015	12	30.12.2015, éd. 2
145[23]	O 12.12.2016	23	29.12.2016, éd. 3
145[25]	O 18.12.2015	13, 1°	30.12.2015, éd. 2
145[30]	O 18.12.2015	13, 2°	30.12.2015, éd. 2
	O 12.12.2016	34	29.12.2016, éd. 3
145[31]	O 18.12.2015	13, 3°	30.12.2015, éd. 2
145[36]	O 18.12.2015	13, 4°	30.12.2015, éd. 2
145[36bis]	O 12.12.2016	24	29.12.2016, éd. 3
145[47]	O 18.12.2015	13, 5°	30.12.2015, éd. 2
251	O 23.11.2017	2	08.12.2017
253	O 04.03.1993	39	07.04.1993
	O 22.12.1994 **Arrêt 111/2016 Cour Constitutionnelle 14.07.2016**	2 - 3	07.02.1995 **04.10.2016**
	O 19.02.2004	122	29.03.2004
	O 23.11.2017	5, 11 et 12	08.12.2017
255	O 12.11.1992	2	03.12.1992
	O 08.12.2005	2	02.01.2006
	O 12.02.2009	2	24.02.2009

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
	O 12.12.2016	25	29.12.2016, éd. 3
	O 23.11.2017	3	08.12.2017
257	O 23.07.1992	2bis - 2ter - 2quater - 2quinquies	01.08.1992
	O 13.04.1995	3	13.06.1995
	O 18.12.2015	2	30.12.2015, éd. 2
	O 12.12.2016	27 et 28	29.12.2016, éd. 3
	O 23.11.2017	6	08.12.2017
258	O 23.11.2017	7	08.12.2017
258	O 23.11.2017	8	08.12.2017
260	O 23.11.2017	9	08.12.2017
260/1	O 23.11.2017	10	08.12.2017
260bis	O 08.12.2005	4	02.01.2006
	O 12.12.2016	26	29.12.2016, éd. 3
298	O 07.12.2017	3, 1°, 3° et 7°	14.12.2017
	O 28.11.2019	3	10.12.2019
299	O 07.12.2017	3, 10°	14.12.2017
300	O 28.11.2019	5	10.12.2019
302	O 28.11.2019	7	10.12.2019
315bis	O 07.12.2017	3, 10°	14.12.2017
322	O 07.12.2017	5, 1° et 6, 1°et 7	14.12.2017
323	O 28.11.2019	9	10.12.2019
333/1	O 07.12.2017	5, 2° et 6, 2°	14.12.2017

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
335	O 07.12.2017	5, 3°	14.12.2017
	O 28.11.2019	11	10.12.2019
336	O 28.11.2019	12	10.12.2019
337	O 28.11.2019	13	10.12.2019
340	O 28.11.2019	15	10.12.2019
355	O 07.12.2017	6, 3°	14.12.2017
	O 28.11.2019	17	10.12.2019
356	O 28.11.2019	19	10.12.2019
366	O 07.12.2017	5, 4°, 5° et 6, 4° et 5°	14.12.2017
	O 28.11.2019	21, 1°, 3°et 4°	10.12.2019
367	O 28.11.2019	22	10.12.2019
374	O 28.11.2019	24	10.12.2019
375	O 28.11.2019	26	10.12.2019
376	O 28.11.2019	28	10.12.2019
376ter	O 28.11.2019	28	10.12.2019
376quater	O 28.11.2019	28	10.12.2019
376quinquies	O 07.12.2017	5, 6°, 7° et 6, 6° et 7°	14.12.2017
376sexies	O 28.11.2019	97	10.12.2019
376septies	O 28.11.2019	98	10.12.2019
379	O 07.12.2017	5, 8° et 6, 8°	14.12.2017
	O 28.11.2019	30	10.12.2019

ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
398	O 28.11.2019	32	10.12.2019
399bis	O 28.11.2019	34	10.12.2019
410	O 28.11.2019	36	10.12.2019
413ter	O 07.12.2017	5, 9°et 6, 9°	14.12.2017
413quinquies	O 07.12.2017	5, 10°et 6, 10°	14.12.2017
417	O 28.11.2019	38	10.12.2019
418	O 28.11.2019	40	10.12.2019
419	O 28.11.2019	42	10.12.2019
427	O 28.11.2019	44	10.12.2019
428	O 28.11.2019	46	10.12.2019
429	O 28.11.2019	48	10.12.2019
430	O 28.11.2019	50	10.12.2019
431	O 28.11.2019	52	10.12.2019
433	O 07.12.2017	5, 11° et 6, 11°	14.12.2017
	O 28.11.2019	54	10.12.2019
434	O 07.12.2017	5, 12° et 6, 12°	14.12.2017
	O 28.11.2019	56	10.12.2019
435	O 28.11.2019	58	10.12.2019
440	O 28.11.2019	60	10.12.2019
441	O 07.12.2017	5, 13° et 6, 13°	14.12.2017
	O 28.11.2019	62	10.12.2019
442	O 07.12.2017	5, 14°en 6, 14°	14.12.2017
	O 28.11.2019	64	10.12.2019

442bis	O 07.12.2017	5, 15°et 6, 15°	14.12.2017
ART. CIR 92 1	DATE ARRETE, DECRET, ORDONNANCE, AM OU LOI 3	ART. 4	MB 5
443bis	O 28.11.2019	66	10.12.2019
443ter	O 28.11.2019	68	10.12.2019
447	O 28.11.2019	100	10.12.2019
463	O 28.11.2019	100	10.12.2019
470/1	O 28.11.2019	70	10.12.2019

TABLE D'ORIGINE CHRONOLOGIQUE DU CIR 92

Cette table mentionne à la :

colonne 1 :

rangés par ordre chronologique, les lois ou les AR qui ont modifié le CIR 92

colonne 2 :

la date du MB dans lequel la loi ou l'AR, mentionné à la colonne 1, a été publié

colonne 3 :

le n° du recueil administratif dans lequel la loi ou l'AR, mentionné à la colonne 1, a été publié

colonne 4 :

le n° du Bulletin des Contributions dans lequel la loi ou l'AR, mentionné à la colonne 1, a été publié

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 17.06.1991, portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit	09.07.1991	2117	708
L 28.07.1992, portant des dispositions fiscales et financières	31.07.1992	2185	719
L 28.12.1992, portant des dispositions fiscales, financières et diverses	31.12.1992, éd. 3 - err. 18.02.1993	2212	725
L 22.03.1993, relative au statut et au contrôle des établissements de crédit	19.04.1993	2235	728
L 22.07.1993, portant des dispositions fiscales et financières	26.07.1993	2253	731
L 18.06.1993, modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques	07.08.1993	2258	731
L 06.08.1993, relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières	18.08.1993	2260	731
L 06.08.1993, portant des dispositions fiscales en matière de fusion et de scission de sociétés	31.08.1993	2263	731
L 06.08.1993, portant modification du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne les pompiers volontaires	31.08.1993	2264	731
L 24.12.1993, Loi -programme	31.12.1993, éd. 2	2280	736
L 27.12.1993, modifiant la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et de la détention des participations du secteur public dans certaines sociétés financières de droit privé, ainsi que le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées au timbre et modifiant le statut de la Société nationale de Crédit à l'Industrie	31.12.1993, éd. 4	2282	736
L 30.03.1994, portant exécution du plan global en matière de fiscalité	31.03.1994, éd. 2	2297	739
L 05.07.1994, modifiant, en ce qui concerne l'établissement de l'impôt des personnes physiques, le Code des impôts sur les revenus 1992	16.07.1994	2322	742
L 06.07.1994, portant des dispositions fiscales	16.07.1994	2323	742
L 21.12.1994, portant des dispositions sociales et diverses	23.12.1994, éd. 2	2350	746
L 22.02.1995, modifiant les articles 104 et 110 du Code des impôts sur les revenus 1992	31.03.1995	2376	750

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 22.03.1995, entérinant la convention du 1er juin 1994 entre le Gouvernement fédéral, le Gouvernement flamand, le Gouvernement régional wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles -Capitale relative au règlement des dettes du passé et charges s'y rapportant en matière de logement social, et contenant certaines dispositions fiscales et financières en vue de l'application de ladite convention	26.04.1995	2379	750
L 04.04.1995, portant des dispositions fiscales et financières	23.05.1995 - err. 01.07.1995	2394	751
L 06.04.1995, modifiant l'article 7, § 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992	16.06.1995	2407	752
L 06.04.1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements	03.06.1995 err. 01.08.1995	2401	752
L 07.04.1995, concernant le statut fiscal des membres de la Chambre des représentants, du Sénat, des Conseils de Communauté et de Région et du Parlement européen	16.06.1995	2408	752
L 12.04.1995, modifiant l'article 15 du Code des impôts sur les revenus 1992	26.09.1995	2414	754
L 20.12.1995, portant des dispositions fiscales, financières et diverses	23.12.1995	2422	757
L 20.12.1995, portant des dispositions sociales	23.12.1995	2423	757
AR 22.12.1995, relatif au transfert à la Commission bancaire et financière des compétences de contrôle confiées à la Caisse d'intervention des socétés de bourse	06.01.1996	2428	758
AR 22.12.1995, modifiant, en matière d'exonération pour personnel supplémentaire affecté à la recherche scientifique en Belgique, le CIR 92 et l'AR/CIR 92	19.01.1996	2429	758
L 30.01.1996, modifiant diverses dispositions en matière d'impôt des non -résidents	30.03.1996	2447	761
L 20.03.1996, portant des dispositions fiscales en matière de revenus mobiliers	07.05.1996	2450	762
L 02.04.1996, modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'ajouter à la liste des dépenses déductibles les libéralités en argent faites aux organismes agréés de défense de l'environnement	04.06.1996	2453	763
L 21.05.1996, portant exonération du revenu cadastral pour l'exercice public de l'assistance morale laïque	31.07.1996	2460	764
AR 14.11.1996, portant modification du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de réduction d'impôt pour pensions et revenus de remplacement, en application de l'article 2, §§ 1er et 3, et de l'article 3, § 1er, 2°, de	06.12.1996	2476	768

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne			
AR 12.12.1996, portant des mesures en matière de lutte contre la fraude fiscale et en vue d'une meilleure perception de l'impôt, en application des articles 2, § 1er, et 3, § 1er, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne	31.12.1996, éd. 2	2480	769
L 12.12.1996, modifiant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'article 2075 du Code civil, l'article 2 du Titre VI, Livre I du Code de commerce, l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, l'article 44 du Code TVA et l'article 265 du Code des impôts sur les revenus 1992	14.02.1997	2494	770
AR 20.12.1996, portant des mesures fiscales diverses en application des articles 2, § 1er, et 3, § 1er, 2° et 3°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne	31.12.1996, éd. 4	2484	769
L 16.04.1997, portant diverses dispositions fiscales	23.05.1997	2507	773
AR 25.04.1997(1) pris en application des articles 2 et 3, § 1er, 2° et § 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, tendant à modifier l'article 216 du Code des impôts sur les revenus 1992 (1)A défaut de confirmation légale, cet arrêté a cessé de produire ses effets au 31.12.1997 (art. 6, § 2, alinéa 3, L 26.07.1997)	18.06.1997	2510	774
L 04.06.1997, modifiant l'article 104, 8°, du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de protéger le patrimoine culturel immobilier	30.07.1997	2517	775
L 06.07.1997, modifiant l'article 164 du Code des impôts sur les revenus 1992	11.10.1997	2528	777
L 06.07.1997, modifiant l'article 7, § 1er, 2°, bbis, du Code des impôts sur les revenus 1992	23.10.1997	2531	777
L 06.07.1997, modifiant l'article 180 du Code des impôts sur les revenus 1992	23.10.1997	2530	777
L 14.07.1997, modifiant l'article 110 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'exécuter l'article 104, 3°, i, du même Code	03.09.1997	2526	776

L 08.08.1997, sur les faillites	28.10.1997	2533	777

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 08.08.1997, modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'encourager fiscalement l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail	05.11.1997 - err. 24.06.1998	2536	778
L 27.10.1997, portant des mesures fiscales visant à stimuler les exportations et la recherche	02.12.1997	2538	778
L 09.12.1997, modifiant l'article 320 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'interdire aux dispensateurs de soins de détacher la souche fiscale des attestations de soins	23.01.1998 - err. 24.06.1998	2548	780
L 10.02.1998, Loi -programme pour la promotion de l'entreprise indépendante	21.02.1998	2559	782
L 19.05.1998, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités perçues en cas de transfert de quantités de référence au fonds des quotas laitiers	26.06.1998	2578	784
L 08.06.1998, portant modification de l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les agents volontaires de la Protection civile	24.07.1998	2585	785
L 12.06.1998, modifiant l'article 104, 3°, b), du Code des impôts sur les revenus 1992	26.09.1998, éd. 2	2605	787
L 17.11.1998, modifiant l'article 145^{1} du Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne les réductions d'impôt en matière de remboursements d'emprunts hypothécaires	16.01.1999 - err. 10.02.1999	2649	791
L 21.12.1998, portant création de la "Coopération Technique Belge" sous la forme d'une société de droit public	30.12.1998, éd. 3	2658	792
L 22.12.1998, portant des dispositions fiscales et autres	15.01.1999	2648	791
AR 26.12.1998, portant des mesures en vue d'adapter la réglementation relative à la responsabilité solidaire pour les dettes sociales et fiscales en application de l'article 43 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions	31.12.1998, éd. 2	2640	790
L 25.01.1999, portant des dispositions sociales	06.02.1999	2656	792
L 10.02.1999, relative à la répression de la corruption	23.03.1999	2672	792
L 01.03.1999, accordant la déductibilité fiscale des libéralités au Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités – Belgique – Fondation de droit belge et l'exemption de la taxe d'affichage	14.04.1999, éd. 2	2679	793
L 10.03.1999, modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des	14.04.1999, éd. 2	2680	793

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions			
L 15.03.1999, relative au contentieux en matière fiscale	27.03.1999	2673	792
L 26.03.1999, relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses	01.04.1999 - err. 10.11.1999	2676	793
L 07.04.1999, relative au contrat de travail ALE	20.04.1999	2685	793
L 21.04.1999, modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre la déductibilité des libéralités faites en argent aux refuges agréés pour animaux	11.05.1999, éd. 2	2689	794
L 28.04.1999, complétant, en ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances	25.06.1999	2710	796
L 04.05.1999, portant des dispositions fiscales et autres	04.06.1999	2699	795
L 04.05.1999, portant des dispositions fiscales diverses	12.06.1999	2703	796
L 04.05.1999, visant à limiter le cumul de la fonction de député permanent avec d'autres fonctions et à harmoniser le statut financier et fiscal des députés permanents	28.07.1999	2729	797
L 07.05.1999, sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs	30.12.1999	2787	801
L 13.05.1999, visant à encourager la conclusion de baux à ferme longue durée	03.07.1999	2709	796
L 03.12.1999, relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine	11.12.1999, éd. 2	2773	800
L 24.12.1999, portant des dispositions fiscales et diverses	31.12.1999, éd. 2	2791	801
L 17.02.2000, modifiant la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale	22.03.2000	2801	804
L 06.04.2000, modifiant l'article 171, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992	16.05.2000	2820	806
L 17.05.2000, modifiant les articles 145^{1} et 145^{5} du Code des impôts sur les revenus 1992	16.06.2000 - err. 12.08.2000	2826	806
L 30.06.2000, modifiant la loi générale sur les douanes et accises et le Code des impôts sur les revenus 1992	12.08.2000 - err. 26.08.2000	2847	808

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 19.07.2000, visant à modifier les articles 34, § 1er, et 39 du Code des impôts sur les revenus 1992	04.08.2000	2844	807
AR 20.07.2000, portant introduction de l'euro dans les arrêtés royaux qui relèvent du Ministère des Finances et en exécution de la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro	30.08.2000 - err. 08.03.2001, éd. 2	2852	809
AR 20.07.2000, portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances	30.08.2000 - err. 08.03.2001, éd. 2	2853	809
L 12.08.2000, portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses	31.08.2000 - err. 25.01.2001	2854	809
L 12.08.2000, portant diverses dispositions relatives à l'organisation des marchés financiers et diverses autres dispositions	07.09.2000	2856	809
L 12.08.2000, portant suppression progressive de la contribution complémentaire de crise sur les revenus des personnes physiques	26.09.2000 - err. 21.12.2000	2858	809
L 23.03.2001, modifiant l'article 104, 7°, du Code des impôts sur les revenus 1992	12.05.2001	2932	816
L 22.05.2001, relative aux régime de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés	09.06.2001	2937	817
L 21.06.2001, visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'Etat et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession	05.07.2001	2944	818
L 10.07.2001, modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière d'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du domicile au lieu du travail	22.08.2001	2960	820
AR 13.07.2001, portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances	11.08. 2001 - err. 21.12.2001	2958	819
L 16.07.2001, portant modification de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et du CIR 92	20.07.2001	2946	818
L 19.07.2001, Loi -programme pour l'année budgétaire 2001	28.07.2001, éd. 2 - err. 15.08.2001 et	2948	818

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
	29.09.2001		
L 20.07.2001, visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité	11.08.2001, éd. 2	2962	820
L 10.08.2001, portant réforme de l'impôt des personnes physiques	20.09.2001	2971	821
L 05.12.2001, modifiant l'article 298 du Code des impôts sur les revenus 1992	8.01.2002	3003	823
L 10.12.2001, modifiant divers code fiscaux, en ce qui concerne le pourvoi en cassation et la représentation de l'Etat devant les cours et tribunaux	22.12.2001	3004	823
L 10.12.2001, modifiant l'article 470 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'améliorer les finances communales	28.12.2001	3005	825
AR 11.12.2001, portant introduction de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances	22.12.2001, éd. 2 - err. 03.07.2002, éd. 2	2990	823
L 07.03.2002, modifiant, en ce qui concerne les conseillers provinciaux, l'article 27, alinéa 2, du CIR 92 et, en ce qui concerne les députés permanents, l'article 53, 17°, du même Code	19.03.2002, éd. 3	3025	826
L 13.03.2002, visant à mettre à la disposition de la police fédérale des fonctionnaires des administrations fiscales	29.03.2002	3029	826
L 19.04.2002, relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale	04.05.2002	3045	828
L 02.05.2002, sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations	11.12.2002	3088	831
L 20.06.2002, portant confirmation des arrêtés royaux du 20 juillet 2000 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans le législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relève du Ministère des Finances	20.07.2002, éd. 2	3062	829
L 21.06.2002, modifiant l'article 25 de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques et les articles 136, 140, 141 et 178, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992	20.07.2002, éd. 2	3063	829

L 02.08.2002, Loi –programme	29.08.2002, éd. 2 -	3072	830

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
	err. 04.10.2002 et 13.11.2002		
L 27.11.2002, modifiant l'article 219 du Code des impôts sur les revenus 1992	10.12.2002, éd. 2	3095	833
L 13.12.2002, insérant l'article 466bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 et réglant l'application de l'article 244bis du même code aux résidents des Pays –Bas	28.12.2002, éd. 2	3100	833
L 24.12.2002, modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale	31.12.2002, éd. 2	3103	833
L 24.12.2002, Loi –programme I	31.12.2002	3106	834
L 14.01.2003, concernant les plus-values à l'occasion de l'aliénation de véhicules d'entreprise	05.02.2003	3115	835
L ~~13.03.2003~~ 28.04.2003, relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale	15.05.2003 éd 2 - err. 26.05.2003	3168	839
AR 27.03.2003, instaurant un système de déclaration électronique	04.04.2003	3141	837
AR 31.03.2003, instaurant un système de notifications électroniques entre le Service public fédéral Finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes	23.04.2003	3155	838
L 08.04.2003, Loi-programme	17.04.2003	3161	838
L 22.04.2003, modifiant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers visant à créer une nouvelle catégorie d'organismes de placement collectif, dénommée pricaf privée, et portant des dispositions fiscales diverses	09.05.2003, éd. 2	3165	839
L 05.08.2003, Loi-programme	07.08.2003, éd. 2	3208	891
L 22.12.2003, Loi-programme	31.12.2003 err. 16.01.2004	3266	845
L 08.01.2004, modifiant l'article 215, alinéa 3, 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992	26.01.2004	3299	846
L 10.05.2004, modifiant l'article 53 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de frais de restaurant	24.05.2004	3332	849

L 17.05.2004, transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le	27.05.2004, éd. 2	3334	849

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier			
L 17.05.2004, modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle	04.06.2004, éd. 2	3337	850
L 17.05.2004, adaptant, en matière d'épargne pension, le Code des impôts sur les revenus 1992	10.06.2004, éd. 3 err. 29.07.2004 err. 23.08.2004	3339	850
AR 14.06.2004, portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire	24.06.2004	3378	853
L 21.06.2004, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et la loi du 24.12.2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale	09.07.2004	3353	851
L 04.07.2004, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la transposition de la directive du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 2003 (2003/49/CE) concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'Etats membres différents	07.09.2004	3365	852
L 06.07.2004, modifiant l'art. 113 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction des frais de garde pour les enfants qui n'ont pas atteint l'age de 12 ans	05.08.2004	3357	851
L 06.07.2004, portant modification des art. 132 et 143 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de prise en charge de certaines personnes âgées de plus de 65 ans	05.08.2004	3359	851
L 06.07.2004, modifiant l'art. 138 du Code des impôts sur les revenus 1992 pour tenir compte des enfants mort-nés pour la détermination des personnes à charge	05.08.2004 err. 23.08.2004	3358	851
L 09.07.2004, Loi programme	15.07.2004, éd. 2	3354	851
L 31.07.2004, modifiant l'art. 145^{24} du Code des impôts sur les revenus 1992 pour encourager davantage l'utilisation plus rationnelle de l'énergie dans les habitations	23.08.2004	3362	852
L 31.07.2004, modifiant les articles 196, §2, et 216, 2°, b) du Code des impôts sur les revenus 1992	23.08.2004	3363	852

L 16.11.2004, modifiant diverses dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de permettre la déductibilité des libéralités faites en argent aux institutions de développement durable agréées	30.11.2004, éd. 2	3389	854

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 15.12.2004, relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers	01.02.2005, éd. 2	3413	857
L 27.12.2004, Loi-programme	31.12.2004, éd. 2 err. 18.01.2005	3402	856
L 07.04.2005, modifiant l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la loi du 8 août 1997 sur les faillites et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'assurer un traitement fiscal plus équitable aux créanciers dans le cadre d'un concordat judiciaire ou d'une faillite	20.04.2005, éd. 2	3431	860
L 02.05.2005, modifiant l'art. 205, §2, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de revenus déductibles des bénéfices imposables	31.05.2005	3440	861
L 20.06.2005, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des taxes assimilées au timbre en matière d'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs et des taxes sur les primes d'assurance	24.06.2005, éd. 3	3455	862
L 22.06.2005, instaurant une déduction fiscale pour capital à risque	30.06.2005	3461	862
L 03.07.2005, portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale	19.07.2005 err. 07.09.2005	3483	863
L 11.07.2005, Loi-programme	12.07.2005, éd. 2	3466	862
L 20.07.2005, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte professionnel suite aux orientations communautaires 2004/43 du 17.01.2004 de la Commission de l'Union européenne sur les aides d'Etat au transport maritime	10.08.2005	3472	863
L 10.08.2005, insérant un article 314bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992	02.09.2005, éd. 2	3479	863
L 10.08.2005, modifiant l'art. 394 du Code des impôts sur les revenus 1992 et l'art. 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en vue d'humaniser le recouvrement fiscal à l'égard des conjoints	02.09.2005, éd. 2	3480	863
L 10.08.2005, modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue de lutter contre l'organisation d'insolvabilité dans le cadre de cessions frauduleuses d'un ensemble de biens	09.09.2005	3485	863

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 23.12.2005, relative au pacte de solidarité entre les générations	30.12.2005, éd. 2 err. 31.01.2006 err. 30.09.2008, éd. 5	3518	867
L 27.12.2005, Loi-programme	30.12.2005, éd. 2 err. 20.03.2006, éd. 2	3516	867
L 27.12.2005, Loi portant des dispositions diverses	30.12.2005, éd. 2 err. 31.01.2006	3517	867
L 26.01.2006, relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10.06.1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises	13.02.2006, éd. 2	3549	871
L 31.01.2006, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière d'assimilation des parts bénéficiaires à du capital libéré	22.02.2006	3529	869
L 25.04.2006, portant des dispositions fiscales diverses en matière de revenus mobiliers	28.04.2006, éd. 2	3548	871
L 10.06.2006, relative à l'imposition distincte des primes régionales de remise au travail	27.06.2006	3563	873
L 20.07.2006, Loi-programme	28.07.2006, éd. 2	3570	873
L 20.07.2006, portant des dispositions diverses	28.07.2006, éd. 2	3569	873
AR 10.11.2006, modifiant les structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire	07.12.2006, éd. 2	3598	876
AR 29.11.2006, portant exécution de la loi du 26 novembre 2006 portant modification de l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992	05.12.2006, éd. 2	3595	876
L 03.12.2006, modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle	27.12.2006, éd. 2	3603	876
L 07.12.2006, remplaçant l'article 230, alinéa 1er, 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992	22.12.2006, éd. 2	3601	876
L. 07.12.2006, relative à la déduction pour investissement en faveur du secteur horeca	22.12.2006, éd. 2 err. 02.01.2007	3610	876

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 27.12.2006, Loi-programme (I)	28.12.2006, éd. 3 err. 24.01.2007 err. 13.02.2007 err. 23.02.2007, ed.2	3604	876
L 27.12.2006, portant des dispositions diverses (I)	28.12.2006, éd. 3 err. 24.01.2007 err. 12.02.2007	3606	876
AR 25.02.2007, visant à développer le système de notifications électroniques entre le Service public fédéral Finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes	28.02.2007, éd. 2	–	–
L 01.03.2007, portant des dispositions diverses (III)	14.03.2007	–	–
AR 23.03.2007, portant exécution de la loi du 26 novembre 2006 portant modification de l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992	30.03.2007, éd. 3	–	–
L 25.04.2007, portant des dispositions diverses (IV)	08.05.2007, éd. 3 err. 08.10.2007	–	–
L 25.04.2007, portant modification des dispositions en matière de déduction pour investissement	10.05.2007	–	–
L 25.04.2007, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités octroyées à des artistes	10.05.2007	–	–
L 25.04.2007, modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 afin de les mettre en conformité avec certains principes du Traité instituant la Communauté européenne et de l'Accord sur l'Espace économique européen	10.05.2007	–	–
L 27.04.2007, Loi-programme	08.05.2007, éd. 3 err. 23.05.2007 err. 08.10.2007	–	–
L 27.04.2007, instaurant une réduction d'impôt pour maisons passives	10.05.2007, éd. 2 err. 24.05.2007	–	–
L 04.05.2007, relative au statut fiscal des sportifs rémunérés	15.05.2007	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L ~~01.09.2006~~ 11.05.2007, adaptant la législation en matière de la lutte contre la corruption	08.06.2007	–	–
L 17.05.2007, portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008	19.06.2007	–	–
AR 07.12.2007, adaptant la législation fiscale et la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique aux dispositions de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur	12.12.2007 éd. 2 err. 11.04.2008	–	–
L 21.12.2007, modifiant l'article 146, alinéa 1er, de la loi-programme du 27 avril 2007	31.12.2007	–	–
L 21.12.2007, relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008	31.12.2007 éd. 4 err. 26.02.2008	–	–
L 01.06.2008, instaurant une réduction d'impôt pour les participations sous la forme d'actions dans des fonds de développement du micro financement dans les pays en développement et fixant les conditions d'agrément en tant que fonds de développement	04.07.2008 err. 25.09.2008	–	–
L 08.06.2008, Loi-programme	16.06.2008 éd. 2	–	–
L 16.07.2008, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et organisant une fiscalité forfaitaire des droits d'auteur et des droits voisins	30.07.2008 éd. 2	–	–
L 24.07.2008, portant des dispositions diverses (I)	07.08.2008	–	–
L 27.07.2008, confirmant l'établissement de certaines taxes communales additionnelles et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du CIR 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009	08.08.2008	–	–
AR 28.09.2008, relatif à la restructuration du Fonds de l'infrastructure ferroviaire	02.10.2008 add. 10.10.2008, éd. 2	–	–

L 11.12.2008, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de le mettre en concordance avec la Directive 90/434/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents ainsi qu'au transfert de siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un Etat membre à un autre,	12.01.2009	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
modifiée par la Directive 2005/19/CE du Conseil du 17 février 2005			
L 22.12.2008, portant des dispositions diverses (I)	29.12.2008 éd. 4	–	–
L 22.12.2008, Loi- programme	29.12.2008 éd. 4 err. 14.01.2009 éd. 2	–	–
L 24.12.2008, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imputation de la déduction fiscale de l'emprunt hypothécaire de l'habitation unique	31.12.2008 éd. 3	–	–
L 24.12.2008, modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la déduction pour habitation propre et unique	31.12.2008 éd. 3	–	–
L 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises	09.02.2009	–	–
L 27.03.2009 de relance économique	07.04.2009		
AR 06.04.2009 portant exécution de la loi du 26 novembre 2006 portant modification de l'article 51 du Code des impôts sur les revenus 1992	10.04.2009 éd. 2	–	–
L 06.05.2009 portant des dispositions diverses	19.05.2009	–	–
L 08.06.2009 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les déclarations aux impôts	18.06.2009	–	–
L 21.12.2009 portant des dispositions fiscales et diverses	31.12.2009 éd. 2		

L 22.12.2009 portant des dispositions fiscales	31.12.2009 éd. 2 err. 15.03.2010		

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 22.12.2009 portant des dispositions fiscales et diverses	31.12.2009 éd. 2 err. 02.04.2010 err. 14.03.2011		
L 23.12.2009, Loi- programme	30.12.2009 err. 25.06.2010 éd. 2		
L 10.01.2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard	01.02.2010	–	–
L 21.02.2010 adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination "Cour constitutionnelle"	26.02.2010 éd. 2	–	–
L 21.02.2010 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'ajouter les polders et wateringues aux personnes morales de droit public assujetties à l'impôt des personnes morales	05.03.2010	–	–
L 04.05.2010 modifiant l'article 308, §3, du Code des impôts sur les revenus 1992	11.05.2010 err. 28.05.2010 éd. 2	–	–
L 19.05.2010 portant des dispositions fiscales et diverses	28.05.2010 (éd. 2) err. 01.07.2010 éd. 2	–	–
AR 19.12.2010 portant exécution de l'article 84 de la loi du 31.01.2009 relative à la continuité des entreprises	24.01.2011	–	–
L 29.12.2010 portant des dispositions diverses	31.12.2010 éd. 3	–	–
AR 03.03.2011 mettant en œuvre l'évolution des structures de contrôle du secteur financier	09.03.2011	–	–
L 14.04.2011 portant des dispositions diverses	06.05.2011	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 28.04.2011 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs	13.05.2011	–	–
L 19.06.2011 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le bonus à l'emploi et l'indemnité de crédit	28.06.2011 err. 06.07.2011	–	–
L 28.07.2011 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et le Code des droits et taxes divers en matière de revenus de produits d'assurance et portant une disposition diverse	11.08.2011	–	–
L 07.11.2011 portant des dispositions fiscales et diverses	10.11.2011 éd. 3	–	–
L 07.11.2011 modifiant l’article 171, 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992	16.11.2011	–	–
L 28.12.2011 portant des dispositions diverses	30.12.2011 éd. 4	–	–
L 29.03.2012, Loi-programme (I)	29.03.2012 éd. 3	–	–
L 22.06.2012, Loi-programme (I)	28.06.2012 err. 03.07.2012	–	–
L 20.09.2012 instaurant le principe "una via" dans le cadre de la poursuite des infractions à la législation fiscale et majorant les amendes pénales fiscales	22.10.2012	–	–
L 13.12.2012 portant des dispositions fiscales et financières	20.12.2012 éd. 4	–	–
L 27.12.2012, Loi-programme (I)	31.12.2012 éd. 2	–	–
L 14.01.2013 portant des dispositions fiscales et autres en matière de justice	31.01.2013 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 17.03.2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine	14.06.2013 éd. 2	–	–
L 14.04.2013 modifiant l'article 38/1, § 2, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant l'article 19bis, § 2, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	01.08.2013	–	–
L 29.04.2013 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre la conciliation fiscale aux demandes de dégrèvement d'office	10.05.2013	–	–
L 27.05.2013 modifiant diverses législations en matière de continuité des entreprises	22.07.2013	–	–
L 17.06.2013 portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable	28.06.2013 err. 05.07.2013 err. 05.08.2013 17.09.2013 err. 27.11.2013 éd. 3	–	–
L 28.06.2013, Loi-programme (I)	01.07.2013 éd. 2	–	–
L 30.07.2013 portant des dispositions diverses	01.08.2013 éd. 2	–	–
L 17.08.2013 transposant la directive 2011/16/EU du Conseil du 15.02.2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE	05.09.2013	–	–
L 11.11.2013 portant diverses modifications en vue de l'instauration d'un nouveau système social et fiscal pour les travailleurs occasionnels dans le secteur horeca	27.11.2013 éd. 3	–	–
AR 11.12.2013 relatif au personnel des Chemins de fer belges	16.12.2013 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 21.12.2013 portant des dispositions fiscales et financières diverses	31.12.2013 éd. 2	–	–
L 21.12.2013 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne la déductibilité d'impôts, taxes et rétributions régionaux	31.12.2013 éd. 2	–	–
L 26.12.2013, Loi-programme (I)	31.12.2013 éd. 2	–	–
L 26.12.2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement	31.12.2013 éd. 3	–	–
L 26.12.2013 portant diverses dispositions concernant les prêts-citoyen thématiques	31.12.2013 éd. 3	–	–
L 06.01.2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution	31.01.2014	–	–
AR 07.02.2014 relatif à l'entrée en vigueur anticipée de l'introduction électronique des déclarations à l'impôt des sociétés	14.02.2014	–	–
L 19.04.2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux	16.05.2014	–	–
L 25.04.2014 portant des dispositions diverses	07.05.2014 éd. 2	–	–
L 25.04.2014 adaptant dans la législation fiscale les dénominations des administrations du Service public fédéral Finances et portant diverses autres modifications législatives	16.05.2014	–	–
L 25.04.2014 visant à corriger plusieurs lois réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution	19.08.2014	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 08.05.2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 à la suite de l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques visée au titre III/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiant les règles en matière d'impôt des non-résidents et modifiant la loi du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution	28.05.2014 éd. 2 err. 17.01.2015	–	–
L 12.05.2014 modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de tax shelter pour la production audiovisuelle	27.05.2014	–	–
L 12.05.2014 relative aux sociétés immobilières réglementées	30.06.2014	–	–
L 15.05.2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance	22.05.2014	–	–
L 19.12.2014, Loi-programme	29.12.2014 éd. 2	–	–
L 24.03.2015 visant l'adaptation du titre 3 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance et des articles 275^{8} et 275^{9} du Code des impôts sur les revenus 1992 au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité	02.04.2015	–	–
L 10.08.2015, Loi-programme	18.08.2015 éd. 2	–	–
L 10.08.2015 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques	01.09.2015	–	–
L 16.11.2015 portant des dispositions diverses en matière sociale	26.11.2015	–	–
L 06.12.2015 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de titres-repas et d'avantages non- récurrents liés aux résultats	17.12.2015	–	–

L 18.12.2015 portant des dispositions fiscales et diverses	28.12.2015 éd. 2 err. 14.01.2016	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 18.12.2015 Loi transposant la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil	30.12.2015	–	–
L 26.12.2015, Loi-programme (I)	30.12.2015 éd. 2	–	–
L 26.12.2015 relative aux mesures concernant le renforcement de la création d'emplois et du pouvoir d'achat	30.12.2015 éd. 2 25.01.2016	–	–
L 27.04.2016 adaptant les dispositions attributives de titres et de grades dans les codes fiscaux et les dispositions légales relatives aux douanes et accises et portant diverses autres dispositions	06.05.2016	–	–
L 26.05.2016 modifiant l'article 194ter du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif au régime de Tax Shelter pour la production audiovisuelle	07.06.2016	–	–
L 01.07.2016, Loi-programme	04.07.2016 éd. 2	–	–
L 10.07.2016 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités accordées aux hautes écoles	22.07.2016	–	–
L 03.08.2016 instaurant une nouvelle taxe annuelle sur les établissements de crédit en remplacement des taxes annuelles existantes, des mesures de limitation de déductions à l'impôt des sociétés et de la contribution à la stabilité financière	11.08.2016 éd. 2	–	–
L 03.08.2016 portant des dispositions fiscales urgentes	11.08.2016 éd. 2	–	–
L 03.08.2016 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'introduction d'une réclamation écrite	11.08.2016 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 03.08.2016 relative à la quotité exemptée d'impôts pour les enfants dans le cadre de la coparentalité	11.08.2016 éd. 2	–	–
L 03.08.2016 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne le crédit d'impôt pour bas revenus d'activité	11.08.2016 éd. 2	–	–
L 03.08.2016 , Loi-programme (II)	16.08.2016	–	–
L 01.12.2016 portant des dispositions fiscales	08.12.2016	–	–
L 18.12.2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances	20.12.2016 éd. 3	–	–
L 18.12.2016 fixant le statut social et fiscal de l'étudiant-indépendant	30.12.2016	–	–
L 25.12.2016 , Loi-programme	29.12.2016 éd. 2	–	–
L 25.12.2016 modifiant les articles 4 et 243/1 du Code des impôts sur les revenus 1992	30.12.2016	–	–
L 25.12.2016 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de pensions	30.12.2016	–	–
L 25.12.2016 portant sur l'exonération de revenus investis dans une convention-cadre destinée à la production d'une oeuvre scénique	17.01.2017	–	–
L 09.02.2017 portant introduction d'une déduction pour revenus d'innovation	20.02.2017 éd. 2	–	–
L 20.02.2017 modifiant l'article 298 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les lettres de rappel envoyées en cas de non-paiement des impôts	15.03.2017	–	–
L 30.06.2017 portant des mesures de lutte contre la fraude fiscale	07.07.2017	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 30.06.2017 modifiant l'article 276 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de l'imputation de la perception anticipée de la taxe sur l'épargne à long terme	07.07.2017	–	–
L 30.06.2017 modifiant l'article 134 du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de calcul du crédit d'impôts pour enfant à charge	07.07.2017	–	–
L 10.07.2017 renforçant le rôle du service de conciliation fiscale	20.07.2017 éd. 2	–	–
L 21.07.2017 concernant l'assujettissement à l'impôt de certains travailleurs recrutés localement par des missions belges dans des pays avec lesquels la Belgique n'a pas conclu de convention préventive de la double imposition	03.08.2017	–	–
L 31.07.2017 transposant plusieurs Directives en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal	11.08.2017 éd. 2	–	–
L 31.07.2017 portant des dispositions financières et fiscales diverses et portant des mesures en matière de contrats de concession	11.08.2017 éd. 2	–	–
L 31.07.2017 visant la mise en place d'un système d'avances permanent sur le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques	11.08.2017 éd. 2	–	–
L 11.08.2017 portant insertion du Livre XX "Insolvabilité des entreprises", dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre XX, et des dispositions d'application au Livre XX, dans le Livre I du Code de droit économique	11.09.2017	–	–
L 20.10.2017 portant des dispositions fiscales diverses I	10.11.2017	–	–
L 23.11.2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement	11.12.2017 err. 18.12.2017	–	–
L 05.12.2017 portant des dispositions financières diverses	18.12.2017	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 17.12.2017 portant des dispositions financières diverses II	22.12.2017 err. 16.01.2018	–	–
L 25.12.2017 , Loi-programme	29.12.2017	–	–
L 25.12.2017 portant des dispositions financières diverses III	29.12.2017	–	–
L 25.12.2017 portant des dispositions financières diverses IV	29.12.2017	–	–
L 25.12.2017 portant réforme de l'impôt des sociétés	29.12.2017	–	–
L 07.02.2018 instaurant une taxe sur les comptes-titres *La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 138/2019 du 17.10.2019 (M.B.05.11.2019; Numac: 2019205042), annule la loi du 07.02.2018 "instaurant une taxe sur les comptes-titres" et maintient les effets des dispositions annulées pour la taxe qui est due pour les périodes de référence se terminant avant le 30 septembre 2019 ou à cette date*	09.03.2018	–	–
L 18.02.2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants	30.03.2018	–	–
L 06.03.2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les ressources des orphelins	15.03.2018	–	–
L 11.03.2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer une réduction d'impôt pour les frais d'adoption	23.03.2018	–	–
L 26.03.2018 relative au renforcement de la croissance économique et de la cohésion sociale	30.03.2018 éd. 2	–	–
L 29.03.2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale	13.04.2018	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
~~L 30.03.2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité~~ *La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 11/2020 du 23.01.2020 (M.B.24.02.2020, annule la L 30.03.2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité et maintient les effets des dispositions annulées pour les prestations fournies jusqu'au 31.12.2020 inclus*	07.05.2018	–	–
L 15.04.2018 modifiant l'article 375 du Code des impôts sur les revenus 1992	20.04.2018	–	–
L 15.04.2018 portant réforme du droit des entreprises	27.04.2018	–	–
L 04.05.2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités accordées aux entités créées sous la forme d'une fondation qui dépendent des hôpitaux universitaires agréés	16.05.2018	–	–
L 29.05.2018 fixant les conditions du passage à l'assujettissement à l'impôt des sociétés d'entreprises portuaires	11.06.2018	–	–
L 08.07.2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt	16.07.2018	–	–
L 11.07.2018 relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés	20.07.2018 éd. 2	–	–
L 11.07.2018 dans le cadre de l'intégration des bureaux d'hypothèque au sein de l'Administration Sécurité juridique de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service public fédéral Finances et des nouvelles organisation et répartition des compétences au sein de l'Administration de la Sécurité juridique	20.07.2018 éd. 2	–	–
L 11.07.2018 relative au paiement des pensions, allocations et rentes du secteur public	20.07.2018 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
~~L 18.07.2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale~~ *La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 53/2020 du 23.04.2020 (M.B.20.05.2020; Numac: 2020202097), annule la L 18.07.2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et maintient les effets des dispositions annulées pour les prestations fournies jusqu'au 31.12.2020 inclus*	~~26.07.2018~~	–	–
L 30.07.2018 portant des dispositions diverses en matière d'impôts sur les revenus	10.08.2018	–	–
L 30.07.2018 visant l'optimisation de l'aide aux employeurs qui investissent dans une zone en difficulté	10.08.2018	–	–
~~L 30.10.2018 modifiant la Loi du 18.07.2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et le Code des impôts sur les revenus 1992~~ *La Cour Constitutionnelle, par son arrêt n° 53/2020 du 23.04.2020 (M.B.20.05.2020; Numac: 2020202097), annule la L 30.10.2018 modifiant la Loi du 18.07.2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et le Code des impôts sur les revenus 1992 et maintient les effets des dispositions annulées pour les prestations fournies jusqu'au 31.12.2020 inclus*	~~12.11.2018~~	–	–
L 06.12.2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires	27.12.2018	–	–
L 21.12.2018 portant des dispositions diverses en matière sociale	17.01.2019	–	–
L 11.01.2019 portant des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en matière de précompte mobilier	22.01.2019	–	–
11.02.2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses	22.03.2019 err. 08.05.2019	–	–
L 27.02.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la notion d'âge légal de la retraite	15.03.2019	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 01.03.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'augmenter le montant de l'exonération fiscale dont bénéficient les pompiers volontaires des services publics d'incendie et les agents volontaires de la protection civile	18.03.2019	–	–
L 17.03.2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité	29.03.2019	–	–
L 17.03.2019 modifiant certaines dispositions relatives à l'allocation de mobilité	29.03.2019 err. 29.04.2019	–	–
L 17.03.2019 organisant le passage de l'assujettissement à l'impôt des personnes morales à l'assujettissement à l'impôt des sociétés	03.04.2019	–	–
L 17.03.2019 adaptant certaines dispositions fiscales fédérales au nouveau Code des sociétés et des associations	10.05.2019	–	–
L 23.03.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi	05.04.2019 éd. 2	–	–
L 29.03.2019 visant à étendre le tax shelter à l'industrie du jeu video	16.04.2019	–	–
L 07.04.2019 relative aux dispositions sociale de l'accord pour l'emploi	19.04.2019 éd. 2	–	–
L 07.04.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposition distincte	03.05.2019	–	–
L 13.04.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 supprimant la pénalité en cas de non- conformité à la condition du montant de rémunération de dirigeant	26.04.2019	–	–
L 13.04.2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales	30.04.2019	–	–
L 22.04.2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération d'impôt pour la cession de l'emphytéose	29.04.2019 err. 09.05.2019	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
AR 22.04.2019 modifiant les dispositions légales et réglementaires se référant au Fonds des rentes	07.05.2019	–	–
L 22.04.2019 visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique	08.05.2019	–	–
L 28.04.2019 portant des dispositions fiscales diverses et modifiant l'article 1er, § 1ter, de la loi du 5 avril 1955	06.05.2019	–	–
L 02.05.2019 portant des dispositions fiscales diverses 2019-I	15.05.2019	–	–
L 02.05.2019 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la réduction d'impôt pour libéralités	15.05.2019	–	–
L 02.05.2019 transposant la Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne	17.05.2019	–	–
L 02.05.2019 portant des dispositions financières diverses	21.05.2019	–	–
L 05.05.2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social	24.05.2019	–	–
AR 03.10.2019 adaptant la terminologie dans les codes fiscaux et dans l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 à celle du Code de droit économique	30.10.2019	–	–
L 20.12.2019 transposant la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration	30.12.2019	–	–
L 04.02.2020 portant le livre 3 « Les biens » du Code civil	17.03.2020	–	–
L 21.02.2020 introduisant diverses dispositions fiscales transitoires en ce qui concerne le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne	12.03.2020	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
APS n° 7 portant des mesures de soutien supplémentaires en matière d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents, d'impôt des personnes physiques, de taxe sur la valeur ajoutée, de précompte professionnel, de droits d'enregistrement et de rétributions	24.04.2020	–	–
L 23.04.2020 portant des modifications du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, du Code des impôts sur les revenus 1992, du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, et de la loi-programme (I) du 29 mars 2012, en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel transmises via l'e-notariat	11.05.2020	–	–
L 29.05.2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19	11.06.2020	–	–
AR 04.06.2020 n° 22 portant création d'un Fonds d'indemnisation pour les volontaires victimes du COVID-19	11.06.2020	–	–
L 11.06.2020 visant à adapter divers codes fiscaux à la loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social	19.06.2020	–	–
L 23.06.2020 portant des dispositions fiscales afin de promouvoir la liquidité et la solvabilité des entreprises dans le contexte de la lutte contre les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19	01.07.2020	–	–
L 15.07.2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19 (CORONA III)	23.07.2020 err. 31.07.2020	–	–
L 19.11.2020 portant l'introduction d'une réserve de reconstitution pour les sociétés	01.12.2020	–	–
L 08.12.2020 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de limiter l'émission de référence-CO_2	23.04.2021 err. 28.04.2021	–	–
Loi-programme 20.12.2020	30.12.2020	–	–
L 20.12.2020 portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes	30.12.2020 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 24.12.2020 relatif au travail associatif	31.12.2020	–	–
L 26.01.2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service Public Fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales	10.02.2021	–	–
L 17.02.2021 portant introduction d'une taxe annuelle sur les comptes-titres	25.02.2021	–	–
L 17.02.2021 portant modification du Code des impôts sur les revenus 1992 sur le plan des biens immobiliers sis à l'étranger	25.02.2021 err. 11.03.2021	–	–
L 16.03.2021 portant des dispositions sur la fiscalité familiale et la suppression du système permanent de régularisation fiscale et sociale	23.03.2021 err. 29.03.2021	–	–
L 21.03.2021 modifiant le livre XX du Code de droit économique et le Code des impôts sur les revenus 1992	26.03.2021	–	–
L 02.04.2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19	13.04.2021	–	–
L 27.06.2021 portant des dispositions fiscales diverses et modifiant la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces	30.06.2021 éd. 3 err. 12.07.2021	–	–
L 25.11.2021 organisant le verdissement fiscal et social de la mobilité	03.12.2021	–	–
L 12.12.2021 exécutant l'accord social dans le cadre des négociations interprofessionnelles pour la période 2021-2022	31.12.2021	–	–
L 20.12.2021 portant introduction de dispositions diverses en matière de recouvrement et ajustement de dispositions suite à l'introduction du code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales	28.12.2021	–	–
Loi-programme 27.12.2021	31.12.2021	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 21.01.2022 portant des dispositions fiscales diverses	28.01.2022 err. 07.03.2022	–	–
W 23.03.2022 visant à mettre en oeuvre le règlement (UE) 2020/1503 du parlement européen et du conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1937 et à transposer la directive (UE) 2021/338 du parlement européen et du conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/ UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 (II)	**04.04.2022**	–	–
L 17.03.2022 portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude	25.03.2022	–	–
L 28.03.2022 portant réduction de charges sur le travail	31.03.2022	–	–
AR 18.04.2022 portant exécution de l'article 74 de la loi du 11 août 2017 portant insertion du Livre XX « Insolvabilité des entreprises », dans le Code de droit économique, et portant insertion des définitions propres au livre XX, et des dispositions d'application au livre XX, dans le livre I du Code de droit économique	01.06.2022 éd. 2	–	–
L 26.04.2022 fixant le régime fiscal des rétributions pour des activités d'association visées à l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs	06.05.2022	–	–
L 05.07.2022 portant des dispositions fiscales diverses	15.07.2022 err. 27.07.2022	–	–
L 20.11.2022 portant des dispositions fiscales et financières diverses	30.11.2022 err. 05.12.2022	–	–
L 21.12.2022 portant des dispositions fiscales diverses	29.12.2022	–	–
L 21.12.2022 transposant la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16 (UE) relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal	30.12.2022	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
Loi-programme 26.12.2022	30.12.2022	–	–
L 26.12.2022 modifiant la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance, relatif à la seconde prolongation de la période d'application des zones d'aide et introduisant une dispense de versement de précompte professionnel pour les employeurs touchés par une calamité naturelle	13.01.2023	–	–
L 31.07.2023 portant des dispositions fiscales diverses	23.08.2023	–	–
L 31.07.2023 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les indemnités octroyées à des artistes	28.08.2023	–	–
L 31.07.2023 exécutant l'accord cadre dans le cadre des négociations interprofessionnelles pour la période 2023-2024	05.09.2023	–	–
L 23.11.2023 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et des règles particulières de recouvrement du Code des impôts sur les revenus 1992	01.12.2023	–	–
L 19.12.2023 concernant l'introduction d'un impôt minimum pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grand envergure	28.12.2023	–	–
L 21.12.2023 relatif à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers, à la détention de stocks stratégiques additionnels destinés à l'approvisionnement énergétique du pays en cas de crise énergétique, à la gestion de crise d'approvisionnement pétrolière et à l'organisation d'ASEVA	28.12.2023	–	–
Loi-programme 22.12.2023	29.12.2023	–	–
L 22.12.2023 portant des dispositions fiscales diverses	29.12.2023 éd. 2 err. 11.01.2024	–	–
L 28.12.2023 portant des dispositions fiscales diverses	29.12.2023 éd. 2	–	–

Date L ou AR 1	Date MB 2	R 3	B 4
L 06.02.2024 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'introduction de l'obligation de facturation électronique,	20.02.2024	–	–
L droit de la procédure pénale I 09.04.2024	18.04.2024	–	–
L 29.03.2024 modifiant diverses dispositions relatives aux chèques sport/culture et aux primes pouvoir d'achat	19.04.2024	–	–
L 25.04.2024 portant la réforme des pensions	16.05.2024	–	–
L 12.05.2024 portant des dispositions fiscales diverses	29.05.2024	–	–
L 12.05.2024 visant à digitaliser les relations entre le Service public fédéral Finances, les citoyens, les entreprises, les personnes morales et certains tiers et abrogeant la loi du 26 janvier 2021 sur la dématérialisation des relations entre le Service public fédéral Finances, les citoyens, personnes morales et certains tiers, et modifiant différents codes fiscaux et lois fiscales	30.05.2024 éd. 2	–	–
L 16.05.2024 portant adaptation du droit pénal fiscal spécial au nouveau Code pénal	21.06.2024	–	–

Service Public Fédéral FINANCES
Administration générale Expertise et Support stratégiques Service Règlementation

---

Avis relatif à l'indexation automatique en matière d'impôts sur les revenus - Exercice d'imposition 2024

Règles d'indexation

A. Le coefficient visé à l'article 178, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **2,1238** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le résultat de la division de la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix de 1988 (57,93).

Le tableau I ci-après reprend les montants de base dudit Code qui sont indexés suivant le coefficient précité, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

B. Le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **1,8724** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix de 1988 (57,93) multiplié par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70).

Les tableaux II, A à F, ci-après reprennent les montants de base de ce même Code qui sont indexés suivant le coefficient précité, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024) et pour l'exercice d'imposition 2023 (en abrégé : Ex. d'imp. 2023) en ce qui concerne les montants en matière de précompte professionnel et de précompte mobilier.

C. Le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 2, 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **1,5688** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2018 (107,24) par la moyenne des indices des prix de 1988 (57,93) multiplié par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70) et par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 2016 (102,89) et 2012 (98,9).

Les tableaux III, A à C, ci-après reprennent les montants de base de ce même Code qui sont indexés suivant le coefficient précité, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

D. Le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 3, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **1,7998** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix de l'année 1988 (57,93) multipliée par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70) et par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 2016 (102,89) et 2012 (98,9).

Le tableau IV, ci-après reprend les montants de base de ce même Code qui sont indexés suivant le coefficient précité, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

E. Le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 4, du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **1,5914** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2019 (108,78) par la moyenne des indices des prix de l'année 1988 (57,93) multipliée par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70) et par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 2016 (102,89) et 2012 (98,9).

Le tableau V, ci-après reprend les montants de base de ce même Code qui sont indexés suivant le coefficient précité, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

F. Par dérogation aux points A à E ci-dessus, les montants ci-après sont indexés suivant un coefficient spécifique :

1° les montants repris à l'article 38, § 1er, alinéa 1er, 23°, et § 4, et à l'article 97, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont indexés pour l'exercice d'imposition 2024 conformément à l'article 178, § 4, alinéa 1er, du même Code, et au titre 2 de la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi, soit en multipliant le montant de base par l'indice santé lissé du mois de septembre 2022 (165,61 - base 1996) et en le divisant par l'indice santé lissé du mois de septembre 2003 (112,15 - base 1996) ;

2° le montant repris à l'article 38, § 1er, alinéa 1er, 24°, du Code des impôts sur les revenus 1992 est indexé pour l'exercice d'imposition 2024 conformément à l'article 178, § 6, du même Code, et au titre 2 de la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi, soit en multipliant le montant de base par l'indice santé lissé du mois de novembre 2022 (149,11 - base 2004) et en le divisant par l'indice santé lissé du mois de novembre 2012 (119,7 - base 2004);

3° les montants repris à l'article 145^{46ter}, §2, du Code des impôts sur les revenus 1992 sont indexés pour l'exercice d'imposition 2023 conformément à l'article 178, §6*bis*, du même Code, et au chapitre VII du décret de la Région wallonne relatif à l'octroi d'un avantage fiscal pour l'acquisition de l'habitation propre du 20 juillet 2016, soit en multipliant le montant de base par l'indice santé du mois de novembre 2022 (127,44) et en le divisant par l'indice santé du mois de novembre 2015 (102,28).

4° le montant repris à l'article 275^{5}, § 5, alinéa 1er, 3ième tiret, et alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 est indexé pour l'exercice d'imposition 2023 conformément à l'article 275^{5}, § 5, alinéa 7, du même Code, soit en multipliant le montant de base par le chiffre de l'indice santé lissé pour le mois de septembre 2022 (120,53 - base 2013) et en le divisant par le chiffre de l'indice santé lissé pour le mois de septembre 2017 (103,42 - base 1996).

Les tableaux VI, VII et VIII ci-après reprennent les montants de base dudit Code ainsi que les montants indexés pour l' exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

G. Les montants visés aux articles 4, alinéa 1er, 1°, et 18, § 3, 4°, AR/CIR 92 sont indexés suivant le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992. Ce coefficient s'élève à **1,8724** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix de 1988 (57,93) multiplié par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70).

Le tableau IX ci-après reprend les montants de base dudit AR/CIR 92 qui sont indexés de la manière susmentionnée, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

H. Les montants visés à l'article 70, § 2, alinéa 2, de la loi-programme du 10 août 2015 sont indexés suivant le coefficient visé à l'article 178, § 3, alinéa 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992. Ce coefficient s'élève à **1,8724** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le coefficient obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix de 1988 (57,93) multiplié par le rapport entre les moyennes des indices des prix des années 1997 (72,25) et 1991 (63,70).

Le tableau X ci-après reprend les montants de base dudit article 70 de la loi- programme du 10 août 2015 qui sont indexés de la manière susmentionnée, ainsi que les montants indexés pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

I. Le coefficient visé à l'article 518 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **2,0915** pour l'année des revenus 2023, soit le résultat de la division de la moyenne des indices des prix de 2022 (123,03) par la moyenne des indices des prix des années 1988 et 1989 (58,825 ; moyenne des indices des prix de 1988 : 57,93 - moyenne des indices des prix de 1989 : 59,72).

Pour l'application de l'article 255 du même Code, l'année des revenus 2023 coïncide avec l'exercice d'imposition 2023 et pour l'application des articles 7 à 11, 221, 1°, 222, 2°, 234, alinéa 1er, 1°, de ce Code, cette année de revenus coïncide avec l'exercice d'imposition 2024.

J. Par dérogation aux points A à I ci-dessus, le montant le montant repris à l'article 342, § 4, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992 est indexé pour l'exercice d'imposition 2024 selon les règles de l'article 178, § 2, étant entendu que le montant doit d'abord être divisé par le coefficient d'indexation applicable pour l'exercice d'imposition 2020 (1,8512).

Le tableau XI ci-après reprend le montant de base dudit Code qui est indexé de la manière susmentionnée, ainsi que le montant indexé pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

K. Le coefficient visé à l'article 13 du Code des impôts sur les revenus 1992 s'élève à **1,27** pour l'exercice d'imposition 2024, soit le résultat de la division de l'indice de santé du mois de décembre 2022 (127,89 – base 2013) par celui du mois de décembre 2013 (100,36 – base 2013), arrondi au centième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des millièmes d'un point atteint ou non 5.

Le tableau XII ci-après reprend le montant de base dudit Code qui est indexé suivant le coefficient précité, ainsi que le montant indexé pour l'exercice d'imposition 2024 (en abrégé : Ex. d'imp. 2024).

I. **Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, §§ 1er et 2, CIR 92 : 2,1238)**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 131, al. 1er	Quotité du revenu exemptée d'impôt :	4.785	10.160
al. 3	Majoration pour un contribuable handicapé :	870	1.850
Art. 132, al. 1er, 1°	Majoration de la quotité du revenu exemptée d'impôt : - pour 1 enfant :	870	1.850
2°	- pour 2 enfants :	2.240	4.760
3°	- pour 3 enfants :	5.020	10.660
4°	- pour 4 enfants :	8.120	17.250
5°	- pour plus de 4 enfants (supplément par enfant au-delà du quatrième) :	8.120 3.100	17.250 6.580
6°	- montant supplémentaire pour chaque enfant de moins de 3 ans pour lequel des frais de garde n'ont pas été déduits :	325	690
7°	- pour chaque personne à charge visée à l'art. 136, 2° ou 3°, qui est dans une situation de dépendance et qui a atteint l'âge de 65 ans :	2.610	5.540
8°	- pour chaque autre personne à charge :	870	1.850
Art. 133, al. 1er, 1°	Majoration de la quotité du revenu exemptée d'impôt : - pour un contribuable imposé isolément * qui a un ou plusieurs enfants à charge :	870	1.850
	* à qui la moitié des suppléments à la quotité du revenu exemptée d'impôt visés à l'art. 132, al. 1er, 1° à 6°, est attribuée en application de l'art. 132*bis* :	870	1.850
2°	- lorsqu'une imposition est établie par contribuable pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale et pour autant que le conjoint n'ait pas bénéficié de ressources excédant un montant net déterminé :	870	1.850
	Montant net maximum de ces ressources :	1.800	3.820
al. 2	Supplément additionnel sur la quotité du revenu exemptée d'impôt:		
2ième tiret	Montant limite des revenus imposables :	10.700	22.720
3ième tiret	Montant minimum des revenus professionnels nets :	1.800	3.820
al. 3	Montant du supplément additionnel :		
1er tiret	Montant limite des revenus imposables :	8.445	17.940
	Montant du supplément additionnel :	565	1.200
2ième tiret	Montant limite des revenus imposables :	8.445	17.940
	Montant du supplément additionnel :	565	1.200
	Montants limites des revenus imposables pour le calcul de la majoration :	10.700 8.445	22.720 17.940
	Différence :	2.255	4.780
Art.134, § 3, al. 2	Montant maximum du crédit d'impôt par enfant à charge :	250	530
Art. 136, 140, al. 2, et 141	Montant net maximum des ressources :	1.800	3.820
Art. 141	Montant net maximum des ressources majoré : - pour enfants à charge d'un contribuable imposé isolément : - pour enfants handicapés à charge d'un contribuable imposé isolément :	2.600 3.300	5.520 7.010

Art.142, al. 2	Montant minimum des frais déductibles lorsque les ressources sont constituées par des rémunérations de travailleurs ou des profits :	250	530
Art. 143, 3°	Montant maximum des pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont perçues par des personnes visées à l'art. 132, al. 1er , 7°, qui n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du montant net des ressources :	14.500	30.800
Art. 143, 6°	Montant maximum des rentes alimentaires visées à l'art. 90, alinéa 1er, 3°, des pensions de survie accordées aux orphelins dans le secteur public et des rentes d'orphelin, attribuées aux enfants, qui n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du montant net des ressources :	1.800	3.820
Art. 143, 7°	Montant maximum des rémunérations et rétributions pour activités d'association perçues par des étudiants jobistes, des rémunérations perçues par des apprentis en formation en alternance et des revenus d'étudiants-indépendants qui n'entre pas en compte pour la détermination du montant net des ressources :	1.500	3.190
Art. 132, al. 1er, 7° et art. 546	Disposition transitoire jusqu'à l'exercice d'imposition 2025 incluse pour le s upplément de quotité du revenu exemptée d'impôt (article 132, alinéa 1er, 7 ° et alinéa 2, CIR 92 - article 11, loi-programme du 20 décembre 2020)	1.740	3.700

II. **A. Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, §§ 1er et 3, al. 1er, 2°, CIR 92 : 1,6679)**

a) **Fédéral**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 36, § 2	Montant minimum de l'avantage de toute nature pour l'utilisation à des fins personnelles d'un véhicule mis gratuitement à disposition :	820	1.540
Art. 37, al. 2	Montant maximum des revenus visés à l'article 17, § 1er, 5°, considérés comme des revenus mobiliers :	37.500	70.220
Art. 37bis, § 2	Montant limite des revenus bruts mentionnés à l'article 90, al. 1er, 1°*bis et* 1°*ter* , pour l'année civile ou l'année civile précédente, au-dessus duquel les revenus sont considérés comme des revenus professionnels :	3.830	7.170
Art. 38, § 1er, al. 1er, 9°, c	Montant exonéré des indemnités accordées par l'employeur en remboursement ou paiement des frais de déplacement du domicile au lieu du travail pour autant que le travailleur revendique les frais professionnels forfaitaires et utilise pour effectuer ces déplacements un autre moyen de transport que les transports publics en commun ou le transport collectif du personnel :	250	470
12°	Montant exonéré des allocations des pompiers volontaires, des ambulanciers volontaires et des agents volontaires de la Protection civile :	3.750	7.020
14°	Montant maximum exonéré par kilomètre de l'indemnité bicyclette (les cycles, les cycles motorisés et les speed pedelecs)	0,145	0,27
17°	Montant maximum par période imposable des interventions de l'employeur dans le prix d'achat payé par le travailleur pour l'achat à l'état neuf d'un pc avec ou sans périphériques, connexion internet et abonnement à l'internet :	550	1.030
	Limite de revenus :	21.600	40.440
34°	Montant maximum exonéré des primes à la formation octroyées par une région ou par la Communauté germanophone et qui remplissent les conditions visées au paragraphe 7 :	420	790
Art. 51, al. 2, 4°	pour les profits :	3.750	7.020

al. 3	Montant maximum des frais professionnels forfaitaires : Rémunérations des travailleurs et bénéfices: Rémunérations des dirigeants d'entreprise : Rémunérations des conjoints aidants et profits :	7.450 12.400 2.950,00 1.555,50 2.592,50	13.950 23.220 5.520 2.910 4.850
Art.52*bis* , 5°	Montant maximum des sommes qui peuvent être considérées comme des frais professionnels déductibles et qui sont payées en faveur d'un milieu d'accueil collectif de la petite enfance :	5.250	9.830
Art. 53, 22°	Montant maximum des cotisations et primes patronales visées à l'article 52, 3°, b, qui sont versées en exécution d'engagements individuels de pension complémentaire visés à l'article 6 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, conclus au profit de personnes qui perçoivent des rémunérations visées à l'article 30, 1° :	1.525	2.860
Art. 66*bis* , al. 3	Montant maximum des frais déductibles par kilomètre en bicyclette :	0,145	0,27
Art. 67, §§ 1er et 2	Bénéfice exonéré par unité de personnel supplémentaire recruté et affecté à temps plein à un emploi de chef de service des exportations et à un emploi de chef de service de la section Gestion intégrale de la qualité :	10.000	18.720
Art. 67*ter* §§ 1 et 3	Exonération des bénéfices et profits par unité de personnel supplémentaire occupé en Belgique :	3.720	6.970
Art. 72, al. 2	Déduction pour investissement - report :	620.000 2.480.000	1.160.890 4.643.550
Art. 86, al. 1er	Montant limite des revenus professionnels personnels du conjoint aidant :	8.700	16.290
Art. 87, al. 2 et art. 88, al. 1	Maximum imputable des revenus professionnels (quotient conjugal) :	6.700	12.550
Art . 90, al. 1er, 2°	Montant exonéré des prix et subsides perçus pendant 2 ans:	2.500	4.680
Art. 90, al. 1er, 2°bis	Première tranche des primes pour des prestations sportives :	30.000	56.170
Art. 126, § 2, al. 1er, 4°	Montant limite des revenus professionnels au-dessus duquel l'imposition commune des conjoints et des cohabitants légaux n'est pas applicable :	6.700	12.550

Art. 130	Tarif d'imposition - tranches de revenus :	8.120 14.330 24.800	15.200 26.830 46.440
Art. 134, § 2, al. 2	Impôt sur la quotité des revenus exemptées d'impôt-tarif d'imposition - tranches de revenus :	5.705 8.120 13.530 24.800	10.680 15.200 25.330 46.440
Art. 145[3], al. 3 **al. 4**	Montant maximum des cotisations et primes personnelles qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 33 de la loi de 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale : Montant minimum des cotisations personnelles dans le cadre d'une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés :	1.500 980	2.810 1.830
Art. 145[34], al. 2, 1°	Montant minimum des rémunérations d'un employé de maison :	2.450	4.590
Art. 145[35], al. 6	Montant maximum des dépenses à prendre en considération pour la réduction pour garde d'enfant par jour de garde et par enfant	8,40	15,70
Art. 163	Montant minimum de la majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés :	50	90
Art.169, § 1[er], al. 2	Première tranche du capital ou de la valeur de rachat d'une pension complémentaire visée à l'art. 34, § 1[er], 2°, al. 1[er], a à c/1, et 2°ter, pour l'application du régime de conversion :	50.000	93.620
Art. 171, 1°, i	Montant maximum des revenus professionnels bruts par période imposable, payées ou attribuées aux sportifs âgés de plus de 23 ans au 1er janvier de l'exercice d'imposition ou de plus de 26 ans, arbitres, formateurs, entraîneurs, …	12.300	23.030
2°bis, b	Première tranche de droits d'auteur	37.500	70.220
4°, j	Montant maximum des rémunérations brutes par période imposable payées ou attribuées aux sportifs, en cette qualité, pour autant qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans mais soient âgés de moins de 23 ans, ou soient âgés de 24 ou de 25 ans au 1er janvier de l'exercice d'imposition :	12.300	23.030
7°	Prime régionale de remise au travail : Montant maximum de la prime brute par mois :	120	220
Art. 172	Montant limite des revenus professionnels bruts/rémunérations brutes des sportifs, … :	12.300	23.030

b) **Régions:**

	REGIONS FLAMANDE, BRUXELLES-CAPITALE ET WALLONNE		
Art. 145[21], al. 1er	Montant maximum par contribuable des dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour des prestations payées avec des titres-services (ou chèque travail de proximité pour la Région flamande):	920	1.720
	REGION FLAMANDE		
Art. 145[23], § 2, al. 2	Limite de revenu pour la conversion de la réduction d'impôt des titres-services en un crédit d'impôt :	28.605	53.560
	REGION WALLONNE		
Art. 145[29], al. 3, 3°	Montant minimum du coût total des travaux pour l'application de la réduction d'impot pour les depenses en vue de la renovation d'une habitation située dans une zone d'action positive des grandes villes :	2.500	4.680
al. 6	Montant maximum de la réduction d'impôt par période imposable et par habitation:	500	940
	REGION WALLONNE		
Art. 145[30], al. 3, 2°	Réduction d'impôt pour la rénovation d'une habitation située en Belgique et donnée en location via une agence immobilière sociale :	7.500	14.040
al. 4	Montant minimum du coût total des travaux : Montant maximum de la réduction d'impôt par habitation :	750	1.400
	REGIONS FLAMANDE ET BRUXELLES-CAPITALE		
Art. 145[30], al. 4	Réduction d'impôt pour la rénovation d'une habitation située en Belgique et donnée en location via une agence immobilière sociale : Montant maximum de la réduction d'impôt par habitation :	750	1.400
	REGION WALLONNE		
Art. 145[36]	Montant maximum des dépenses réellement faites pour lequel une réduction d'impôt pour l'entretien et la restauration d'immeubles classés est accordée :	25.000	46.810
	REGION BRUXELLES-CAPITALE		
Art. 145[37], § 2	**Cet article n'est d'application qu'aux conditions du nouvel article 145[36]*bis***		
al. 1er	Montant maximum pris en considération pour la réduction d'impôt pour les intérêts et sommes affectés à l'amortissement ou à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire spécifiquement contracté én vue d'acquérir ou de conserver une habitation unique, par contribuable et par période imposable :	1.500	2.810
al. 2	Majoration durant les dix premières périodes imposables du montant visé à l'alinéa 1er :	500	940
al. 3	Majoration du montant mentionné à l'alinéa 2 lorsque le contribuable a trois enfants à charge, ou plus, au 1er janvier de l'année qui suit celle de	50	90

	la conclusion de l'emprunt :		
	RÉGION BRUXELLES-CAPITALE		
Art. 145[40], § 2, al. 2, § 3	*15 p.c. de la première tranche du: *montant maximum des dépenses qui sont prises en considération pour la réduction d'impôt :	1.250 1.500	2.340 2.810
	RÉGION WALLONNE		
Art. 145[47], al. 4	Montant total maximum de la réduction d'impôt pour les dépenses d'isolation du toit, par période imposable et par habitation :	2.000	3.740

II. **B. Titre III du Code des impôts sur les revenus 1992**

a) **(Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2°, CIR 92 : 1,8724)**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 193quater, § 1er, al. 3	Entreprises d'insertion : Montant minimum de charge salariale par unité de personnel occupé en Belgique:	7.440	13.930

b) **(Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2°, et art. 201, § 1, al. 9, CIR 92: 1,8724)**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 201, § 1, al. 9	Déduction pour investissement : Report dans le chef de la société qui a opté pour le crédit d'impôt pour recherche et développement visé à l'article 289*quater* :	310.000 1.240.000	580.440 2.321.780

II. C. Titre V du Code des impôts sur les revenus 1992
(Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2° et art. 243, al. 3, CIR 92: 1,8724)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 244*bis*	Montant limite des revenus professionnels au-dessus duquel il n'y a pas lieu à imposition commune des conjoints :	6.700	12.550

II. D. Titre VI du Code des impôts sur les revenus 1992

(Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2°, 269, § 1er, 4°, 289*ter* , § 3, 289*ter* /1, al. 3 et 292*bis* , § 1er, al. 3, CIR 92: 1,8724)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024 (Ex. d'imp. 2023 pour le Pr.M.)
Art. 269, § 1er, 4°	Première tranche de droits d'auteur	37.500	70.220
Art. 289*ter* ,§ 1er, al. 1er	Montant maximum de l'ensemble des revenus nets qui donne droit à un crédit d'impôt :	14.140	26.480
§ 2, al. 1er	Montant minimum des revenus d'activités pour donner droit au crédit d'impôt: Montant du crédit d'impôt :	3.260 440	6.100 820
§ 2, al. 2, 1° à 3°, al. 4	Montants limites des revenus d'activités pour déterminer le montant du crédit d'impôt :	3.260 4.350 1.090	6.100 8.140 2.040
	Différence :	10.880 14.140 3.260	20.370 26.480 6.110
§ 2, al. 5	Montant du crédit d'impôt: • pour conjoints aidants : • pour les travailleurs qui autrement qu'en vertu d'un contrat de travail exécutent des prestations de travail dans le secteur public :	200 485	370 910
Art. 289*ter* /1, al. 3	Montant maximum du crédit d'impôt :	540	1.010
Art. 292*bis* , § 1er, al. 2	Crédit d'impôt pour recherche et développement : - montant maximum de l'imputation du crédit d'impôt reporté : - montant total du crédit d'impôt reporté à la fin de l'exercice d'imposition précédent :	105.400 421.600	197.350 789.400

II. E. Titre VII du Code des impôts sur les revenus 1992

(Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2°, et art. 412, al. 3, CIR 92 : 1,8724)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2023
Art. 412, al. 3	Le précompte professionnel est payable dans les 15 jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre au cours duquel les revenus ont été payés ou attribués, lorsque le montant du précompte professionnel afférent aux revenus de l'année précédente est inférieur à :	25.000	46.810

II **F. Titre X du Code des impôts sur les revenus 1992**

a) (Coefficient art. 178, § 3, al. 1er, 2°, art. 515*bis* , al. 7, et art. 551, § 2, CIR 92 : 1,8724)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024 (Ex. d'imp 2023 pour le Pr.M.)
Art. 515*bis* , al. 7	Application du régime de conversion sur la première tranche du capital constitué au moyen de cotisations personnelles et liquidé au plus tôt à l'âge légal de la retraite du bénéficiaire qui est resté effectivement actif jusqu'à cet âge :	50.000	93.620
Art. 551, § 2	Plafond réduit pour la première tranche de droits d'auteur	18.750	35.110

III. **A. Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, §§ 1er et 3, al. 2, 2°, CIR 92 : 1,5688)**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 21, al. 1er, 5°	Revenus exonérés de dépôts d'épargne :	625	980
10°	Intérêts ou dividendes exonérés des sociétés à finalité sociale :	125	200
13°	Montant des emprunts par une plate-forme de crowdfunding de laquelle les intérêts sont exonérés :	9.965	15.630
14°	Dividendes exonérés[1] :	510,00	800
Art. 145[6], al. 1er	Calcul du montant maximum des primes d'assurance-vie et des annuités d'amortissements du capital :	1.250 1.500	1.960 2.350
al. 2	Première tranche du montant initial des emprunts :	50.000	78.440

[1] article 2ter, AR/CIR 92

Art.145[27], § 1, al. 4	Limitation des sommes affectées à l'acquisition d'actions ou parts du capital de la société employeur :	500	780
	Montant maximum à concurrence duquel le Roi peut augmenter la limite, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres :	1.000	1.570
Art. 145[28], § 1er, al.3	Montant maximum de la réduction en cas d'acquisition d'un quadricycle :	3.280	5.150
	Montant maximum de la réduction en cas d'acquisition d'une motocyclette ou d'un tricycle :	2.000	3.140
Art. 145[32], al. 2	Montant minimum des sommes versées à un fonds de développement :	250	390
al. 4	Montant maximum de la réduction d'impôt par période imposable :	210	330
Art. 145[33], § 1, al. 2	Montant minimum d'une libéralité qui donne droit à une réduction d'impôt :	25	40
al. 4	Montant maximum de l'ensemble des libéralités pour lequel la réduction d'impôt est accordée :	250.000	392.200
Art. 145[34], al. 5	Montant maximum à prendre en considération pour la réduction d'impôt pour un employé de maison :	5.000	7.840
Art. 145[48], al. 4	Montant maximum des dépenses dans le cadre d'une procédure d'adoption :	4.000	6.280
Art. 145[49]	Montant maximum des primes pour l'assurance protection juridique qui entrent en ligne de compte pour la réduction d'impôt :	195	310

III. B. Titre III du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, § 1er et 3, al. 2, 3°, CIR 92 : 1,5688)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 185, § 1er	Dividendes exonérés des sociétés coopératives agréées :	125	200

III. C.Titre X du Code des impôts sur les revenus 1992

a) (Coefficient art. 178, § 3, al. 2, 3°, et art. 535, CIR 92: 1,5688)

La colonne "Article" reprise ci-après mentionne l'article du CIR 92 tel qu'il existait avant d'être abrogé par l'article 41 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses (Moniteur belge du 30 décembre 2011, éd. 4).

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 145[24], § 2, al. 7	Réduction d'impôt pour une habitation basse énergie par période imposable et par habitation :	300	470
	Réduction d'impôt pour une habitation passive par période imposable et par habitation :	600	940
	Réduction d'impôt pour une habitation zéro énergie par période imposable et par		

	habitation :	1.200	1.880

b) **(Coefficient art. 178, § 3, al. 2, 3°, et art. 539, CIR 92: 1,5688)**

La colonne "Article" reprise ci-après mentionne les articles du CIR 92 tels qu'ils existaient avant d'être abrogés ou remplacés par l' article 20 de la loi du 8 mai 2014 (Moniteur belge du 28 mai 2014, 2ème édition).

Article CIR 92	**Description**	**Montant de base**	**Montant indexé Ex. d'imp. 2024**
Art. 115, al. 1er, 6°	Montant maximum déductible des intérêts, des amortissements en capital et des primes d'assurance-vie pour l'acquisition ou la conservation d'une habitation unique, par contribuable et par période imposable :	1.500	2.350
Art. 116, al. 1er	Majoration du montant visé à l'art. 115, al. 1er, 6°, durant les 10 premières périodes imposables :	500	780
al.2	Majoration du montant mentionné à l'alinéa 1er, lorsque le contribuable a trois enfants à charge, ou plus, au 1er janvier de l'année qui suit celle de la conclusion de l'emprunt :	50	80

IV. Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, §§ 1er et 3, al.3, 2°, CIR 92 : 1,7998)

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 147, alinéa 1er 1°	Réductions d'impôt pour pensions et revenus de remplacement : - le revenu net se compose exclusivement de pensions ou d'autres revenus de remplacement : - réduction de base :	1.148,93	2.067,84
	- réduction additionnelle (1):	237,895	428,16
2°	- le revenu net se compose partiellement de pensions ou d'autres revenus de remplacement :		
b)	Exclusion complète des revenus d'activités : montant maximum de la pension légale :	10.160,00	18.290,00
c)	Exclusion partielle des revenus d'activités : montants limites de la pension légale :	10.160,00 14.900,00	18.290,00 26.820,00
7°	Réduction pour allocations de chômage : - réduction de base :	1.148,93	2.067,84
	- réduction additionnelle(1):	237,895	428,16
9°	Réduction d'impôt pour indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité :	1.541,69	2.774,73
al. 3	Suppresion de l'exclusion des revenus d'activités - montants limites de la pension légale : Différence :	14.900,00 10.160,00 4.740,00	26.820,00 18.290,00 8.530,00
al. 4	Revenu de référence pour le calcul de l'ajustement de la réduction additionnelle des pensions et autres revenus de remplacement et de la réduction additionnelle pour allocations de chômage	10.160,00	18.290,00
Art. 151	Montants limites du revenu imposable pour l'application de la réduction d'impôt de base pour allocations de chômage : Différence :	18.600,00 14.900,00 3.700,00	33.480,00 26.820,00 6.660,00
Art. 151/1	Montants limites du revenu imposable pour l'application de la réduction additionnelle pour pensions et autres revenus de remplacement et pour allocations de chômage : Différence :	14.900,00 10.160,00 4.740,00	26.820,00 18.290,00 8.530,00
Art. 152	Montants limites du revenu imposable pour l'application des réductions d'impôt autres que celles visées à l'art. 151 et à l'art. 151/1 : Différence :	29.800,00 14.900,00 14.900,00	53.630,00 26.820,00 26.810,00
Art. 154 **§ 2, al. 1er, 2°**	Réduction supplémentaire pour allocations de chômage : Montant maximum des revenus d'allocations de chômage d'une part, et de pensions, indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité	10.160,00	15.940,00

	ou d'autres revenus de remplacement d'autre part :		
§ 3/1, al. 1er, 2°	Revenu de référence pour la réduction additionnelle lorsque l'ensemble des revenus nets se compose de revenus d'allocations de chômage d'une part, et de pensions ou d'indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité ou d'autres revenus de remplacement d'autre part :	10.160,00	15.940,00

v. **Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 (Coefficient art. 178, §§ 1er et 3, al. 4, CIR 92 : 1,5914)**

Article CIR 92	**Description**	**Montant de base**	**Montant indexé Ex. d'imp. 2024**
Art.145[8], al. 2	Limitation des paiements pour épargne-pension[(1)] :	625 800	990 1.270
al. 3	Montant maximum à concurrence duquel le Roi peut augmenter la limite, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres :	1.000	1.590

(1) en exécution de l'article 147, alinéa 4, CIR 92

VI. **Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992 Règle spécifique art. 178, § 4, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 38, § 1er, al. 1er, 23°	Montant maximum des indemnités forfaitaires de défraiement octroyées en raison de la fourniture de prestations artistiques et/ou de la production d'œuvres artistiques pour le compte d'un donneur d'ordre :	2.000	2.953,37
§ 4, al. 2, 2°	Montant maximum des indemnités forfaitaires de défraiement par donneur d'ordre par jour :	100	147,67
Art. 97, § 2	Montant maximum des indemnités forfaitaires de défraiement octroyées en raison de la fourniture de prestations artistiques et/ou de la production d'œuvres artistiques pour le compte d'un donneur d'ordre, dont il n'est pas tenu compte pour déterminer le montant des revenus divers :	2.000	2.953,37

VII. **Titre II du Code des impôts sur les revenus 1992**

A. **Règle spécifique art. 178, § 6, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 38, § 1er, al. 1er, 24°	Montant annuel maximum des avantages non récurrents liés aux résultats :	2.756	3.434

B. **Règle spécifique art. 178, § 6bis, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
	REGION WALLONNE		
Art. 145[46ter], §2	Chèque Habitat : Montants limites du revenu imposable pour le calcul de la réduction d'impôt :	21000 81.000	26.166 100.926

VIII. **Titre VI du Code des impôts sur les revenus 1992 Règle spécifique art. 275[5], § 5, al. 7, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de	Montant indexé Ex. d'imp. 2023

		base	
Art. 275[5], § 5, al. 1er, 3ième tiret et al. 2	Dispense de versement du précompte professionnel pour le travail d'équipe : Montant minimum du salaire horaire brut qui est assimilé à la prime d'équipe :	13,75	16,02

IX. **Indexation automatique des montants visés aux articles 4, alinéa 1er, 1° et 18, § 3, 4°, AR/CIR 92.**

Article AR/CIR92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 4, al. 1er, 1°	Frais forfaitaires des droits d'auteur :		
	- plafond première tranche :	10.000	18.720
	- plafond deuxième tranche :	20.000	37.450
	Disposition transitoire article 551, § 2, CIR 92 :		
	- plafond première tranche :	5.000	9.360
	- plafond deuxième tranche :	10.000	18.720
Art. 18, § 3, 4°	Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage :		
	^au personnel de direction et aux dirigeants d'entreprise :		
	chauffage	1.245	2.330
	électricité	620	1160
	^aux autres bénéficiaires :		
	chauffage	560	1050
	électricité	280	520

x. **Indexation automatique des montants visés à l'article 70, § 5, al. 2, de la loi-programme du 10 août 2015, modifié par la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l'encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances : 1,8724**

Article loi-programme du 10 août 2015	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 70, § 5, al. 2	Rémunération de référence fixée en fonction du chiffre d'affaires	19.645	36.780
	issu du commerce de diamants :	32.745	61.310
		49.110	91.950
		65.485	122.610
		81.855	153.270
		98.225	183.920
	Montant du chiffre d'affaires:	1.620.720	3.034.640
		8.103.595	15.173.170
		16.207.190	30.346.340
		32.414.380	60.692.690
		48.621.570	91.039.030

xi. **Titre VI du Code des impôts sur les revenus 1992 Règle spécifique art. 342, § 4, al. 3, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 342, § 4, al. 1er	Minimum des bénéfices imposables	40.000	45.900

xii. **Titre VI du Code des impôts sur les revenus 1992 Règle spécifique art. 13, CIR 92**

Article CIR 92	Description	Montant de base	Montant indexé Ex. d'imp. 2024
Art. 13	Coefficient de revalorisation	4,23	5,37

Administration Générale de la Fiscalité

***M.B.*, 25.08.2023, p. 69791**
Numac: 2023043382

Généralités

Les investissements qui répondent aux conditions légales donnent droit à une déduction pour investissement égale à un certain pourcentage de la valeur d'investissement ou de revient de ces investissements.

Déduction appliquée en une fois

Pour les investissements effectués au cours de la période imposable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2024, les pourcentages suivants sont d'application.

A. Personnes physiques

- investissements numériques (*), brevets, investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement, investissements économiseurs d'énergie et systèmes d'extraction ou d'épuration d'air dans des établissements horeca :
* acquis ou constitués du 01.01.20221 au 31.12.2022 (**) .....25 %
* acquis ou constitués à partir du 01.01.2023 .....20,5 %
- investissements en sécurisation ..... 27,5 %
- investissements dans des camions sans émission carbone, infrastructure de recharge pour l'hydrogène bleu, vert ou turquoise, et l'infrastructure de recharge électrique relative aux camions sans émission carbone:
* acquis ou constitués à partir du 01.01.2022 jusqu'au 31.12.2023.....42 %
* acquis ou constitués à partir du 01.01.2024 .....36,5 %
- autres investissements :
* acquis ou constitués du 01.01.2022 au 31.12.2022 .....25 %
* acquis ou constitués à partir du 01.01.2023 .....8 %

B. Sociétés

1. Toutes les sociétés

- brevets (***), investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement (***), investissements économiseurs d'énergie et systèmes d'extraction ou d'épuration d'air dans des établissements horeca 20,5 %
- camions sans émission carbone, infrastructure de recharge pour l'hydrogène bleu, vert ou turquoise, et l'infrastructure de recharge électrique relative aux camions sans émission carbone :
* acquis ou constitués entre le 01.01.2022 et le 31.12.2023.....42 %
* acquis ou constitués entre le 01.01.2024 et le 31.12.2024.....36,5%
- investissements encourageant la réutilisation de récipients pour boissons et produits industriels : . . . . . 3 %

2. Sociétés visées à l'article 2, § 1er, 5°, c)bis, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92)

- investissements numériques ..... 20,5 %
- investissements en sécurisation ..... 27,5 %
- investissements autres que ceux mentionnés sous B, 1 et B, 2, 1er et 2e tirets et B, 3 :
* acquis ou constitués entre le 12.03.2020 et le 31.12.2022.....25 %
* acquis ou constitués à partir du 01.01.2023 .....8 %
- investissements visés sous B, 1, 1er tiret et B, 2, 1er tiret (**) (****) :

* acquis ou constitués entre le 12.03.2020 et le 31.12.2022.....25 %

3. Sociétés recueillant exclusivement des bénéfices provenant de la navigation maritime

- investissements en navires .....30 %

Déduction étalée

Les personnes physiques occupant moins de 20 travailleurs au premier jour de la période imposable qui se rattache à l'exercice d'imposition 2024 peuvent, si elles le désirent, étaler la déduction pour investissement relative aux immobilisations acquises ou constituées au cours de cette période imposable, sur la période d'amortissement de ces immobilisations. Dans ce cas, la déduction pour ces immobilisations est uniformément fixée à 17,5 % des amortissements admis pour chaque période imposable contenue dans la période d'amortissement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, quel que soit le nombre de travailleurs occupés, la déduction étalée s'élève à 27,5 % des amortissements sur les investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement qui sont acquis ou constitués au cours de la période imposable visée à l'alinéa précédent tant par des personnes physiques que par des sociétés (***).

Demande d'attestations

I. Investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement

Les attestations à tenir à la disposition de l'administration en ce qui concerne les investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement doivent, suivant le lieu d'investissement, être réclamées auprès des services suivants.

A. Région flamande
Vlaamse Overheid
Departement Omgeving
Afdeling Partnerschappen met besturen en maatschappij
Graaf de Ferraris-gebouw
Koning Albert II-laan 20, bus 8
1000 BRUSSEL
Tél. 0492 22 58 11
E-mail : attestOenO.omgeving@vlaanderen.be
Site internet : omgeving.vlaanderen.be

B. Région wallonne
Service public de Wallonie
Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement
Chaussée de Louvain 14
5000 NAMUR
Tél. 0479 86 64 46
E-mail : rd.deductionsfiscales.environnement@spw. wallonie.be"
Site internet : https://www.wallonie.be/fr/demarches/demander-une-attestation-pour-la-deduction-fiscale-dinvestissements-favorables-lenvironnement

C. Région de Bruxelles-Capitale
Bruxelles Environnement
Site de Tour et Taxis
Division Inspectorat et sols pollués
Avenue du Port 86 C/3000
1000 BRUXELLES

Tél. 02 775 76 24
E-mail : rodopol@environnement.brussels
Site internet : environnement.brussels

II. Investissements économiseurs d'énergie

Les attestations à tenir à la disposition de l'administration en ce qui concerne les investissements économiseurs d'énergie doivent, suivant le lieu de l'investissement, être réclamées auprès des services suivants.

A. Région flamande
Vlaamse Overheid
Vlaams Energie- en Klimaatagentschap
Graaf de Ferraris-gebouw
Koning Albert II-laan 20 - bus 17 1000
Brussel
Tél. : 02 553 46 00
E-mail : investeringsaftrek.veka@vlaanderen.be
Site internet : www.vlaanderen.be/veka

B. Région wallonne
La demande d'attestation adressée à l'administration régionale de l'énergie se fait désormais uniquement en complétant le formulaire en ligne disponible sur le page internet : https://energie.wallonie.be/fr/deduction-fiscale-pour-investissements.html?IDC=6952

C. Région de Bruxelles-Capitale
Bruxelles Environnement - Primes Energie
Site Tour et Taxis
Avenue du Port 86 C/3000
1000 BRUXELLES
Tél. : 02 775 75 75
E-mail : attest-ceb2@environnement.brussels
Site internet : https://environnement.brussels/pro/services-et-demandes/primes-et-aides-financieres

(*) Uniquement applicable aux personnes physiques qui, pour l'exercice d'imposition 2024, satisfont mutatis mutandis aux critères de l'article 1:24, §§ 1er à 6, du Code des sociétés et des associations.
(**) Le pourcentage majoré visé à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 2°, CIR 92 n'est pas applicable si le pourcentage de base mentionné à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 1°, ou à l'article 201, § 1er, alinéa 1er, 1°, CIR 92, est plus favorable (Chambre, Doc. 54/2864-001, p. 36).
(***) Les sociétés qui ont irrévocablement opté pour le crédit d'impôt pour recherche et développement mentionné à l'article 289quater, CIR 92 ne peuvent plus bénéficier, à partir de l'exercice d'imposition au cours duquel ce choix est fait, de la déduction pour investissement pour les brevets et pour les investissements pour la recherche et le développement respectueux de l'environnement.
(****) L'application du taux de 25 % induit la restriction visée à l'article 201, § 1er, alinéa 3, CIR 92 (anciennement alinéa 5, report limité à la période imposable suivante), ainsi que l'obligation de tenir à disposition de l'administration, dans ce cas, le relevé général prévu pour toutes les sociétés à l'article 47, 2°, AR/CIR 92.
(La presse est invitée à reproduire le présent avis.)

TABLE DE CONCORDANCE

CIR 92 — Dispositions coordonnées

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 1, § 1er § 2	Art. 1 Art. 2			
Art. 2, § 1er § 2 § 3 § 4 § 5 § 6 § 7	 Art. 94, al. 1er, pro parte Art. 11bis, § 1er, al. 2 Art. 119			
Art. 3	Art. 3			
Art. 4	Art. 4			
Art. 5	Art. 5			
Art. 6	Art. 6			
Art. 7, § 1er § 2	Art. 7, § 1er, al. 1er et 2 § 2, al. 2			
Art. 8	Art. 7, § 4			
Art. 9	Art. 7, § 3			
Art. 10, § 1er § 2	Art. 7, § 5 § 1er, al. 3			
Art. 11	Art. 7, § 6			
Art. 12, § 1er § 2	Art. 8 Art. 8bis			
Art. 13	Art. 7, § 2, al. 1er			
Art. 14			Art. 9, al. 1er et 2	
Art. 15	Art. 9			
Art. 16, § 1er § 2 § 3 § 4 § 5	Art. 10, § 1er, al. 1er § 1er, al. 2 § 1er, al. 3 et 4 § 2, al. 4 § 2, al. 1er et 3			
Art. 17, § 1er § 2	Art. 11 Art. 16, al. 2			
Art. 18	Art. 12, pro parte Art. 15, pro parte			
Art. 19, § 1er § 2	Art. 12, § 1er, 1°, pro parte Art. 13 Art. 14, pro parte Art. 15, al. 1er, pro parte Art. 15bis Art. 16, al. 1er Art. 11bis, § 1er, al. 1er et § 2 § 2			
Art. 20	Art. 17			
Art. 21, 1° 2° 3° 4° 5° 6° 7° 8°	Art. 19, al. 1er, 1° 2° 5° 6° 7° 8° 9° 10°			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 22, § 1er, al. 1er § 1er, al. 2 § 2 § 3	 Art. 18, al. 2		Art. 28, al. 1er Art. 25 Art. 26, § 1er	
Art. 23, § 1er § 2 § 3	Art. 20, pro parte Art. 43, al. 1er, pro parte al. 3			
Art. 24, al. 1er et 2 al. 3	Art. 21		 Art. 22, § 4	
Art. 25	Art. 22			
Art. 26	Art. 24			
Art. 27, al. 1er et 2 al. 3	Art. 30		 Art. 22, § 4	
Art. 28, al. 1er al. 2	Art. 20, 4°, pro parte Art. 31 Art. 32			
Art. 29, § 1er § 2, 1° et 2° § 2, 3° § 2, 4°	Art. 25, § 1er, al. 1er § 1er, al. 2 et 3			 L 12-07-1989, Art. 14 L 17-07-1989, Art. 30
Art. 30	Art. 26, al. 1er, pro parte Art. 27, § 1er, al. 1er, pro parte § 2, al. 1er, pro parte			
Art. 31, al. 1er et 2 al. 3 al. 4	Art. 26, pro parte Art. 29		 Art. 13, § 3, al. 4	
Art. 32	Art. 27, § 1er, pro parte			
Art. 33	Art. 27, § 2, pro parte			
Art. 34, § 1er et § 2, 1° et 2° § 2, 3° § 3	Art. 32bis, al. 1er et 2 Art. 72, § 9 Art. 32bis, al. 5			
Art. 35	Art. 32quater			
Art. 36	Art. 32ter			
Art. 37, al. 1er al. 2	Art. 33		 Art. 29, § 1er, pro parte	
Art. 38, 1° et 2° 3° 4° 5° à 8° 9° et 10° 11°	Art. 41, § 1er, 1° et 2° Art. 41, § 1er, 3° Art. 41, § 1er, 5° à 8° § 2, 1° et 2° § 4, et art. 108bis, al. 1er, pro parte			
Art. 39	Art. 32bis, al. 3 et 4			
Art. 40			Art. 11	
Art. 41	Art. 32quinquies, al. 1er			
Art. 42	Art. 32quinquies, al. 2			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 43	Art. 32quinquies, al. 3			
Art. 44, § 1er § 2 § 3	Art. 34, al. 1er al. 2 al. 3			
Art. 45	Art. 38			
Art. 46	Art. 40		Art. 32, § 1er, al. 2	
Art. 47	Art. 32sexies		Art. 32, § 1er, al. 1er	
Art. 48	Art. 23			
Art. 49	Art. 44, al. 1er et 3			
Art. 50, § 1er § 2	Art. 44, al. 2 Art. 49bis			
Art. 51, al. 1er à 3 al. 4	 Art. 51, § 4		Art. 24, §§ 1er à 3	
Art. 52, 1° et 2° 3° 4° 5° 6° 7° 8° 9° 10°	Art. 45, 1° et 2° 3°, pro parte Art. 108, pro parte Art. 45, 8° 6°, pro parte Art. 108, pro parte Art. 45, 4° 5°		 Art. 12, § 1er § 2, 1°, pro parte § 2, 2°	
Art. 53, 1° 2° 3° 4° 5° 6° 7° 8° 9° 10° 11° 12° 13° 14° 15° 16°	Art. 50, 2° 3° 4°, pro parte Art. 45, 9° Art. 50, 4°, pro parte 5° Art. 50bis, 1° Art. 50bis, 2° Art. 50bis, préambule Art. 45, 8°, pro parte 8°, pro parte Art. 50, 7° 6°		Art. 26, § 2 Art. 23, § 1er, al. 1er, 2° et al. 2 Art. 23, § 1er, al. 1er, 1° et § 2 Art. 23, pro parte Art. 26, § 2, al. 2	
Art. 54	Art. 46			
Art. 55	Art. 50, 1°, al. 1er et 2			
Art. 56	Art. 50, 1°, al. 3 et 4			
Art. 57	Art. 47, § 1er			
Art. 58	Art. 47, § 2			
Art. 59	Art. 26, pro parte Art. 27, § 1er, al. 2, 2° et § 2, al. 2, 2°		Art. 12, § 2, 1°, pro parte et § 3	

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
	Art. 45, 3°, b, pro parte Art. 47, § 3 Art. 108bis, al. 1er, pro parte			
Art. 60	Art. 45, 6°, pro parte			
Art. 61	Art. 45, 4°, pro parte Art. 48, § 1er			
Art. 62	Art. 48, § 2, al. 1er			
Art. 63	Art. 48, § 4			
Art. 64	Art. 49			
Art. 65	Art. 48, § 2, al. 2		Art. 22, §§ 1er à 3 et § 4, pro parte	
Art. 66			Art. 22, §§ 1er à 3 et § 4, pro parte	
Art. 67	Art. 42bis			
Art. 68	Art. 42ter, § 1er		Art. 20, § 2	
Art. 69			Art. 20, § 1er	
Art. 70	Art. 42ter, § 3			
Art. 71	Art. 42ter, § 5, al. 2			
Art. 72	Art. 42ter, § 4			
Art. 73	Art. 42ter, § 5, al. 1er			
Art. 74	Art.42ter, § 6, al. 1er			
Art. 75	Art. 42ter, § 6, al. 2			
Art. 76			Art. 20, § 4	
Art. 77	Art. 42ter, § 7			
Art. 78	Art. 43, al. 1er, 3°, pro parte			
Art. 79	Art. 53, al. 1er			
Art. 80	Art. 53, al. 2			
Art. 81	Art. 62		Art. 13, §§ 1er et 3, al. 1er	
Art. 82	Art. 55			
Art. 83	Art. 56, § 1er		Art. 13, § 2, b, pro parte	
Art. 84, §§ 1er et 2 § 3	 Art. 57		Art. 13, § 2	
Art. 85, § 1er § 2 § 3 § 4			Art. 13, § 3, al. 7 et 8 § 3, al. 2 et 6 § 3, al. 3 § 3, al. 5	
Art. 86, al. 1er al. 2	 Art. 63, § 2		Art. 3	
Art. 87			Art. 4, § 1er	
Art. 88			§ 2	
Art. 89			Art. 5, al. 2	
Art. 90, 1° et 2° 3° 4° 5° à 8°	Art. 67, 1° et 2° 3°, a 3°, b 4° à 7°			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
9°	8° et art. 67ter, § 1er, al. 1er			
Art. 91	Art. 67bis, § 1er			
Art. 92	Art. 67bis, § 2			
Art. 93	Art. 67bis, § 3			
Art. 94	Art. 67ter, § 1er, al. 2			
Art. 95	Art. 67ter, § 2, al. 1er			
Art. 96	Art. 67ter, § 2, al. 2			
Art. 97	Art. 68			
Art. 98	Art. 69, § 1er			
Art. 99	Art. 69, § 2			
Art. 100	Art. 69, § 3			
Art. 101	Art. 69bis			
Art. 102	Art. 69ter			
Art. 103	Art. 70			
Art. 104, préambule al. 1er, 1° 2° 3° 4° 5° 6° 7° 8° 9° 10° 11° al. 2	Art. 71, § 1er, préambule Art. 71, § 2, pro parte Art. 72, § 7, al. 1er Art. 71, § 1er, 3° § 2, al. 2 § 1er, 4° § 1er, 5° § 1er, 10° § 1er, 7° § 1er, 9° § 1er, 11°, pro parte Art. 72, § 2, pro parte Art. 71, § 1er, 6° Art. 71, § 2, al. 1er, pro parte		Art. 16, al. 1er Art. 15, §1	
Art. 105			Art. 17	
Art. 106	Art. 71, § 4 Art. 72, § 8			
Art. 107	Art. 71, § 2, al. 3			
Art. 108	Art. 71, § 1er, 4°, i, pro parte § 2, al. 4, pro parte			
Art. 109	Art. 71, § 2, al. 4, pro parte			
Art. 110	Art. 71, § 3			
Art. 111	Art. 71, § 1er, 10°, pro parte Art. 71, § 3ter			
Art. 112, § 1er, 1° à 4° § 1er, 5° § 2 § 3	Art. 71, § 2bis, al. 1er, 2° à 5° Art. 71, § 2bis, al. 1er, 7° Art. 71, § 2bis, al. 2		 Art. 14	
Art. 113			Art. 15, §§ 2 et 3	
Art. 114			Art. 15, § 4	

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 115, 1° 2°	Art. 71, § 1er, 11°, pro parte § 2ter, al. 3 § 5			
Art. 116	Art. 71, § 2ter, al. 1er et 2		Art. 9, al. 3	
Art. 117	Art. 72, § 2, pro parte			
Art. 118, al. 1er, 1° et 2° al. 1er, 3° al. 2	Art. 72, § 3, al. 1er § 7, al. 2 § 3, al. 2			
Art. 119	Art. 72, § 1er, al. 4 § 3, al. 3			
Art. 120	Art. 72, § 4			
Art. 121	Art. 72, § 5			
Art. 122	Art. 72, § 6			
Art. 123	Art. 72, § 10			
Art. 124	Art. 72, § 1er, al. 2 et 3 § 1er, al. 1er, 3°, pro parte			
Art. 125	Art. 72, § 1er, al. 1er, pro parte			
Art. 126	Art. 73, pro parte		Art. 2, pro parte	
Art. 127			Art. 2, pro parte	
Art. 128	Art. 75, pro parte		Art. 1	
Art. 129	Art. 76			
Art. 130			Art. 7, § 1er	
Art. 131			Art. 6, § 1er, al. 1er, 1° et 2°	
Art. 132			Art. 6, § 1er, al. 1er, 3° et 4°, pro parte et al. 2	
Art. 133			Art. 6, § 1er, al. 1er, 4°, pro parte § 2, al. 1er, 1° à 4°	
Art. 134			Art. 6, §§ 3 et 4 Art. 7, § 2	
Art. 135			Art. 6, §§ 5 et 6	
Art. 136	Art. 82, § 1er			
Art. 137	Art. 82, § 2			
Art. 138			Art. 6, § 1er, al. 3	
Art. 139			Art. 6, § 2, al. 2	
Art. 140	Art. 82, § 5			
Art. 141	Art. 82, § 6			
Art. 142	Art. 85			
Art. 143	Art. 83			
Art. 144	Art. 83bis			
Art. 145	Art. 84			
Art. 146	Art. 87ter, § 1er			
Art. 147	Art. 87ter, § 2			
Art. 148			Art. 18	

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 149	Art. 87ter, § 3 , al. 1er			
Art. 150	Art. 87ter, § 3, al. 2			
Art. 151	Art. 87ter, § 4			
Art. 152	Art. 87ter, §3bis			
Art. 153	Art. 87ter, § 5			
Art. 154	Art. 87ter, § 6			
Art. 155	Art. 87quater			
Art. 156	Art. 88			
Art. 157	Art. 89, § 1er			
Art. 158	Art. 89, § 2			
Art. 159	Art. 89, §§ 3 à 5			
Art. 160	Art. 89, § 6			
Art. 161	Art. 89, § 7			
Art. 162	Art. 89, § 8			
Art. 163	Art. 89, § 9			
Art. 164	Art. 89, § 9bis			
Art. 165	Art. 89, § 10			
Art. 166	Art. 89, § 11			
Art. 167	Art. 90			
Art. 168	Art. 91			
Art. 169	Art. 92			
Art. 170	Art. 92bis			
Art. 171, 1° 2° 3° 4° à 6°	Art. 93, § 1er, 1° § 1er, 1°bis, et 5° § 1er, 1°ter 2° à 4°			
Art. 172	Art. 93, § 2		Art. 16, al. 2	
Art. 173	Art. 93, § 3			
Art. 174	Art. 93, § 4			
Art. 175	Art. 93bis, § 1er			
Art. 176	Art. 93bis, § 2			
Art. 177	Art. 93bis, §§ 3 et 4			
Art. 178			Art. 8, §§ 1er et 2	
Art. 179	Art. 94, al. 1er, pro parte			
Art. 180	Art. 94, al. 2, a à g			
Art. 181	Art. 94, al. 2, h à n			
Art. 182	Art. 94, al. 3			
Art. 183	Art. 96			
Art. 184, al. 1er al. 2 al. 3	Art. 122, 1° 5° 4° Art. 15, al. 2, 2°			
Art. 185	Art. 98 Art. 100 Art. 102			
Art. 186	Art. 103, § 1er			
Art. 187	Art. 103, § 2			
Art. 188, al. 1er al. 2	Art. 122, 2° Art. 103, § 3			
Art. 189	Art. 104			
Art. 190	Art. 105, al. 1er et 2			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 191	Art. 105, al. 3			
Art. 192	Art. 105bis			
Art. 193	Art. 106			
Art. 194	Art. 107			
Art. 195	Art. 108			
Art. 196	Art. 108bis, al. 2			
Art. 197			Art. 33, § 1er, al. 3	
Art. 198, 1° 2° 3° 4° 5° 6° 7°	Art. 109, 1° 2°, pro parte 2°, pro parte Art. 109, 4° Art. 109, 3°		 Art. 21	 L 22-02-1990, Art. 12
Art. 199	Art. 110, al. 1er			
Art. 200	Art. 110, al. 2			
Art. 201			Art. 20, § 3bis	
Art. 202, 1° 2° 3° à 5°	Art. 111, § 1er, 1° et 3° § 1er, 2° Art. 111, § 1er, 4° à 6°			
Art. 203	Art. 111, § 2			
Art. 204	Art. 113, § 1er			
Art. 205	Art. 113, §§ 3 et 4			
Art. 206	Art. 114			
Art. 207, al. 1er al. 2	Art. 115, al. 1er al. 2, pro parte			
Art. 208, al. 1er al. 2	Art. 116 Art. 117			
Art. 209, al. 1er et 2 al. 3	Art. 118 Art. 122, 3°			
Art. 210	Art. 123			
Art. 211	Art. 124, §§ 1er et 2			
Art. 212	Art. 124, § 3			
Art. 213	Art. 124, § 4			
Art. 214, al. 1er al. 2	Art. 124, § 5 § 6			
Art. 215	Art. 126			
Art. 216	Art. 127			
Art. 217	Art. 128			
Art. 218	Art. 129			
Art. 219			Art. 33, § 1er, al. 1er et 2	
Art. 220	Art. 136			
Art. 221	Art. 137, § 1er			
Art. 222	Art. 137, § 2			
Art. 223	Art. 137, § 3			
Art. 224, al. 1er al. 2	Art. 137, § 4			L 28-12-1990, Art. 39

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 225, al. 1er et 2, 1° à 3° al. 2, 4° al. 2, 5° et 6°	Art. 138, al. 1er et 2, 1° à 3° Art. 138, al. 2, 5° et 6°		Art. 33, § 1er, al. 2 et § 2	
Art. 226	Art. 138bis			
Art. 227	Art. 139			
Art. 228	Art. 140			
Art. 229	Art. 141			
Art. 230	Art. 142, § 1er			
Art. 231	Art. 142, § 2			
Art. 232	Art. 143			
Art. 233	Art. 144			
Art. 234	Art. 145			
Art. 235	Art. 146			
Art. 236	Art. 147, § 1er			
Art. 237	Art. 147, § 2			
Art. 238	Art. 147, § 3			
Art. 239	Art. 147, § 4			
Art. 240	Art. 148, § 1er			
Art. 241	Art. 149, § 1er			
Art. 242, al. 1er al. 2	Art. 149, § 2			Cour d'arbitrage 21-01-1991, n° 34/91
Art. 243	Art. 150, § 1er			
Art. 244, al. 1er al. 2	Art. 150, § 2			Cour d'arbitrage 21-01-1991, n° 34/91
Art. 245	Art. 150, § 3			
Art. 246	Art. 151, § 1er			
Art. 247	Art. 151, § 2			
Art. 248	Art. 152			
Art. 249	Art. 153			
Art. 250	Art. 154			
Art. 251	Art. 155			
Art. 252	Art. 156			
Art. 253	Art. 157			
Art. 254	Art. 158			
Art. 255	Art. 159, pro parte			
Art. 256	Art. 160			
Art. 257	Art. 162, § 1er			
Art. 258	Art. 162, §§ 2 et 5			
Art. 259	Art. 162, § 3			
Art. 260	Art. 162, § 4			
Art. 261	Art. 164, al. 1er Art. 165 Art. 166, al. 1er Art. 167			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 262	Art. 164, al. 2, a à d, e pro parte et f Art. 166, al. 2			
Art. 263, al. 1er al. 2	Art. 168 Art. 164, al. 2, e, pro parte			
Art. 264, al. 1er, 1° al. 1er, 2° al. 1er, 3° al. 2	Art. 169, al. 1er, 1° al. 1er, 2° al. 1er, 3° al. 2			
Art. 265	Art. 169, al. 3			
Art. 266	Art. 170			
Art. 267	Art. 171			L 28-12-1983, Art. 4, § 2
Art. 268	Art. 172			
Art. 269	Art. 174			
Art. 270	Art. 180			
Art. 271	Art. 181			
Art. 272	Art. 182			
Art. 273	Art. 183, al. 1er			
Art. 274	Art. 183, al. 2			
Art. 275	Art. 184			
Art. 276	Art. 186			
Art. 277, al. 1er al. 2	Art. 188		Art. 10, § 1er	
Art. 278	Art. 189			
Art. 279	Art. 191			
Art. 280			Art. 31, § 1er	
Art. 281			Art. 31, § 2	
Art. 282	Art. 192, al. 1er			
Art. 283	Art. 192, al. 2			
Art. 284	Art. 193			
Art. 285, al. 1er al. 2	Art. 187, al. 1er Art. 187, al. 3			
Art. 286			Art. 29, § 3, al. 1er	
Art. 287			Art. 29, § 3, al. 2 et 3	
Art. 288	Art. 196		Art. 31, § 1er, al. 2	
Art. 289, 1° 2°	Art. 187, al. 2			
Art. 290	Art. 197			
Art. 291			Art. 10, § 2 Art. 28, al. 2	
Art. 292, al. 1er al. 2	Art. 198 Art. 200			
Art. 293	Art. 200			
Art. 294	Art. 199			
Art. 295	Art. 201			
Art. 296	Art. 203			
Art. 297	Art. 206			
Art. 298	Art. 207			
Art. 299				

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 300	Art. 208		Art. 37	
Art. 301	Art. 208bis			
Art. 302	Art. 209			
Art. 303	Art. 210			
Art. 304	Art. 211			
Art. 305	Art. 212			
Art. 306	Art. 213			
Art. 307	Art. 214			
Art. 308	Art. 215			
Art. 309	Art. 216			
Art. 310	Art. 217			
Art. 311	Art. 218			
Art. 312	Art. 220			
Art. 313	Art. 220bis			
Art. 314			Art. 36	
Art. 315	Art. 221			
Art. 316	Art. 222			
Art. 317	Art. 223			
Art. 318	Art. 224			
Art. 319	Art. 225			
Art. 320	Art. 226			
Art. 321	Art. 226bis			
Art. 322	Art. 228			
Art. 323	Art. 229			
Art. 324	Art. 230			
Art. 325	Art. 232			
Art. 326	Art. 233			
Art. 327	Art. 235			
Art. 328	Art. 236			
Art. 329	Art. 237			
Art. 330	Art. 238			
Art. 331	Art. 239			
Art. 332				L 11-04-1983, Art. 35
Art. 333	Art. 240			
Art. 334	Art. 241			
Art. 335	Art. 242			
Art. 336	Art. 243			
Art. 337	Art. 244			
Art. 338	Art. 244bis			
Art. 339	Art. 245			
Art. 340	Art. 246			
Art. 341	Art. 247			
Art. 342	Art. 248			
Art. 343	Art. 249			
Art. 344	Art. 250			
Art. 345	Art. 250bis			
Art. 346	Art. 251			
Art. 347	Art. 252			
Art. 348	Art. 253			
Art. 349	Art. 254			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 350	Art. 255			
Art. 351	Art. 256			
Art. 352	Art. 257			
Art. 353	Art. 258			
Art. 354	Art. 259			
Art. 355	Art. 260			
Art. 356	Art. 261			
Art. 357	Art. 262			
Art. 358	Art. 263			
Art. 359	Art. 264			
Art. 360	Art. 265			
Art. 361	Art. 25bis, § 1er			
Art. 362	Art. 25bis, § 2			
Art. 363	Art. 25bis, § 3			
Art. 364	Art. 25, § 2			
Art. 365	Art. 266			
Art. 366	Art. 267			
Art. 367	Art. 268			
Art. 368	Art. 269			
Art. 369	Art. 270			
Art. 370	Art. 271			
Art. 371	Art. 272			
Art. 372	Art. 273			
Art. 373	Art. 274			
Art. 374	Art. 275			
Art. 375	Art. 276			
Art. 376	Art. 277		Art. 19	
Art. 377	Art. 278			
Art. 378	Art. 279			
Art. 379	Art. 280			
Art. 380	Art. 281			
Art. 381	Art. 282			
Art. 382	Art. 283			
Art. 383	Art. 284			
Art. 384	Art. 285			
Art. 385	Art. 286			
Art. 386	Art. 287			
Art. 387	Art. 288			
Art. 388	Art. 289			
Art. 389	Art. 290			
Art. 390	Art. 291			
Art. 391	Art. 292			
Art. 392	Art. 293			
Art. 393	Art. 294			
Art. 394	Art. 295			
Art. 395	Art. 296			
Art. 396	Art. 297			
Art. 397	Art. 297bis			
Art. 398	Art. 298			
Art. 399	Art. 299			
Art. 400	Art. 299bis, § 1er			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 401	Art. 299bis, § 2			
Art. 402	Art. 299bis, § 3			
Art. 403	Art. 299bis, §§ 4 et 5			
Art. 404	Art. 299bis, §§ 6 et 7			
Art. 405	Art. 299ter, § 1er			
Art. 406	Art. 299ter, § 2			
Art. 407	Art. 299ter, §§ 3 et 4			
Art. 408	Art. 299ter, §§ 5 et 6			
Art. 409	Art. 300			
Art. 410	Art. 301			
Art. 411	Art. 302			
Art. 412	Art. 303			
Art. 413	Art. 304			
Art. 414	Art. 305			
Art. 415	Art. 306			
Art. 416	Art. 306bis			
Art. 417	Art. 307			
Art. 418	Art. 308			
Art. 419	Art. 309			
Art. 420	Art. 310			
Art. 421	Art. 311			
Art. 422	Art. 313			
Art. 423	Art. 314			
Art. 424	Art. 315			
Art. 425	Art. 316			
Art. 426	Art. 317			
Art. 427	Art. 318			
Art. 428	Art. 319			
Art. 429	Art. 320			
Art. 430	Art. 321			
Art. 431	Art. 322			
Art. 432	Art. 323			
Art. 433	Art. 324			
Art. 434	Art. 325			
Art. 435	Art. 326			
Art. 436	Art. 327			
Art. 437	Art. 328			
Art. 438	Art. 329			
Art. 439	Art. 330			
Art. 440	Art. 331			
Art. 441	Art. 332			
Art. 442	Art. 333			
Art. 443	Art. 333bis			
Art. 444	Art. 334			
Art. 445	Art. 335			
Art. 446	Art. 336			
Art. 447	Art. 337			
Art. 448	Art. 338			
Art. 449	Art. 339			
Art. 450	Art. 340			
Art. 451	Art. 341			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 452	Art. 342			
Art. 453	Art. 343			
Art. 454	Art. 344			
Art. 455	Art. 345			
Art. 456	Art. 346			
Art. 457	Art. 347			
Art. 458	Art. 348			
Art. 459	Art. 349			
Art. 460, § 1er § 2	Art. 350, § 1er § 2			
Art. 461, § 1er § 2	Art. 350, § 3 § 5			
Art. 462	Art. 350, § 4			
Art. 463	Art. 350bis			
Art. 464	Art. 351			
Art. 465	Art. 352			
Art. 466	Art. 353			
Art. 467	Art. 354			
Art. 468	Art. 355			
Art. 469	Art. 356			
Art. 470	Art. 357			
Art. 471	Art.360			
Art. 472	Art. 361			
Art. 473	Art. 362			
Art. 474	Art. 363			
Art. 475	Art. 364			
Art. 476	Art. 365			
Art. 477	Art. 366			
Art. 478	Art. 367			
Art. 479	Art. 368			
Art. 480	Art. 369			
Art. 481	Art. 370			
Art. 482	Art. 371			
Art. 483	Art. 372			
Art. 484	Art. 373			
Art. 485	Art. 374			
Art. 486	Art. 375			
Art. 487	Art. 376			
Art. 488	Art. 377			
Art. 489	Art. 378			
Art. 490	Art. 379			
Art. 491	Art. 380			
Art. 492	Art. 381			
Art. 493	Art. 382			
Art. 494	Art. 383			
Art. 495	Art. 384			
Art. 496	Art. 385			
Art. 497	Art. 386			
Art. 498	Art. 387			
Art. 499	Art. 388			
Art. 500	Art. 389			

Coordination	CIR		L 07-12-1988	Autres dispositions
Art. 501	Art. 390			
Art. 502	Art. 391			
Art. 503	Art. 392			
Art. 504	Art. 393			
Art. 505	Art. 430			
Art. 506	Art. 432			
Art. 507	Art. 433			
Art. 508	Art. 434			
Art. 509	Art. 435			
Art. 510	Art. 436			
Art. 511	Art. 444			
Art. 512	Art. 445			
Art. 513	Art. 445bis			
Art. 514	Art. 446			
Art. 515	Art. 447			
Art. 516, § 1er § 2	Art. 56, §§ 2 et 3		Art. 40, § 2 § 3	
Art. 517			Art. 6, § 5, dernier al.	
Art. 518			Art. 8, § 3	
Art. 519				L 22-02-1990, Art. 10
Art. 520				L 23-10-1991, Art. 10, § 1er
Art. 521				L 23-10-1991, Art. 10, § 2